

دعوات العمل

Initiatives : 11 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

ÉDITION SPÉCIALE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15042 7 F

MERCREDI 9 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Chefs de guerre africains

Il fut un temps, heureusement révolu, où du Congo à la Rhodésie, des mercenaires blancs, autoproclamés « chiens de guerre » par dérision, écumaient l'Afrique adossée, le plus souvent au service de causes perdues, en défilant la communauté internationale. Aujourd'hui, les chefs de guerre sont noirs. Ils n'ont même plus l'excuse des aveuglements doctrinaux d'antan, toute idéologie leur étant étrangère. Leur unique ambition ? Conserver ou conquérir le pouvoir et ses attributs : autorité, prestige et richesse. Leur seul langage ? Celui des armes.

Somalie, Libéria, Angola : ces trois pays d'Afrique - qui diffèrent tant par l'histoire et la géographie - subissent actuellement les ravages des nouveaux chefs de guerre. C'est aussi pour cela qu'ils sont devenus - tous trois - pour la bonne cause, le champ d'ingérences étrangères. En Somalie, cet Etat fantôme en proie à la famine et au chaos, où ont lieu en décembre dernier la première intervention humanitaire internationale, le contingent américain a laissé la place début mai à des contingents de l'ONU, qui, une fois entièrement déployés, comprendront 28 000 hommes.

AU Libéria, une force d'interposition de 18 000 soldats - uniquement africains - fait valablement la chaise depuis des mois à Charles Taylor, rebelle sans foi ni loi. En Angola, l'ONU n'entretient plus - et pour peu de temps - que quelques centaines d'observateurs, spectateurs impuissants du nouvel épisode d'un interminable conflit que le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, a préféré rallumer plutôt que d'accepter en septembre dernier le verdict des urnes qui l'avait donné perdant.

Les nouveaux chefs de guerre partagent un infini mépris pour les populations civiles à leur merci. Les hommes de main du « général » Aïdô - maître d'une moitié de Mogadiscio, la capitale somalienne - ont utilisé samedi dernier des femmes et des enfants comme « boucliers humains » face aux soldats palestiniens qu'ils avaient pris en embuscade.

LES séides de Charles Taylor, au Libéria, n'ont pas hésité dimanche à massacrer 300 réfugiés, dans une « orgie de tueries et de mutilations », selon le sinistre récit d'un témoin. En Angola, où 1 000 personnes meurent de faim chaque jour dans les zones de combat, plusieurs centaines de passagers viennent de périr dans un train que l'UNITA avait choisi pour cible. Si elle n'a pas les moyens de prévenir les tueries aveugles, la communauté internationale se doit d'agir là où elle le peut.

En Somalie, il est urgent de neutraliser enfin par la force tous les chefs de clan, en désarmant leurs affidés, tâche à laquelle les soldats américains ne s'étaient pas attelés. La mise au pas de ces ennemis de la paix - dont l'avènement serait fatal à leur influence - est l'indispensable prologue d'une renaissance de l'Etat et d'un essor de la société civile. En s'impliquant massivement dans ce pays marty, où l'on mange désormais à sa faim, l'ONU a mis en jeu son crédit. Elle n'a pas le droit d'y échouer.

Lire nos informations pages 5 et 6

M0147 - 0609 0 - 7.00 F



Ancien secrétaire général de la police de Vichy

René Bousquet a été assassiné

René Bousquet, l'ancien secrétaire général de la police sous le régime de Vichy, a été tué par balles à son domicile de l'avenue Raphaël dans le 16^e arrondissement de Paris, mardi 8 juin vers 9 heures. Un homme d'une cinquantaine d'années, qui se serait présenté en prétendant la remise d'une citation à comparaître, a tiré quatre balles sur René Bousquet. Celui-ci, âgé de quatre-vingt-quatre ans, avait été inculpé en juin 1992 de crimes contre l'humanité dans le cadre de l'instruction concernant Maurice Papon, secrétaire général

de la préfecture de Bordeaux entre 1942 et 1944. En fin de matinée, Christian Didier, quarante-neuf ans, était interpellé en Seine-Saint-Denis par la police judiciaire après avoir réuni des journalistes et affirmé être l'auteur de l'assassinat (lire page 26 l'article d'Ench Inyian et Edwy Plenel). Prudents en raison de la personnalité de Christian Didier, qui avait déjà tenté en 1987 de tuer Klaus Barbie dans sa prison lyonnaise, les enquêteurs laissent toutefois entendre que les premières vérifications corroborent son récit.

Un « collaborateur précieux »

par Laurent Greilsamer

René Bousquet ne sera pas jugé pour crimes contre l'humanité. Justice ne sera pas rendue à ses victimes un demi-siècle après l'Occupation. Quatre balles, tirées par un homme seul selon les premières informations, ont tué net cet ancien haut fonctionnaire qui symbolisait plus qu'aucun autre les errements de la collaboration avec l'Allemagne nazie et la défaillance des élites durant les années noires.

Souvent présenté comme un technocrate froid et cassant, uniquement obsédé du bon fonctionnement de l'Etat, René Bousquet dissimulait mal un vrai politicien. Et même un surdoué promis au meilleur avenir avant la Libéra-

tion. Ce fils de notaire, né à Montauban le 11 mai 1909, semblait en effet paré de tous les dons : la rigueur, la puissance de travail et le courage.

Sa vie publique commence en fanfare. Il a 20 ans et un ans lorsque des inondations terribles submergent le Sud-Ouest en mars 1930. Chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne, il défie la crue d'une rivière et sauve de la noyade plusieurs personnes. Le voilà, du jour au lendemain, glorifié par la presse et promu au rang mythique de héros national. Le président Gaston Doumergue tient à lui remettre personnellement la Légion d'honneur et la Médaille d'or des belles actions.

Une carrière d'excellence s'ouvre devant lui. La III^e République l'adopte comme un fils pro-

dige. Les frères Sarraut - Maurice, le sénateur et directeur de la *Dépêche de Toulouse*, et Albert, le député et ministre - le parviennent. Et il monte bientôt à Paris pour collectionner les fonctions de chef de cabinet. Dès 1931-1932, il découvre les arcanes du ministère de l'Intérieur.

Le ministre Pierre Cathala, proche de Pierre Laval, s'attache cet élément brillant et sûr de lui. Ainsi René Bousquet s'insère-t-il au groupe des fidèles de Laval au point de se voir confier, lors des élections sénatoriales de novembre 1935, la mission de représenter le président du conseil aux banquets et autres journées festives alors en usage.

Lire la suite page 10

Lady Thatcher ne désarme pas

De Londres à Washington, en passant par Varsovie, la Dame de fer et sa fondation continuent à prêcher la bonne parole du libéralisme

LONDRES

de notre correspondant

Pour qui s'agit Lady Thatcher ? Pourquoi cette boulimie d'activités, comme si elle ne pouvait continuer à vivre qu'en brûlant son énergie au rythme trépidant de ses onze années de présence au 10, Downing Street ? Comme si elle s'était vouée à une croisade perpétuelle pour conjurer les dangers menaçant l'« œuvre » qu'elle estime avoir laissée. Privée de pouvoir, elle a continué de plus belle, menant de front ce qui pourrait apparaître comme autant de carrières séparées (parlementaire, écrivaine, chef de tendance politique, conférencière, écrivain), mais qui se représentent, en fait, que les facettes d'une même trajectoire, d'un même but : la défense et l'illustration du « thatchérisme ».

Elle a, à l'évidence, dépassé cette douloureuse phase d'introspection qui avait suivi son « assassinat » politique. Trahie, elle avait éprouvé un sentiment d'injustice, développant même, selon certains, une sorte de paranoïa douce, sur le thème du complot. Puis la frustration avait fait place à une fureur salvatrice, peut-être aussi à un désir de vengeance, enfilé à la certitude qu'il fallait protéger l'acquis, poursuivre la tâche inachevée, et lancer quelques projets ambitieux. C'est tout cela qui explique que celle qui fut un jour le chaperon de John Major soit devenue, les mois passant, tueur à tuer Cassandre et Machiavel, prête, à son tour, à l'exécution politique, au nom du seul combat qui vaille : la défense du « thatchérisme ».

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 5

Un entretien avec Jacques Toubon

Le ministre de la culture s'inquiète de la désaffection du public. Il critique l'« opacité » des dernières « années Lang »

« Qu'est-ce qui vous a le plus étonné en arrivant Rue de Valois ? »

Curieusement, j'ai trouvé beaucoup de professionnels et d'artistes en état de vacance, comme n'importe lesquels. Ils manifestaient une attente par rapport à la personne qui siège dans ce fauteuil, comme si mon prédécesseur, contrairement à l'impression que j'avais, de toute bonne foi, s'était montré absent ou distant, depuis longtemps. Ce qu'on me demandait, en premier lieu, c'était d'être là, complètement là, et de reprendre, avec l'ensemble des milieux concernés, une relation plus suivie et plus confiante.

Ce que j'ai constaté ensuite, c'est le caractère d'un système, dans l'opacité et l'approximation dans un certain nombre de cas sont relativement fortes. A côté d'une administration de la culture qui

s'est beaucoup développée et a indiscutablement progressé, il s'est créé autour du ministère toute une nébulose dont je n'ai pas encore percé tous les mystères. Quand je suis arrivé, les directeurs sont venus chacun avec un dossier. Très bien fait, très clair. Dans ces dossiers, il y avait deux parties. L'une décrivait des choses et était adéquate. Dans l'autre partie, les ministres avaient souvent une existence autonome et ne correspondaient plus à rien de concret.

J'ai donc l'intention d'instiller une bonne dose de rationalité et de transparence au service de l'intérêt général. Voilà l'une des lignes de force de ma politique.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN et EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 16

Le patronat, la récession et le chômage



Lire page 19

Extension des combats en Bosnie entre Croates et Musulmans

Face au durcissement policier du régime de Belgrade, l'opposition serbe au président Milosevic s'est mobilisée pour une campagne de résistance passive destinée à obtenir la libération de sa principale personnalité, l'écrivain Vuk Draskovic, arrêté et battu par la police.

A Sarajevo, le gouvernement bosniaque s'est résolu à accepter la création par l'ONU de six « zones de sécurité » - des enclaves musulmanes assiégées et bombardées par les forces serbes - protégées par des « casques bleus ».

En Bosnie centrale, les affrontements entre les forces croates et musulmanes ont gagné la ville de Travnik, où les premières, chassées par les musulmans, majoritaires, ont dû se rendre aux Serbes. Les Croates accusent les musulmans d'exécutions sommaires et d'exactions.

page 3

DENISE BOMBARDIER

Denise Bombardier

La déroute des sexes

Editions du Seuil

Les commissariats sous l'œil de la défense

La réforme de la procédure pénale, dont les principales dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} mars, a rénové en profondeur le dispositif de la garde à vue. Elle a renforcé les droits et les garanties ouvertes à la personne gardée à vue, qui peut désormais s'entretenir avec un avocat au bout de vingt heures, faire prévenir sa famille et être examinée par un médecin, tandis que le procureur de la République devait être averti « sans délai » de toute mesure relative à la garde à vue.

Trois mois après son entrée en vigueur, les milieux judiciaires et policiers ont des appréciations différentes sur le nouveau dispositif de la garde à vue.

Lire page 9 les articles d'ANNE CHEMIN et d'ERICH INCYAN

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Armées-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 150 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Avortement

Cours constitutionnelles et État de droit

par Alfred Grosser

DES mois d'audition, cent quatre-vingt pages d'actes, un résumé d'orientation en dix-sept points : les juges du tribunal constitutionnel ont pris au sérieux leur décision. C'est un gros changement par rapport à leur jugement de 1975, qui, lui aussi, avait annulé une loi difficilement adoptée par le Parlement : l'avortement demeure illégal, mais n'est plus sanctionnable (*rechtswidrig, aber nicht strafbar*). En échange, condamnation morale et entraves ont été renforcées.

Le tribunal a utilisé encore davantage la possibilité que lui donne l'article 35 de son statut de pouvoir « régler la façon dont le jugement doit être exécuté ». En neuf longs articles, il édicte une véritable législation intrinsèque, notamment pour organiser la consultation obligatoire avant toute interruption de grossesse. Alors qu'en France, elle a plutôt connu la dérive : « Tu as choisi l'avortement, on va t'aider », le tribunal impose ici une véritable inquisition : le seul conseil admis est celui de renoncer à l'IVG, avec éventuellement convocation du père ou de la famille pour les amener à dissuader la jeune fille ou la femme, et avec obligation de dresser procès-verbal des motifs donnés par la « candidate ». Celle-ci peut toutefois exprimer le désir de conserver l'anonymat.

Avant de montrer à quel point le tribunal a ainsi remis en cause sa propre légitimité aux yeux de nombre d'Allemands et d'Allemandes, surtout dans l'ancienne RDA, il faut fortement insister, pour le lecteur français, sur la solidité et la valeur de cette légitimité.

Chez nous, en effet, la création, puis la montée en puissance du Conseil constitutionnel, ont renversé la tradition du pouvoir absolu de la majorité parlementaire.

Certes, il existe inévitablement le risque d'un « gouvernement des juges ». Mais comme on est en droit de se réjouir de voir imposer par le Conseil le respect des droits de la minorité et surtout celui des valeurs de référence de la société politique, telles qu'il les dégage de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et du préambule, toujours valide, de la Constitution de 1946. Avec des timidités : ainsi, précisément, dans les brefs attendus de 1975 validant la loi sur l'IVG, attendus qui esquaivaient tous les problèmes de fond que la Cour suprême américaine avait analysés avec sérieux et modestie, en 1973.

L'enfant, destructeur de l'amour et du bonheur...

Avec des prudences peut-être excessives : ainsi, en 1979, à propos du droit de grève opposé au principe de la continuité du service public, le législateur était invité à se débrouiller pour concilier des obligations antagonistes. Avec des subtilités sur l'essentiel qui ont fait que, en 1982, s'il faut en croire Jacques Attali, François Mitterrand n'a rien compris à la décision ouvrant de façon illimitée le champ des nationalisations grâce à l'interprétation d'un mot de 1789 accompagnant la déclaration d'indivisibilité de la propriété : la nécessité de la nationalisation doit simplement être légalement constatée, donc par la loi, donc simplement par la majorité qui fait la loi.

On peut même regretter que notre Conseil ait un pouvoir considérablement plus limité que ses homologues : il n'est compétent qu'avant promulgation de la loi, alors qu'à Washington et à Karlsruhe les juges peuvent annuler une loi déjà en vigueur. Ou encore, comme l'avaient fait les juges de Karlsruhe avant de se prononcer, suspendre l'application dans l'attente de leur jugement. Au point d'ignorer apparemment l'idée fondamentale en principe commune à toutes les juridictions constitutionnelles, idée si souvent exprimée par le Conseil français — parfois, il est vrai, pour éviter d'aller au fond des choses : « La Constitution ne confère pas au Conseil constitutionnel un pouvoir général d'appréciation et de décision identique à celui du Parlement ».

C'est précisément ce que vient d'oublier le tribunal de Karlsruhe. Dans le passé, il s'est parfois soumis à l'air du temps, par exemple lorsque, au cours de la même année 1975, il a accepté de faire comme si la Constitution avait prévu la notion d'un « ennemi de la Constitution », alors qu'elle n'incluait que celle d'une inconstitutionnalité clairement définissable en droit par le tribunal. Celui-ci portait ainsi secours au gouvernement, désireux d'exclure communistes et assimilés de la fonction publique sans avoir à demander au tribunal de déclarer inconstitutionnel le Parti communiste.

En matière d'avortement, il a voulu, il veut encore aller contre l'air du temps, cela pour au moins deux raisons parfaitement légitimes. L'une concerne le passé : en 1975 déjà, le tribunal avait rejeté une demande avec les États-Unis et la France, puisque, dans un pays qui avait eu Hitler dans son passé, il fallait être particulièrement vigilant sur le droit à la vie, y compris sur les risques de dérapage « eugénique ». L'autre porte sur le présent : la première page du *Spiegel* du 17 mai présente l'enfant comme destructeur de l'amour et du bonheur ; elle était ce qui constitue, hélas, la conviction d'un nombre considérable de couples allemands !

Mais est-ce au tribunal constitutionnel de se vouloir en l'occurrence pédagogue social, ne serait-ce qu'en se déclarant convaincu que son jugement va renforcer chez les citoyens le sentiment du droit, donc conforter l'État de droit ? Ne s'est-il pas, au contraire, montré d'une insensibilité politique et humaine rendant sa démarche fortement contre-productive ?

Déjà la République fédérale élargie avait imposé à ses nouveaux citoyens l'ensemble de ses lois et règlements, sans considé-

ration pour les éventuels acquis positifs dans l'ancienne RDA, souvent sans considération tout court pour les ex-citoyens de celle-ci. Presque dans le seul cas de l'IVG, on avait décidé de trouver un compromis entre les deux législations. Or, voici que huit juges de l'Ouest rejettent le texte difficilement élaboré, et cela à un moment où les femmes des nouveaux Länder ont vu se fermer les crèches, où elles ont été réduites au chômage nettement plus encore que les hommes, où enfin la maternité constitue encore plus qu'à l'Ouest un obstacle à l'exercice d'un métier.

« Le désordre, c'est quand rien n'est à sa vraie place ».

Il se trouve en effet que, depuis 1975, aucune mesure d'envergure n'a été prise, malgré les promesses d'alors, pour faciliter la maternité par un accompagnement social dont le tribunal veut aujourd'hui faire proclamer l'existence par les animateurs unilatéraux de la consultation obligatoire.

Nombre de femmes risquent de faire leur loi à la formule attribuée naguère à de jeunes contestataires : « Le désordre, c'est quand rien n'est à sa vraie place. L'ordre, c'est quand, à la vraie place, il n'y a rien ». Le jugement ne contribuera pas à implanter davantage en Allemagne de l'Est la notion occidentale de l'État de droit. Il risque même de faire apparaître le tribunal et son pouvoir comme incompatibles avec la compréhension des problèmes et des destins humains au sein de la communauté des citoyens.

D'autant plus que l'Eglise catholique allemande a immédiatement réagi, par une sorte de cri de satisfaction qui diminue encore le nombre de ses fidèles. On est loin de ce qui fit le grand mérite politique et humain du catholicisme français. D'une part, la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat du 26 octobre 1979, au lendemain de la seconde loi sur l'IVG, déplorant le contenu, mais pleine de respect à la fin pour la légitimité républicaine et pour les sorts individuels. D'autre part, pendant le grand débat parlementaire de 1974, les déclarations de catholiques connus et respectés en tant que tels, comme Hélène Missotte et Eugène Claudius-Petit, disant leur hostilité à l'avortement en même temps que leur vote positif face à une loi qui n'en tant que citoyens s'appliquent au sort égalitaire des femmes de leur pays ils ne se sentaient pas en droit de rejeter. Une loi que le tribunal de Karlsruhe, lui, rejeterait à coup sûr.

Ex-Yougoslavie

Reconstituer une Bosnie ?

par Maurice Duverger

EN regrettant « la course aux reconnaissances » où se sont jetés les États de la Communauté quand la Yougoslavie a commencé à se disloquer, Mikhail Gorbatchev a souligné leur responsabilité directe dans le déclenchement de la guerre civile qui déchire ce malheureux pays. Politiquement, c'était une faute capitale d'accélérer la désagrégation de ce bloc des Slaves du Sud qui avaient cherché à s'unir depuis plus d'un siècle. Juridiquement, le droit international fut largement ignoré, malgré la caution des présidents des cours constitutionnelles de France, d'Italie et d'Allemagne.

Seule la Slovénie remplit les conditions d'une reconnaissance comme État indépendant après le retrait de l'armée nationale yougoslave décidée le 18 juillet 1991. La Croatie ne les réunissait pas six mois plus tard, quand elle fut reconnue en même temps. Le Croate Tito avait généralement — et arbitrairement — délimité le territoire de sa terre natale. Un compromis aurait pu régler pacifiquement le problème si la CEE n'avait pas indéfiniment étendu aux frontières internes d'un pays fédéral le principe de l'intangibilité des frontières internationales.

Cette première méconnaissance du droit a déclenché les hostilités. Beaucoup plus grave, la seconde les a étendues et aggravées. Comment les gouvernements de la Communauté ont-ils pu croire sérieusement que la Bosnie-Herzégovine présentait « les conditions d'effectivité et de légitimité requises » pour la reconnaissance comme État ? (1) La Commission d'arbitrage formée par les trois juristes-présidents avait demandé l'organisation d'un référendum populaire pour déterminer si les habitants de la Bosnie-Herzégovine étaient prêts à accepter la reconnaissance par l'une des composantes des pays.

L'inadmissible « purification ethnique ».

Le rapport de la délégation du Parlement européen chargée de contrôler le scrutin en tire clairement la leçon : « Le résultat final est la répartition du scrutin (entre des communautés musulmanes et croates), mais également la cristallisation des positions des différentes communautés (2) ». Majoritaires dans la région centrale de la Bosnie et dans des villes et villages plus périphériques, les 44 % de musulmans sont entourés par l'ensemble d'une double minorité : celle des 17 % de Croates adossés à la Croatie nouvellement indépendante et celle des 32 % de Serbes appuyés sur la puissante Serbie. Dans une telle structure, la coalition des musulmans et des Croates pour imposer une indépendance refusée par les Serbes poussait ces derniers à la révolte.

La délégation du Parlement européen conclut en rapportant avec précision l'avertissement du leader Radovan Karadzic, en ces termes : « Affirmant que les Serbes de Bosnie n'accepteront jamais l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, il a mis en garde contre toute reconnaissance de la République, qui mettrait le feu à la Bosnie, et l'ensemble des Balkans (2) ». Les États de la Communauté savaient donc que la reconnaissance de ce pays étendrait et aggraverait la guerre civile. Ils voyaient clairement que l'alliance des musulmans avec les Croates contre les Serbes conduirait ces derniers à poursuivre et développer le combat déjà engagé contre la Croatie.

Cela ne justifie pas les crimes de guerre commis par les Serbes de Bosnie. Leurs atrocités sont abominables. Elles doivent être sanctionnées par un nouveau tribunal de Nuremberg. Comme les atrocités des Croates et des musulmans, qui ne méritent pas plus d'indulgence, bien qu'elles soient moins nombreuses. Comme le génocide perpétré par les Khmers rouges, un peu oublié aujourd'hui par les Nations unies. Mais qu'on n'évoque pas Munich à propos du refus des Européens d'entrer dans ce qui n'est qu'une guerre civile. Ils auraient pu empêcher son déclenchement. Le président du gouvernement bosnien y a vu une responsabilité à cet égard. Prolonger l'indépendance et réclamer qu'elle soit reconnue après un référendum où les Serbes s'étaient montrés aussi unanimes à la refuser que les Croates et les musulmans à l'ap-

prover, c'était disloquer un pays qui reposait sur l'accord des trois communautés.

Pseudo-alliés des musulmans hier, on voit que les Croates ont aujourd'hui le même objectif fondamental que les Serbes rêvaient d'une grande Croatie. Une telle évolution ne serait pas contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, si chacun manifestait une volonté indiscutable et s'il respectait celle des autres peuples. L'indivisibilité n'est pas cette espérance d'unité, mais la volonté de fonder celle-ci sur une « purification ethnique » consistant à chasser de leurs villes, de leurs villages, de leurs maisons, de leurs terres, les communautés allogènes installées depuis des décennies, voire des siècles.

Sur un point fondamental, l'arbitrage des présidents des cours constitutionnelles a été excellent : en exigeant un système efficace de protection des minorités pour reconnaître un État. En Bosnie, cette protection ne peut être assurée que par un contrôle international permanent dans les secteurs sous autorité serbe ou croate. A cet effet, les zones de sécurité du compromis de Washington impliquent une présence militaire de l'ONU.

Avec un tel mécanisme, on peut envisager une division en trois grandes régions, administrées respectivement par les Serbes, les Croates et les musulmans. La continuité territoriale pourrait être admise pour les Serbes, à condition qu'ils acceptent la réduction de leur emprise actuelle, particulièrement au alentours de Sarajevo ; cette capitale faisant partie du secteur musulman et devant être désormais hors de la portée des armées serbes.

Pourrait-on reconstituer ainsi un État bosniaque viable ? Mikhail Gorbatchev a, à plusieurs reprises, répondu à cette question fondamentale d'Alain Duhamel : l'entreprise pourrait devenir possible dans une structure confédérale où l'accord des trois composantes serait nécessaire pour toutes les questions essentielles. La Communauté européenne devrait sans doute exercer pendant plusieurs années une sorte d'arbitrage, soutenu par les forces militaires.

Il n'est pas certain que les Croates et les Serbes de Bosnie ne trouveraient pas un tel statut plus intéressant que celui d'une fusion dans une grande Croatie et une grande Serbie où ils seraient un peu marginaux. Mais rien ne sera possible si l'ONU ne décide pas unilatéralement un cessez-le-feu définitif à une date précise, en se donnant les moyens de sanctionner sa violation immédiatement par des représailles militaires très dures et par des poursuites contre ses responsables ; la reprise des hostilités deviendrait constitutive d'un crime contre l'humanité.

(1) Formule du plus récent mandat en la matière : J. Toulon, *Droit international*, PUF, avril 1993, p. 95.

(2) Parlement européen, *La Crise dans l'ex-Yougoslavie*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1993, pp. 196 et 198.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 37 437
ISSN : 0395-3037
94852 IVRY CEDEX

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (RUP) est publié daily for \$ 80 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - 1518.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1110 Pacific Avenue Suite 401 Virginia Beach, VA 23461 - 7981 USA
Changements d'adresse définies en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON D1 PP, Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE diplomatique Dix-huitième volume de la collection « Manière de voir »

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCONOMIE GLOBALE : SÉGRÉGATIONS PLANÉTAIRES

Mondialisation : le mot a fait à ce point fortune qu'on finirait par croire en l'unité de la planète. Globales, mondiales, de puissantes firmes et institutions financières le sont. Mais celles-ci représentent des intérêts du Nord. Le Sud, au mieux, sert de sous-traitant. Au Nord même, les ségrégations s'aggravent : entre « élites » et exclus. L'économisme règne sur les esprits, le « social » demeure à la remorque. La croissance elle-même, qui se fait attendre, loin de créer des emplois, en supprimera, au nom de la « modernité » et de la concurrence. Révolution technologique, mais aussi stagnation de la pensée. Or, sous peine de voir se durcir les apartheid sociaux, des changements radicaux s'imposent dans la vision du temps et du travail.

Ainsi, partout, la mondialisation trace de nouvelles frontières, nourrit de nouvelles crises. « Manière de voir » aide à comprendre ces bouleversements et esquisse les solutions pour sortir de cette interminable crise.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Thomas Ferey
Philippe Hariman
Jean-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Les Croates accusent
de se livrer à de

ne enterrent leurs div

سكينة الشغل

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie et les tensions à Belgrade

Les Croates accusent les forces musulmanes de se livrer à des massacres à Travnik

Le gouvernement bosniaque du président Alija Izetbegovic a finalement accepté, lundi 7 juin, sous conditions, la création par l'ONU de six « zones de sécurité » prévoyant la protection d'enclaves musulmanes assiégées et bombardées par les forces serbes.

En Bosnie centrale, les affrontements croato-musulmans se sont étendus à la ville de Travnik, où les musulmans, majoritaires, ont pris le dessus, forçant de nombreux Croates à se rendre aux Serbes.

Travnik, l'une des dernières cités de Bosnie centrale à population mixte croato-musulmane à avoir été épargnée, ces derniers mois, par les affrontements entre les deux communautés — longtemps alliées contre les forces serbes — a, à son tour, été gagnée par les combats. Censé être le dernier bastion de la « République serbo-bosniaque », un représentant de l'ONU cité par Reuters a parlé de « centaines » de victimes dans cette région, qui constitue la ligne de front entre les forces serbes d'une part et ce qui était, jusqu'à ce que les deux alliés se retournent l'un contre l'autre, la coalition croato-musulmane.

Là, contrairement à d'autres « champs de bataille » opposant les deux communautés (comme Mostar, dans le sud-ouest de la République), les forces musulmanes fidèles au président Alija Izetbegovic ont pris l'avantage, obligeant les Croates à se rendre aux forces serbes. Le commandant des forces croates en Bosnie centrale, Darko Kordic, a ainsi indiqué que ses troupes s'étaient rendues aux forces serbes pour éviter la mort et celle de milliers de civils après une offensive musulmane. « Nous n'avons pas eu d'autre choix que de nous tourner vers la République serbo-bosniaque et son armée pour sauver la peau de nos enfants, de nos femmes et de nos personnes âgées », a-t-il dit dans un entretien à Reuters Television sur le mont Vlasica, près de Travnik.

« Aucune organisation internationale ne nous a permis d'évacuer les populations civiles menacées, même pas la FORPRONU à qui nous avions demandé de nous assurer à travers les lignes musulmanes de Travnik », a précisé Darko Kordic. Pour sa part, le ministre de la Défense de la « République serbo-bosniaque », Dusan Kovacevic, qui a chiffré à 1 000 combattants et 3 000 civils le nombre de Croates s'étant rendus, a assuré que les civils seraient conduits dans des zones plus sûres puis

libres de repartir où ils voudront, tandis que les soldats seraient échangés contre des Serbes retenus dans des zones sous contrôle croate.

Selon une source de la FORPRONU, c'est au terme d'un week-end de combats que les forces musulmanes ont contraint leurs anciens alliés croates à quitter Travnik, dont les musulmans forment la majorité des 90 000 habitants, parmi lesquels 25 000 réfugiés. Lundi 7 juin, elles ont poursuivi leurs opérations en expulsant quelque 3 000 civils de la ville. Ces nouveaux réfugiés ont dû fuir leurs maisons détruites et s'abriter dans un camp de fortune. Lundi matin, le silence avait succédé à la canonnade.

Les conditions de Sarajevo

Des membres de l'ONU et de la Croix-Rouge ont pu se rendre à Travnik, renforçant les personnels médicaux de la ville employés à évacuer les victimes des villages les plus touchés par les bombardements. Mais la radio croate et Radio-Sarajevo (musulmane) ont indiqué plus tard que des bombardements avaient repris, l'une accusant les forces musulmanes, l'autre les forces croates. La radio croate a notamment cité des réfugiés de Travnik déclarant que les musul-

mans arrêtaient les gens et leur tiraient dessus et a accusé les forces bosniaques de se livrer à une opération de « nettoyage ethnique ».

Le leader politique des Croates de Bosnie-Herzégovine, Mate Boban a demandé une aide internationale d'urgence pour sauver les Croates de Travnik. « La situation est dramatique » dans cette ville, affirme M. Boban dans une lettre, citée par l'agence croate HINA, à différentes instances internationales, affirmant que la population croate des environs de Travnik est « menacée de complète extermination ». Demandant que les instances internationales contraignent les forces musulmanes à respecter un cessez-le-feu, M. Boban affirme que 3 500 civils croates attendent toujours d'être évacués « alors que les forces musulmanes poursuivent leur renforcement ». La population croate de plusieurs villages de la région a été « expulsée », assure encore M. Boban, qui avance que des exécutions sommaires ont eu lieu à Travnik, où « 350 Croates sont détenus dans un camp de concentration ».

Par ailleurs, à Sarajevo, le gouvernement bosniaque est finalement revenu, lundi, sur son rejet de la création par l'ONU de six « zones de sécurité », qu'il avait qualifiées dans un premier temps

de « réserves » pour les musulmans. Il n'a toutefois assorti son acceptation de cinq conditions. Les autorités bosniaques ont expliqué leur revirement par le « risque d'un accroissement rapide des combats ». Il est vrai que les bombardements serbes sur l'enclave de Gorazde, l'une de ces six « zones de sécurité », se sont poursuivis — faisant six morts, dont trois enfants, depuis dimanche, selon Radio-Sarajevo — et que les forces serbes empêchent toujours les « casques bleus » d'y accéder.

Le gouvernement bosniaque a notamment réclame que les zones « protégées » ne se limitent pas aux villes et à leurs environs immédiats mais englobent leur « arrière-pays économique ». Il a également réclame que ces zones soient reliées par des routes sûres contrôlées par l'ONU aux rares régions tenues par l'armée gouvernementale. Il a aussi demandé que les forces serbes retirent leurs armes lourdes des environs de ces zones. Sarajevo exige encore le déploiement de « casques bleus » à la frontière entre la nouvelle Yougoslavie et la Bosnie-Herzégovine (ce que refusent les Serbes).

L'opposant serbe emprisonné Vuk Draskovic appelle ses sympathisants à la « retenue »

Depuis sa prison, l'opposant serbe Vuk Draskovic a appelé, lundi 7 juin, ses sympathisants « à la plus grande retenue » afin d'éviter les provocations. Toutes les manifestations de soutien ont été interdites et la police a fait savoir qu'elle ne tolérerait aucun rassemblement.

BELGRADE

de notre correspondant

Dans une lettre adressée au président Milosevic, tous les partis d'opposition serbes, à l'exception du mouvement ultranationaliste de Vukobratovic, ont réclame, lundi 7 juin, la libération de Vuk et Danica Draskovic et de toutes les personnes arrêtées illégalement lors de la manifestation du 1^{er} juin à Belgrade.

Accusant le pouvoir d'être sorti des limites de la légalité en détenant le chef du Mouvement du renouveau serbe et en rouant de coups plusieurs personnalités de l'opposition, ils déclarent l'absence d'ordre légal en Serbie et les manquements au respect des droits de l'homme, qui doivent en fait « susciter davantage d'inquiétude que les troubles qui ont éclaté dans les rues de Belgrade ». Les abus du pouvoir, « qui ont été condamnés par le monde entier », poursuit l'opposition, ont non seulement conduit la Serbie « au bord de l'état d'urgence », mais l'ont encore plus « éloignée des pays démocratiques et de la communauté internationale ». Divers mouvements étudiants, le syndicat indépendant Nezavisnost et des organisations pacifistes comme le Cercle (des intellectuels) de Belgrade et le Centre d'action anti-guerre ont soutenu cet appel.

Dans la journée de lundi, le dirigeant du Parti démocrate serbe (DSS), Vukobratovic, avait été autorisé à rendre visite au chef de l'opposition. De son côté, l'homme d'affaires Rodoljub Draskovic, qui s'était également rendu à la prison, a déclaré que son frère Vuk avait été littéralement « massacré » par les policiers. Jugant son état de santé « très grave », il a précisé que M. Draskovic présentait « des marques de coups violents sur tout le corps », « des hémorragies partout sur la tête », qu'il souffrait de douleurs au cœur et aux reins et qu'il se plaignait également de troubles de la vision et de l'ouïe. Il a exprimé le souhait que son frère abandonne la vie politique pour se consacrer à sa carrière d'écrivain, estimant que « la démocratie serbe est trop faible pour que l'on puisse s'appuyer sur elle ». Enfin, le vice-président du Mouvement du renouveau serbe (SPO), M. Komnenic, qui a pour sa part rencontré Danica Draskovic, hospitalisée dans la prison centrale de Belgrade, a estimé qu'elle était « très affaiblie ».

Mal organisée et faible, l'opposition serbe a choisi la prudence et la résistance passive. A compter de mercredi, des soirées de protestation seront animées par des intellectuels serbes au siège de l'Association des écrivains à Belgrade, 7, rue de France : un lieu symbolique, qui a accueilli sous Tito le Comité pour la défense des droits de l'homme et la liberté d'expression, puis les mouvements pour la multipartisme et plus tard pour la liberté des médias.

FLORENCE HARTMANN

■ TURQUIE : amnistie partielle pour les rebelles kurdes « repentis ». — Le premier ministre turc par intérim, Erdoğlan Inönü, a annoncé, lundi 7 juin, à l'issue d'un conseil des ministres présidé par le président de la République, Süleyman Demirel, que le gouvernement a adopté un décret prévoyant une amnistie partielle pour les rebelles kurdes de Turquie « repentis » qui se livraient à la justice, « à condition qu'ils n'aient pas été impliqués dans des actes de violence ». La promulgation de ce décret, décidée dans la nuit du 24 mai, avait été suspendue le 25 mai au matin quelques heures après un massacre de soldats turcs (Le Monde du 27 mai) par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), alors que le pays connaissait une période de calme relatif après le cessez-le-feu unilatéral décidé par le PKK. (AFP)

Les Douze enterrent leurs divergences sur les « zones de sécurité »

Après la résolution de l'ONU qui a donné, vendredi 4 juin, un nouveau mandat à la FORPRONU, pour protéger six zones musulmanes en Bosnie des attaques serbes, les ministres des Douze, réunis mardi 8 juin à Luxembourg, s'apprêtent à refaire l'unité sur ce projet qui avait suscité entre eux des controverses.

Ils devaient rencontrer, mercredi 9 juin, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher.

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN se retrouveront ensuite, jeudi et vendredi à Athènes, pour un conseil atlantique largement consacré à la Bosnie.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Douze ne se diviseront pas gravement sur la sécurité, mais pas la FORPRONU à qui nous avions demandé de nous assurer à travers les lignes musulmanes de Travnik », a précisé Darko Kordic. Pour sa part, le ministre de la Défense de la « République serbo-bosniaque », Dusan Kovacevic, qui a chiffré à 1 000 combattants et 3 000 civils le nombre de Croates s'étant rendus, a assuré que les civils seraient conduits dans des zones plus sûres puis

Il y avait tout lieu de penser que les douze ministres des affaires étrangères adopteraient mardi à Luxembourg — comme l'ont fait, le 2 juin à Brême, Français et Allemands — une position commune, où ils réaffirmeraient leur volonté de promouvoir une solution politique en Bosnie fondée sur le plan Vance-Owen, dont la création des zones de sécurité ne serait que la première étape.

La réunion devait permettre d'effacer l'amertume née chez les Etats membres qui n'étaient pas présents à Washington d'avoir été ni consultés, ni même informés par les Européens membres du Conseil de sécurité. Ces problèmes de forme expliquent certainement en partie le télégramme furibond adressé voici quelques jours aux Douze par le commissaire chargé des relations extérieures.

Le secrétaire général des Nations unies doit rassembler les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la résolution, exercice délicate lorsqu'on sait qu'il manque au moins 3 000 hommes, mais que les Américains ne veulent pas envoyer de troupes au sol et que les Européens déjà sur place estiment ne pas être en mesure d'augmenter leurs effectifs.

Les Nations unies devront également définir le périmètre de chacune des zones, et parvenir, sur le terrain, avec les belligérants, à un minimum de délimitation des zones de sécurité, c'est-à-dire au moins le retrait à une certaine dis-

tance du contrôle des armements lourds. Il faudra définir aussi ce que les autorités musulmanes, réticentes à l'égard de cette option, auront à accepter de leur côté.

Restera à savoir comment on pourra atteindre l'étape suivante et éviter de s'enliser dans une situation propice aux provocations et où les musulmans, désireux de récupérer des territoires perdus, pourraient être tentés d'entraîner dans le conflit les forces de l'ONU présentes sur le terrain.

Une chose est certaine : les Douze et, a fortiori, les Américains ou les Russes, n'ont absolument pas l'intention d'imposer une solution par la voie militaire.

M. van den Broek, commissaire européen chargé des relations extérieures, écrivait pourtant aux Européens la semaine dernière : « Il est devenu clair aujourd'hui que, si l'on veut réunir les conditions d'un règlement politique acceptable, il est impératif de changer le rapport de force sur le terrain, et à cet effet, d'exprimer de manière crédible l'intention de prendre des mesures militaires adéquates. » Beaucoup considèrent à Bruxelles que la prise en compte de la sécurité de forces de l'ONU en mesure de se défendre changera la situation sur le terrain.

« Ça ne suffira pas pour endiguer la crise et, par ailleurs, nous continuons à négocier avec des mafieux », commente, toujours

réserve, un proche collaborateur de M. van den Broek. Les Douze devaient prendre acte, d'autre part, du fait que l'une des mesures prévues à Washington n'est pas applicable puisque le gouvernement de Belgrade refuse que des soldats de l'ONU contrôlent à la frontière l'embargo qu'il avait annoncé contre les Serbes de Bosnie. Faut-il, dans ces conditions, continuer à jouer la carte Milosevic, alors que la nature dictatoriale du régime se dévoile chaque jour davantage ?

A Athènes, les Européens chercheront à obtenir un appui plus déterminé à leur politique de zones de sécurité, une option qui ne plaît guère aux Américains, même s'ils s'y sont ralliés dans le programme de Washington. Les Etats-Unis ont néanmoins proposé d'assurer la protection aérienne de la FORPRONU dans ces zones.

L'idée suscite quelques réticences chez les militaires de l'ONU, qui redoutent que ce type d'engagements provoque des représailles serbes contre les « casques bleus » qui, en dehors des zones de sécurité, poursuivront une mission exclusivement humanitaire, laquelle exige un minimum de compréhension de la part des belligérants.

PHILIPPE LEMAITRE

La tranquille assurance de M. Boutros-Ghali

Le secrétaire général de l'ONU affichait, lundi soir 7 juin, une tranquille assurance quant aux perspectives de mise en œuvre des « zones de sécurité » en Bosnie : « Nous allons obtenir le nombre de troupes nécessaires », disait M. Boutros-Ghali, chargé vendredi dernier par le Conseil de sécurité de trouver des renforts en « casques bleus » devant permettre à la FORPRONU de protéger de la guerre les populations de Sarajevo et de cinq enclaves musulmanes de Bosnie.

C'est cependant selon un rythme très « anisien » et sans se laisser impressionner par le délai qui lui a été imparti (huit jours ; il en reste quatre) que le secrétaire général paraît envisager sa mission. Il fait d'ailleurs remarquer que les « études » sur la vraie nature de ces zones ne sont pas encore terminées. On n'a effectivement pas défini leur périmètre, ni le nombre d'hommes nécessaires ; et M. Boutros-Ghali, toujours réticent devant ce qui ressemble à un engagement militaire, ajoute qu'on ne peut pas encore évaluer les risques qui encourent les « casques bleus » : « Si les Occidentaux s'orientent vers des frappes aériennes, cela augmente l'insécurité pour l'ensemble de la FORPRONU, estime-t-il, et risque de faire hésiter plus encore les candidats virtuels... De passage à Paris où il devait s'entretenir, mardi et

mercredi, avec les principaux dirigeants français, M. Boutros-Ghali arrivait de Tunis avec un accord de principe, mais non chiffré, de ce pays pour contribuer aux renforts en Bosnie. Il « espère » également le concours des Pakistanais, en dépit de la mort de 23 des leurs dimanche en Somalie. Il semble ne tenir pour sûr à ce jour que l'engagement spontané des Suédois.

Les Russes, dont Alain Juppé rappela lundi les promesses, semblent les avoir oubliées depuis la réunion du 22 mai à Washington : les Marocains n'ont pas fait de proposition formelle depuis qu'ils ont été sollicités par le ministre français. « Et puis vous savez, ajoute M. Boutros-Ghali, après qu'un pays a donné son accord, il faut parfois attendre un mois avant qu'il l'exécute, et parfois il change d'avis ».

Bref, « ce n'est pas facile », convient le secrétaire général, armé surtout de patience et qui, pour cette mission comme pour la solution de l'ensemble des problèmes de l'ex-Yougoslavie, semble compter surtout sur les vertus du temps. Le renouvellement du mandat des « casques bleus » en Croatie, où les Serbes de Krajina annoncent pour le 19 juin un « référendum » sécessionniste, l'inquiète-t-il ? Pas vraiment : « Nous allons négocier et nous prendrons un ou deux mois de plus comme les fois précé-

dentes... Croit-il que le plan Vance-Owen a une chance réelle d'être un jour appliqué en Bosnie ? « Ce plan est le résultat de la conférence de Londres qui a créé un processus, mis en place des commissions, une infrastructure qui nous permettent de continuer à négocier. Ces commissions peuvent modifier le plan Vance-Owen... »

Tout finira donc bien par s'arranger et le secrétaire général a d'ailleurs d'autres soucis, à commencer par les mauvais payeurs. Sans même parler des contributions au budget général de l'ONU (22 Etats sur 183 se sont à ce jour acquittés de leur contribution pour 1993), il manque dans les caisses 2 milliards de dollars au budget des opérations de maintien de la paix, ce qui, selon M. Boutros-Ghali, compromet certaines d'entre elles. L'Europe occidentale n'a sur ce point rien à se reprocher. En revanche, il ne faudrait pas que ce qui se passe en Bosnie marginalise d'autres situations dramatiques dans le monde (...) tout est relatif », déclare-t-il, citant le Salvador, le Cambodge, l'Angola, l'Afghanistan et poursuivant une vieille idée qu'il avait autrefois exprimée de façon plus brutale en parlant à propos de l'ex-Yougoslavie d'une « guerre de riches ».

C. T.

Le Monde de l'éducation

DOSSIER

Poursuivre des études après un IUT ou un BTS

Il existe aujourd'hui un large éventail de possibilités pour les diplômés de niveau bac + 2 : accès aux écoles d'ingénieurs ou de commerce, aux filières générales ou professionnelles de l'université, etc. Un grand dossier pour guider les étudiants dans leur choix, avec des explications complètes et personnalisées.

- **Parents, n'ayez pas peur de la télé**
Ce que les enfants regardent vraiment. Ce qu'ils en pensent. Ce que peut en faire l'école.
- **La méthode La Garanderie**
Comment mieux lutter contre l'échec scolaire.
- **Le métier d'ingénieur culturel**
La culture est désormais un secteur économique à part entière qui recrute de nombreux professionnels. Toutes les voies d'accès à ces métiers.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

RUSSIE : abandonné par une partie des députés

Rouslan Khasboulatov pourrait être obligé de quitter la présidence du Soviet suprême

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Rouslan Khasboulatov, le président du Soviet suprême de la Fédération de Russie, est-il en train de perdre la partie qui l'oppose à Boris Eltsine ? Les relations entre les deux hommes sont si ambiguës que M. Khasboulatov a été l'un des plus fidèles soutiens du président russe au moment du putsch d'août 1991 avant d'en devenir l'opposé le plus manifeste — et le jeu politique russe si complexe, et si propice aux retournements spectaculaires, qu'il est hasardeux de répondre catégoriquement à cette question.

Il reste qu'au cours des dernières journées Rouslan Khasboulatov semble avoir été abandonné par une partie non négligeable de ses anciens alliés dans l'opposition au président. Et principalement par deux des

principaux responsables du groupe «écologiste» de l'Union civique : Arkadi Volski, le président de l'Union des industriels, et Nikolaï Travkine, dirigeant du Parti démocratique. Le troisième homme fort de ce groupe centriste, le vice-président Alexandre Routskoï, qui est entré en opposition directe avec le chef de l'Etat, se trouve ainsi rejeté de plus en plus manifestement dans le camp de la coalition extrême des communistes et des nationalistes.

En quittant avec fracas, samedi 5 juin, la conférence constitutionnelle organisée par Boris Eltsine pour mettre au point un nouveau projet de Constitution, Rouslan Khasboulatov a aussi irrité quelques-uns des responsables du Parlement, qui mettaient en cause son autoritarisme et son manque de sens du compromis. Ainsi, selon l'agence

Interfax, plusieurs membres de la direction du Parlement, dont le président de la commission des affaires étrangères, Evgueni Ambersoumov, se seraient prononcés, dimanche soir, à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov, pour la poursuite des travaux de l'Assemblée constitutionnelle et auraient manifesté l'intention de soulever la question du remplacement de Rouslan Khasboulatov au «perchoir» de l'Assemblée. Ce départ de Rouslan Khasboulatov, ou la convention, toujours possible, de celui-ci vers une solution de compromis, faciliterait grandement l'application du scénario envisagé par Boris Eltsine : si le Congrès actuel n'adopte pas la nouvelle Constitution, celle-ci sera ratifiée soit par un référendum, soit par la nouvelle Chambre qui sera élue à l'automne prochain.

J.-A. F.

LETTONIE : ancien dirigeant communiste, vainqueur des élections générales

Anatolijs Gorbunovs, le président au nom russe

RIGA

de notre envoyé spécial

«Monsieur Gorbunovs, êtes-vous russe ou letton ?» Il ne tendait pas à cela, Anatolijs Gorbunovs, le président du Conseil supérieur letton, en venant participer, jeudi 3 juin, à un meeting électoral à Daugavpils, ville de cent vingt mille habitants, à l'extrême nord de la Lettonie. S'il avait longtemps hésité à venir dans cette région, dont il est pourtant originaire, c'est qu'elle est peuplée en majorité de russophones et qu'il craignait un accueil musclé de la part d'une communauté qui reproche aux dirigeants actuels leur politique de discrimination à son égard. Or, ce jeudi soir, dans la salle au pur style estonien du palais du peuple de la ville, ce fut trois cents Lettons, farouchement nationalistes, qu'il dut affronter.

Toujours parfaitement coiffé et tiré à quatre épingles, le président letton ne se départit jamais de cette apparence de modeste tranquille, de cette image ambiguë de perpétuel premier de la classe. Orde de trio que les trois présidents baltes : entre l'élegant et cultivé président estonien, Lennart Meri, opposant de toujours au régime communiste, le solide et sympathique chef de file des néocommunistes lituaniens, Algirdas Brazevskis, il paraît bien fragile, presque effacé, Anatolijs Gorbunovs. Et pourtant, il reste l'homme politique le plus populaire de son pays, ce qui a permis à son mouvement, la Voie lettone, de triompher aux élections de dimanche. En dépit, ou grâce, à une histoire politique ambiguë.

«Monsieur Gorbunovs, êtes-vous russe ou letton ?» Ce jeudi, il sait bien que si on lui pose la question, ce n'est pas seulement à cause des consonances russes de son nom et de son prénom — bien que, depuis quelques années, il les ait «lettonisés» en y ajoutant un «s» diapason — mais comme par enchantement lorsqu'il s'agit de faire valoir les consignes de Moscou — mais

bien justement à cause de son passé d'appareichnik zélé.

Calme, réussissant même à faire rire la salle, il répondit que, «bien sûr», il était letton. Il fit appel à la mémoire de son père, Keimlir, «que certains d'entre vous ont pu connaître», à celle de ses grands-parents, nés dans la région, et ajouta, enfin, à l'égard des écologistes, qu'il suffisait de consulter les archives de l'église de son village pour trouver la preuve formelle de ses origines. Et puis, cet aveu : «Autrefois, j'étais un pouvoir, mais je n'étais pas vraiment responsable devant mon peuple, aujourd'hui je peux dialoguer avec vous.»

Interlocuteur de Mikhaïl Gorbatchev

Après sa victoire aux élections, Anatolijs Gorbunovs pour suit donc, à cinquante-deux ans, une carrière exclusivement consacrée à la politique. Cette carrière sans faute débute en 1968 lorsque, à vingt-quatre ans, il entre au Parti communiste letton. Il en gravira, patiemment et régulièrement, tous les échelons : Komsomol, région, erronciement, ville, comité central, où, sous le direction de Boris Pugo, qui participera par la suite au putsch de Moscou, il est responsable à l'idéologie. Un parcours linéaire qui lui vaudra d'être élu, en 1988, président du Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Lettonie. Durant toute cette période, il suit fidèlement les consignes de Moscou : on vient, par exemple, de publier une lettre qu'il écrivait, en 1985, au ministre soviétique du tourisme, lui demandant de réduire de 50 % les visas accordés aux Lettons de l'étranger, accusés d'avoir une «mauvaise influence» sur leurs compatriotes.

Réelle foi patriotique ou négociation habile d'un tourment difficile, toujours est-il qu'Anatolijs Gorbunovs va pourtant devenir progressivement l'homme politique le plus populaire parmi les indépendantistes. Perce que

c'est son tempérament, mais aussi parce que la Lettonie abrite près de 50 % de russophones et la plus grande concentration de militaires soviétiques des trois pays baltes, il mène un combat pour l'indépendance avec pragmatisme, laissant au Lituaniens Vytautas Landsbergis les accents de la érolisée. Longtemps, Mikhaïl Gorbatchev considérait Gorbunovs comme son interlocuteur privilégié. Malgré l'intervention des troupes soviétiques en la «Gron» du ministère de l'Intérieur en janvier 1991, qui se solda par plusieurs morts à Riga, le dialogue semble se poursuivre mais il est clair que Gorbunovs a choisi l'indépendance et il va en être un des meilleurs d'œuvre, aussi discret qu'efficace.

Aussitôt l'indépendance proclamée, le 21 août 1991, une question se pose : quel statut réserver à l'importante «minorité» russophone ? Dans un premier temps, Gorbunovs semble opter pour l'octroi de la nationalité lettone à tous ceux qui y habitent au moment de l'indépendance. Sous la pression des nationalistes, il durcit progressivement son point de vue, et ne s'oppose pas, par exemple, à une série de mesures discriminatoires, et passablement ridicules, vis-à-vis des «non-citoyens» habitant en Lettonie. Si les Lettons de souche sont autorisés à posséder une arme à feu, les autres peuvent se munir uniquement de pistolets à gaz.

L'élection, dimanche, d'une nouvelle assemblée a parachevé le processus d'indépendance de la Lettonie. Anatolijs Gorbunovs, qui a remporté le scrutin, a manifesté pratiquement toutes les cartes en main — à condition de surmonter les querelles de tendances au sein de son parti. Une chose est sûre : il choisira au mieux de ses intérêts. Une chance que, pour le moment, ceux-ci semblent coïncider avec ceux de la Lettonie.

JOSE-ALAIN FRALON

HONGRIE : après dix jours de crise

Les dirigeants d'extrême droite sont exclus du parti au pouvoir

BALATONFOLVAR

de notre envoyé spécial

Une étape importante vient d'être franchie, mais la messe d'est pas encore dite. Après dix jours de crise ouverte, le Forum démocratique (MDF), principale formation de la coalition conservatrice au pouvoir depuis trois ans en Hongrie, a exclu les tenants d'extrême droite du parti. Au cours d'une réunion houleuse du conseil national, le «parlement» du parti, qui s'est achevée, dimanche 6 juin à Balatonszilas, dans l'ouest du pays, les députés ont massivement approuvé la mise à l'écart de quatre députés, dont le chef de file de ce courant d'extrême droite, István Csizsák. M. Csizsák mène une virulente campagne nationaliste contre le gouvernement depuis l'autisme et a profondément déstabilisé

le MDF. Même si ces exclusions doivent encore être formellement approuvées par le «comité exécutif» du parti, elles constituent un tournant dans cette épreuve de force avec le premier ministre, József Antall, qui a réussi à sauver la face en obtenant un large soutien des députés ce week-end, mais au prix de deux compromis.

Sandor Lészak, nouvel homme fort

Sous la pression des alliés de M. Csizsák, M. Antall a dû sacrifier les députés libéraux, à qui l'on a également fait porter le chapeau des divisions du parti, alors qu'ils ont jamais marchandé leur soutien au gouvernement ni tenu de propos antisémites.

Deuxième concession : le ministre des finances a annoncé, dimanche,

qu'il allait revoir une partie de son budget d'austérité douloureusement négocié avec le FMI, qui a été vivement critiqué par l'aile droite du MDF.

Le premier ministre est sorti affaibli de ce conflit. Au nom du maintien de l'unité du MDF, il avait toujours refusé d'exclure István Csizsák et ses partisans. Mais, aujourd'hui, il se retrouve à la tête d'un parti divisé en trois à un an des élections. Cette défaite tactique a aussi entamé son autorité au profit de Sandor Lészak, le «père spirituel» du Forum démocratique, qui a remporté le scrutin, a manifesté pratiquement toutes les cartes en main — à condition de surmonter les querelles de tendances au sein de son parti. Une chose est sûre : il choisira au mieux de ses intérêts. Une chance que, pour le moment, ceux-ci semblent coïncider avec ceux de la Lettonie.

Cet instituteur de campagne, fondateur du MDF et animateur du courant «national populaire», avait été marginalisé par l'arrivée aux commandes de M. Antall, l'homme

qui a recentré cette formation hétéroclite. La crise interne du MDF serait anodine si elle ne menaçait pas la stabilité du gouvernement à un moment où le soutien des autres partenaires de la coalition au pouvoir, notamment les chrétiens-démocrates, va faiblissant. Il est encore trop tôt pour savoir si le premier ministre dispose toujours d'une majorité parlementaire. Le premier test viendra avec la présentation du nouveau budget, d'ici à juillet.

Mais M. Antall a déjà indiqué qu'il n'accepterait pas de conduire un gouvernement minoritaire, auquel cas des élections anticipées seraient inévitables. Une perspective qui effraie la plupart des partis, à l'exception des socialistes (ex-communistes), qui ont le vent en poupe.

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : alors que les attentats anti-turcs se poursuivent

Le chancelier Kohl se déclare favorable à une évolution du code de la nationalité

Malgré l'indignation provoquée par les morts de Solingen, il y a dix jours, les attentats anti-turcs se poursuivent chaque nuit à l'ouest de l'Allemagne. Deux incendies criminels ont encore été rapportés dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 mai à Francfort et à Wilfrath, près de Düsseldorf, où quatorze personnes ont été hospitalisées après avoir été intoxiquées par la fumée. Impuissantes devant cette nouvelle vague de violence xénophobe, les autorités allemandes cherchent à éviter une escalade en offrant à la communauté turque des facilités pour l'attribution de la nationalité allemande.

BERLIN

de notre correspondant

Depuis les trois victimes de l'incendie meurtrier de Mölln, qui ont été tuées par des jeunes de la violence raciale de l'automne 1992, la communauté turque d'Allemagne, forte de près de deux millions de personnes, est sur le qui-vive. Bien enracinée dans de nombreuses villes, disposant d'une force économique non négligeable, elle n'a pas joué les bons amis des socialistes allemands. Ses dirigeants l'ont fait savoir depuis plusieurs mois en avertissant qu'une montée de la violence antiturque provoquerait une riposte. Bien que ne possédant pas la nationalité allemande, les très nombreux jeunes de la communauté, mais le plus souvent en Allemagne, s'y sentent chez eux et entendent bien le montrer s'il le faut. L'arrestation de quatre jeunes Turcs pris en flagrant délit après avoir mis le feu à une permanence de la CSU bavaroise à Aschaffenburg a valeur d'avertissement.

Le Parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl, qui a révisé dans tout le débat sur la réforme du droit d'asile aux pressions pour changer le code allemand de la nationalité, a indiqué qu'il était prêt à accepter aujourd'hui des aménagements. Réunie, lundi, à Bonn, le direction de CDU a affirmé qu'elle pourrait envisager d'ici à l'année prochaine une refonte de la loi sur les étrangers pour permettre aux jeunes nés en Allemagne ou aux étrangers y vivant depuis longtemps de devenir plus facilement citoyens allemands. Le droit à la double nationalité, une des principales revendications de la communauté turque, pourrait être reconnu dans certaines limites. La nationalité allemande repose en Allemagne sur le droit du sang et non comme c'est le cas en France sur le droit du sol. Son acquisition par des étrangers — même nés en Allemagne — est actuellement soumise à des règles draconiennes.

Racisme

larré

Cette évolution de la CDU avait été amorcée la semaine dernière par le chancelier Kohl lui-même. Le chef du gouvernement allemand, qui n'a pas voulu prendre part à Cologne à l'hommage aux cinq victimes de Solingen, s'en est justifié pour la première fois lundi, au cours d'un entretien accordé à la chaîne de télévision privée SAT1. Réaffirmant son attachement à de bonnes relations avec la Turquie, il a indiqué qu'il n'avait pas voulu prendre le risque d'être sifflé au cours des cérémonies et de provoquer des incidents par sa présence. Son absence avait suscité de vives critiques. Elle témoignait une nouvelle fois de la difficulté des autorités à ajuster leur réaction devant la violence xénophobe de ces dernières années.

Les attentats des derniers jours

ESPAGNE

Les socialistes n'excluent pas de former un gouvernement minoritaire homogène

MADRID

de notre correspondant

Alors que Felipe Gonzalez a décidé de prendre trois jours de repos, la commission exécutive du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) s'est réunie, lundi 7 juin, pour analyser les résultats de la victoire aux élections législatives de dimanche (1). Avec 159 sièges au Congrès des députés, les socialistes estiment qu'ils disposent d'une marge de manœuvre suffisante (la majorité absolue est de 176 parlementaires) pour former seuls un gouvernement. «Le président l'a déjà dit la tête», a assuré Narcis Serra, vice-président du gouvernement. Ce sera un cabinet d'ouverture avec des personnalités indépendantes, comme l'a promis Felipe Gonzalez, et qui comportera au moins quatre ou cinq femmes.

Cependant, d'ici à la formation du prochain gouvernement socialiste qui s'interviendra qu'à la fin du mois de juin, voire au début du mois de juillet, la nouvelle ma-

rité devra trouver des appuis parlementaires. Alfonso Guerra, vice-secrétaire général du PSOE, a déclaré à l'issue du comité exécutif qu'un processus de dialogue allait s'ouvrir avec toutes les forces politiques «par courtoisie pour certaines et, pour d'autres, afin de connaître leurs dispositions à soutenir les socialistes». Pour mettre en marche le «changement de changement», des ajustements vont être opérés. «Nous entrons dans une nouvelle étape dans laquelle de nouvelles politiques, de nouvelles idées seront impliquées», a souligné Narcis Serra. Il faut que ce soit une étape de dialogue. Les suffrages obtenus nous permettent de parler avec les autres forces dans la perspective d'une coopération.»

Déceptions nationalistes

A Barcelone, les nationalistes catalans de CiU (Convergence et union) sont plongés dans des sabbats de réflexion. Jordi Pujol, président de la Généralité, s'est refusé à toute déclaration. Les résultats de CiU ne sont pas à la hauteur des espérances. Seul Miquel Roca, secrétaire général de CiU, a estimé qu'il était «absurde que le PSOE puisse gouverner seul». Ce n'est un secret pour personne que M. Roca souhaite faire partie du gouvernement. Mais la

montrent que les grandes manifestations de l'hiver dernier, après Mölln, n'ont pas mis fin au racisme larvé qu'attisent en permanence les mouvements d'extrême droite. Malgré un durcissement de la répression, la violence ne cesse de gagner du terrain. Cette année, de janvier à mars, 1339 actes violents attribués à l'extrême droite ont été recensés — plus du double que durant la même période en 1992.

HENRI DE BRESSON

Décès du général Wolf von Bandissin, l'un des fondateurs de la Bundeswehr

Le comte Wolf von Bandissin, ancien officier de la Wehrmacht et général de la Bundeswehr, est décédé, samedi 5 juin à Hambourg, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Fils de haut fonctionnaire prussien, ancien combattant de l'Armée Corps de Manfred Rommel, il fit partie, après la guerre, de ces officiers supérieurs qui ont construit l'armée ouest-allemande, la Bundeswehr, sur des bases idéologiques et morales strictes à l'opposé des traditions autoritaires de l'armée prussienne ou de la Wehrmacht du III^e Reich. Il fut l'inventeur et le promoteur du concept d'*«insere Führung»* qui consistait à traiter les recrues de la Bundeswehr comme des «citoyens en uniforme», qu'il convenait d'intégrer aux processus de décision plutôt que de les soumettre à une discipline aveugle.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la sécurité qu'il avait fondé à Hambourg.

Après son passage dans le cadre de réserve, en 1967, Wolf von Bandissin consacra son activité à la réflexion stratégique et à la défense d'idées pacifistes dans le cadre de l'Institut de recherche pour la paix et la

EUROPE

Lady Thatcher ne désarme pas

Suite de la première page

Douterait-on de cette impérieuse nécessité? «Le thatcherisme vivra. Il vivra longtemps après que Thatcher soit morte, parce que nous avons eu le courage de restaurer les grands principes et de mettre ceux-ci en pratique, en conservant le caractère de ce peuple et la place de ce pays dans le monde (1)». Quel biographe autre qu'elle-même aurait pu écrire ces lignes? Son bureau londonien de Chesham Place, qui est le quartier général de ses multiples activités, occupe une demi-douzaine de collaborateurs, certains étant chargés de répondre aux milliers de lettres qu'elle continue de recevoir chaque matin. La

d'«eurosceptiques» inlassables, emmenés par Bill Cash, continuent de mener la vie dure au gouvernement à propos, notamment, des questions européennes. A la Chambre des lords, l'ancien président du Parti conservateur qu'est lord Tebbit est son redoutable porte-parole. Il appartient, avec lord Gower, lord McAlpine et Sir Tim Bell, au petit groupe des véritables amis. Anciens hommes de pouvoir, ils continuent d'exercer une influence non négligeable au sein du parti, mais leur fidélité va d'abord à leur mentor. Au gouvernement, lady Thatcher peut compter sur quelques «thatcheriens» militants, comme Michael Portillo (Trésor) et Peter Lilley (sécurité sociale), et

Ces dernières semaines, le *Times* a publié les Mémoires de Ronald Millar, l'ancien rédacteur des discours de Margaret Thatcher. Sous le titre *Le Mythe de la Dame de fer*, il s'agit d'une vaste entreprise de réhabilitation politique et personnelle de l'ancien premier ministre, dont la clarté et la «tendresse» envers ses collaborateurs sont louées. Ces mémoires en précedent d'autres : celles que publiera, à l'automne prochain, soit peu de temps avant le congrès du Parti conservateur, lady Thatcher elle-même. Qui peut douter que ces souvenirs et cette relation de plus d'une décennie d'années Thatcher n'aient pas pour vocation de polir son propre «personnage historique»? Et aussi de régler quelques comptes. Pour la postérité seulement ou pour l'avenir? Qui sait, disent certains de ses proches.

Laurent Zecchini

(1) *Newweek* daté du 27 avril 1992.



Fondation Thatcher, dont la vocation est de propager (notamment dans les pays d'Europe de l'Est) la bonne parole du libéralisme, d'inculquer les vertus du libre-échange, de la démocratie et de la liberté, dispose désormais de trois pôles de rayonnement, à Londres, Washington et Varsovie.

Son budget, qui se compterait en dizaines de millions de dollars, sert à financer plusieurs projets de recherche et de formation, et notamment, à l'automne prochain, publiera, à l'automne prochain, soit peu de temps avant le congrès du Parti conservateur, lady Thatcher elle-même. Qui peut douter que ces souvenirs et cette relation de plus d'une décennie d'années Thatcher n'aient pas pour vocation de polir son propre «personnage historique»? Et aussi de régler quelques comptes. Pour la postérité seulement ou pour l'avenir? Qui sait, disent certains de ses proches.

C'est aussi en Amérique que vit son fils Mark, qui échappe ainsi à l'intérêt inquisiteur de la presse britannique, laquelle, pendant longtemps, s'est passionnée pour les aventures d'un fils prodigue dont les affaires ont beaucoup fructifié lorsque sa mère occupait le 10, Downing Street. Aussi Mark surveille-t-il, aux Etats-Unis, la bonne marche de la fondation et de ses propres affaires, tout en jouant les impresarios de sa mère. Ces activités personnelles occupent une grande part de l'emploi du temps de lady Thatcher, mais pas au point de la faire renoncer à son rôle public. Dans ce registre, elle peut compter sur un réseau efficace d'amis et de collaborateurs, qui sont répartis en plusieurs cercles.

A la Chambre des communes d'abord, une douzaine

sur d'autres qui le sont plus discrètement (interview).

Vient ensuite les gardiens de l'orthodoxie économique, comme Sir Alan Walters, soit l'ancien conseiller économique, ou l'universitaire Tim Congdon. Puis les journalistes et propriétaires de journaux, comme Conrad Black, qui possède notamment le *Daily Telegraph*, et lord Rees-Mogg, principal éditorialiste du *Times*, dont la plume est souvent viciée. Lord Rees-Mogg s'efforce de démontrer que John Major est dépourvu des qualités requises pour gouverner et qu'il est urgent de le remplacer. Tous représentant l'aile droite du Parti conservateur. Officiellement, aucun n'agit au nom de lady Thatcher, mais celle-ci joue de ces divers relais, conviant à déjeuner tels ou tels membres de ces cercles, de cette coterie.

L'énergie de Cassandre

Dans quel but? Margaret Thatcher semble se contenter d'un demi-rôle politique, d'une quasi-tralala, interrompue par un article ou une déclaration retentissante, à chaque fois plus critique, plus blessante envers son successeur. Parfois, elle fait mouche : ainsi à l'occasion de cette «sainte» entière pour dénoncer l'hypocrisie des leaders occidentaux face aux massacres de Bosnie. A Whitehall, les antithatchériens se moquent trop vite de ses cris d'alarme. Ainsi, en avril 1992, la «dame» s'inquiétait du déséquilibre des finances publiques, dogme «thatcherien» s'il en fut : à l'époque, le déficit se situait à 28 milliards de livres, soit 4,5 % du PNB. Un an plus tard, il va atteindre 50 milliards de livres, soit 8 % du PNB!

Les «eurosceptiques» exigent un référendum sur Maastricht

LONDRES

de notre correspondant

Une fois passées les interventions roboratives des chefs de file des «eurosceptiques», lady Thatcher et lord Tebbit, les 7 et 8 juin, la Chambre des lords devrait poursuivre sans passion excessive l'examen du projet de ratification du traité de Maastricht, conformément à sa tradition. Le sachant, le gouvernement n'est pas vraiment inquiet du tour que peut prendre le débat à la Chambre haute du Parlement de Westminster. Ni même, cette fois-ci du moins, des conséquences d'une relance de la polémique européenne par lady Thatcher. Celle-ci a usé d'un registre moins courroucé qu'à l'accoutumée, rappelant les principales critiques des anti-Maastricht contre un

traité instituant un «super-Etat européen».

Comme prévu, l'ancien premier ministre a lancé un appel en faveur de l'organisation d'un référendum, une demande qui est largement majoritaire au sein de l'opinion britannique, comme l'attestent les sondages. Un refus reviendrait à «trahir» la confiance dans le système parlementaire, a souligné lady Thatcher. Mais la Chambre des communes s'étant déjà prononcée, par la négative, sur cette question, il semble peu probable que les Lords la contredisent, au risque d'ouvrir une querelle d'ordre constitutionnel. Sans citer nommément John Major, lady Thatcher a souligné qu'elle-même n'aurait «jamais» signé le traité de Maastricht.

L. Z.

AFRIQUE

CONGO : au lendemain du second tour des élections législatives

Quatre personnes ont été tuées dans des fusillades à Brazzaville

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial

L'homme git, comme désarticulé, les jambes sur le trottoir, le torse dans le caniveau. Le sang s'écoule encore lentement de ses blessures. De l'autre côté de la rue, une Jeep de la garde présidentielle brûle, dégageant d'épaisses volutes de fumée noire. Les flammes léchent les branches d'un gigantesque manguié dont les feuilles se recroquevillent sous l'effet de la chaleur.

Une heure plus tôt, des partisans de la Coalition de l'opposition convergeaient vers le domicile du ministre du commerce, Gabriel Bokilo, auquel ils entendaient manifester leur soutien. Plusieurs dizaines de personnes étaient massées devant le portail blanc de sa villa, lorsque sept hommes en armes surgirent à bord de la Jeep pour disperser l'attroupement. Quelques rafales d'armes automatiques - qui auraient dû être tirées exclusivement en l'air - provoquèrent immédiatement la panique. Dans la bousculade et les échanges de coups de feu entre les soldats de la garde présidentielle et les militants chargés de la protection du ministre, cinq personnes s'effondrèrent. L'une d'elles, les quatre autres sont grièvement blessées.

La veille au soir, quelques heures après la fin du second tour des élections législatives anticipées du dimanche 6 juin, des échanges de coups de feu avaient déjà fait trois morts et un blessé, exactement au même endroit (*le Monde* du 8 juin). Selon la version officielle, le ministre de l'intérieur, le colonel Aysen, aurait demandé à son aide de camp, le lieutenant Gabriel Mankaki, à son secrétaire et à son neveu, caporal-chef dans l'armée, de porter à la radio un communiqué incitant la population de la capitale à ne pas sortir en raison de la tension qui régnait en ville. Les trois hommes passèrent devant le domicile de M. Bokilo. Voyant un civil pointer une arme sur la voiture, le chauffeur frappa sur l'homme pour le neutraliser.

Ecoles et commerces fermés

Dans la confusion qui s'ensuivit, le secrétaire et le neveu du ministre partirent chercher du renfort, laissant le lieutenant sur place. Quand ils revinrent, trois personnes avaient été tuées : le lieutenant Mankaki, un garde du corps du ministre, et le directeur Roger Moulouba, directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à

Dakar, une personnalité congolaise très connue à Brazzaville et parent de M. Bokilo. L'épouse du ministre a été blessée.

Le 24 mai, à 1 heure du matin, une grenade avait été lancée dans l'enceinte de la résidence de M. Bokilo. L'explosion n'avait pas fait de victime. Gabriel Bokilo, qui a créé son propre parti politique, est l'un des douze ministres de la Coalition de l'opposition au sein du gouvernement du premier ministre Claude Antoine Da Costa. Il avait été élu député de Mossaka, dans le nord du pays, en juillet 1992. Au premier tour des élections législatives anticipées, il a perdu son siège. Au lendemain du scrutin, l'opposition avait contesté ce résultat, criant à la fraude.

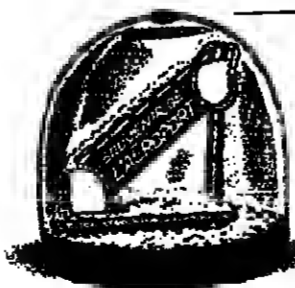
Les incidents de lundi ont fait monter la tension d'un cran à Brazzaville, où les écoles et les commerces ont fermé leurs portes en milieu d'après-midi. Toutes les rues où résident des personnalités politiques sont barrées et gardées par des militaires en armes très nerveux, tandis que des blindés ont pris position aux carrefours stratégiques.

FREDERIC FRITSCHER



Si vous allez à Montréal, arrêtez-vous à Montréal. Mais si vous allez à Toronto, arrêtez-vous à Toronto.

Paris-Montréal et Paris-Toronto sans escale tous les jours.



C'est été, tous nos vols sont sans escale : vous n'avez donc plus à attendre à l'aéroport de Montréal que votre avion reparte pour Toronto.

C'est vrai, voyager sur nos lignes est un perpétuel enchantement. Mais nous sommes sûrs que vous ne nous en voudrez pas d'abréger un peu votre plaisir.



Air Canada

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AFRIQUE

LIBÉRIA

M. Boutros-Ghali a ordonné une enquête sur le massacre attribué aux hommes de Charles Taylor

Des centaines de civils ont été tués, près de 300 personnes ont été blessées, dans le ouit de samedi à dimanche (le Monde du 8 juin). Mis en cause, Charles Taylor, le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), a formellement démenti l'implication de ses forces dans ce massacre, en déclarant que « Sawyer [le président iétoirime] et son groupe de Monrovia se sont embarqués dans une propagande faite de mensonges afin de noircir le FNPL aux yeux de la communauté internationale ».

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a demandé lundi à son représentant au Libéria, Trevor Gordon-Somers, d'enquêter sur le massacre, que Washington a condamné, sans blâmer avec certitude les hommes de Charles Taylor. « Nous ne pouvons pas confirmer qui est responsable », a indiqué un porte-parole du

département d'Etat. Au Nigeria, les deux candidats à l'élection présidentielle de 12 juin, Moshood Abiola et Bashir Tofa, ont indiqué lors d'un débat télévisé que la prochaine administration civile poursuivra les efforts du pays pour restaurer la paix au Libéria. Le Nigeria fournit les trois quarts des 16 000 hommes de la force d'interposition ouest-africaine. — (AFP, Reuters).

RECTIFICATIF. — Le massacre perpétré en juillet 1990 dans l'église luthérienne de Monrovia a été attribué par erreur au Front national patriotique du Libéria (FNPL), dans l'article intitulé « Une orgie de tueries et de mutilations » (le Monde du 8 juin). Les auteurs de ce massacre, qui avait fait six cents morts, étaient en réalité des soldats de l'ancien président Samuel Doe.

SOMALIE : après les combats de samedi

La situation reste tendue à Mogadiscio

Des coups de feu soutenus ont été entendus à Mogadiscio, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 juin, sous le ballet incessant des hélicoptères de combat des « casques bleus » de l'ONU, ont rapporté des témoins. Ces tirs sont survenus après une journée tendue, la population attendant la réaction des Nations unies après les combats de samedi — imputés au chef de clan Mohamed Farah Aidid, qui ont coûté la vie à vingt-cinq « casques bleus » pakistanais, selon un dernier bilan connu lundi.

En visite à Paris, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a pas exclu, sur France 2, la création d'un tribunal international pour juger les auteurs d'attaques contre les forces de l'ONU en Somalie. D'autre part, le chef d'Orsay a affirmé que son attachement à une politique plus systématique de désarmement en Somalie.

Les Etats-Unis se sont pour leur part dits prêts à étudier toute

demande de l'ONU pour apporter aux « casques bleus » une aide accrue. Mais ils s'envisagent pas pour le moment l'envoi de troupes supplémentaires. « La question pour le moment est quels types d'armes, quels types de matériels sont nécessaires pour remplir la mission de l'ONU », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry.

« Les combats dans la capitale somalienne ont confirmé la position du SPD selon laquelle il faut craindre des dangers mortels pour les soldats allemands », a affirmé Dieter Heistermann, responsable des questions de défense au sein du groupe parlementaire du Parti social-démocrate allemand (SPD). Le SPD a annoncé son intention de déposer un recours en référé devant la Cour constitutionnelle d'ici à la fin de la semaine, afin d'empêcher l'envoi de soldats allemands en Somalie. — (AFP, Reuters, AP).

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Des anciens de la CIA et du KGB créent une société commune

L'ex-général du KGB Vladimir Medvedev, qui dirigeait les gardes du corps de Leonid Brejnev, Youri Andropov et Mikhaïl Gorbatchev, vient de former avec un ancien responsable de la CIA, Vincent Cannistraro, une société américaine basée à McLean (Virginie), près du siège de la CIA. L'un de ses premiers projets est de retrouver un des seize bombardiers américains 8-25 ayant participé au raid d'avril 1942 au-dessus de Tokyo et qui, à court de carburant, s'était posé en URSS. Les services proposés par la société vont de la vérification de casiers judiciaires à l'établissement de contacts avec les responsables russes ou la fourniture de gardes du corps. — (AFP).

Un nouveau directeur de la communication à la Maison Blanche

Pour remplacer George Stephanopoulos, mal aimé de la presse américaine, au poste de directeur de la communication de la Maison Blanche, le président Clinton a nommé, lundi 7 juin, Mark O'Carroll. Cet homme jovial de trente-six ans fut l'un des conseillers de M. Clinton pendant sa campagne électorale, avant de devenir secrétaire général adjoint de la présidence. Dec Dee Myers a par ailleurs été promu « principal porte-parole de l'administration », devenant à ce titre le premier homme chargé du point de presse quotidien à la Maison Blanche, assurée le plus souvent auparavant par M. Stephanopoulos.

Pour tenter de « tourner la page » dans les relations houleuses entre la presse et la présidence, l'ancien républicain David Gergen, nommé conseiller par M. Clinton à la fin du mois de mai, a symboliquement annoncé que le bureau des porte-parole était de nouveau accessible aux journalistes. Il renoue ainsi avec une pratique soviétique à laquelle avait mis fin M. Stephanopoulos. — (AFP).

GUATEMALA : le ministre de la défense a été limogé. — Ramiro de Leon, le nouveau président élu (le Monde du 8 mai) guatémaltèque, a limogé, lundi 7 juin, le général José García, ministre de la défense, qui avait, dans un premier temps, approuvé le coup d'Etat civil du président Serrano, le 25 mai. Sa démission avait été réclamée par Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix. Le chef de l'État-major présidentiel, le général Francisco Ortega, a aussi été remercié. Les États-Unis ont par ailleurs annoncé qu'ils allaient reprendre leur aide économique (35 millions de dollars) au Guatemala, où l'ordre constitutionnel a pu être rétabli. Réfugié d'abord au Salvador, M. Serrano s'est vu

accorder l'asile politique au Panama, où il est arrivé lundi. — (Reuters, UPI, AFP).

VENEZUELA : arrestation du commandant en chef de l'armée de l'air, accusé de corruption. — Le général Eutimio Fuguet, commandant en chef de l'armée de l'air, a été mis aux arrêts, lundi 7 juin, par une cour martiale qui l'a accusé d'avoir détourné 2,7 millions de dollars. Il a été remplacé par le général Freddy Yanes Mendez, qui assurera l'interim, a annoncé le ministère de la défense. Trois de ses complices présumés dans cette affaire dévoilée par l'inspectrice générale des forces armées ont aussi été incarcérés. — (AFP, Reuters).

AFRIQUE DU SUD

Pas d'armes pour Joe Slovo

JOHANNESBURG de notre correspondant

Objet de menaces d'assassinat, Joe Slovo, président du Parti communiste sud-africain (SACP) et membre de la plus haute instance exécutive du Congrès national africain (ANC), n'est pas autorisé à porter une arme, vient de décider la police sud-africaine. Après la découverte, le mois dernier, d'un complot d'extrême droite visant à l'assassiner (le Monde du 13 mai), M. Slovo avait refusé une protection policière mais demandé un port d'arme, d'habitude très facilement dénié. La police vient de le lui refuser, au prétexte qu'il est toujours sous le coup de poursuites judiciaires pour « meurtres, sabotage et terrorisme ».

Joe Slovo est l'un des principaux acteurs des négociations constitutionnelles qui doivent décider de l'avenir du pays. Comme plusieurs autres dirigeants des partis interdits, il est revenu d'exil en 1990, après la libération de Nelson Mandela, en bénéficiant d'une immunité temporaire qui « gèle » les inculpations lancées contre lui alors qu'il dirigeait l'opposi-

tion armée au régime d'apartheid. « Tant qu'il n'y a pas amnistie, Joe Slovo, comme tout autre membre de l'ANC, peut être légalement poursuivi », a expliqué un porte-parole de la police, en précisant que la loi de 1989 sur les armes et les munitions interdisait le défilé d'un port d'arme à toute personne coupable d'infraction pour laquelle une arme a été utilisée. L'ANC a rejeté « avec mépris » ces raisons et a dénoncé « ce respect ridicule des lois de l'apartheid alors que la vie du camarade Slovo est en danger ».

On estime généralement qu'il y a en Afrique du Sud 3,5 millions d'armes légalement autorisées, la plupart d'entre elles étant détenues par des Blancs. Le 30 mai, quelques deux mille militants d'extrême droite, tous abondamment armés, avaient défilé à Pretoria, sans être aucunement inquiétés. Le meurtre de Chris Hani, dirigeant communiste assassiné le 10 avril, posait, lui aussi, un port d'arme, de même que le suspect — aujourd'hui détenu — accusé d'avoir préparé l'assassinat de Joe Slovo.

GEORGES MARION

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Luanda et Pretoria vont échanger des ambassadeurs

L'Union nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola (UNITA) qui dirige Jonas Savimbi, a annoncé que quatre-vingt-dix-neuf soldats gouvernementaux avaient trouvé la mort, dimanche 6 juin, à Lwena, dans la province de Namibe, au cours de combats qui ont duré quatre heures. Jean-Paul II a lancé, le même jour, un appel pour la paix, « supplantant » les responsables de la « tragédie en cours » à revenir sur « le voile du dialogue ».

De son côté, une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est rendue, samedi, à Huambo, une ville du centre du pays que contrôle l'UNITA, où du mois de janvier au mois d'avril, les combats avec les forces gouvernementales ont coûté la vie à quelque 12 000 personnes. Elle doit y évaluer les besoins de la population avant de lancer un pont aérien avec Luanda pour acheminer une aide humanitaire.

D'autre part, l'Angola et l'Afrique du Sud ont décidé, dimanche, de renforcer leurs bureaux de représentation diplomatique à Luanda et à Pretoria, le gouvernement angolais conditionnant cependant l'établissement de relations diplomatiques « normales » à l'institution de structures démocratiques en Afrique du Sud. (AFP).

AZERBAÏDJAN

Le premier ministre a présenté sa démission

Le premier ministre azéri a offert, lundi 7 juin, sa démission après la prise de Gouadje, deuxième ville du pays, par les troupes rebelles, a rapporté l'agence azérie Touran.

Citant des sources proches du pouvoir, l'agence a ajouté que le président Aboulfaz Eltchibey était probablement accepter la démis-

sion de son premier ministre, Panekh Goussainov, et que l'ancien dirigeant communiste Guerder Aliev était pressenti pour lui succéder.

Les rebelles ont pris le contrôle de Gouadje à l'issue de combats qui ont fait plusieurs dizaines de morts au cours du week-end (le Monde du 8 juin). Ils auraient hissé le drapeau rouge de l'ex-URSS au-dessus de plusieurs bâtiments.

CHINE

Pékin aurait installé au Tibet « plusieurs dizaines de centres nucléaires »

Le département d'Information de l'administration en exil du dalaï-lama a publié, lundi 7 juin, une réfutation en bonne et due forme du Livre blanc chinois du 22 septembre 1992, défendant la politique de Pékin au Tibet, intitulée la Vérité par les faits. Ce document rappelle les accusations des nationalistes tibétains sur le statut du Tibet, sa colonisation par les Chinois, la répression et les violations des droits de l'homme. Le rapport des services du dalaï-lama affirme que la Chine possède des installations nucléaires et des centres d'essai au nord du Tibet. « Plusieurs dizaines de centres militaires nucléaires y ont été installés. La première arme nucléaire a été apportée en 1971 et instal-

lée dans le bassin de Tsaidam, au nord de l'Amdo. »

La nouvelle arrestation du dissident Zhang Xiaoliang. Le dissident chinois Zhang Xiaoliang a été, de nouveau, arrêté, samedi 5 juin, à Shanghai, a indiqué lundi son épouse. M. Zhang avait déjà été arrêté brièvement à la veille du quatrième anniversaire de la répression du mouvement démocratique du 4 juin 1989. Il avait affirmé à l'AFP vouloir « continuer de lutter pour la démocratie » et demandé « la liberté d'expression et de presse, la garantie des droits de l'homme, la libération de tous les prisonniers d'opinion et des élections générales ».

Deux morts dans l'attaque d'un autocar de prisonniers. — Un gendarme et un intérimaire ont été tués, lundi 7 juin, à Drâa-E-Mizan, en Kabylie, lors d'une attaque, par un groupe armé, d'un autocar transportant des prisonniers. Deux gendarmes et trois prisonniers ont été blessés. — (AFP).

BANGLADESH : nouvelle condamnation pour l'ex-dictateur Ershad. — Le général Ershad, qui avait dirigé le Bangladesh durant plus de huit ans après avoir pris le pouvoir

CENTRAFRIQUE : à la suite de la visite de M. Roussin

L'ambassadeur de France et le colonel Mancion ont été rappelés à Paris

De retour d'une visite à Bangui, le ministre français de la coopération, Michel Roussin, a confirmé, lundi 7 juin, devant quelques journalistes, la nomination de Michel Lunven, ambassadeur au Niger jusqu'à fin mars, comme représentant spécial du gouvernement français, ayant autorité sur tous les services français en Centrafrique. « Jusqu'à la mise à bien du processus électoral » (le Monde du 8 juin).

L'arrivée de M. Lunven en République centrafricaine, prévue pour le lundi 14 juin, doit être suivie, dès le lendemain, du retour à Paris de l'ambassadeur de France, Alain Pallo de Beaupuy, qui s'était en poste à Bangui depuis un an. Simultanément, le colonel Jean-Claude Mancion, qui avait dirigé la garde présidentielle — avant d'être conseiller spécial du président Kolingba — et qui était en mission à Bangui pour le compte de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) bien qu'il soit payé par la mission militaire française de coopération, a également été rapelé en France, où il est entré au lendemain de la visite de M. Roussin.

Le colonel Mancion, surnommé « Fred » dans les milieux du renseignement, a été, de fait, rapatrié sauteur, à la suite d'une grave hépatite virale. Mais son contrat

avec la DGSE se terminait le 17 juillet. Il a été remplacé par le colonel Casamayor qui commandait jusqu'à présent la garde présidentielle. Le ministre n'a pas caché que ces retours étaient destinés à mettre un terme à la confusion qui régnait depuis un an dans les milieux chargés de représenter les intérêts français en Centrafrique. La mésaventure du colonel Mancion et Pallo de Beaupuy (lui-même une ancienne de la DGSE, qui avait rompu les relations avec elle) était de notoriété publique.

Quant à la nomination de M. Lunven, elle constitue une première. Celui-ci a été chargé de veiller au bon déroulement du processus électoral, qui devait avoir lieu en octobre 1992 et a été reporté à octobre prochain par le président André Kolingba. Lors de sa visite, M. Roussin a pressé le chef de l'Etat, le premier ministre et le gouvernement d'organiser le scrutin avant cette échéance, dans les plus brefs délais. Le pays est confronté à une grave crise politique et économique (les salaires des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis six mois). Selon une source informée, le gouvernement français s'apprête à débloquer une aide de 28 millions de francs à destination de Bangui.

M.-P. S.

sié hébraïque de Jérusalem et se rendre à Yad Vashem, lieu de commémoration de l'Holocauste.

Jérusalem avait été profondément irrité, dans le passé, par l'attitude pro-arabe du chancelier Bruno Kreisky, lui-même juif. Les controverses sur le passé de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim, élu président autrichien en 1986, avaient provoqué le « gel » des rapports austro-israéliens. L'élection d'un nouveau chef d'Etat en 1992, Thomas Klestil, avait permis de normaliser les relations entre les deux pays. — (Corresp.).

UKRAINE

Le président Kravtchouk assure Washington de la prochaine ratification des traités nucléaires

Le président ukrainien Leonid Kravtchouk a assuré, lundi 7 juin, le secrétaire américain à la défense, les Aspin, que le Parlement de Kiev ratifierait d'ici l'été le traité de réduction des armements stratégiques START-1 et le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Cette assurance, déjà fournie avec d'autres déclarations par le passé, ne préjuge toutefois pas de l'attitude du Parlement.

Les États-Unis et l'Ukraine ont examiné de nouvelles options en vue de démanteler, conformément au traité START-1, les missiles nucléaires stratégiques déployés sur le territoire ukrainien, a indiqué à la presse les Aspin à Kiev. M. Aspin a, par ailleurs, fait part de sa compréhension face aux préoccupations des autorités de Kiev à propos de la sécurité du territoire ukrainien. Mais le responsable américain, qui a passé deux jours à Kiev, n'a pas explicitement dit que les États-Unis fourniraient de nouvelles garanties à cet égard, ni le moindre argent supplémentaire pour aider l'Ukraine à appliquer le traité sur la réduction du nombre des armes atomiques stratégiques signé en 1991 par l'URSS. — (AFP, Reuters).

ISRAËL

Première visite d'un chef de gouvernement autrichien

Le chancelier Franz Vranitzky a entamé, mardi 8 juin, la première visite officielle d'un chef de gouvernement autrichien en Israël. Il doit rencontrer notamment le premier ministre, Itzhak Rabin et le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, recevoir le titre de docteur honoris causa de l'univer-

en mars 1982, a été condamné pour la troisième fois à une lourde peine de prison (sept ans), lundi 7 juin. Arrêté après le mouvement de son régime par des manifestations populaires, fin 1990, l'ex-dictateur avait déjà été condamné à dix puis à trois ans de prison, pour détention illégale d'armes et d'argent. Il a, cette fois, été convaincu d'avoir tenté d'un coup d'Etat à son épouse. — (UPI).

BURKINA : le président Blaise Compaoré en visite officielle en France. — Le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, arrivé lundi 7 juin en France pour une visite officielle de deux jours, s'est entretenu avec M. Mitterrand puis a participé à un dîner officiel à l'Élysée.

INDE : affrontements entre grévistes et policiers au Bengale-Occidental. — Une grève convoquée par l'opposition au Parti communiste, qui dirige depuis 1977 le Bengale-Occidental, a fait de nombreux blessés, lundi 7 juin, lorsque policiers et manifestants se sont affrontés, notamment à Calcutta. Le Congrès, au pouvoir à New-Delhi, et son rival le BJP (hindouiste) s'étaient alliés pour protester contre les violences qui, après les élections locales de mai, avaient émaillé le département. Les opposants ont rendu le PC responsable de la trentaine de morts qui ont été relevés. — (UPI).

La mai sur l

Votre bu sans pa

سكان العمل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

La majorité cherche à dépassionner le débat sur la réforme de la Banque de France

L'examen de la loi de finances rectificative au Sénat

Jean Arthuis (UDF) souhaite une plus grande orthodoxie budgétaire

Le Sénat devait entamer mardi 8 juin l'examen de la loi de finances rectificative (« collectif budgétaire ») pour 1993 adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale. Quelque deux cents amendements ont déjà été déposés, dont beaucoup visent à accentuer les mesures en faveur du logement.

Le projet du collectif budgétaire a été sensiblement élargi et complété lors de son examen par l'Assemblée nationale. Au point qu'un peut se demander quelles modifications le gouvernement d'Edouard Balladur est encore prêt à accepter au Sénat, où le débat devait commencer mardi 8 juin. « J'espère que le gouvernement ne considère pas la discussion au Sénat comme une simple formalité et qu'il a gardé une marge de manœuvre », remarque Jean Arthuis (UDF Mayenne), rapporteur général de la commission des finances du Sénat.

Nombre des amendements importants acceptés par le gouvernement lors du débat sur le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale ont en effet comblé les vœux des sénateurs, telles la modification des conditions de paiement de la taxe professionnelle ou les mesures en faveur du logement.

La commission des finances sénatoriale a cependant adapté quelques amendements supplémentaires destinés à accentuer l'effort dans le secteur du logement. « Tel qu'il était présenté initialement, le plan du gouvernement n'entraînait pas une adhésion complète », constate Jean Arthuis, ajoutant : « L'effort ne paraissait pas proportionné à l'aggravation constante de la situation économique. » Tout en reconnaissant au gouvernement le « droit à l'adaptation » et « la cohérence » de l'ensemble du plan présenté, le rapporteur ne se prive cependant pas de dénoncer un travers que le Sénat n'a cessé de critiquer dans la gestion socialiste : le recours à des ressources exceptionnelles pour financer des dépenses de fonctionnement.

En consacrant au financement de mesures en faveur de l'emploi une partie de l'emprunt qui anticipe sur des recettes de privatisations, Edouard Balladur retombe dans ce travers. Dans le même esprit, M. Arthuis condamne la compensation de la mesure d'allègement sur la taxe professionnelle par un prélèvement sur certains fonds de la Caisse des dépôts.

Compenser les efforts des collectivités locales

« Le gouvernement renoue ainsi avec une pratique de ponction sur les fonds de divers organismes que notre commission a constamment dénoncée », déclare M. Arthuis. « Seule la gravité de la situation peut justifier le recours à ce type de procédé », concède-t-il. Le commissaire demande également à l'Etat de ne pas perpétuer une autre habitude : la non-compensation des efforts demandés aux collectivités locales. Deux amendements visent donc à demander à l'Etat de prendre en charge, au moins en partie, le coût de l'allègement des droits de mutation sur les cessants de fonds de commerce et de l'exonération de droits de mutation en faveur des constructions nouvelles.

Enfin, si la commission sénatoriale n'a pas voulu entamer le débat sur la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) et sa déductibilité – aucun amendement sur le sujet n'a été adopté – elle demande instamment au gouvernement, comme elle l'a fait dans le passé, de lancer une réflexion de fond sur la réforme de l'impôt sur le revenu, et souhaite que « le gouvernement dépose sur le bureau des assemblées, avant la discussion de la loi de finances pour 1994, un rapport sur l'avenir de l'impôt sur le revenu et sur les perspectives de fusion ou d'absorption de celui-ci par la CSG ».

CLAIRE BLANDIN

Les députés ont entamé, mardi 8 juin, l'examen du projet de loi réformant les statuts de la Banque de France, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie. Si le débat ne s'engage pas dans une atmosphère chargée de passion, le gouvernement devrait exprimer son désaccord avec certains des amendements adoptés, le 3 juin, par la commission des finances.

Ce débat ne s'annonce pas comme « la » grande querelle parlementaire que l'on sentait naître à y a quelques semaines. « Dire qu'il s'agit d'une innovation politique et intellectuelle est très exagéré », « l'objet est assez limité, il n'est pas cosmique », présentent son rapport sur le projet de loi relatif aux statuts de la Banque de France, lundi, le rapporteur général du budget, Philippe Auberger (RPR), n'a pas été chiche de ce genre de formules, relativisant la portée de la réforme. De fait, le souci de désamorcer d'éventuelles tensions au sein de la majorité a donné naissance à un compromis qui devrait permettre à chacun de s'y retrouver, au risque de cultiver, parfois, une certaine ambiguïté.

Désireux de ne pas heurter ceux des députés RPR qui pouvaient s'inquiéter de l'inspiration « maastrichtienne » d'une telle réforme, le gouvernement a pris soin de faire disparaître toute référence explicite aux concepts d'« autonomie » ou d'« indépendance » de l'institut d'émission. Du côté, les libéraux européens de l'UDF, les plus en pointe dans cette volonté de réforme, avaient quelques raisons de redouter une retraite gouvernementale. La tonalité de l'intervention, mardi, en séance publique, de Valéry Giscard d'Estaing devait être, de ce point de vue, une précieuse indication de l'état d'esprit de l'UDF vis-à-vis du projet.

La propension au compromis, au sein de la majorité, est parfaitement illustrée par la rédaction de l'article premier, qui, ironise M. Auberger, fait passer à « une notion de synthèse du Parti radical ». A la formule initiale – « la Banque de France accomplit sa mission dans le cadre de la politique générale du

gouvernement », – qui est apparue un peu trop dirigiste aux yeux des européens libéraux, la commission des finances souhaite ajouter : « et dans le respect des traités internationaux ». M. Auberger veut dramatiser cette précision, en estimant qu'il s'agit d'une « évidence » et d'une « tautologie », mais il émet qu'un tel souci d'équilibre brouille quelque peu la lisibilité du texte.

Infléchissements libéraux

Lors de l'examen en commission, les « libéraux » ont réussi à infléchir le texte sur d'autres points. Selon le texte gouvernemental, le conseil de la politique monétaire de la Banque de France – la nouvelle autorité dont les liens avec l'exécutif sont distendus – « surveille l'évolution de la masse monétaire ». La commis-

sion des finances a adopté un amendement élargissant cette mission aux « contreparties », de la masse monétaire, afin de s'assurer que rien n'échappe à son champ d'intervention. Un autre amendement tend à préciser la composition du conseil de la politique monétaire, dont le mode de désignation serait simplifié. (Le Monde du 5 juin).

Enfin, la commission souhaite « solenniser » la participation du gouvernement aux séances du conseil de la politique monétaire, en autorisant le premier ministre à y siéger, alors que le texte d'initial ne réservait cette possibilité qu'au ministre de l'économie ou à « son représentant ». La présence de ce dernier, en revanche, est désormais jugée indésirable par les commissaires. Selon M. Auberger, cette

nouvelle formule va dans le sens d'un relâchement des liens avec le pouvoir politique, car une telle « présence ministérielle » ne pourra être systématique.

Ces retouches ne conviennent pas toutes au gouvernement. M. Alphandéry devait s'opposer à la référence aux « traités internationaux » et proposer le retour à la rédaction initiale de l'article premier. La simplification du mode de désignation du conseil de la politique monétaire ne devrait pas davantage le satisfaire, puisque qu'il souhaiterait maintenir le vice-président du Conseil d'Etat parmi les collègues – que la commission des finances a réduit au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat et au président du Conseil économique et social – habilité à établir la liste des candidats. Il

devrait, en outre, proposer de maintenir à six ans la durée du mandat du gouverneur et des deux sous-gouverneurs, que la commission des finances a réduite à cinq ans afin de l'aligner sur celle des dirigeants des entreprises publiques.

Hormis ces frictions prévisibles, le débat devrait surtout s'animer avec l'offensive qu'entend déclencher Jean-Pierre Chevènement (voir ci-contre), en soulevant une exception d'irréversibilité (signifiant que le projet est anticonstitutionnel). Au nom de leur groupe, Henri Emmanuelli (PS, Landes) et Daniel Colliard (PC, Seine-Maritime) devraient également exprimer leur opposition au texte, le premier en soulevant une question préalable et le second en demandant un renvoi en commission.

FRÉDÉRIC BOBIN

Jean-Pierre Chevènement appelle à la résistance

A la veille de l'ouverture du débat, à l'Assemblée nationale, sur le réformant des statuts de la Banque de France, au cours duquel il devait défendre l'exception d'irréversibilité, la président du Mouvement des citoyens (MDC), Jean-Pierre Chevènement, député (app. PS) du Territoire de Belfort, a qualifié ce projet, lundi 7 juin à Paris, d'« acte de forfaiture qui consiste à enlever au peuple français le principal levier qu'il avait dans le domaine de la monnaie ». Devant près de sept cents personnes réunies à la salle de la Mutualité, l'ancien ministre a appelé à la « résistance » contre la « dénationalisation » de la banque, un projet jugé « contraire à la démocratie », à l'indépendance nationale et à la coopération internationale.

Dénonçant la durée des mandats des neuf personnalités qui composeraient le futur conseil de politique monétaire (neuf et six ans), soit « plus longtemps que le mandat du président de la République ou celui des députés »,

M. Chevènement a affirmé : « Le suffrage universel ne peut pas être choisi pour ces messieurs de l'établissement financier. » « Alors que se pose la question de la responsabilité pénale des ministres, les banquiers seraient politiquement irresponsables », a-t-il ajouté. Le président du MDC a dénoncé « la parti de la finance », sans épargner certains de ses amis socialistes. « Cette réforme tend à rendre irréversible le tournant monétariste pris en 1983 », a-t-il affirmé, avant d'expliquer qu'« en prétendant piéger la droite au jeu de l'Europe, les socialistes se sont eux-mêmes piégés au libéralisme ».

Le député du Territoire de Belfort ne se fait guère d'illusions, compte tenu des rapports de forces, sur l'attitude du Parlement à l'égard du projet de loi. Il faudrait pour cela, a-t-il ironisé, que « la fantôme du général de Gaulle rende visite aux députés RPR ». Il compte sur une lecture attentive du texte par le Conseil constitutionnel.

Auparavant, Georges Sarre, député (app. PS) de Paris, avait clairement indiqué que l'offensive engagée contre ce projet, « le plus révélateur de la politique du gouvernement », avait aussi pour objectif de « réveiller la gauche ». Plusieurs personnalités du « camp du progrès » avaient en effet été invitées à participer à la réunion publique du MDC, parmi lesquelles Michel Delebarre, membre du comité central du Parti communiste, qui a pu constater, à cette occasion, que « les convergences sont nombreuses ».

L'un des porte-parole d'Alternative démocratie et socialisme (ADS), Claude Foppenen, a rappelé, de son côté, les « mesures à connotation raciste » qui visent à fermer les frontières aux immigrés de celles qui tendent à faciliter le mouvement des capitaux. Enfin, pour Anicet Le Pors, ancien ministre communiste, « la vague de privatisations prend des allures de revanche ».

J.-L. S.

Selon l'institut CSA

La « cote » d'Edouard Balladur est en baisse

Selon un sondage de l'institut CSA effectué les 2 et 3 juin auprès de mille personnes et dont les résultats sont publiés dans le Parisien du 8 juin, la cote de confiance d'Edouard Balladur est en très nette baisse. 49 % des personnes interrogées lui font confiance « pour s'attaquer efficacement aux principaux problèmes qui se posent au pays », au lieu de 57 % à la mi-mai et 63 % fin avril.

Cette tendance avait été également enregistrée par BVA, dans un sondage effectué du 14 au 19 mai, où la cote de confiance chutait de six points (61 % au lieu de 67 %). An contraire, une enquête de la SOFRES réalisée du 25 au 27 mai a donné un résultat totalement inverse, à partir d'une question presque identique (Le Monde du 5 juin). Selon la SOFRES, 73 % des personnes interrogées (au lieu de 72 % le mois précédent) ont déclaré faire confiance au « premier ministre pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement », soit, à une semaine près, un écart de vingt-quatre points avec CSA.

Votre bureau sans papier



Un format A4



La bureautique traditionnelle utilise une quantité énorme de papier. Comme les ordinateurs de bureau ne se déplacent pas, on emporte avec soi les données imprimées. La solution Toshiba avec les portables T4500 et le dernier T4600: des performances d'ordinateur de bureau dans un format A4. Prenons par exemple le modèle T4600C: avec son processeur ultra-rapide i486™, son écran couleur 9,5" à matrice active et son disque dur

de 340 Mo, il a la puissance de plusieurs ordinateurs de bureau. Son panneau de contrôle Quick-Read™, ses touches de configuration instantanée et sa souris BallPoint™ sans fil lui donnent une grande facilité d'utilisation. Glissez-le dans la Desk Station IV Toshiba et vous êtes connectés à vos périphériques et à votre réseau. Pour votre bureau sans papier, un format A4 suffit. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

POLITIQUE

NOUVEAUX DÉPUTÉS

Alain Marsaud croise ses réseaux

Alain Marsaud aime le contact, le baroud et les gens. Tous les gens. Les puissants pour le pouvoir qu'ils procurent, les marginaux pour la curiosité qu'ils inspirent, les adversaires pour l'énergie qu'ils éveillent. A quarante-quatre ans sonnés, il en connaît beaucoup. Des magistrats, des journalistes, des politiques, des réseaux qu'il eroise et décroise sans cesse, affable et mystérieux. « Un système relationnel en or ! Au lycée Gay-Lussac, à Limoges, j'étais déjà chef de bande, glisse-t-il. Or dit aussi que je suis franc-maçon... » Il n'en dira pas plus, pas plus qu'il ne se souvient d'un engagement politique, dans les années 70, qui voient s'agiter à l'extrême droite de futurs responsables de l'UDF et du RPR.

A l'Assemblée nationale, Alain Marsaud est déjà chez lui. Le nouveau député et conseiller général (RPR) de la Haute-Vienne tisse les ministères dans les couloirs, pousse les feux en commission des lois et s'apprête à faire ses grands débuts en séance publique au cours du débat sur les contrôles d'identité. « Et vous n'avez pas vu ce que vous allez voir sur l'immigration ! » prévient-il. Cette faculté d'adaptation lui vient du parcours singulier qu'il a eut depuis plus de vingt ans.

Ancien élève de l'Ecole nationale de la magistrature, il fait ses débuts en 1974 comme substitut du procureur de la République de Poitiers, où il est chargé des affaires financières. En 1980, le voilà à la section criminelle du parquet de Paris. Très proche de Jacques Toubon, qui accède au secrétariat général du RPR en 1984, Alain Marsaud devient, à la même époque, juge d'instruction chargé des dossiers relatifs au terrorisme. A la faveur de l'attentat de 1985, il prend du grade. Chef de la quatrième section du parquet de Paris, dit antiterroriste, qu'il illustre Jean-Louis Bruguière et Gilles Bouloque, il travaille en bonne intelligence avec Charles Pasqua, qu'il rencontre en plus tôt chez Lipp.

L'ami des « justiciers »

En 1988, le retour de la gauche aux affaires place sur la sellette le mousquetaire judiciaire souvent décrié par les autres. Fragilisé, il rejoint Charles Pasqua au Sénat avec le titre de mission auprès du ministre

Alain Poirer, qui doit sa réélection à la présidence du palais de Luxembourg à l'abstention intégrée du président du groupe RPR. Homme du esdrinelle au palais Médicis, Alain Marsaud « démontre » l'ancien ministre de l'Intérieur en projets et en propositions de loi, qui sont autant d'occasions de coups pafitifs. L'ancien magistrat fonde également l'Observatoire des libertés, où se réunissent les membres de l'Association professionnelle des magistrats, peu



favorable à la gauche, et certains « justiciers » en guerre contre le pouvoir socialiste, tel le juge marseillais Thierry Jean-Pierre.

Le code de la nationalité, qu'il juge aujourd'hui « sans intérêt, parce qu'il n'est rien d'autre qu'un symbole », l'encadrement strict des entrées et du séjour des étrangers, la création d'une garde nationale, qui pourrait en partie prendre la relève d'un service national en devenir : Alain Marsaud voit avec satisfaction « ses » sujets resurgir. « On nous pardonnera peut-être de ne pas réussir en économie, mais on ne nous pardonnera pas d'échouer sur l'immigration et l'insécurité », assure-t-il.

Depuis son élection en Haute-Vienne, le mousquetaire agit désormais à découvert, mais ses liens privilégiés avec l'ancien ministre de l'Intérieur demeurent, même si l'appartenance à son premier cercle. Cette proximité explique, pour ses amis, son image droite, imperturbable. Alain Marsaud eroise et décroise ses réseaux, qui vont des caciques du RPR aux socialistes Michel Charasse et Jean Giavany.

GILLES PARIS

Trois conseillers régionaux de Provence quittent le Front national

Trois « figures » locales du Front national de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont annoncé, lundi 7 juin, leur démission du parti léniniste, en lui reprochant son fonctionnement et ses pratiques politiques.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Trois conseillers régionaux Front national de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont donné leur démission du parti d'extrême droite, lundi, et siègeront désormais parmi les non-inscrits. Il s'agit de Marie-Louise Jacob et René Jestin (Bouches-du-Rhône), ainsi que de Max Baza (Alpes-Maritimes). « Nos instances nationales, indiquent M^{me} Jacob et M. Jestin, ont imposé à l'ensemble des élus de refuser toute participation, non seulement aux travaux du conseil régional, mais, également, à des organismes extérieurs importants (...). Or, ajoutent-ils, de 1986 à 1992, notre position était exactement inverse. Ces votes, face, cette absence totale de concertation, ce mépris témoigné à des élus responsables et à un climat émissaire ont entraîné les règlements de comptes et les colères les plus virulentes ».

De son côté, M. Baza critique l'opposition « systématique et stérile » dans laquelle s'est enfoncé, selon lui, le parti d'extrême droite depuis les dernières élections régionales.

« Fragilité morale et financière »

Les trois élus évoquent également des raisons locales. M^{me} Jacob et M. Jestin déclarent qu'ils n'ont « ni compris ni accepté, lors des législatives, le maintien de M. Damien Bariller (candidat léniniste) dans la dixième circonscription, maintenant, décidé par la direction nationale, qui a eu pour résultat, estiment-ils, de faire élire M. Tapie, qui traitait, il n'y a pas si longtemps, les électeurs du Front national de « salauds » et qui a certainement provoqué, aussi, l'échec de Bruno Mégret dans la douzième circonscription ». M. Baza, en outre, « partage le désarroi de tous les militants qui s'interrogent sur les intentions du Front national concernant les futures élections municipales à Nice ». Au terme d'un accord intervenu, il y a une dizaine de jours, entre Jean-Marie Le Pen et le chef de file léniniste nicotais, Jacques Peyrat, ce dernier a, désormais, le champ libre « pour continuer à conduire une liste de large ouverture » en 1995 à Nice. Selon M. Peyrat (1), le président du Front national en aurait compris la

nécessité, « comme il a admis, après les résultats des dernières législatives, a-t-il indiqué, que j'étais incontournable à Nice ». « Je conduirai donc une liste sans étiquette, soutenue par le Front national ». En réaction à cet « arrangement », M. Baza, qu'une vive inimitié oppose à M. Peyrat, a annoncé son intention de diriger une liste composée de « candidats FN purs ».

Fortement impliqué dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Front national perd ainsi trois « figures » locales, qui militent depuis plus de dix ans à l'extrême droite. M. Baza était même un compagnon de route de M. Le Pen depuis 1958. Ephémère secrétaire départemental de la fédération des Alpes-Maritimes, il avait été promu par M. Le Pen directeur de campagne aux dernières élections législatives. Au terme de sa réunion hebdomadaire, lundi, le bureau politique du parti léniniste a indiqué qu'il « déplore » ces démissions dans lesquelles, procédant par allusion diffamatoire, il voit « l'effet des manœuvres de M. Gaudin, qui, pour tenter de s'assurer une majorité de gestion que les électeurs lui ont refusée, n'a pas hésité à exploiter la fragilité morale et financière de certains élus ».

Entre 1986 et 1992, le groupe léniniste avait subi une hémorragie, en perdant dix membres sur vingt-cinq (2). Le Front national redoute-t-il que cette triple démission ne fasse tache d'huile ? Pour prévenir une telle situation, en tout cas, M. Le Pen avait exigé des élus régionaux de son parti la signature d'une reconnaissance de dette concernant les frais de campagne engagés occasionnellement. Elle était fixée à 252 000 francs dans les Alpes-Maritimes et dans les Bouches-du-Rhône, payable par mensualités de 4 500 francs. « Je vais continuer à m'acquitter de cette dette, a précisé M. Baza, pour autant que l'on ne m'impose pas à l'avenir de la payer ».

GUY PORTE

(1) Son élection au conseil général avait été annulée par le Conseil d'Etat. M. Peyrat sera de nouveau candidat, le 20 et 27 juin, dans le quinzième canton.

(2) Sur ces dix élus (dont sept des Bouches-du-Rhône et trois du Var), trois d'entre eux avaient adhéré, par la suite, au RPR, deux à l'UDF, un au CNL et un au RPR. Deux avaient été réélus, en 1992, sur la liste conduite par Jean-Claude Gaudin, dans les Bouches-du-Rhône et deux autres sont entrés au cabinet du président du conseil régional.

Avec l'appui de l'extrême droite

Un vice-président de droite élu dans l'exécutif écologiste et socialiste du Nord-Pas-de-Calais

LILLE

de notre correspondant

La vie du conseil régional Nord-Pas-de-Calais s'enfonçait dans la confusion. La dernière illustration de ce fait est l'élection, lundi 7 juin, au milieu d'un exécutif composé des Verts et du PS, d'un vice-président de droite. Celui-ci est d'ailleurs assuré, aussitôt, qu'il ne siègera pas, l'opposition réclamant la suppression du poste par mesure d'économie.

L'exécutif régional, que préside Marie-Christine Blandin (Verts), présentait la candidature d'André Capet, premier adjoint (PS) au maire de Calais, pour pourvoir au remplacement de Serge Jaquin, chargé du plan, démissionnaire de l'assemblée en raison de la loi sur le cumul des mandats. Le groupe RPR-UDF, par la voix de son président, Jacques Legendre, sénateur (RPR) du Nord, avait souhaité que

ce poste fût gelé. N'ayant pas obtenu gain de cause, il a décidé de présenter la candidature de Léoce Dreyer, député (UDF-PSD) du Pas-de-Calais, déjà président de la commission du plan.

Avec le soutien déclaré du Front national, M. Dreyer a obtenu 61 voix, vraisemblablement celles des élus de l'UDF (27 élus), du groupe Borloo (13), de Génération Ecologie (5) et d'une partie du Front national (15). M. Capet, de son côté, n'a pas fait le plein des voix des groupes soutenant l'exécutif, les 27 socialistes, 15 communistes et 8 Verts. Il n'a obtenu que 46 voix.

M. Legendre veut voir dans cette élection une « position de combat », tandis que M. Dreyer préfère plaider pour un consensus autour d'un projet de plan régional.

JEAN-RENÉ LORE

Bernard Tapie n'a plus de groupe

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après la rupture avec Bernard Tapie, annoncée début mai, le Parti socialiste a officiellement constitué, le 4 juin, son propre groupe au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Présidé par François Bernaldi, premier adjoint au PS des Bouches-du-Rhône, ce groupe de socialistes et apparentés se compose de dix-neuf membres, parmi lesquels les anciens ministres Jean-Louis Bianco et Elisabeth Guigou, ainsi que Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône. En revanche, Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur municipal de Marseille, ancien député et partisan inconditionnel de Bernard Tapie, n'en fait pas partie.

A la tête des listes Energie-Sud aux élections régionales

de mars 1992, M. Tapie avait obtenu trente élus. A l'autonomie de son groupe, il n'en restait que cinq, dont un socialiste, avaient décidé de siéger parmi les non-inscrits. En mai dernier, les socialistes avaient rapproché à M. Tapie « son manque de stratégie, l'impossibilité de travailler avec lui et son parcours politique incohérent ». Le député des Bouches-du-Rhône se retrouvait, désormais, avec seulement six de ses collégiés, alors que, selon le règlement intérieur du conseil régional, le minimum est de dix élus pour constituer un groupe autonome.

Après cette scission et la démission de leur parti de trois élus du Front national, le conseil régional est désormais composé de 43 UPF (dont 17 RPR), 31 FN, 19 PS et apparentés, 14 non-inscrits, 10 PC, 3 Génération Ecologie et 3 Verts.

G. P.

DIAGONALES

J'ai connu un vieux monsieur cocasse qui trouvait sans utilité l'écoute des nouvelles. A la question : « Quoi de neuf ? », il répondait : « Mollère », « Balzac », « Albert Cohen ». Cette attitude rendait ses points de vue sur l'actualité bien plus riches que ceux des intoxiqués de l'information-spectacle, banalisée par l'uniformité recueillie de ses sujets et de ses sources. « Ce n'est pas que je dédaigne la presse, expliquait-il, mais chaque fois qu'elle aborde des choses que je connais, comme par hasard, c'est toujours un peu faux... »

Les ragots d'Etat rassemblés dans *Verbatim* par l'ancien conseiller spécial de l'Elysée Jacques Attali font le même effet d'à-peu-près généralisé aux lecteurs qui ont eu à connaître certains faits évoqués. J'ai relevé trois erreurs sur trois. Un professeur en conduisant qu'il faut à tout prix. Ce serait trop simple. 60 % de la population, car l'ancien confident se réserve le droit souverain de trier ce que le vain peuple est digne de savoir ; et la vérité — c'est sa fantaisie — se situe rarement à mi-chemin des versions qui se la disputent. Les historiens trouveront dans *Verbatim* plus de pièges à démolir que de renseignements « incontournables », comme l'espérait l'auteur.

Il semble bien qu'un général des scientifiques ne brille pas par l'exactitude, quand il se pique de ce que les élites de « prépa » nomment rigueur, en raison du faible coefficient aux concours, le « laïus ». Louis Armand venait d'un peu, c'était son charme ; Raymond Abel, plus encore ; les approximations et les citations sans guillemets de J.-J. Servan-Schreiber ont égayé la chronique. En s'adonnant des bouts de conversations entre François Mitterrand et Elie Wiesel, au motif qu'il les avait « initiés », mot bien horrible pour qui se veut écrivain. — Jacques Attali ne faisait que réclamer l'empirisme libre.

A noter que les relats d'opinion littéraires, désormais plus sensibles au volume du bruit fait par les livres qu'à la qualité de leur accueil, avantagent les ouvrages fautifs, parce que

Avantages en nature

ceux-ci donnent lieu à rebondissements, donc à lignes et minutes d'antenne supplémentaires. Un effet pervers que devraient réduire les tribunaux obsédés de retour aux valeurs morales... s'ils n'étaient, aussi, assaillis de médiatisation personnelle.

N'en déplaise aux commies qui invoquent en excuse l'exemple de leurs patrons, les fuites de cabinet n'ont rien à voir avec les Mémoires des chefs d'Etat en titre, libres d'éclairer à leur guise la genèse de leurs décisions, comme ils l'étaient de les prendre, sous le contrôle des électeurs.

Non contents de se tromper souvent, les nouveaux indiscrets n'apportent pas grand-chose, hormis des anecdotes reconnaissables à ce qu'elles s'efforcent de servir leur propre gloire, et des preuves répétées que le pouvoir, sous ses discours omniscentiels, ne manque ni d'aveuglement ni de naïveté. Ainsi le gouvernement s'écroule-t-il, ces jours-ci, que les patrons empêchant ses cadeaux fiscaux sans rien promettre en échange, alors qu'ils ont toujours fait cela depuis quarante ans !

Un ancien chef du renseignement français, de Marenches, s'en va naguère se dédouaner de ses révélations en en minimisant la portée, sans voir qu'il n'indélicatesse dangereuse et irresponsable envers l'Etat il ajoutait quelque mépris pour le lecteur-citoyen, à qui il était promis de partager le secret des dieux.

Le procédé heurte d'autant plus qu'il s'agit d'un service ultra-sensible et d'un officier « vieille France » se croyant détenteur des nobles usages. Sa particularité d'être le gardien des secrets moine bien née et à qui leur promotion par le mérite personnel peut tenir lieu de circonstance atténuante.

Beaucoup de Mémoires de hauts fonctionnaires ont le fait de « parvenus » du pouvoir.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

cela dit avec le respect dû à un adjectif substantivé où s'illustre un des principes rarement respectés de la République : l'égalité des chances. On dirait, à les lire, que les accés aux lambris des palais officiels, aux gyrophares et aux chuchots, dont les photographies donnent à penser qu'ils forment l'essentiel de la vie des Grands et décident de la nôtre, que l'approche de ce bruissement réputé historique, le vent de leurs handicaps ancestraux, de leurs longues veillées d'étudiant bourgeois. On les imagine posant les mains bien à plat sur le bureau où se joue, par petites notes sibilantes et coups de fil codés, la sorte du monde, et soupirant d'aise : « Ça y est, j'y suis ! Si maman me voyait... Et si j'en faisais un livre, pour qu'elle me voie à la télé ? »

Jusqu'à il y a une vingtaine d'années, les nouveaux arrivants dans les aléas du pouvoir se retenaient de changer leur jubilation en succès de librairie et en fausse réputation d'artiste, au moins jusqu'à la retraite. L'obligation de réserve et les règles d'archivage gouvernemental les y contraignaient. Des ministres-journalistes, les premiers, ont passé outre. D'autres ont suivi. C'est maintenant une habitude : membres et conseillers des gouvernements s'adjugent le droit de trier, de répandre, d'engorger et d'emporter chez eux leur petit savoir de dames-pipi, dès leur renvoi ou même en cours de mission. Un contrat d'éditeur suit de peu leur décret de nomination. A chacun son Delfy d'initié !

Les réponses faites à ce sujet par les candidats à l'ENA montrent qu'ils voient un droit acquis, un avantage en nature, dans cette possibilité d'écrire la petite histoire en plus (au lieu ?) de la faire, de se prendre pour Saint-Simon, et d'accéder ainsi à l'audiovisuel, chef de toute notoriété et, depuis peu, facteur d'avancement.

Autant que les « affaires » dites de corruption, ces nouvelles mœurs contribuent à accroître l'impression que les grands commis se conduisent avec l'Etat, qui est nous, en pays conquis, et qu'ils se servent au lieu de servir.

Le second tour de l'élection municipale

Pas d'alliance à Perpignan entre Jean-Paul Alduy et le PS

Les électeurs de Perpignan devaient avoir le choix entre quatre listes, dimanche 13 juin, lors du second tour d'une élection municipale qui reste ainsi ouverte. En effet si, contrairement à ce que nous avons écrit dans le *Monde* du 8 juin, les candidats ont jusqu'à mardi minuit pour déposer leur liste à la préfecture, il était acquis, lundi 7 juin, que les quatre listes ayant franchi la barre de 10 % des suffrages exprimés, et donc pouvant se maintenir, avaient l'intention de le faire, sans fusion entre l'une ou l'autre comme la loi leur en donnait la possibilité.

« Dans la même composition »

Bien qu'un contact ait eu lieu entre des collégiés de Jean-Paul Alduy et les socialistes, le fils de l'ancien maire a décidé que sa liste serait présente au second tour « dans la même composition » qu'au premier. Dans un communiqué, il explique que celle-ci exprime déjà « la volonté de poursuivre, dans la clarté, l'effort de rassemblement de tous les démocrates ». Son entourage ne cachait pas qu'il avait estimé qu'« un accord avec le PS nous ferait perdre une partie de notre électorat ». Les socialistes, de leur côté, n'ont pu s'entendre avec les communistes, dont la liste, ayant franchi la barre de 5 % des suffrages exprimés, aurait pu, sans avoir le droit

de se maintenir, fusionner avec une autre.

Devraient donc être en compétition : la liste de Claude Barate, député RPR et ancien premier adjoint so rupture avec Paul Alduy, le maire sortant, qui a obtenu, au premier tour, 29,41 % des suffrages exprimés ; celle de Jean-Paul Alduy (26,51 %) ; celle de Jean-Claude Martinez pour le FN (22,35 %) ; celle de Christian Bourquoin pour le PS (11,53 %).

Bayonne : démission du premier adjoint au maire. — Maurice Touraou, premier adjoint au maire de Bayonne, vient de démissionner de cette fonction, qu'il occupait depuis 1989. Conseiller régional UDF, il est membre du Parti radical, comme le maire, Henri Grenet. S'il explique sa décision par des « convenances personnelles », elle survient alors que s'annonce la succession de celui-ci, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans et premier magistrat depuis 1959. A l'occasion d'un reportage publié dans notre supplément « Heures locales » (le *Monde* daté 30-31 mai), celui-ci a, pour la première fois, publiquement expliqué qu'il espérait que son fils, Jean Grenet, lui succéderait. Chirurgien comme son père, Jean Grenet est depuis avril dernier député RPR en remplacement d'Alain Lamassoure, devenu ministre délégué aux affaires européennes. — (Corresp.)

Les commissaires

دکتر النحل

SOCIÉTÉ

Les commissariats sous l'œil de la défense

Depuis le 1^{er} mars, un avocat peut intervenir à la vingtième heure de garde à vue. Expertise parisienne d'une réforme qui bouleverse les relations police-justice

En bord de la fenêtre, à côté du standard, qui fonctionne désormais jour et nuit, cinq gros classeurs s'entassent à côté d'une pile de documents sur la garde à vue. Il y a là des demandes d'avocats émises par les services de police judiciaire de Paris, des fax de réponses qui indiquent les noms des avocats commis d'office et des feuilles d'observations encore vierges qui attendent d'être remplies après l'entretien avec le gardé à vue.

Depuis l'introduction de la présence de l'avocat en garde à vue, tous ces formulaires sont soigneusement classés par ordre chronologique par Fatima, la standardiste de l'ordre des avocats. « Nous n'aurons bientôt plus de place pour les archives ! se désolait-elle. Tout cela est très neuf pour nous. On ne sait même pas s'il faut tout garder. »

En se penchant par la fenêtre de son bureau du Palais de justice de Paris, Fatima aperçoit la cour pavée du 36, quai des Orfèvres et sourit. Elle désigne un à un les étages du bâtiment tout proche et détaille avec précision les noms des services de police judiciaire qui travaillent de l'autre côté de la cour. « Là-bas, ce sont les stupés, explique-t-elle, et au quatrième, de ce côté, il y a le grand banditisme et la brigade criminelle. Avant, on ne voyait jamais d'officiers de police judiciaire, mais, depuis que les avocats peuvent intervenir en garde à vue, certains sont venus nous rendre visite. Ils envoient souvent des fax pour demander des avocats et ils veulent découvrir l'envers du décor ! »

Dernière elle, le télécopieur sonne sans parvenir à enclencher le mécanisme. « C'est sûrement la préfecture de police ! sourit sa collègue, Monique. Depuis quelques jours, leur fax hoquette un peu. »

L'une des premières conséquences de la loi est là, dans cet étrange rapprochement entre deux univers qui préféraient jusqu'alors s'ignorer. Depuis le 1^{er} mars, les dizaines d'avocats qui se sont rendus de jour comme de nuit dans les commissariats ont découvert les conditions de travail difficiles des policiers de la capitale. Et vice-versa, les policiers

ont pu s'assurer jour après jour que les avocats n'étaient pas forcément ces complices de malfaiteurs évoqués par les préjugés policiers. « Cette loi a eu le mérite d'ouvrir les portes des commissariats et de nous permettre de nous rencontrer », souligne le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, M^{re} Georges Flécheux. Beaucoup d'entre nous ont été stupéfaits par la venue des lieux. Il y a des endroits où la dignité humaine est à peine respectée : les gardés à vue sont dans des cages insalubres, où l'on peut à peine s'asseoir, et les bureaux des policiers ne sont guère plus hygiéniques ! Si ce texte permettait de rénover les locaux de garde à vue, ce serait déjà un grand pas ! »

De jour comme de nuit

Pour faire face à la nouvelle loi, l'ordre des avocats de Paris a mis sur pied une permanence qui fonctionne désormais vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un télécopieur destiné à recevoir les fax des services de police a été installé au standard, et cinq étudiants rémunérés se relaient la nuit et le week-end afin d'assurer une permanence téléphonique. « Nous leur avons acheté une cafetière, un réfrigérateur et une télévision parce que les nuits sont longues », sourit le bâtonnier désigné, Jean-René Farthouat. La procédure est simple : lorsqu'un gardé à vue souhaite s'entretenir avec un avocat, il le signale à l'officier de police judiciaire, qui envoie à la permanence un fax mentionnant le nom du gardé à vue et le lieu et l'heure de la mesure.

« Dès la réception du fax, nous appelons les avocats qui se sont portés volontaires », explique Fatima. « Nous leur donnons le nom, le lieu et l'heure de la garde à vue, et nous renvoyons immédiatement aux services de police un fax portant le nom de l'avocat commis d'office. » En mars, entre 25 % et 30 % des gardés à vue ont demandé à s'entretenir avec un conseil, et le nombre d'interventions ne cesse d'augmenter : l'ordre en a recensé 183 au mois de mars, 230 au mois d'avril, et 126 au mois de mai, première quinzaine de mai. Cette nouvelle disposition a cependant réduit la longueur des gardes à vue : selon le parquet de Paris, la plupart des mesures s'achèvent désormais avant 20 heures, c'est-à-dire avant l'heure légale d'intervention de l'avocat.

Sur les onze mille avocats du barreau de Paris, plus de deux cents se sont déjà inscrits sur les listes de permanence, et beaucoup ont accepté de laisser leur coordonnées personnelles afin que l'ordre puisse les joindre de jour comme de nuit. Les volontaires sont suffisamment nombreux pour assurer le tout-venant des demandes mais l'implantation des cabinets parisiens est loin de correspondre à la carte des commissariats : la huitième et la seizième arrondissements comptent respectivement quarante-six et cinquante-neuf volontaires alors qu'ils sont au nombre de huit pour le dix-neuvième arrondissement et de six pour le vingtième. « L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver », dit Fatima. Depuis le 1^{er} mars, nous n'avons eu que quatre ou cinq gardés à vue dans le huitième, qui est l'un des arrondissements où il compte le plus de volontaires ! »

Des policiers ouverts et disponibles

Dans l'ensemble, cette soudaine intrusion des avocats dans les commissariats s'est beaucoup mieux passée que certains ne le craignaient. « Nous avons toujours été bien accueillis », souligne un avocat. Les policiers ont été courtois et il n'y a eu aucun accrochage. Ils se montrent le plus souvent ouverts et disponibles. Les locaux posent cependant problème : les commissariats sont souvent vétustes et encombrés, et ils se prêtent mal aux entretiens confidentiels prévus par la nouvelle loi. En l'absence de cabine vitrée, les policiers enfilent donc le plus souvent le gardé à vue et l'avocat dans une cellule vide qui ne peut s'ouvrir que de l'extérieur. « Je suis intervenu un jour au commissariat de la Goutte-d'Or, où le local confidentiel était une cellule devant laquelle le policier est resté posté, raconte M^{re} Farthouat. Cette situation permet d'avoir un entretien confidentiel, mais elle n'est pas satisfaisante : au nom des problèmes de sécurité, le policier a exigé que le gardé à vue reste menotté, ce que je comprends, mais qui ne me paraît pas conforme à la dignité des personnes. »

L'intervention de l'avocat est

courte - au maximum une demi-heure, - mais elle a le mérite de rompre l'isolement du gardé à vue. Après avoir passé vingt heures auprès de policiers parfois peu discrets sur les enjeux du dossier, les gardés à vue peuvent enfin parler librement avec quelqu'un qui ne représente pas l'accusation. « Ils sont souvent perdus et inquiets parce qu'ils ignorent tout des suites de la procédure », note M^{re} Edouard de Lamaze, l'un des avocats parisiens qui sont intervenus le plus souvent en garde à vue. Ils ne comprennent pas très bien ce qui est en train de leur arriver et, du coup, ils posent beaucoup de questions. Je leur explique ce qu'est un déferment au parquet ou les conditions de mise en détention provisoire, et cela les rassure. Ils se sentent moins désorientés. »

Lors de cet entretien, l'avocat doit également vérifier que les droits ont été convenablement notifiés et recueillir les observations du gardé à vue. Malgré l'absence d'accès au dossier, certains amorcent au cours de cette discussion un véritable travail de défense. « Si la procédure est simple, on peut dire au gardé à vue ce qu'il en pense de son système de défense », souligne M^{re} Farthouat. J'ai ainsi conseillé à une personne arrêtée sur un boulevard parisien en compagnie d'un vendeur de montres volées de cesser de nier. En me fondant sur les éléments qu'elle me fournissait, je pouvais aisément constater que sa défense était peu crédible et qu'elle risquait d'aggraver les magistrats et de lui nuire. Dans les affaires complexes, il faut toutefois se montrer extrêmement prudent, puisque nous n'avons pas accès à la procédure. » Afin d'insister sur ce travail de défense, l'ordre de Paris a décidé au mois de mars d'accorder un « droit de nuire », afin que les avocats qui interviennent en garde à vue puissent continuer à s'occuper du dossier. « Ces interventions ne sont pas des démarches humanitaires ou des gestes d'aide sociale », résume le bâtonnier Flécheux. Elles sont le premier acte de la défense pénale. »

Reste le problème du financement : pour que les avocats soient



indemnifiés, il aurait fallu modifier la loi de 1991 sur l'aide juridique, ce qui n'a pas été fait. Tous les avocats qui sont intervenus en garde à vue depuis le 1^{er} mars l'ont donc fait à titre bénévole. « Non seulement nous ne sommes pas payés, mais, en plus, il nous arrive d'avoir des frais, sourit une avocate. J'habite en banlieue, et j'utilise parfois ma voiture pour me rendre dans les commissariats. Ces frais de déplacement sont à ma charge. »

Cet étrange système, qui repose pour l'instant sur l'engagement et la conviction de la profession, ne pourra sans doute pas durer très longtemps : au fil des semaines, les volontaires prêts à se déplacer en pleine nuit dans les commissariats parisiens ne sont plus si nombreux. Le nouveau garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a promis de débloquer les fonds nécessaires, mais les sommes ne sont pas négligeables : selon la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNJUA), il faudrait verser un enveloppe annuelle de 12 à 20 milliards de francs. Si cette

nouvelle tâche a été assumée sans trop de difficultés, c'est en raison de la baisse considérable du nombre de gardes à vue. Les chiffres rassemblés à Paris par le procureur de la République Bruno Cotte sont éloquent : malgré une reprise à la fin du mois de mars, la moyenne quotidienne de placements, qui était de 110 avant l'entrée en vigueur de la loi, est tombée à 93 du 1^{er} au 31 mars, soit un recul de 15 %. Les prolongations prononcées au bout de vingt-quatre heures, qui sont beaucoup moins nombreuses, ont baissé plus nettement encore : la moyenne quotidienne est passée de 9 avant le 1^{er} mars à 4 du 1^{er} au 31 mars. Cette baisse d'activité touche les autres stades de la procédure : la moyenne quotidienne du nombre de personnes défermées en vue de l'ouverture d'une information est ainsi passée de 12 à 10, et la moyenne quotidienne des débats contradictoires en vue d'un placement en détention de 12 à 8.

La charge des parquets

Selon le procureur de la République de Paris, cette baisse d'activité est liée à la lourdeur de ces dispositions, prescrites « à peine de nullité », ce qui signifie que leur non-respect entraîne l'annulation de la procédure. « Si aucune consigne ne paraît avoir été donnée aux personnels de la sécurité publique en vue de procéder à moins d'interpellations, les tâches matérielles qu'implique l'application des nouvelles dispositions liées au maintien de garde à vue pour ces personnes paraissent amener à être moins présents sur la voie publique », note M. Cotte dans un rapport daté du 12 mars. Ils sont en effet monopolisés plus qu'avant le 1^{er} mars par les condamnés devant les OPI après interpellation - le formalisme étant plus grand, le temps nécessaire pour effectuer le placement en garde à vue d'une personne est plus long (environ dix à quinze minutes contre dix à quinze minutes auparavant), - les condamnés au service des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu en vue de pratiquer les examens médicaux, et les condamnés au parquet aux fins de présentation en vue de prolongation de garde à vue. »

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, les tâches du parquet ont donc été aussi, allouées. Lors de chaque placement en garde à vue, de jour comme de nuit, l'officier de police

judiciaire est tenu de prévenir « sans délai » le procureur de la République. A Paris, où environ quarante mille personnes sont placées chaque année en garde à vue, Bruno Cotte a installé un tour de permanence nocturne : tous les soirs, l'un des cent ou substituts du parquet emporte chez lui un téléphone et un télécopieur portables, dont tous les OPI de Paris ont le numéro, afin de recevoir ces fameux avis. Ceux qui le souhaitent - ils sont peu nombreux - peuvent assurer leur permanence au Palais de justice, dans une salle où M. Cotte a fait installer un lit, un téléviseur et une cafetière électrique.

« Les avis annonçant les gardes à vue, souligne-t-on au parquet, sont en général donnés par fax, mais, si l'affaire est délicate ou s'il s'agit d'un mineur, l'OPI appelle directement le substitut. Ces obligations sont lourdes, mais elles permettent au parquet de suivre l'activité nocturne de la police parisienne. Il s'agit d'un facteur de garantie supplémentaire : les policiers savent que les magistrats du parquet peuvent leur demander des comptes. » A ces avis s'ajoutent les nouvelles tâches dévolues au parquet par la réforme : si l'OPI hésite à prévenir la famille ou un médecin, il doit en référer au parquet, qui doit en outre, sauf « circonstances exceptionnelles », recevoir toutes les personnes dont la garde à vue est prolongée au-delà de vingt-quatre heures.

Ces nouvelles dispositions ont été fort mal accueillies par les substituts. Sur les 2 876 avis de garde à vue adressés au parquet au cours du mois de mars, 1 222 l'ont été pendant la nuit, soit une moyenne de 40 par nuit. « Tout cela occupe considérablement notre charge de travail », souligne Claude Pernollet, substitut à Paris et président de l'Union syndicale des magistrats (USM). Nous n'avons reçu aucun briefing et nous ne bénéficions d'aucune réassurance. Au lendemain des nuits de permanence, nous rapportons donc la valise contenant le téléphone et le télécopieur portables au Palais de justice, nous rendons compte des événements de la nuit au procureur adjoint, et nous commençons ensuite une journée de travail normale, avec, pour certains, des audiences qui commencent à 9 heures du matin. »

Si la plupart des substituts estiment que le contrôle de l'avis à la famille et de l'accès au médecin est justifié, le système du fax systématique est souvent jugé avec sévérité. « Rien dans ce fax ne nous permet d'exercer un véritable contrôle de l'activité de la police », souligne un substitut parisien. L'avis se contente d'indiquer le nom du gardé à vue, l'infraction qui lui est reprochée et l'heure de début de la mesure. Nous nous contentons donc d'entendre l'aspect formel de la garde à vue. La plupart des fax qui arrivent pendant la nuit sont à l'heure de la garde à vue, pour éviter de réveiller leur famille ou leurs voisins, certains substituts branchent le télécopieur le plus loin possible de leur chambre, ou... l'enfoncent sous des couvertures pour ne pas entendre la sonnerie. « Nous faisons un tel travail que nous sommes réveillés par l'OPI pour un problème concernant la famille ou le médecin, soit quatre ou cinq fois par nuit, note un substitut. Mais on ne peut pas rester toute la nuit devant le fax à regarder défiler les avis. » A Paris, où le système des permanences s'ajoute à une charge de travail déjà lourde, le message des magistrats est clair : si le gouvernement souhaite que le parquet exerce un véritable contrôle des gardes à vue, il doit lui en donner les moyens.

ANNE CHEMIN

Dans un Livre blanc sur la réforme de la procédure pénale

Le syndicat majoritaire des commissaires craint une « paralysie de l'action de la police »

Dans un Livre blanc publié lundi 7 juin, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, 85 % des voix) souligne « les risques d'une paralysie de l'action de la police et de la justice » qu'entraîne, selon lui, l'application de la réforme du code de procédure pénale. Le constat s'appuie sur un questionnaire d'évaluation auquel ont répondu les commissaires de l'ensemble des services policiers de l'Hexagone.

L'enquête des commissaires apporte des « témoignages de praticiens » sur les conséquences d'une réforme que leur syndicat majoritaire avait fermement combattue avant son adoption. A leurs yeux, le principal effet pervers de la nouvelle législation réside dans la baisse moyenne du nombre des gardes à vue. Évaluée à 33 % par le SCHFPN, cette chute est particulièrement sensible dans les services de police judiciaire de Reims (- 56,8 %), de Lille (- 53 %), ou de Versailles (- 34,7 %). Plus de deux tiers de l'ensemble des gardes à vue recensées se sont terminées avant la vingtième heure, comme s'il s'agissait d'éviter la présence de l'avocat, ajoute le syndicat.

Pour expliquer cette tendance, les commissaires insistent sur le « lourd formalisme » imposé par la nouvelle procédure qui, des fax envoyés au parquet à l'avis à la famille ou à la rédaction des nouvelles notifications, « code aux enquêteurs l'équivalent de 2 h 30 en moyenne par garde à vue ». A propos de l'avis adressé au parquet en début de garde à vue, ils regrettent que le recours au fax (utilisé par 76 % des parquets) ait vidé de son contenu une disposition censée garantir les droits des gardés à vue.

Au titre des « méfaits de la loi », les commissaires notent que, dans 35 % des cas signalés, la venue d'un avocat a créé des difficultés aux policiers. Certains avocats ont carrément refusé de se déplacer, en particulier dans le ressort de barreaux - à Tours ou à Auxerre - ayant réagi à l'application de la loi ; les OPI se sont alors demandés

comment éviter la nullité de toute leur procédure. D'autres avocats ont refusé de se soumettre à une palpation de sécurité et ont dû être évacués à la suite de leur refus. D'autres, encore, se sont encore plaints de la présence de caméras de vidéo-surveillance dans les locaux réservés à leur entretien avec le gardé à vue (81,5 % de ces locaux n'ont connu « aucun aménagement », constate à ce propos le Livre blanc). Plus généralement, le syndicat regrette que « les avocats opèrent des tentatives systématiques pour obtenir des renseignements sur l'enquête en cours ».

La procédure de mise en examen et de présentation au juge délégué a entraîné une nette augmentation (estimée à 80 %) du temps consacré aux escortes, extractions et présentations, constatent encore les commissaires. L'appel d'un interprète, afin de signifier ses droits à un étranger, a fait perdre des heures précieuses quand il s'est agi de trouver un spécialiste d'un idiome chinois ou de certaines langues des pays de l'Est. Enfin, les commissaires mettent sur le compte de la nouvelle procédure un certain nombre de « ratés » survenus au cours de leurs enquêtes.

A Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), l'avis informant sa famille de la mise en garde à vue d'un homme prévenu de vol à main armée a permis à sa concubine de faire disparaître les traces et indices. A Nice, une personne interpellée pour avoir giflé une inspectrice de police a été libérée parce que sa garde à vue avait duré 20 h 30, sans qu'il ait vu d'avocat à la 20^e heure. A Lyon, un juge des affaires matrimoniales, remplissant les fonctions de juge délégué, a remis en liberté une femme impliquée dans huit vols à main armée. Pour toutes ces raisons, le SCHFPN entend « pester de tout son poids » dans les nouvelles discussions de la loi afin, notamment, de revenir sur la présence de l'avocat en garde à vue. Il s'agit, à tout le moins, d'empêcher toute intervention de ce nouveau vœu dans les services policiers avant le délai des vingt heures.

ERICH INCYAN

MODE MASCULINE
On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques
Vente aux particuliers
Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms)
Les collections printemps-été 93 au prix du dégriffé.
du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert
du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures
D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
Métro Bourse - Tél. : 42-96-99-04
recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millau »

maux de Provence
nt national

Pas d'adhésion à Perpignan
entre Jean-Paul Alduy et...

Ch. G.

SOCIÉTÉ

Par un nouveau directoire œcuménique publié à Rome

Le Vatican veut relancer le rapprochement entre les Eglises chrétiennes

Le Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens a rendu public, mardi 8 juin au Vatican, un document de cent pages intitulé *Directoire pour l'application des principes et des normes sur l'œcuménisme*. Sous ce titre quelque peu technique, l'Eglise catholique romaine entend réaffirmer sa volonté d'intensifier les relations entre les Eglises chrétiennes séparées.

Suivant de peu le concile Vatican II (1962-1965), qui avait ouvert la voie en rapprochement entre le catholicisme et les autres confessions chrétiennes (ainsi qu'avec le judaïsme et l'islam), le premier directoire œcuménique du Vatican remonte à 1967. Depuis vingt ans, les séides du dialogue entre les Eglises, le développement des mariages mixtes (notamment entre catholiques et protestants) et les conditions nouvelles de l'évangélisation dans un monde bouleversé justifiaient une mise à jour des « principes » et des « normes » œcuméniques.

Fidélité à Vatican II

A l'initiative de Jean-Paul II, annoncé en 1985, la révision de ce directoire aura duré plus de six ans, de quoi alimenter l'impatience des « Eglises sœurs » anglicanes, réformées, luthériennes ou orthodoxes, et leur inquiétude. Malgré des initiatives spectaculaires (comme les journées de prières interreligieuses d'Assise, en 1986 et 1993, ou les visites du pape à des communautés protestantes), la centralisation romaine sous Jean-Paul II et les accorçages avec les orthodoxes dans une Europe de l'Est ouverte à la liberté et aux crispations identitaires ont dégradé le climat œcuménique.

Bien loin de dissiper les images sur l'avenir du dialogue catholique-anglican (à cause des femmes prêtres) ou catholique-orthodoxe (en raison des tensions nationalistes), le nouveau directoire romain démontre que, sur le plan des « principes » et des « normes » œcuméniques, l'Eglise catholique ne recule pas. Au contraire, ce document est beaucoup plus qu'un simple toilettage du directoire de 1967 et son alignement sur le nouveau code de droit canon de 1983. De portée universelle, il s'adresse tant aux catholiques « de base », pour qui l'œcuménisme est une affaire de spécialistes, qu'aux Eglises orientales (qui separent des rites), aux « autres Eglises et communautés ecclésiales ».

S'inspirant de documents du concile et des derniers papes, le nouveau directoire rappelle dans une note la lettre du cardinal Ratzinger du 28 mai 1992 — considérée comme une régression dans les Eglises non catholiques (1) — le nouveau directoire réaffirme la vocation principale de l'Eglise comme « communion » : « Une par la triple lien de la foi, de la vie sacramentelle et du ministère hiérarchique », écrit-il, « tout le peuple de Dieu réalise ce que la tradition depuis le Nouveau Testament a toujours appelé la communion. C'est ce concept qui a inspiré l'œcuménisme magistral et donné une grande importance ».

Cette fidélité à Vatican II s'exprime dans la reconnaissance des autres Eglises et confessions comme « moyens de salut », dans l'appel à une initiative redoublée des épiscopats locaux, dans l'exigence pour tous prêtres, religieux, catéchistes, aumôniers, fidèles — d'une formation œcuménique. Dans les séminaires notamment, l'enseignement de l'œcuménisme ne pourra plus être considéré comme une « matière à option ».

Si « les catholiques gardent la ferme conviction que l'unique Eglise du

Christ subsiste en l'Eglise catholique » (2), ils sont invités à ne pas se résigner aux divisions et à tendre à la « pleine unité ». Cet effort devra être amplifié par l'étude biblique, les prières et les liturgies communes, par la création d'une vraie catéchèse œcuménique, par la relance de dialogues bilatéraux ou multilatéraux, par la multiplication des comités mixtes et Conseils d'Eglise, jouant parfois un rôle politique comme en Afrique du Sud (autour de Mgr Desmond Tutu, anglican) ou, plus récemment, au Proche-Orient (3).

Le « tissu conjonctif » des mariages mixtes

Le nouveau document romain reprend certaines des normes les plus ouvertes du droit canon de 1983 concernant, par exemple, la reconnaissance de la « validité » du baptême dans les autres confessions (y compris le baptême par immersion). Sa conception des mariages mixtes comme « tissu conjonctif » favorisant l'unité est plutôt voisine de celle du directoire des évêques français, adopté de manière positive à sa publication en 1980. Dans des conditions bien spécifiques comme les « cas d'urgence », l'accès à des sacrements qu'on ne peut obtenir ailleurs, l'union des mariages par un « ministre » non catholique semble aussi élargie.

Toutes ces avancées font ressortir davantage les peurs et les lenteurs de la hiérarchie catholique à propos notamment de l'hospitalité eucharistique (dite « intercommunisme »), ou la faculté de communier pour un protestant au cours d'une messe, pour un catholique, à la sainte eucharistie. L'interdiction est confirmée : « La communion eucharistique est inséparablement liée à la pleine communion entre les Eglises et à son expression visible ». En 1983, l'épiscopat français avait développé une conception plus souple, en estimant que l'hospitalité

eucharistique n'est pas seulement le signe de l'unité réalisée, mais aussi un moyen d'y tendre et d'y parvenir.

De même, à propos des mariages mixtes, l'obligation qu'a le prêtre catholique de partager avec ses enfants la foi catholique ne cesse pas, affirme encore le nouveau directoire romain. Il souligne néanmoins que l'éducation religieuse des enfants ne devra jamais être une cause de rupture entre les époux. Il formule de nettes réserves, enfin, à propos de « l'échange des chaires », c'est-à-dire la possibilité pour un prêtre catholique d'aller prêcher dans un temple protestant ou pour un pasteur d'assister, comme cela se fait à certaines occasions en France, la prédication dans une église : « Pour la liturgie eucharistique, l'homélie, qui fait partie de la liturgie elle-même, est réservée au prêtre ou au diacre ».

Malgré ces épaves, le nouveau directoire œcuménique du Vatican devrait être accueilli de manière satisfaisante dans les milieux non catholiques. Si des pays comme la France ou l'Allemagne ont établi de solides traditions de dialogue interconfessionnel, des pays d'Europe de l'Est, d'Afrique latine ou d'Afrique — sans parler du cas limite de l'Irlande du Nord — ont à rassembler des décennies de méfiance et d'ignorance.

HENRI TINCQ.

(1) Sous le titre *L'Eglise comprise comme communion*, les éditions du Cerf publient cette semaine la lettre du cardinal Ratzinger, prêtre de la congrégation pour la doctrine de la foi, avec la préface et les commentaires de Mgr Jean Vilmet et du Père Damien Sicard, président et expert de la Commission théologique française pour l'œcuménisme.

(2) Cette conception était déjà présente dans la constitution conciliaire sur l'Eglise *Lumen Gentium*.

(3) Le Conseil des Eglises chrétiennes du Moyen-Orient comprend plus d'une vingtaine de dénominations différentes.

MÉDECINE

Dix mille spécialistes réunis à Berlin

Les espoirs de mise au point d'un vaccin contre le sida restent limités

Plus de dix mille spécialistes, médecins et biologistes participent à la neuvième conférence internationale sur le sida, qui s'est ouverte lundi 7 juin à Berlin. Ils confrontent notamment leurs expériences sur la recherche d'un vaccin.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Dix ans après la découverte historique du virus par l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), beaucoup espèrent de la 9^e conférence internationale sur le sida ouverte à Berlin, un certain nombre de résultats.

Hélas, aucun progrès thérapeutique majeur n'est à attendre des recherches fondamentales. Des rencontres précédentes sur le sida avaient laissé entrevoir des perspectives initiales, mais encourageantes. Celle de Berlin devrait retarder un peu plus l'espoir de disposer un jour d'un vaccin antida préventif, efficace et utilisable à l'échelle planétaire. Si différents travaux sur les chimpanzés et plusieurs centaines de cas de vaccination expérimentale sur des volontaires séro-négatifs ont déjà pu être menés en Europe et aux Etats-Unis, un demeure dans l'expectative. Plusieurs années seront, de toute évidence, nécessaires pour que l'on sache précisément à quoi s'en tenir.

La principale difficulté à laquelle se heurtent les équipes de recherche tient à la fantastique propriété qu'a le virus de l'immuno-déficience humaine de modifier spontanément sa structure (phénomène de variabilité génétique). De nombreux travaux sont, à Berlin, consacrés à ce phénomène. On estime entre quatre et sept le nom-

bre de « familles » de VIH au sein desquelles des mutations plus réduites peuvent survenir. De multiples travaux de comparaison immunologiques sont en cours, mais, en toute hypothèse, on sait déjà que les vaccins qui pourraient, demain, être disponibles ne seront efficaces que pour une famille déterminée. Et rien, jusqu'à présent, ne permet de dire que l'un pourra un jour disposer d'une fraction virale commune à tous les virus et qui, injectée dans l'organisme humain, offrirait la protection vaccinale ubiquitaire.

Les essais menés sur l'homme demeurent encore à un stade préliminaire (dits de phase I). Ils visent à démontrer l'innocuité du vaccin et son efficacité théorique. Il est en effet impensable, pour des raisons éthiques, d'envisager de fournir à des volontaires sains des virus (de la vaccine, adénovirus, canarypox, mengavirus), dans lesquels on a incorporé un fragment de génome du VIH codant pour une substance protéique donnée. On espère ensuite que l'injection du virus recombinant (par voie intramusculaire) dans l'organisme déclenchera la production d'anticorps protecteurs contre l'infection par le virus du sida.

Le rôle-clé des adjuvants

Mais il est apparu que cette seule injection n'était pas suffisante et qu'elle imposait des injections — de rappel — d'un autre type, constituées de fragments protéiques du VIH (baptisés gp 120, gp 160 ou bouc V3). Une équipe française a présenté, mardi 8 juin à Berlin, les derniers résultats obtenus auprès d'une cinquantaine de volontaires séro-négatifs et à faible risque d'infection naturelle (1). Dans l'ensemble, l'administration de ce vaccin est bien tolérée. Des différences entre les vaccins adoptés, le rôle des adjuvants associés au virus recombinant et aux structures protéiques virales semble essentiel. On envisage donc déjà un nouveau protocole associant l'injection d'un canarypox recombinant, la « gp 160 » puis la « bouc V3 ».

« Nous pourrions d'ores et déjà envisager le passage aux essais suivants dits de phase II, tout en continuant à jouer sur les doses, les adjuvants et les schémas d'immunisation », nous a expliqué le professeur Marc Girard (Institut Pasteur de Paris), Pasteur-Mérieux Sérum et Vaccins.

Mais une question cruciale est soulevée : de tels vaccins administrés par voie intramusculaire seront-ils protecteurs, et de quelle manière, vis-à-vis de la contamination par voie sexuelle, de très loin la plus fréquente ? Le professeur Preston A. Marx (New Mexico State University) a présenté à Berlin un travail mené sur six macaques immunisés contre le virus simien de l'immuno-déficience à partir de la voie nasale ou orale. D'autres travaux du même type sont attendus. Il s'agit là de déclencher un processus vaccinal des muqueuses elles-mêmes, en espérant que, grâce aux lymphocytes présents de manière spécifique dans ces tissus, on parviendra à prévenir l'entrée du virus au sein de l'organisme humain lors d'une relation sexuelle infectante.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce travail réunit des médecins et des chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'hôpital Cochin, de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, du groupe Pasteur-Mérieux Sérum et Vaccins et de l'Agence nationale de recherche sur le sida.

L'assassinat de René Bousquet

Un « collaborateur précieux »

Suite de la première page

Sa fidélité lui vaut d'être nommé plus jeune sous-préfet de province, à la fin des années 1940. Ses opinions radical-socialistes le distingueront plus tard aux yeux de Roger Salengro, ministre de l'intérieur du Front populaire, pour devenir chef du fichier central à la direction générale de la Sûreté nationale en un temps où les lignes d'extrême droite et les complots terroristes de la Gauche menacent la République. A la veille de la seconde guerre mondiale, il n'a certes pas failli.

Mais l'Occupation aura raison de ses sentiments républicains, et la présence des troupes allemandes en France n'attizera jamais l'impeccable cours de sa carrière... Il connaît et subit la « drôle de guerre » à son poste de secrétaire général de la préfecture de la Marne. Un an plus tard, en septembre 1940, il est promu préfet, à nouveau le plus jeune de sa catégorie, dans un corps largement épuré. La « Révolution nationale » de Philippe Pétain est en marche avec son entrée de emproissants dramatiques.

Sans doute René Bousquet fait-il front à sa manière, au début : ses amitiés le conduisent à maintenir les élus francs-maçons en place, comme le maire de Reims, Paul Marehandeau, alors que les nazis les pourchassent. A deux reprises, il décline une promotion politique exceptionnelle : l'amiral Darlan, chef du gouvernement, lui propose début 1942 un méroquin aux ministères du ravitaillement et de l'agriculture. Il a seulement trente-trois ans.

Mais son refus devient acceptation quand Pierre Laval, revenant au pouvoir en avril 1942, lui demande d'occuper le poste de secrétaire général de l'intérieur pour la police. Derrière ce titre, une seule réalité : Bousquet devient le « premier flic » de France. Il a rang de ministre et dispose d'une délégation générale du chef de gouvernement. On le surnomme alors le « Foucé de Laval ».

De ce pouvoir immense, il croit pouvoir jouer en manœuvrant au plus près comme son maître. Il correspond de odieuses avec les plus hauts responsables nazis : Oberg, Heydrich, Himmler. Son obsession consiste, écrit-il, « à assu-

rer la sécurité de l'armée d'occupation et le maintien de l'ordre intérieur », et à restituer à la police française une part de sa souveraineté. Mais, en obtenant gain de cause, il s'oblige à donner des gages permanents de bonne volonté à l'occupant.

Il signe, en juin 1942, des accords qui conduisent à une collaboration aux allures de fusion. Le vili entièrement mobilisé par la lutte contre « les ennemis communs », les communistes et les gauchistes. Ce combat le conduit aussi à se « débarrasser » des juifs étrangers et apatrides. Sous ses ordres, la police française s'engage à transmettre toutes ses informations utiles aux Allemands. Il convoque alors une chasse impitoyable qui se conclut par des prises d'otages, des exécutions sommaires et des déportations.

Devant la Haute Cour de justice

En septembre 1942, la police française livre ainsi soixante-dix personnes aux Allemands. Des dizaines de « radios » transmettent les messages de la Résistance à Londres que eussi arrêtés et torturés. L'année suivante, policiers français et allemands cernaient un commando communiste à Villeurbanne : cent cinquante « terroristes » seront déportés. Le 31 mars 1943, René Bousquet pénètre en personne dans la cellule du Edouard Daladier, ancien président du conseil, est retenu prisonnier, pour l'avertir de sa déportation vers l'Allemagne. Après-guerre, le secrétaire général de la police aura bien du mal à se souvenir de ces « incidents dramatiques ». « J'ai violemment protesté auprès d'Oberg », dit-il seulement pour sa défense durant son procès.

Des protestations douteuses. Le 2 juillet 1942, les Allemands considèrent en effet dans un compte-rendu de réunion que Bousquet est prêt à faire arrêter sur l'ensemble du territoire « le nombre de juifs ressortissants étrangers que nous voulons ». On sait que la police française, mettant à contribution son fichier de la préfecture de police de Paris, arrêtera les 16 et 17 juillet plus de douze mille juifs, dont un tiers de Français.

Rico n'arrêtera cette politique,

dont René Bousquet explique à l'occasion qu'il ne limite les « dégâts ». Aux préfets régionaux, il recommande la plus grande fermeté dans les mesures antijuives : « Vous n'hésitez pas à briser toutes les résistances que vous pouvez rencontrer dans les populations et à signaler les fonctionnaires dont les indécisions, la passivité ou la mauvaise volonté auraient compliqué votre tâche ».

Ainsi Bousquet est-il bien ce « collaborateur précieux » perçu par Himmler, d'autant plus efficace qu'il est très organisé, méthodique, au fait des rouages de l'administration. L'insaisissable des luttes de pouvoir à Vichy est cependant telle que le chute de Laval scelle la sienne à la fin de l'année 1943. Son baroud d'annonceur consiste à ordonner la destruction de ses archives après s'être offert le luxe d'adresser à son homologue allemand Kaechen une note où il écrit : « Pour les services de police et l'administration française, le fait d'être israélien ne constitue ni présumption de responsabilité ni en matière politique, ni en matière de droit commun ».

Le rappel est certes opportun, mais si René Bousquet, âgé de cinquante-neuf ans, est arrêté et remis aux Allemands. Ainsi ce haut fonctionnaire qui a toujours démenti être antisémite aura-t-il pris l'écrasante responsabilité d'envoyer vers les camps de concentration plus de juifs que son successeur, le milicien Joseph Darnand, beaucoup plus vindicatif.

Une seconde carrière

Une fois écarté du pouvoir, René Bousquet continuera d'être tenu en suspicion par les ultras de la collaboration. Quelques jours après le débarquement des troupes alliées, le 6 juin 1944, la Gestapo procède à son arrestation ainsi qu'à celle de sa famille. Une arrestation en gants blancs : lui et les siens sont conduits dans une voiture, mise à leur disposition par Karl Oberg, en Bavière.

Cette mise en résidence surveillée permettra à René Bousquet de revenir après-guerre en France en se parant du titre de déporté. Mais cette protection est de courte durée. Son action à la tête du ministère de l'intérieur lui est aussitôt reprochée et il reste emprisonné de mai 1945 à 1947. Son procès a lieu qu'en juin 1949. Il sera parmi les derniers à être jugés par la Haute Cour de justice. Par ailleurs maître de lui devant quinze jurés parlementaires, dont son ami Jean Baylet, député radical et directeur de la *Dépêche du Midi*,

il expose sa vision des choses plus qu'il ne répond à des accusations. Les archives d'avaient pas alors livré beaucoup de secrets. Lorsque le procureur général lance : « Vous étiez le chef suprême de la police française », René Bousquet peut avoir l'aplomb de l'intercomproche et de vous mets au défi de prouver la moindre preuve de ce que vous avancez ».

L'arrestation de résistants ? Il oppose maintes circularités qui les auraient protégés dans toute la mesure du possible. La déportation des juifs ? « Pour moi, sous l'Occupation, il n'y avait pas et il n'y avait pas à avoir de problème israélien. Je ne suis pas et je n'étais pas antisémite, je le dis ». Au troisième jour, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale, dont il est aussitôt relevé pour services rendus à la Résistance.

C'est à la fin de la seconde carrière de René Bousquet. Une carrière non plus administrative et politique mais bancaire, au sein de la Banque de l'Indochine. Il tient aussi une place éminente à la *Dépêche du Midi* à partir de 1960 et cumule les postes d'administrateur.

Le passé se rappelle rarement à lui publiquement, sauf en 1954 : il est cité comme témoin dans le procès de son ami Oberg. Ou encore en 1978. Dans un entretien accordé à l'Express, Louis Darquier de Pellepoix, ancien responsable du commissariat général aux questions juives, le désigne comme le principal responsable des milles du Vel d'Hiv. Un passé enfoui resurgit alors : le vœu contracté de démissionner du conseil d'administration d'UTA et de renouer à son poste de contrôleur des comptes à la Banque de l'Indochine et de Suez. Une bonne décade plus tard, en 1989, M. Serge Klarsfeld déposait contre lui une plainte pour crimes contre l'humanité.

Laurent Greilsamer Pour en savoir plus : *Procès d'après-guerre*, dossier présenté et écrit par Jean-Marc Théolayre, La Découverte-Le Monde, 1988. *Vichy-Auschwitz*, de Serge Klarsfeld, deux tomes chez Fayard, 1983 et 1985. *Vichy et les juifs*, de Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, Calmann-Lévy, 1981. *Laval*, de Fred Kupferman, Belfond, 1987. *Pierre Laval*, de Jean-Pierre Courtet, Fayard, 1993. *La part d'ombre*, d'Edwy Plenel, Stock, 1992.

La procédure intentée contre l'ancien collaborateur était sur le point d'aboutir

Après bien des péripéties, la procédure judiciaire pour crimes contre l'humanité intentée contre René Bousquet à l'initiative de Paris civils était sur le point d'évoluer considérablement. L'instruction, confiée à la chambre d'accusation de Paris, venait en effet de se terminer. Martine Anzani, présidente de la chambre d'accusation, avait pris le relais, depuis quelques mois, du président Albert Mouffly, parti à la retraite. Les dernières traductions de documents judiciaires allemands venaient d'être remises au juge et le dossier d'instruction avait pu être bouclé à la fin du mois de mai.

Ce dossier reposait essentiellement sur un fait considéré comme nouveau par M. Serge Klarsfeld : fin août 1942, René Bousquet avait fait annuler plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des milles certaines catégories d'enfants juifs en fonction de leur âge. Plusieurs centaines d'enfants avaient ainsi été arrêtés et déportés vers le camp d'extermination d'Auschwitz au début de septembre 1942.

Marc Domingo, substitut général à la cour d'appel de Paris, avait de son côté préparé un réquisitoire demandant le renvoi de René Bousquet devant une cour d'assises. Les prochaines semaines auraient dû normalement être l'occasion pour la chancellerie de donner ou de refuser son aval à ce réquisitoire.

PROJET

AGRICULTURE, SEMER L'AVENIR

Victime de son propre succès, le monde agricole est en crise. Le corps social doit définir avec lui un nouveau contrat.

Avec, les analyses et propositions de Philippe Chalmrin, Luc Guyau, Bertrand Hervieu, Philippe Lacombe, Philippe Mangin, Edgar Pisani, Laurence Tubiana.

En vente dans les grandes librairies

Le numéro (136 p.) : 60 F. PROJET • 14, rue d'Assas • 75006 PARIS • (1) 44 39 42 45

SCIEN

Les errances



ence a sques

مركز الفهم

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les errances de la médecine fœtale

Deux des meilleures équipes internationales sont en butte à des problèmes administratifs qui pourraient compromettre l'avenir de cette discipline en France

NUL n'est prophète en son pays. Deux des meilleurs spécialistes mondiaux de la médecine fœtale - le professeur Yves Dumas et le docteur Fernand Daffos - sont, chacun pour des raisons différentes, confrontés à des problèmes d'ordre essentiellement administratif, qui menacent leur avenir au sein des structures où ils exercent. Le cas du docteur Daffos est exemplaire de la difficulté rencontrée pour créer, en France, un service de diagnostic prénatal et de médecine fœtale.

Tout commence en 1982 lorsque, en collaboration avec le biologiste François Forestier, le docteur Daffos, alors à l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours (Paris), met au point une technique de prise de sang - sous guidage échographique - sur un fœtus en cours de grossesse (le Monde du 23 novembre 1982). Cette technique révolutionnaire, qui va se répandre dans le monde entier, marque les véritables débuts de la médecine fœtale et laisse présager la mise en œuvre de véritables thérapeutiques prénatales.

A la suite d'une prise de position vaticane interdisant la pratique des fécondations *in vitro*, le conseil d'administration de l'association gestionnaire de Bon-Secours (propriété de la congrégation des sœurs augustines de Notre-Dame de Paris) demande, le 15 septembre 1987, que soient interrompues ces pratiques à l'intérieur de l'établissement. En dépit du soutien de la totalité des médecins de l'hôpital, l'équipe des docteurs Michel Charlier et Fernand Daffos décide de démissionner de Bon-Secours, jugeant qu'il ne leur est plus possible de continuer à travailler convenablement dans de telles conditions (le Monde du 13 janvier 1988).



Soudes de permettre à cette équipe de grande renommée de poursuivre ses activités, M^{me} Michèle Barzach, alors ministre déléguée à la santé, décide de créer *de novo* un service de diagnostic prénatal et de médecine fœtale à l'Institut de pédiatrie de Paris (IPP), près de l'un des meilleurs services de réanimation néonatale de la capitale, dirigé par le professeur Marcel Voyer.

Cette création, imposée par un ministre, indispose visiblement la DDASS de Paris, d'autant plus qu'aucun budget spécifique n'a été prévu pour financer l'activité d'un tel service. Néanmoins M. Claude

Evin, devenu entre-temps ministre des affaires sociales, fait aboutir ce projet et inaugure le service le 24 octobre 1989.

Un service sous-doté

Petit à petit, le service s'organise, avec en particulier un secteur d'hospitalisation de sept lits, où ne sont prises en charge que les naissances d'enfants pathologiques (5 %), les 95 % de futures mères rassurées pouvant aller accoucher dans leur maternité d'origine. On y trouve en outre un laboratoire de biologie fœtale, un laboratoire de cryogénétique pour

l'étude des chromosomes, un laboratoire de biologie moléculaire et un encadrement psychiatrique, indispensable pour des parents de fœtus à problème.

Le 29 août 1991, M. J. Vivies, le directeur des affaires sanitaires et sociales de Paris, adresse une lettre au directeur de l'IPP dans laquelle il précise les modalités d'autorisation du service des docteurs Daffos et Forestier. Précisant que l'autorisation porte sur la mise en œuvre d'actions de diagnostic anténatal et des actes de biologie qui en découlent, il ajoute qu'« il est toutefois opportun que ces actes puissent conduire dans certains cas bien précis, et à titre

exceptionnel, à la réalisation d'accouchements ou d'interruptions thérapeutiques de grossesse ». Selon M. Vivies, « les sept lits autorisés peuvent être utilisés à cette fin ».

En dépit de ces précisions, la DDASS continue de sous-doter le service de médecine fœtale, ainsi que le service de réanimation néonatale du professeur Voyer. La situation financière se dégrade à un point tel que, le 5 mai 1993, le conseil d'administration de l'IPP décide de fermer le secteur d'hospitalisation du service. Par une lettre en date du 27 mai, le docteur Daffos est informé que la fermeture de ce secteur est prévue pour le 1^{er} juillet 1993, étant donné que la solution retenue est de limiter l'activité du centre de diagnostic anténatal à des soins externes associés à une hospitalisation de jour.

L'affaire devient alors publique. De nombreux spécialistes prennent la défense des docteurs Daffos et Forestier. Parmi ceux-ci, le professeur G. Tchernia (hôpital de Bicêtre) déclare qu'« il serait extrêmement préjudiciable pour notre pratique quotidienne et pour la réputation internationale de la médecine française que cette équipe n'ait plus les moyens de travail nécessaires ».

Poor sa part, le docteur Daffos adresse, le 1^{er} juin, une lettre au directeur de l'Institut de pédiatrie de Paris, dans laquelle il lui indique que sa décision, « partiellement unilatérale », est en contradiction avec l'arrêté préfectoral créant son service. « Vous avez choisi, écrit le docteur Daffos, pour des raisons internes et structurelles à l'Institut de pédiatrie de Paris, de privilégier les préoccupations budgétaires aux objectifs essentiels de notre mission. La solution ainsi imposée par vos services risque d'entraîner de très graves conséquences sur le plan de la santé

publique, puisqu'elle gênera, nonobstant les efforts et la qualité de l'équipe médicale concernée, des risques certains quant au suivi et à la sécurité des patientes qui s'adressent au centre de diagnostic anténatal. Qu'il soit bien clair que personne, au niveau de votre administration, ne pourra dans ce cas affirmer qu'il est responsable et non coupable ». Le docteur Daffos ajoute que, dans de telles conditions, il se voit contraint d'informer le ministre de la santé de cette situation.

Interrogé par le Monde, M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, répond que le centre de diagnostic anténatal a progressivement développé de nouvelles activités d'interruption thérapeutique de grossesse, de chirurgie fœtale, d'accouchements programmés, « au-delà de l'autorisation qui lui avait été donnée par les pouvoirs publics. L'absence de maternité à l'Institut de pédiatrie et l'impossibilité d'en créer une en raison de l'excédent de lits, dans la discipline, dans le secteur sanitaire concerné, pose la question du devenir de cette activité, dont nul ne conteste l'intérêt et la qualité ». « Le ministre, conclut M. Douste-Blazy, doute la possibilité de le transférer dans un établissement doté d'une maternité, ce qui permettrait aux médecins concernés d'exercer leurs activités dans un cadre plus approprié ».

L'anormal est la norme

Dès lors, quelles solutions peuvent-elles être envisagées ? Un rapport établi par l'IGAS en janvier 1993 apporte un certain nombre de solutions. L'une des plus aisément réalisables consisterait en un transfert du centre de diagnostic prénatal au sein de la nouvelle structure regroupant l'hôpital international universitaire de Paris et le Centre médico-chirurgical de la porte de Choisy. Tout le problème serait alors de convaincre l'IPP de laisser partir également dans ce nouveau centre le service de réanimation néonatale. Une autre solution, suggérée par le docteur Daffos, serait d'ajouter à son service déjà existant à l'IPP huit lits supplémentaires, de manière à assurer une meilleure rentabilité et un meilleur fonctionnement.

Au-delà de ces aspects pratiques, le problème de fond posé par cette affaire est celui de savoir quelle est la structure hospitalière la mieux adaptée à la médecine fœtale. Pour la plupart des médecins hospitalo-universitaires, la solution est d'intégrer un service de diagnostic anténatal dans un département « mère-enfant » avec maternité et néonatalogie. Pour le docteur Daffos, au contraire, une telle structure est mal adaptée aux spécificités de la médecine fœtale, où « c'est l'anormal qui est la norme. Le fait que toutes les mères aient autour d'elles des enfants présentant des anomalies leur permet de comprendre qu'elles ne sont pas des exceptions, ce qui limite les problèmes de honte, d'angoisse et de culpabilisation ». Le problème du coût de fonctionnement d'un tel service n'en est pas vraiment un : « Un fœtus malade coûte plus cher à prendre en charge qu'un fœtus normal, explique le docteur Daffos, et il meurt tout le monde mal à l'aise. Mais si la prévention n'est pas faite dans ce domaine, il faut bien comprendre que le coût financier du handicap est alors autrement plus énorme pour les parents et pour la société ».

A quelques encablures de l'IPP, un autre grand spécialiste de médecine fœtale et d'obstétrique, le professeur Yves Dumas, directeur de l'unité de médecine fœtale à la maternité de Port-Royal (Paris), attend lui aussi d'être fixé sur son sort. Cela fait 5 ans qu'il espère un feu vert ministériel concernant son projet de création, à l'hôpital Necker, d'une grosse maternité spécialisée dans les grossesses à risque et dotée d'un important plateau technique. En dépit de promesses multiples, la décision de construire cette structure n'a toujours pas été prise.

Dans ces conditions, ne serait-il pas judicieux de profiter de cette situation incertaine pour décider d'associer, au sein de cette nouvelle maternité de l'hôpital Necker, les équipes du professeur Dumas et du docteur Daffos, la France se dotant ainsi d'une structure unique au monde en matière de médecine fœtale ?

FRANCK NOUCHI

BIBLIOGRAPHIE
Délivrance à risques

Naissance de la médecine prédictive
du professeur Jacques Ruffié
Editions Odile Jacob
480 pages, 160 F.

L'ANALYSE du génome humain nous apporte chaque jour de nouvelles variantes. Grâce à ces données, il sera bientôt possible de décrire le « profil » génétique de chacun d'entre nous en spécifiant la présence ou l'absence d'un ou de plusieurs gènes de susceptibilité à telle ou telle affection, tandis que, de leur côté, les épidémiologistes se seront efforcés de mieux définir les agents du milieu ambiant qui favorisent le déclenchement de cette affection. Car si, pendant des siècles, la médecine s'est préoccupée de soigner, elle s'est donné aujourd'hui comme but ultime de prévenir la maladie. Or, pour prévenir, il faut être capable de prédire. Ainsi est née la médecine prédictive, premier acte de la médecine préventive dont Jacques Ruffié fait le sujet de son nouveau livre.

La médecine prédictive étudie spécifiquement des sujets sains, ou apparemment sains, dans le but de prévenir l'apparition probable d'une affection déterminée. Elle ne peut rien lorsqu'une affection se déclenche *in utero*, par exemple dans les cas de mongolisme, mais elle permet le diagnostic prénatal ou périnatal d'un trouble qui se déclenche plus tard, comme la maladie de Huntington, dont les symptômes n'apparaissent le plus souvent qu'à l'âge adulte, entraînant progressivement la déchéance mentale du sujet et, à terme, sa mort. Mais la médecine prédictive s'applique surtout aux maladies multifactorielles. Elles sont dues à l'existence, chez un même individu, d'un certain nombre de gènes de susceptibilité à une maladie donnée qui ne se déclencheront probablement qu'en présence de facteurs de l'environnement. Tumeurs, maladies du système cardiovasculaire, maladies métaboliques, même certaines maladies mentales : dans son ouvrage, Jacques Ruffié fait le bilan de nos connaissances sur les facteurs qui favorisent ces fléaux.

La médecine prédictive soulève toutefois des problèmes d'éthique, qu'il appartient à la société de résoudre. Nous n'ignorons pas que révéler à un individu sain qu'il risque un jour d'être, plus qu'un autre, la cible d'une affection grave, puisse

déclencher chez cet individu un fort sentiment d'angoisse. Pour autant, faut-il pratiquer la politique de l'autruche ? Si l'exécution, la poursuite ou l'interruption d'un examen génétique sont à l'évidence du ressort exclusif de la personne concernée, qui doit également avoir la liberté de choisir de prendre ou non connaissance des résultats, le médecin doit-il se taire quand, selon toute probabilité, le patient risque de développer un mal incurable à ce jour, mais contre lequel on aura peut-être trouvé, dans quelques années, une parade ? Au contraire, l'angoisse du patient ou disparaît-elle pas s'il apprend que, en dépit de défauts familiaux, il est indemne ?

La confidentialité de l'information, c'est indéniable, doit être respectée. La divulgation d'un trouble héréditaire ou d'une simple prédisposition à une maladie pourrait aussi avoir de graves conséquences pour l'individu pris dans son contexte social. Il est notoire que les primes de l'assurance-maladie sont déjà fonction de critères physiques et biologiques. L'utilisation des gènes de susceptibilité risquerait de renforcer une pratique contre laquelle il faut s'élever. Pourquoi les primes d'assurance ne seraient-elles pas fondées sur le seul critère de l'âge auquel le contrat est souscrit ? Ainsi les hommes, qu'ils soient robustes ou fragiles, seraient tous solidaires devant la maladie et la mort. Il est permis de rêver... Plus complexe est le risque de ségrégation à l'embauche. Un pilote d'avion se sachant susceptible d'être atteint d'un infarctus du myocarde peut-il faire courir un tel risque à ses passagers ? L'intérêt collectif doit-il passer avant l'intérêt individuel ? A contrario, est-il admissible de laisser un ouvrier que l'on sait sensible aux poussières d'amiante travailler au contact de cet élément ? Comment permettre alors la levée du secret individuel ?

Comme toutes les entreprises humaines, la médecine prédictive recèle le meilleur et le pire. Gageons qu'appliquée avec sagesse et lucidité elle apportera soulagement et bonheur. Il y a en elle un si formidable potentiel de délivrance - oui, délivrance - car toute connaissance est une libération et toute ignorance une limitation.

JEAN DAUSSET
Prix Nobel de médecine.

COSTA CROISIÈRES

Croisières "Dolce Vita" de 7 jours
Pour tous les amoureux d'exception

VOUS RÊVEZ DE VIVRE UN MOMENT INOUBLIABLE ? PRÈS DES PISCINES AU SUPERBE RESTAURANT
BIEN ÊTRE PARTIR À BORD DU COSTA CLASSICA, LE TIVOLI, DU CASINO SAN REMO AU GRAND THÉÂTRE

PUS BEAU PAQUEBOT DE LA MÉDITERRANÉE. COLOSSE OÙ CHAQUE SPECTACLE TROUVE SA VIE

MAGNIFIQUES ET SPACIEUSES DIMENSION, DE LA DISCOTHÈQUE
CABINES, Puits de lumière, VASTES QUE-OBSERVATOIRE GALIÉE
POINTS ENSOULELLÉS, DÉCORATION AU SALON DE DANSE PUCCHINI
DE CHARMER OÙ LE DESIGN ITALIEN DONT LA VERRIÈRE TOMBE À
D'AVANT-GARDE SE MARIE AVEC ÉLÉGANCE AUX PIC SUR LA MER... OÙ LE COSTA CLASSICA VOUS
MARRÈS DIGNES DES PALAIS VÉNITIENS... TOUT EST PERMETTE EN PLUS, DE VISITER NAPIES, PALERME,
BEAUTÉ ! LA VIE À BORD EST UN PLAISIR PERMANENT : TUNIS, LES BALÉARES ET BARCÈNE POURRAIT PRES-
DE L'IMMENSE FITNESS CLUB QUE PARAÎTRE SECONDAIRE !

INSCRIPTIONS : AGENCE CLUB ANNA CRESTA ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Service CONSEIL COSTA CROISIÈRES

N° Vert 05.42.33.00

Costa Croisières, la plus belle histoire d'amour entre vous et la mer.

PROJET
AGRICULTURE SEVER

Les 184 haubans du record du monde

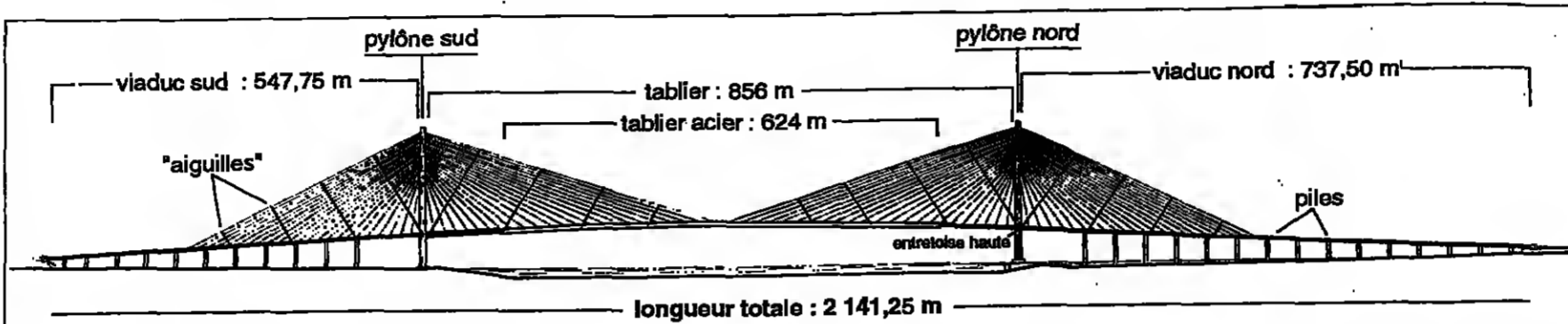
A partir de l'hiver 1994-1995, le pont de Normandie enjambra l'estuaire de la Seine

A 214 mètres au-dessus des marées basses de la Seine et à 5 kilomètres de la pleine mer, le sommet des deux pylônes auquel s'accrochera le pont de Normandie est drapé par moments dans le coton plus ou moins léger des nuages bas qui défilent sur l'estuaire du fleuve. Les deux pylônes ont la même forme : un compas un peu ouvert (40 mètres séparant le bas des «jambes») dont les branches se rejoignent à la hauteur de 139 mètres pour se continuer jusqu'en haut par une tour unique (la «tête»). Entre les jambes de chaque pylône, à 59 mètres au-dessus du fleuve, l'entrecroisement porte déjà les premiers éléments haubannés de béton armé et précontraint du tablier central et des extrémités des deux viaducs. Les haubans sont montés symétriquement de chaque côté de la «tête» de chaque pylône puis ils vont par paires.

Commencé en 1988, le pont de Normandie sera mis en service dans le courant de l'hiver 1994-1995. Il traversera alors la Seine, entre la proche banlieue du Havre, sur la rive nord de l'estuaire du fleuve, et les alentours de Honfleur, sur la rive sud, grâce à un tablier central d'acier (624 mètres de long) flanqué de ces éléments de béton (116 mètres de long de chaque côté). Avec une portée de 856 mètres entre les deux pylônes soutenus par 92 paires de haubans, le pont de Normandie établira un record du monde pour ce type d'ouvrage. A ce tablier central s'ajouteront les 547,75 mètres du viaduc sud (portés essentiellement par 11 piles) et les 737,50 mètres du viaduc nord (reposant en grande partie sur 15 piles). La longueur totale de l'ouvrage sera donc de 2 141,25 mètres, soit presque celle des 2 200 mètres des Champs-Élysées.

Le pont de Normandie a pour maître d'ouvrage la chambre de commerce et d'industrie du Havre et pour maître d'œuvre le ministère de l'équipement, représenté par la direction départementale de l'équipement; Michel Virlogeux, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, était le responsable de l'équipe de conception de l'ouvrage, et Bertrand Deroin, ingénieur des Ponts et Chaussées, était le «patron» de l'énorme chantier de quelque 2 milliards de francs. Les bailleurs de fonds sont pour 80 % la chambre de commerce et d'industrie du Havre, les conseils généraux de Seine-Maritime, du Calvados et de l'Eure, le conseil régional de Haute-Normandie (1). Les 20 % restants viennent des bénéfices de l'exploitation du pont de Tancarville.

Les études ont commencé en 1985. Deux ans plus tard, il a été décidé qu'un pont haubanné était plus adapté au site qu'un pont suspendu.



Les extrémités des deux câbles porteurs d'un pont suspendu doivent impérativement être ancrées de façon extraordinairement résistante dans les berges du cours d'eau à franchir, puisque la solidité de l'ouvrage dépend uniquement de la tenue de ces deux câbles. Pour donner une idée de la grandeur des ancrages nécessaires, disons simplement que, sans ses fondations, le volume de la culée sud du pont suspendu de Tancarville (qui n'a «que» 608 mètres de portée entre ses deux pylônes) est égal à celui de l'arc-de-triomphe de l'Étoile. En outre, tout incident qui survient à un des câbles porteurs ne peut être réparé sans l'arrêt total du trafic pendant tout le temps des travaux.

Etudes préliminaires et informatiques

Au contraire, un pont haubanné est supporté par le ou les deux pylônes sur quoi s'accrochent les paires des câbles-haubans jumeaux symétriques dont les tractions s'équilibrent. D'où les énormes pylônes du pont de Normandie, sur chacun desquels seront accrochés 184 haubans (92 paires) indépendants les uns des autres. En cas d'incident, l'indépendance des haubans porteurs permet de procéder à des réparations individuelles qui n'interdisent pas la continuation du trafic.

Il est à noter que l'idée des ponts haubannés remonte au XVIII^e siècle. Mais plusieurs ouvrages de ce type se sont rompus, et cette technique a été abandonnée. Il a fallu attendre les années 60 pour que les ordinateurs permettent les calculs indispensables à la stabilité des ponts haubannés.

Pour le pont de Normandie, tout a commencé, bien évidemment, par des études géologiques, hydrologiques et même écologiques. L'estuaire de la Seine est une voie maritime et fluviale large à cet endroit de 850 mètres et importante puisqu'elle dessert le port de Rouen. L'intensité du trafic interdisait la présence, au milieu du chenal navigable, d'un

pylône qui aurait pu perturber l'écoulement du fleuve et représenter un danger pour la navigation.

Or, d'une part, la rive nord de l'estuaire est beaucoup moins nette que la rive sud : le pylône sud est planté sur la rive alors que le pylône nord émerge du fleuve. Ce qui a obligé à entourer la base de ce dernier d'un solide îlot artificiel anti-collisions (2). Et, d'autre part, sur la rive nord, les marécages et les vasières sont très riches en zones de reproduction d'animaux aquatiques et peuplées de très nombreux oiseaux, migrateurs ou non. Toutes ces études géologiques, hydrologiques, écologiques et de préservation de la vie, dont une partie a été évaluée provisoirement par des ouvrages indispensables à la construction du pont, ont donc été agrandies temporairement pour la durée des travaux, entreprises, activement surveillées et étudiées par des spécialistes et des associations.

Le sous-sol alluvial et sédimentaire, surtout celui de la rive nord, posait aussi des problèmes particuliers. Pour supporter les 20 000 tonnes de béton armé et précontraint de chaque pylône, il a fallu mettre en place vingt-huit pieux (3) de 2,10 mètres de diamètre qui ont traversé un véritable mille-feuille de sable, de sable argileux, de tourbe, d'argile grise, de graves (des petits graviers), d'argile, de calcaire et encore d'argile pour aller chercher à plus de 50 mètres de profondeur une couche géologique suffisamment résistante (du calcaire jurassien jurassien vieux de 150 millions d'années, dit «banc de plomb»). Pour les mêmes raisons de sous-sol instable, certaines des 26 piles qui soutiennent les deux viaducs nord et sud descendent à la profondeur de 43,89 mètres.

Dans un site proche de la mer comme l'est celui du pont de Normandie, il fallait évidemment compenser avec les effets du vent. Et d'autant plus que tout le monde a en mémoire l'accident spectaculaire survenu, le 7 novembre 1940, au pont suspendu de Tacoma (État de Washington), inauguré le 1^{er} juillet

précédent : ce jour-là, sous l'effet d'un vent dont les rafales, pourtant, ne soufflaient qu'à la vitesse de 67 kilomètres à l'heure, le tablier de ce pont suspendu s'est mis à osciller, à se balancer, à onduler et à se tordre avant de se briser et de tomber. Les prémices de l'accident avaient duré assez longtemps - Dieu merci - pour que le pont soit désert lorsqu'il s'est effondré.

Pour éviter une répétition du drame de Tacoma - même si les ponts haubannés sont moins sujets à se tortiller que les ponts suspendus - de longues études de tout le tablier central (celui qui reliera les deux pylônes) ont été longuement menées dans les souffleries de l'ONERA à Modane et du Centre scientifique et technique du bâtiment à Nantes, pour des vents de différentes vitesses allant jusqu'à des rafales supérieures à 350 kilomètres à l'heure! Même si de telles vitesses n'ont jamais été observées en France.

4 300 petits pas

De ces études et des innombrables calculs qui ont été faits grâce à la puissance actuelle des ordinateurs, il est ressorti - entre autres - que la pluie modifie la rugosité des haubans. Ceux-ci ont donc été dotés d'une «gaine agrippante» sur son côté extérieur, d'un relief en spirale très étirée qui empêche les haubans mouillés d'entrer en vibration. En outre, des «aiguilles» (4 câbles de chaque côté de chaque pylône) seront disposés obliquement le long des quatre «carrés» de la partie centrale - 75 centimètres à leurs extrémités latérales - pour une largeur de 21,20 mètres. En outre, les deux côtés du tablier et des viaducs seront garnis par une sorte de demi-croquette, profilée elle aussi.

Les deux viaducs sont construits

selon le principe du poussage, alors que chacun d'eux suit une pente de 6 % pour parvenir à l'altitude du tablier central. Chaque élément (ou voussoir), long de 7,25 mètres, est coulé sur ses armatures et ses câbles de précontrainte sur la rive; il repose sur une cale de section trapézoïdale posée sur roulement à billes et il est déjà solidaire de l'élément coulé avant lui. Quand le béton est bien pris, des vérins synchronisés par ordinateur entrent en action.

Deux petits vérins horizontaux suffisent à faire avancer d'un pas de 15 centimètres tout le viaduc déjà construit. Pour graver la pente, quatre gros vérins posés sur chaque pile font monter l'ensemble du viaduc de 9 millimètres. En faisant alterner poussée horizontale et poussée verticale, on arrive - tous les trois jours - à une progression de 7,25 mètres qui suit la pente de 6 %. Pour mettre en place les deux viaducs, il y aura besoin de 4 300 pas dont le dernier, pour le viaduc nord, fera avancer une masse longue de 581,50 mètres et pesant 26 000 tonnes.

La construction du tablier est totalement différente. Les voussoirs de béton armé et précontraint sont coulés à leur place définitive, et donc en porte à faux, sur le côté de chaque pylône en prolongement de l'entrecroisement. Dans le même temps sont coulés, de l'autre côté de cette entrecroisement, les éléments symétriques des viaducs couvrant la distance séparant le pylône de la première pile. Etant entendu que les uns et les autres sont immédiatement accrochés à leurs haubans.

La mise en place du tablier métallique sera sûrement le moment le plus critique de la construction du pont de Normandie. Les éléments (19,65 mètres de long et 80 tonnes) seront amenés à leur poste d'assemblage par un pont à partir des deux pylônes et accrochés au fur et à mesure à leurs haubans (dont les symétriques seront mis en place en même temps sur les viaducs poussés reposant déjà sur leurs piles). Plus le tablier central

avancera, plus les haubans sont longs : ceux des deux paires situées le plus près des pylônes sont longs de 120 mètres, mais les derniers seront longs de 450 mètres.

Tant que les deux moitiés du tablier métallique ne se seront pas rejointes, elles seront partiellement sensibles au vent. Pour leur éviter de trop se balancer, il est prévu de mettre sur chacune d'entre elles un amortisseur de 50 tonnes sur des rails transversaux par rapport à l'axe du pont. Ce chariot jouera de la même façon que les amortisseurs hydrauliques de rouls dont sont équipés bon nombre de bateaux modernes.

Même non fini, le pont de Normandie suscite l'intérêt. En 1992, des visites guidées ont attiré 20 000 personnes qui vont voir d'abord une salle aménagée spécialement avec maquettes, plans, schémas à regarder ainsi que documents remarquablement simples et clairs à emporter, puis certaines parties du chantier. Le tout en écoutant les explications d'ingénieurs ou techniciens retraités ravis d'être à nouveau dans une semi-activité.

Même non fini, le pont de Normandie sera l'occasion de la tenue, à Deauville du 12 au 15 octobre 1994, d'une conférence internationale sur les ponts suspendus et les ponts à haubans organisée par l'Association française pour la construction.

YVONNE HÉBEYROL

(1) De très nombreuses entreprises françaises et étrangères, sélectionnées après des appels d'offre, l'ont fait pour l'Europe, participant à la construction du pont de Normandie.

(2) L'îlot de protection est long de 83,60 mètres et large de 63,20 mètres. Il est fait de palplanches métalliques dans lesquelles on a coulé 13 000 mètres cubes de béton (dont une partie est armée), au milieu ou autour desquelles on a déversé 48 400 mètres cubes de sable et de «tout-venant» silico-calcaire et 52 600 mètres cubes d'enrochements divers.

(3) Ces pieux sont faits de béton armé qui a été coulé dans un forage de 2,10 mètres de diamètre.

La science en débat

Dans le cadre de l'exposition
L'HOMME ET LA SANTE

Conférence
mercredi 16 juin à 17h
Allergies saisonnières

Marie-Thérèse Cerceau, directeur de recherches au CNRS, laboratoire de Palynologie au Muséum national d'histoire naturelle, Paris.

Bernard David, professeur, chef du service Immunologie à l'Institut Pasteur, Paris.

Animation : Anne-Marie Ferrand, attaché scientifique, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

IPAG (NICE-PARIS)

36.15 LE MONDE

Tapez RES

POINT DE VUE

« Transsibering » ou l'ethnologie-spectacle

par Cyrille Méthode

Le 15 mai dernier, un hélicoptère russe transportant des membres de l'expédition «ethnographique» russo-franco-suisse «Transsibering» (patronnée par diverses sociétés européennes dont Longines) et des journalistes s'est écrasé dans le grand nord de l'Extrême-Orient sibérien, près de la côte de l'océan Arctique (Le Monde du 18 mai). Cet accident a suscité la lettre ci-dessous qui a été écrite par un groupe de spécialistes des sciences humaines s'insurgeant contre ce genre d'ethnologie à grand spectacle.

Le bilan de l'accident a été lourd : huit personnes - dont deux journalistes français - ont été tuées et treize blessées (dont cinq Français). En annonçant la catastrophe le 16 mai, la correspondante de l'AFP à Moscou, Paola Messana, écrivait : «La multiplication des expéditions scientifiques-touristiques [...] constitue une menace pour des sociétés russes qui font payer très cher des voyages au bout de l'exotisme».

Paola Messana soulève un bon problème. Que peut-on apporter une «expédition ethnographique» parcourant 8 000 kilomètres en trois mois, en véhicules à chenilles et en hélicoptères? On peut se poser d'autant plus la question que certains des «ethnographes» se sont relayés et ne sont donc pas restés avec l'expédition pendant les trois mois. En

outre, on peut penser que ces «spécialistes» ne connaissent pas les langues en usage parmi la dizaine de groupes ethniques visités.

Or tout travail ethnographique sérieux, discret et artisanal par définition, nécessite la durée qui, seule, donne la modeste indispensable. L'ethnographie, en effet, doit d'abord se faire humblement accepter par le groupe qu'il veut étudier, en parler la langue et en vivre la vie de façon à perturber le moins possible le milieu humain étudié : bref il doit être à même d'établir un dialogue dont les deux participants sont sur un plan d'égalité.

En ethnographie, la valeur des résultats dépend beaucoup plus de la «qualité» que de la «quantité» : les spécialistes travaillent avec des êtres humains et non avec des déformations et des statistiques, comme peuvent le faire les démographes par exemple. Cette «échelle humaine» nécessite la capacité spécifique de se mettre à la place de l'autre.

La débauche des moyens modernes de transport et de communication isole forcément le chercheur et impose à l'«étudiant» la vitesse forcée du temps de l'«étudiant». La rapidité et l'efficacité logistique créent, en fait, une distance infranchissable entre celui dont il ne faudrait pas oublier qu'il est un hôte et l'Occidental enfermé dans sa technologie comme dans une armure mais qui ne doit jamais oublier qu'il est un invité.

Que peut donc penser un «autochtone» d'une expédition tenant plus du rallye que de la lente

et précautionneuse démarche scientifique de terrain? Une cohorte de voitures-chenillettes, des points de ravitaillement, des changements d'équipes, une logistique hélicoptère, peuvent-ils peraltre entre choses qu'une course qui ne s'est arrêtée que quelques jours près de groupes sibériens comme si ces derniers étaient des oasis : voilà de quoi pour le moins étonner l'autochtone. Le Paris-Dakar a au moins l'honnêteté de s'annoncer pour ce qu'il est : une fête sportive et journalistique.

Avant de commencer cette course

folle, il n'aurait pas fallu oublier que les peuples de Sibérie ont été, à quelques exceptions près, isolés du monde occidental pendant plus de sept siècles. Or c'est ce que ces derniers ont pu penser de cette horde déferlante chez eux? L'implosion de l'Union soviétique et du communisme ouvre aux sciences de l'homme de nouveaux espaces. Il n'est sans doute pas un ethnologue qui ne s'en réjouisse. Mais, comme en tout, l'excès fébrile, né d'une longue attente et du désir d'être les premiers, conduit à des excès déraisonnés et fait de la vitesse le moyen privilégié d'une connaissance dépourvue, forcément, de réelle valeur scientifique.

Comme les ethnologues, les journa-

listes recueillent, informant, racon-

tant. Mais les deux médias n'ont pas

le même unité de temps, pas plus

que leurs démarches et leurs regards

ne sont identiques. Si le travail des

journalistes qui ont suivi «Transsibe-

ring», était de rendre compte de

l'expédition et seulement de l'expédi-

tion, il n'était que la mise par écrit

ou la mise en images d'un compte rendu technique des prouesses du rallye, et les Sibériens n'étaient que des prétextes. Si leur rôle était d'informer leur public sur les cultures traversées, alors on peut craindre un échec. Echécar n'a rien à voir avec la qualité professionnelle de la presse, mais qui est lié à l'ambiguïté même de l'expédition.

Un journaliste est, avant tout, une personne libre guidée par sa propre déontologie découlant de ses références culturelles et professionnelles. L'ethnologue aussi. Lorsqu'il travaille en couple, il suffit que l'un des deux manque à sa déontologie pour que l'autre échoue. Avec l'ethnologue réputé connaître, le journaliste «voit» par le savoir du chercheur. Dans une expédition du genre «Transsibering», il devenait, forcément, l'usage de l'ethnologue.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de chercher avec une fausse pudeur sur la notoriété médiatique, ni pour nous ni pour les cultures que nous étudions. Encore faut-il que cette notoriété se fonde sur de réels travaux et soit obtenue pour le bénéfice de ceux sans lesquels, en dernière analyse, nous ne pourrions rien faire : les groupes qui nous accueillent et nous aident dans notre bizarre profession.

Cyrille Méthode est un pseudonyme qui représente une dizaine de chercheurs en sciences humaines, tenus pour des raisons évidentes au devoir de réserve.

Le 6 avril
découvert
Pour qui
Du Pont d
Surpris?

du monde

Détritus en sous-sol

Un débouché nouveau et prometteur pour les géologues : l'élimination de substances toxiques

« Il y a seulement une dizaine d'années, la France en était encore à la préhistoire en matière de traitement et de stockage des déchets », affirme un spécialiste. Depuis peu, elle a mis les bouchées doubles. La montée inexorable de la « marée » des ordures, tant ménagères qu'industrielles et, surtout, l'irruption dans l'actualité de quelques scandales (Rits baladeurs de diosmine, décharge de Montebello) ont poussé le dernier gouvernement socialiste à prendre le taureau par les cornes. Préparée par Brice Lalonde, défendue devant le Parlement par Séguine Royal, la loi du 13 juillet 1992 fait de la France un pays en pointe dans ce domaine.

Le principe en est aussi simple qu'ambitieux : d'ici dix ans, il sera interdit de déposer sur le sol français un déchet non traité (le Monde du 24 janvier 1992 et du 22 août 1992). Financée par une taxe de 20 francs la tonne sur les mises en décharge tolérées jusqu'en 2002, une révolution secoue le petit monde des résidus. Les usines d'incinération vont augmenter de capacité d'une manière spectaculaire; les centres de traitement et les usines de recyclage se multiplier. Cette mutation fait, bien sûr, le bonheur des industriels spécialisés (le Monde du 28 janvier 1992), mais aussi celle des scientifiques, appelés à la rescousse pour l'application rapide de mesures dont la difficulté technique n'a pas toujours été bien évaluée. « La loi de juillet 92 a le grand mérite d'avoir fixé des objectifs et un plan global pour sortir d'une situation qui devenait insupportable. Mais il faut reconnaître qu'elle constitue aussi une gageure », estime Michel Barré, spécialiste du stockage et du confinement des déchets au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières).

Une nouvelle discipline : la géoprospective

Les géologues comme M. Barré, sont aux premières loges dans ce grand chambardement. « Jusqu'à présent, nous avions tendance à regarder vers le passé en étudiant l'évolution des sols. Aujourd'hui, on nous demande de prévoir l'avenir pour assurer la sûreté des stockages de déchets. Une nouvelle discipline est née : la géoprospective. Un peu délaissée ces vingt dernières années, les sciences de la Terre retrouvent une fonction sociale de premier plan », se réjouit Philippe Masure, chargé de mission « environnement et risques » au BRGM. Pour faire face à ce défi, 380 chercheurs et ingénieurs de 32 pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie feront le point de leurs travaux du 8 au 11 juin à Montpellier (Hérault), dans le cadre du symposium « Geoconfinement 93 », organisé par le BRGM et le Comité français de géologie de l'ingénieur (CFG).

Le rôle du géologue intervient au stade du « déchet ultime », le seul dont la mise en décharge sera autorisée à partir de 2002. Résidu final issu de l'incinération ou du traitement physico-chimique des substances les plus toxiques, conditionné pour être le plus inerte possible, il n'est plus susceptible d'être recyclé.

On peut imaginer de le stocker dans des installations « hors sol », sortes de grands réservoirs de béton, par exemple. A l'opposé, il est possible de le confier dans des couches géologiques profondes, comme cela est envisagé pour les déchets hautement radioactifs, et comme les Allemands le pratiquent dans la mine de sel d'Herrn-Neundorf (Hesse). Certains chercheurs

envisagent l'injection des déchets sous forme liquide dans des formations poreuses profondes. Enfin, le confinement peut aussi s'appuyer sur une interaction complexe avec le milieu ambiant. C'est ainsi, par exemple, qu'il est possible de « piéger » certaines substances dangereuses comme les métaux lourds en les faisant réagir chimiquement avec un substrat rocheux judicieusement choisi.

Pour l'instant, explique Bernard Côme, chercheur au département environnement et risques du

BRGM, la législation française préconise une approche plus traditionnelle. Les déchets ultimes et toxiques doivent être stockés à faible profondeur, dans des excavations séparées de la nappe phréatique par une « barrière » naturelle d'un moins cinq mètres d'épaisseur d'une « perméabilité » telle que l'eau mettrait plus de 150 ans pour la traverser. Cette protection passive est renforcée par une « barrière de sécurité active » fabriquée par traitement du sol (compactage, injection de ciments), ou à l'aide de

membranes bitumineuses ou de feuilles de polyéthylène. Le même système est employé pour recouvrir l'ensemble d'une couverture imperméable surmontée d'une couche de terre arable qui supportera la végétation. Les linnéus ainsi constitués sont quand même drainés, par mesure de sûreté, et surveillés pendant au moins trente ans.

Les travaux les plus récents permettant de maîtriser ces techniques feront l'objet de communications à Montpellier. De la présentation des « géomatériaux » (feuilles plastique

ou textiles, coulis) par leurs fabricants aux études sismiques de sites, en passant par les modèles numériques pour la simulation par ordinateur de la migration des polluants dans le sol.

L'expérience du nucléaire

Dans ce domaine, l'expérience acquise lors des études sur les sites de stockages de déchets nucléaires sera précieuse. De nombreux géologues du BRGM y ont participé,

parmi lesquels Bernard Côme. Malheureusement, souligne ce dernier, tout n'est pas transposable, loin de là. Pour le stockage des déchets hautement radioactifs il faut, par exemple, tenir compte de la chaleur qu'ils dégagent et des effets des rayonnements ionisants. En revanche, la radioactivité décroît avec le temps (même si cela est parfois très long), alors que de nombreux résidus très toxiques (comme les métaux lourds) gardent leur nocivité éternellement. Par ailleurs, les déchets industriels présentent le plus souvent une réactivité physico-chimique plus grande avec le milieu environnant.

Une autre différence de taille distingue la gestion des déchets nucléaires de celles des résidus toxiques « classiques », souligne Philippe Masure. Les déchets industriels dangereux sont produits en beaucoup plus grande quantité (voir encadré), et le temps presse, alors que les géologues travaillant sur le stockage des déchets hautement radioactifs peuvent se permettre de prendre plus d'une dizaine d'années pour mener à bien leurs recherches. « Par ailleurs, ajoute M. Masure, les travaux sur l'inertage des résidus en sont à leur début. La notion de « déchet ultime » risque donc d'être très fluctuante, et il est indispensable de prévoir un stockage réversible qui permettra de les récupérer, et de les recycler dès que les progrès de la recherche le permettront. »

Mais quelle que soit la nature des déchets concernés, leur gestion se heurte à un problème de taille : un rejet quasi général de la population concernée par l'installation de sites de stockage. Un certain nombre d'affaires et une politique d'information trop souvent indigente dans le passé n'ont guère arrangé les choses. La législation prévoit désormais la constitution de « commissions locales d'information », comme pour les installations nucléaires, sur tout site d'élimination ou de stockage de déchets.

Les scientifiques ont évidemment un rôle important à jouer pour assurer la crédibilité et la fiabilité des informations transmises par le canal de ces structures nouvelles, et, au symposium de Montpellier, une table ronde sera consacrée au thème « communication et acceptation par le public ». Reste que, s'ils sont tout à fait d'accord pour aider à l'information de l'opinion et des décideurs, les chercheurs se sentent parfois, sur des sujets aussi « chauds » que ceux-là, pris entre l'arbre et l'écorce. « On nous n'apporte, dans le passé, demandé des avis scientifiques, affirme Philippe Masure. C'est une situation inconfortable, voire insupportable. »

JEAN-PAUL DUFOUR

De 2 à 6 millions de tonnes de produits dangereux

En sus des 400 millions de tonnes de déchets agricoles et des 30 millions de tonnes d'ordures ménagères, la France produit chaque année 150 millions de tonnes de déchets industriels. Ces derniers se répartissent en plusieurs catégories :

- 100 millions de tonnes de déchets inertes (débris et gravats)
- 40 millions de tonnes de déchets assimilables aux ordures ménagères et traités de la même manière
- 7 à 10 millions de tonnes de

déchets dits « spéciaux », contenant des éléments polluants, dont 2 millions de tonnes qualifiés de toxiques et dangereux et qui, pour être éliminés, exigent des moyens spécifiques (procédés physico-chimiques, incinération haute température, stockage en décharges spéciales). Ce dernier chiffre est cependant contesté, et certains experts estiment la production de déchets toxiques et dangereux à 4, voire à 6 millions de tonnes.

- Les déchets radioactifs se subdivisent en plusieurs catégories :
- Les déchets de type A, faiblement radioactifs (800 000 mètres cubes cumulés en l'an 2000), stockables en surface en raison de leur courte durée de vie (moins de trente ans) ;
- Les déchets de type B (80 000 mètres cubes en volume cumulés en l'an 2000). Moyennement radioactifs, ils contiennent cependant des éléments à vie longue (plusieurs milliers à plusieurs millions d'années) peu compati-

bles avec un stockage en surface. Ils sont, pour l'essentiel, composés de boues de précipitation provenant des effluents émis par les usines de retraitement, de déchets de structure (coques et embouts) des combustibles retraités, et d'autres dits déchets technologiques ;- Les déchets de type C, fortement radioactifs (2 000 mètres cubes en l'an 2000), que l'on vitrifie afin de les stocker, un jour, dans des couches profondes d'argile, de sel, de granit ou de schiste.

Retraitement de faveur pour déchets radioactifs

Conformément à la loi, le CEA travaille à la réduction de ces matières nucléaires indésirables

QUE faut-il faire des combustibles irradiés dans le cœur des centrales nucléaires ? Les retraiter dans d'imposantes usines, comme à La Hague, en France, ou à Sellafield, en Grande-Bretagne, pour séparer les matières énergétiques encore disponibles (1) des déchets proprement dits ? Ou faut-il, au contraire, considérer que ces combustibles usés sont des déchets sans valeur énergétique qu'on peut entreposer provisoirement, comme les déchets précédents, dans le sous-sol, ou attendre que les problèmes relatifs au stockage définitif dans des couches géologiques profondes soient résolus ?

La Suède s'est clairement orientée vers le 100-retraitement en décidant la construction du Clab, un imposant centre de stockage creusé dans le granit où elle entreposera toutes les matières radioactives sortant de ses réacteurs nucléaires (le Monde du 17 septembre 1992). Les Etats-Unis, quant à eux, hésitent encore. La France et le Japon, en revanche, se sont clairement engagés dans la voie du retraitement.

Pour Jean-Yves Barré, directeur du combustible au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), « l'objectif du retraitement est double. Réintégrer dans les combustibles usés tout l'uranium et le plutonium (plus de 96 % du total) susceptibles de produire encore de l'énergie. Trier et conditionner les déchets de manière à optimiser leur stockage définitif dans les meilleures conditions de sûreté possible ».

C'est l'objectif du programme SPIN lancé par le CEA et de ses deux volets PURETEX et ACTINEX.

Avec PURETEX, dont les objectifs principaux devraient être atteints à la fin de cette décennie, les chercheurs du CEA espèrent faire des progrès dans trois domaines :

- améliorer la séparation du plutonium, produit à vie longue, du reste des radionucléides présents dans la soupe des usines de retraitement ;
- réduire le volume et l'activité des déchets de catégorie B (dont les éléments, bien que moyennement radioactifs, comportent des produits à vie longue incompatibles avec un stockage en surface (voir encadré)). De 3 000 litres de déchets produits par tonne d'uranium retraité hier, le CEA espère faire passer le volume total à 915 litres en 1995 et à moins de 465 litres en l'an 2000 ;
- améliorer le procédé de retraitement actuel pour que soient extraits et récupérés à des fins de transmutation en éléments à vie courte (moins de trente ans) au lieu de milliers ou de millions d'années) deux de ces produits à vie longue indésirables dans les déchets de catégorie B : le neptunium et le technetium.

Sur ce dernier point, Jean-Yves Barré entend s'entourer des meilleurs chercheurs en faisant notamment appel aux Russes « qui, dans ce domaine, ont des compétences intellectuelles de très haut niveau ». L'un d'eux devra d'ailleurs arriver en septembre en France pour travailler sur ce thème et compléter ainsi d'autres recherches qui nourrissent ACTINEX, le deuxième volet du programme SPIN.

Les enjeux en sont colossaux. Dans une première étape, le CEA vise à réduire d'un facteur 10 le noyau des déchets à vie longue, ce qui implique de savoir trier les actinides et de savoir les transmuter avec un rendement de 95 %, et ce à échéance de vingt ans. Dans une seconde, plus ambitieuse, les chercheurs espèrent améliorer ces performances en portant ce rendement à 99,5 %, ce qui obligera à développer des procédés entièrement ou-

vrageux de retraitement des combustibles irradiés.

La tâche n'est guère facile, mais M. Barré reste confiant. D'abord en raison des progrès accomplis dans la mise au point de molécules captes, qui ont la propriété de piéger sélectivement tel ou tel élément et de le retirer ensuite à la demande. Le Prix Nobel de chimie Jean-Marie Lehn ainsi que les chercheurs de nombreux autres laboratoires sont très impliqués dans les recherches sur ces éboueurs d'un type un peu particulier. Une méthode particulièrement efficace pour la récupération du césium a d'ailleurs fait récemment l'objet d'une prise de brevet de la part du CEA.

La seconde voie de recherche concerne la transmutation, c'est-à-dire la destruction des éléments à vie longue (actinides) en éléments à vie plus courte soit en les soumettant au feu nucléaire d'un réacteur à neutrons rapides comme Superphénix, soit au bombardement intense de neutrons produites par accélérateurs « à spallation ». Si M. Barré ne refuse pas cette dernière technique qui « pourra être utile pour certains produits de fission gênants », il estime cependant « qu'il faudra vingt ans au moins pour la développer ».

Dans ces conditions, il préfère tester aujourd'hui les facultés des réacteurs surgénérateurs et demain celles des réacteurs à eau sous pression pour « brûler » ces actinides indésirables. Une première expérience concluante a d'ailleurs eu lieu en 1986 dans le réacteur prototype Phénix avec quelques dizaines de grammes de neptunium. Une deuxième devrait suivre en 1995 en attendant que des quantités plus importantes — un kilo dans deux ou trois ans, puis 10 kilos à la fin de la décennie — soient soumises au feu de Superphénix si le surgénérateur européen est autorisé à redémarrer.

De telles recherches coûtent cher et c'est la raison pour laquelle le CEA et ses partenaires (EDF, Cogema et Framatome) augmentent

chaque année le budget consacré à ces travaux pour rester en tête de la course à laquelle Américains et Japonais participent activement. De 140 millions de francs en 1992, le CEA est en effet passé à 180 millions de francs en 1993 et espère rajouter l'an prochain 40 millions de francs à ces sommes si la conjoncture économique le permet encore. Mais cette politique ne fait pas l'unanimité et certains estiment que la voie du retraitement choisie par la France aboutit à une impasse économique et qu'il serait plus sain et plus simple de se lancer dès aujourd'hui dans celle du non-retraitement et du stockage immédiat choisie par la Suède.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans le combustible usé que l'on décharge annuellement d'un réacteur, on distingue les actinides majeurs, fissionnables, que sont l'uranium et le plutonium et les actinides mineurs que sont le neptunium, l'américium, le curium, etc. Dans 35 tonnes d'uranium de combustible usé, il y a donc : plus de 33 tonnes d'uranium enrichi à 0,9 %, 360 kilos de plutonium, 1 200 kilos de produits de fission (césium, rubidium, strontium, palladium...) et un peu plus de 27 kilos d'actinides mineurs dont 14 kilos de neptunium, 12 kilos d'américium et 1 kilo de curium.

JEAN-PAUL DUFOUR

l'ethnologie-spectacle

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès

SANG

contaminé

Le 6 avril 1938, le Dr. Roy Plunkett découvrit le TEFLON. Pour qui travaillait-il?

DuPont de Nemours. Surpris?

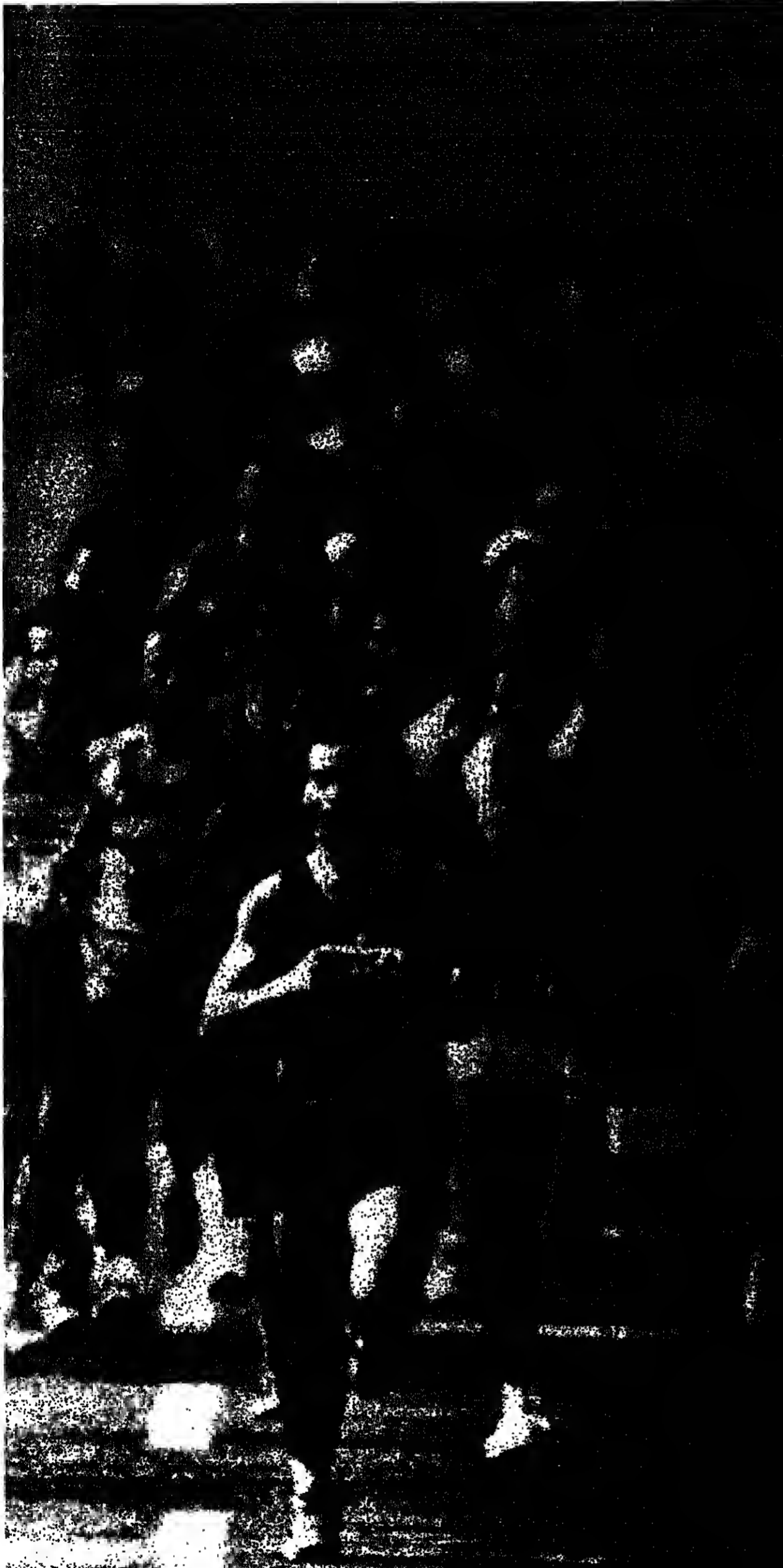
DU PONT

Tous les jours de nos vies

*Marque déposée de DuPont de Nemours

هكذا من الأصل

14 Le Monde • Mercredi 9 juin 1993 •



Avec Alpha AXP, vous pouvez l'être...

Alpha AXP est aujourd'hui
le microprocesseur le plus rapide
et le plus puissant du monde.
Deux fois plus rapide que le meilleur
microprocesseur actuel pour être
plus précis. Soit 400 millions
d'instructions par seconde
pour l'être encore davantage.

Quel intérêt pour votre entreprise ?

Tout simplement, posséder plus
de puissance informatique que vous
n'en avez jamais eue auparavant.

Beaucoup plus mais à un coût
bien moindre que ceux que vous avez
toujours connus. Alpha AXP est une
plate-forme universelle. Son ouverture
est totale et son évolutivité garantie.

C'est pour vous l'investissement sûr
et profitable par excellence.

Du PC à l'unité centrale, Alpha AXP
vous donne enfin les moyens de libérer
votre imagination, d'inventer des
formes nouvelles de développement
pour votre entreprise. Avec nos équipes

à vos côtés et Alpha AXP,
votre réussite est en bonne voie.

Appelez-nous au (1) 44 24 24 24

L'IMAGINATION VOUS RÉUSSIT

et si vous étiez vainqueur dès le départ.

digital

Francis Perrin fait s...



Le Allen prive de la garde de

Le Allen prive de la garde de

Le Allen prive de la garde de

DAMBLIN

BOISSIERS

Le commerce de la France

MUSIQUES

Francis Perrin fait son « Barbier »

La première mise en scène lyrique d'un acteur

LE BARBIER DE SÉVILLE
à Marseille

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Francis Perrin n'est pas tombé tout petit dans le chandron de l'opéra, il est né à Versailles, bien loin des terres d'élection du bel canto. Mais il en parle comme d'une potion magique et s'en administre une bonne dose quotidienne depuis l'âge de treize ans. Ses parents lui avaient alors offert, pour son anniversaire, un billet pour le Barbier de Séville à la salle Favart. Il n'a pas oublié « Maddy Mesplé, Xavier Depraet et Michel Denis ». Amusé par ses yeux écarquillés, un monsieur lui avait cédé sa place au premier rang de la loge de côté. Acteur, metteur en scène de théâtre, notre bafouilleux professionnel a tout de suite accepté quand la direction de l'Opéra de Marseille lui a proposé le Barbier de Séville de Rossini : « J'avais monté la pièce de Beaumarchais, j'avais fait Pierre et le loup avec Barenboim, j'avais régulièrement des concerts pour enfants à Lyon et à Montpellier, je me suis lancé avec l'impression de réaliser un rêve. Ça s'est mieux passé que dans mon rêve ».

Acteur comique qui n'a jamais en la carrière d'un Villaret, que l'on voit moins au cinéma désormais, et dont les réussites à contre-emploi (dans *Glengarry Glen Ross*, chez Maréchal) sont restées sans lendemain, Francis Perrin est mille fois plus célèbre que le plus célèbre des



Maria Bayo, dans la « Barbier ».

Woody Allen privé de la garde de ses enfants

Après plusieurs mois de bataille juridique avec Mia Farrow, le metteur en scène est débouté de son action en justice

NEW-YORK

de notre correspondant

Après de dix-sept journées d'auditions marquées par une trentaine de dépositions qui, bien souvent, racontaient quelques-uns des dialogues de *Marie et Femmes*, le dernier film que Woody Allen et Mia Farrow ont tourné ensemble, le tribunal de Manhattan a rendu son verdict, le 7 juin. Le cinéaste est débouté de l'action en justice qu'il avait intentée en août 1992 contre la comédienne pour obtenir la garde de leur fils « biologique » et des deux autres enfants adoptés par le couple au cours de leurs treize années de vie commune.

Dans un long récapitulatif de conclusions couvrant une trentaine de pages, le juge Elliott Wilk a refusé de faire droit à la demande de Woody Allen, qualifié de personnage « absorbé par lui-même », insensible et à qui on ne peut faire confiance. Non seulement le cinéaste n'obtient pas la garde des trois enfants mais ses droits de visite sont sévèrement restreints.

Il ne pourra pas voir avant au moins six mois sa fille adoptive Dylan Farrow (âge de sept ans), qui suit actuellement un traitement médical après les accusa-

tions d'abus sexuels formulées contre son père par la partie adverse et que le juge n'a finalement pas retenues. Cette période sera mise à profit par les médecins pour déterminer si Dylan peut, sans danger pour elle, reprendre contact avec son père, qu'elle n'a pas revu depuis le mois d'août.

« Il est évident qu'elle aime les enfants »

En ce qui concerne les deux autres enfants du couple, le droit de visite réclamé par Woody Allen pour Moïse Farrow (quatre ans) sera soumis à la décision de ce dernier. Le jeune garçon a déjà fait savoir qu'il ne voulait pas voir son père. De même, le droit de rendre visite, sans contrôle par une tierce personne, à Satchel (cinq ans), le seul enfant « biologique » du couple, a été refusé au comédien. A titre de compensation, le nombre de visites hebdomadaires autorisées a été porté de deux à trois.

Dans ses conclusions, le juge constate que Woody Allen n'a démontré « aucune aptitude parentale » qui lui permettrait d'obtenir la garde de Dylan, de Moïse et de Satchel. « Sa volonté de leur lire ou de leur raconter des histoires, de leur faire des cadeaux ou de surveiller leur petit déjeuner ne compense pas son absence d'attention aux détails de la vie courante qui constituent la

vie quotidienne d'un enfant », stipule le jugement.

De son côté, Mia Farrow est considérée par le juge Wilk comme la seule personne susceptible de veiller au mieux aux intérêts des enfants. « Il est évident qu'elle aime les enfants et qu'elle a consacré une partie importante de sa richesse émotionnelle et financière à leur bien-être », estime-t-il.

Les reproches qui peuvent être adressés à Woody Allen trouvent une justification supplémentaire dans la liaison établie entre le cinéaste et Soon-Yi, une jeune fille adoptée par Mia Farrow lors d'un précédent mariage et qui avait vingt et un ans au moment des faits, indique encore le juge. Les deux acteurs s'étaient définitivement séparés lorsque Mia Farrow avait découvert des photos de Soon-Yi posant nue pour Woody Allen en janvier 1992.

A l'issue du jugement, ce dernier, visiblement défat, a indiqué que ce dénouement « était tragique pour les enfants ». De son côté, Mia Farrow, sortie de la salle du tribunal main dans la main avec son avocat, s'est félicitée du jugement, et a redit son affection pour Soon-Yi en dépit des épisodes « douloureux » évoqués devant le tribunal. Woody Allen a été condamné aux dépens.

SERGE MARTI

AMBLINN
Partez avec le spécialiste!
IRLANDE : 2530 F*
ECOSSE : 2980 F*
(* Prix à certaines dates)
Téléphone Renseignements : 1 43 96 91 01
20 Avenue AMBLINN - 92100 Nanterre - France

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
JUN 1993
Le commerce extérieur de la France
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

CINÉMA

Deux disparitions

Kazuko Kawakita-Shibata, directrice de la cinémathèque de Tokyo

Distributrice de films, Kazuko Kawakita-Shibata est morte à Tokyo d'une hémorragie cérébrale dans la nuit du 6 au 7 juin. Elle était âgée de cinquante-trois ans.

Inconnue du public, Kazuko Kawakita-Shibata était pourtant une personnalité importante du cinéma mondial. Elle faisait partie de ces gens discrets qui, aux quatre coins de la planète, se dévouent sans compter pour que les films circulent, soient découverts et aimés.

Fille du président de la Major japonaise Toho-Towa, M. Kawakita, et de la directrice de la Japan Film Library (la Cinémathèque de Tokyo), elle avait créé avec son mari, Hayao Shibata, la France Eigaisha (Compagnie des films de France). Ensemble, grâce à leur société de distribution, de ventes à l'étranger et la salle Cianti qu'ils programmaient à Tokyo dans le quartier de Ginza, ils avaient été les premiers, et jusqu'à aujourd'hui les principaux organisateurs du mouvement des films d'antenne du monde vers le Japon et du cinéma indépendant japonais vers le reste du monde.

Grâce à eux, depuis le début des

années 70, le public nippon a découvert Godard, Truffaut, Rohmer, Marker, Varda... mais aussi Wim Wenders et Théo Angelopoulos, Jim Jarmusch et Hal Hartley, les Tavianni, ou Hou Hsiao-hsien dont ils venaient d'acheter le *Maître de marionnettes*, en même temps que la *Leçon de piano* et le *Val Abraham*, premier film de Manoel Oliveira distribué au Japon.

Il y a deux ans, « les Shibata » comme on les appelle dans tous les festivals du monde, étaient la sortie de leur centième film. Mais, dans un pays où le cinéma est souvent confiné dans des réduits au dernier étage de grands magasins, ils ne se sont jamais contentés d'acheter et de sortir des films, organisant un réseau d'accueil et de promotion conviviale de réalisateurs et de leurs œuvres à qui autre pareil. Symétriquement, c'est en grande partie grâce à eux que sont arrivés en Occident, et d'abord en France, les représentants de la nouvelle vague japonaise, Oshima, Imamura, Yoshida, jusqu'aux plus intéressants des jeunes réalisateurs actuels, Yanagimachi ou Fumiki Watanabe.

JEAN-MICHEL FRODON

Le réalisateur américain James Bridges

Le cinéaste américain James Bridges, qui avait, entre autres, réalisé *le Syndrome chinois* et *Urban Cowboy*, est mort le 6 juin à Los Angeles des suites d'un cancer. Il avait cinquante-six ans.

Originaire de l'Arkansas, James Bridges avait commencé sa carrière à Hollywood en écrivant pour la télévision. Il était l'auteur de seize épisodes de la série « Alfred Hitchcock présente ». En 1973, *le Chasse ou diplôme*, son second long-métrage, est une critique vigoureuse

du système universitaire. En 1979, *le Syndrome chinois*, produit et interprété par Jane Fonda, décrit un accident nucléaire et sort la même année que la catastrophe de Three Mile Island (Pennsylvanie).

James Bridges réalise par la suite *Urban Cowboy* (1980) avec John Travolta et Debra Winger, *Perfect* (1985), pochade sentimentale sur les milieux du journalisme américain, toujours avec Travolta, et une adaptation du best-seller de Jay McInerney, *les Feux de la ville*.

LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
EST UNE VERITABLE PIECE DE MUSEE.



LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
C'EST UNE IDEE DE CADEAU EN OR.

Disponible dans les Banques, les bureaux de La Poste et au Trésor Public

MONNAIE DE PARIS

CULTURE

Un entretien avec Jacques Toubon

Suite de la première page

Les trois autres étant la reconnaissance du public, le rayonnement de la culture française à l'étranger et les valeurs de fond de toute politique culturelle : le patrimoine, la langue et la liberté de pensée et d'innovation.

Quelle forme peut prendre la réforme de ce système ?

J'ai envie de dire que l'opéra n'est pas un problème de personnes. Comment donc procéder pour décider et réformer ? Faut-il ouvrir des débats publics, et donc médiatisés, ou faut-il au contraire instituer des procédures d'information, de concertation hors du « forum » ? Exemple : l'affaire de la Comédie-Française et de l'Opéra. Que s'est-il passé ? Il y a indiscutablement un problème concernant la vocation et l'organisation de la Comédie-Française. Des jeunes comédiens, des metteurs en scène, des professionnels du théâtre, doutent aujourd'hui de cette institution alors que par le passé la fascination l'emportait sur tout.

Je parle avec les uns et les autres ; je prends conscience par exemple du problème récurrent du sous-emploi des soixante-dix comédiens. Parallèlement je me dis, où est le grand théâtre français de création contemporaine ? La programmation des théâtres nationaux est assurée en majorité par des auteurs étrangers ; le théâtre privé, pour des raisons économiques, a du mal à lancer les auteurs français ; ils se sont tous joués non plus au Vieux-Colombier, qui se consacre plutôt aux auteurs « modernes », de répertoire. Conjuguer le répertoire et la création, la Comédie-Française pourrait-elle le faire sans avoir deux grandes salles ?

D'autre part, qu'est-ce que le Théâtre de l'Europe ? La question est posée dans le document distribué par son directeur, Luis Pasqual, lors de sa récente conférence de presse. Et ni moi-même de considérer la question comme réglée. A mon tour de m'interroger. Le Théâtre de l'Europe doit-il être une institution permanente ou doit-il être européen au sens géographique ? N'y a-t-il pas, par exemple, à Strasbourg, à travers le TNS, un lieu qui pourrait être, totalement ou partiellement, affecté à un Théâtre de l'Europe du Nord, anglo-saxon, germanique, scandinave ? N'y a-t-il pas à Marseille un lieu pour un Théâtre de l'Europe de la Méditerranée, espagnol, italien, voire maghrébin ?

Tout cela indépendamment des questions de personnes, car, je le dis d'emblée, la situation personnelle de Jacques Lassalle et celle de Luis Pasqual n'ayant pas été réglées avant les élections - ce n'est pas moi qui fais le reprocher - je ne vais pas prendre la responsabilité de remettre en cause leur position matérielle hors délai. C'est un problème institutionnel et un problème artistique. A cette interrogation *mezza voce* répond *illico* une pétition. Alors, je m'interroge : peut-on ouvrir un débat ou vaut-il mieux constituer des instances, des commissions, des comités, comme on va le faire, d'ailleurs, à travers le Conseil national

du spectacle, chargé notamment d'examiner le problème des intermittents, qui va se réunir pour la première fois dans les prochains jours ?

Abordez le budget du ministère et ses restrictions qui ne peuvent qu'avoir des incidences sur votre action.

Le collectif budgétaire aurait provoqué « un *vi fétu* ». Quand je suis arrivé, 200 millions avaient disparu au mois de février par rapport au budget voté fin 1992. 670 autres millions étaient gelés. N'oubliez pas qu'en 1993, pour la première fois, un premier ministre, Jacques Delors, s'est vu contraint de présenter au gouvernement un projet de loi tendant à éliminer des déficits sociaux qui comportait un programme d'économies de 20 milliards. C'était, de fait, le collectif avec deux mois d'avance. Ces sommes n'auraient pas été dégelées, aussi bien par Jack Lang que par moi-même, bien que la culture en faisait les frais, au profit des grands travaux, qui constituent aujourd'hui la masse principale des investissements du ministère, et de son fonctionnement.

J'ai voulu répartir les sacrifices entre les grands travaux et l'action culturelle. Résultat : par rapport aux 670 millions gelés, on a annulé 375 millions au titre des premiers et 340 millions au titre de la seconde. De ce fait, j'ai réussi à diminuer de moitié l'effort demandé sur le budget de la culture. Si c'est ça qui provoque « un *vi fétu* », c'est étrange. Car j'ai réussi à faire sortir l'action culturelle de l'emprise des grands travaux.

Pour autant, je ne suis pas heureux d'avoir à procéder à ces coupes. Mais elles préservent l'essentiel. Pour des actions comme les enseignements artistiques et la formation, je maintiens intégralement ce qui était prévu. Pour le patrimoine, les réductions de deux fois 40 millions de francs ne changent rien au volume ni à l'engagement des travaux. Elles ne représentent que la part du différentiel de crédits qui ne sont pas utilisés en fin d'année.

« Accueillir tous les publics »

Le théâtre, le spectacle vivant, les grands établissements, ne s'en sortent pas trop mal non plus. En dehors de 400 000 francs enlevés à la Comédie-Française - qui a 130 millions de francs de subventions - les théâtres nationaux ou sont pas touchés d'un centime. Les autres scènes voient leurs subventions réduites de 2,5 %. Parce qu'ils sont très importants pour les régions et les collectivités locales, j'ai systématiquement privilégié les crédits déconcentrés, qui représentent 35 % à 40 % de mon budget, voire 50 % dans certains secteurs comme le patrimoine.

La Bibliothèque de France est-elle sérieusement touchée.

N'est-ce pas une menace pour son avenir ?

Je n'ai pas visité la BDF parce que c'était le dossier le plus cher, mais parce que c'est celui où pèse le plus d'incertitudes de fond. C'est capital pour tenir les délais. Le bâtiment sera livré comme prévu début 1995.

Son ouverture est-elle toujours programmée pour le 1^{er} janvier 1996 ?

Si on peut faire de l'ouverture au public de la BDF le cadeau de Noël 1996, ce sera bien. J'ai mis en place des groupes de travail pour résoudre les vraies questions de son avenir et de son statut, sans jeu médiatique, ni chausse-trappe, ni pari. La BDF va coûter 7,2 milliards de francs ; à ce prix-là, je ne joue pas. Le premier niveau ou « rez-de-jardin », destiné aux chercheurs, est pas l'enjeu essentiel de ces études. Plus délicate, en revanche, est l'affectation du « haut de jardin », le second niveau, celui qui devrait accueillir tous les publics dans la bibliothèque et ses salles d'expositions. Pour des raisons budgétaires et techniques, ce second niveau s'est peu à peu réduit. Comme la composition du public.

A l'autonomie, on a qualifié cette bibliothèque ouverte au plus grand nombre de Bibliothèque publique de recherche. La BPR. Un beau sigle dont on ne parvient pas à me donner la traduction précise. Dans ce climat d'incertitude, je ne « signifierai » rien tant qu'on ne m'aura pas dit qui pourra exactement fréquenter cette fameuse BPR. Mon intention, en outre, est de créer une sorte d'établissement public fédérateur qui coiffe la BDF et la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu.

Quid de la Bibliothèque nationale des arts et de l'Institut international des arts qui doivent trouver leur place rue de Richelieu ?

La BNA devrait trouver sa place au sein de l'établissement fédérateur. Mais l'Institut international des arts est, de mon point de vue, d'abord une université et une sorte d'École normale de l'histoire de l'art, où l'on formerait des enseignants. Elle devrait permettre de combler une lacune considérable de notre politique culturelle. Notre pays, qui a tant de grands historiens d'art, ne propose rien au niveau scolaire. Nous ne parvenons jamais à développer la sensibilité de nos enfants à la création contemporaine si on n'est pas capable de la représenter à l'école de l'art.

Le Centre de conférences internationales est-il condamné ?

La décision appartient au ministre des affaires étrangères. Il a sans doute besoin d'un centre de conférences à Paris, mais de quelle taille ? Un centre utilisé tous les cinq ans ou un centre moyen utilisé tous les trois mois ? L'immense Centre de conférences, c'est toujours pas vendu. S'il était en ce moment, ce ne serait pas au prix nécessaire. On songe à consacrer le grand Brancusi au siège de l'OCDE, hypothèse qui me paraît assez bonne. Un autre projet doit aller à son terme : celui de la Cité de la musique dont l'ouverture est prévue fin 1994. Il manque un peu d'argent, environ 35 millions de francs - parce qu'on a dérapé sur le musée.

Qu'en est-il de la salle modulable qui doit compléter l'ensemble de l'Opéra Bastille ?

Dans l'immédiat, il n'y a pas d'argent pour faire cette salle. A terme, lorsque nous aurons retrouvé une situation budgétaire plus normale, on pourra se poser la question de la réaliser comme une

salle d'opéra complémentaire ou comme un studio d'enregistrement. Quoi qu'il en soit, j'ai demandé à l'Opéra Bastille de rationaliser ses programmes de la saison 1993-1994 pour respecter le budget. Les intéressés semblent l'avoir compris. Si l'on avait cédé à la surenchère, de déficit en déficit, on aurait pu aboutir à la fermeture de l'Opéra. Maintenant, je vais engager une réflexion sur le statut de l'Opéra de Paris, sur le projet artistique, et sur les conditions de fonctionnement de l'art lyrique dans la capitale.

Cette réforme de statut n'est-elle pas un moyen de se débarrasser de son président, Pierre Bergé ?

Je refuse que le problème de l'Opéra, je l'ai déjà dit, ne devienne une affaire « parisienne » et qu'on entre dans le jeu de la



« provocation-répétition ». On admettait, semble-t-il, que le système en place coûte toujours plus cher, parce que c'était l'Opéra, parce que c'était Bergé, parce que c'était médiatique. J'ai donc voulu instaurer des rapports normaux entre l'Opéra et le ministère. Ma responsabilité, c'est celle de la tutelle, et je l'exerce. Si l'on me présente une programmation en déficit, les administrateurs de l'Etat refuseront le budget. C'est tout.

Vous prétendez sensibiliser le public. N'est-ce pas un peu pieux ?

Remobiliser le public est une de mes obsessions. Cette remobilisation passe par un développement de l'aménagement culturel du territoire. Par une émergence des enseignements artistiques dans l'enseignement obligatoire. Mais aussi par la diffusion des œuvres de la culture à travers les grands médias. Les chaînes privées considèrent que ce n'est pas leur affaire, alors que les chaînes publiques estiment qu'elles en font déjà bien assez. Il faut que ça change !

S'agissant de la décentralisation théâtrale, il faut écarter deux lieux, de la création, de la production, mais aussi de la diffusion, c'est-à-dire des réseaux, des tournées et de produire des spectacles diffusables sur tous supports. Je soutiens par exemple le projet de Jérôme Deschamps qui veut faire une « fabrique » de spectacles. Vous savez qu'il y a une douzaine de contrats touchant aux centres dramatiques nationaux et aux scènes nationales qui ne sont toujours pas signés parce que les retards se sont accumulés avant les élections ; cela sera réglé avant juillet. Mais ces contrats doivent être de véritables conventions où les engagements de diffusion sont précisés.

Vous avez regretté récemment que la musique contemporaine soit toujours confinée dans un ghetto...

La musique contemporaine est le patrimoine du XXI^e siècle. Dans cent cinquante ans, dira-t-on que la création musicale s'est arrêtée au cours de la seconde moitié du vingtième siècle ? Les conditions économiques impliquent une politique culturelle publique. Il n'y a plus d'Estimote ou de Société des concerts du conservatoire. Cette politique ne doit pas se faire dans un circuit fermé avec, d'un côté, des concerts Beethoven-Schubert, et de l'autre Stockhausen-Berio. Tout l'enjeu des « contrats Musique nouvelle » ou de l'association présidée par Landowski, c'est de mêler les genres et les époques. Cela passe aussi par l'éducation. L'oreille d'un jeune enfant n'est

pas plus naturellement ouverte à une mélodie de Schumann qu'à une pièce de Boulez. L'éducateur doit intervenir avant que ne s'installe le conformisme. Il faut aussi que la formation des professionnels s'ouvre aux musiques contemporaines, ce qui n'est pas toujours le cas.

On vous a beaucoup vu au Festival de Cannes. On a écouté ce que vous avez dit sur le futur Palais de l'Image qui s'installerait à Paris, au palais de Tokyo, qui ne semble pas remis en cause. Vous le confirmez ?

Dans le domaine du cinéma, il y a une triple action à entreprendre : poursuivre et amplifier le soutien à la production, à la distribution, à l'exploitation avec ses mécanismes ; se pencher sur les problèmes graves des industries techniques. Dès que me seront parvenus les derniers arbitrages financiers, je lancerai un plan pour favoriser les investissements et pour permettre une éventuelle reprise de LTC. Cette aide représentera 20 millions de francs destinés à moderniser les entreprises. Il faut, enfin, essayer de favoriser l'instrument de travail français en favorisant les tournages en France. Pour les studios, Billancourt est important. Le projet immobilier a bien évolué. Il est question maintenant d'une extension des studios sur l'île Saint-Germain. L'enjeu n'est pas de reconstruire d'immenses plateaux mais des auditoriums, des salles de montage et de mixage en nombre suffisant.

Mais la profession d'instituteur de savoir s'il sera réalisée...

Pour ce qui dépend de moi, c'est sûr. Plus généralement, le système de soutien du cinéma français a connu deux âges. L'âge des exploitants - l'époque Edeline - et, depuis dix ou douze ans, l'âge des producteurs - l'époque Lang. On doit s'occuper maintenant des industriels et des techniciens. C'est d'ailleurs une situation générale dans notre économie. Dernier enjeu pour le cinéma, la célébration du centenaire. Avec sa partie patrimoniale qui comprend le grand projet du palais de Tokyo, la rénovation de l'Institut Lumière de Lyon, la Cinémathèque de Toulouse et la célébration proprement dite organisée par l'association dirigée par Piccoli-Tubiana-Crombecq.

Vous avez déclaré que vous vouliez largement redéployer l'action de votre ministère au-delà des frontières. Qu'est-ce que cela signifie ?

La demande des pays étrangers à l'égard de notre culture n'est pas bien appréciée. On devrait créer à Paris une sorte de centre de ressources. C'est ce que je voudrais que devienne, à l'AAFA (Action française d'action artistique), qui dépend du Quai d'Orsay. Nous aurons aussi sur chaque continent un bureau d'initiative ou les besoins s'expriment. Au Centre de ressources parisiens il faudrait associer, en amont des projets, quelques grandes entreprises pour que la culture se devienne un moyen de politique commerciale. Le ministère de la culture s'impliquera davantage dans les contenus des relations culturelles. Edouard Balladur, soucieux de renforcer l'enseignement du français à l'étranger, a l'idée d'une fondation. Il sera attendu à ce que les arbitrages ne nous soient pas défavorables. En matière de budget de la culture, il a bien compris qu'on ne pouvait donner au monde de la culture un mauvais signal.

Votre ambition est-elle de retrouver ce 1 % symbolique auquel a tenu votre prédécesseur ?

Après l'arbitrage Delors, le budget de la culture ne représentait plus que 0,93 % de celui de l'Etat. Sans être fétichiste, j'aimerais atteindre ce fameux 1 %. La rigueur budgétaire ne doit pas se payer sur la culture, mais notre ministère doit également affirmer sa solidarité.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN et EMMANUEL DE ROUX

Créer une sorte de Centre de ressources

Vous avez une idée sur le grand musée du cinéma qui devrait se retrouver au palais de Tokyo ?

Je m'interdis d'avoir un préjugé dans ce qui est une querelle de famille et je voudrais bien que la famille me propose des solutions claires. Cette affaire a des implications artistiques, techniques, mais surtout passionnelles.

Avez-vous été saisi des problèmes de dégradation des quotas ?

Alain Carrignon (le ministre de la communication) a fait un certain nombre de déclarations, bien ou mal reçues par la profession. Ma position est simple : Télévision sans frontières, les quotas européens, les quotas français, les systèmes actuels sont bons, il faut les garder. Je vais même plus loin puisque j'ai proposé de rajouter cinquante films après 22 h 30 et le travail également sur une modification des délais qui sert les intérêts du cinéma. Les délais de diffusion sur certaines chaînes du câble sont un problème entre le

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur OSP
44, rue La Boétie-PARIS
Tél. : 46-75-45-45, Fax 46-83-93-01
MINITEL 3615 Code A37, puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30 - EN 2 LOTS
2 LOGEMENTS - 23, RUE SAINT-SAUVEUR
PARIS-2
MISE A PRIX : 100 000 F CHAQUE LOT
S'adresser à M^{re} Georges LAURIN, avocat, 10, rue de l'Isly, 75008 PARIS.
Tél. : 45-22-31-26, de 10 h à 12 h. - Au Greffe des Créances du TGI de PARIS. Sur lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à CAHORS (46), le 24 JUIN, à 14 heures
à VALROUFIE - 10 km CAHORS - LOT
1. - CORPS DE BATIMENTS : studio, écuries, bergerie, pigeonnier, volières, serres, parc, landes (1 HA, 70 A, 40 CA)
2. - Manège, dépendances, landes (1 HA, 73 A, 40 CA)
M. & P. : 1 - 700 000 F. 2 - 400 000 F - Faculté de réunion
3. - Landes (4 HA, 59 A, 90 CA) - M. & P. : 28 000 F
VISITES : spt. le 14 juin à 14 h 30. S'adr. pr. rem. à SCP FAUGÈRE, HAUTEFVILLE, THEBAULT, avocats à CAHORS (Lot).
Tél. 65-35-07-56 - Fax 65-35-07-84. MINITEL 36-16 JAVEN.

Vente sur liquidation jud. et surenchère au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 24 JUIN 1993 à 14 h, en quel lot
UN STUDIO à SAINT-CLOUD
(Haut-de-Seine) 68, rue Henri-Régnauld - Bât. D
En rez-de-chaussée, porte droite studio de 21 m² carr. (lot n° 8 régit de cop.)
et une CAVÉ de 4 m² carr. (lot n° 13 régit de cop.)
MISE A PRIX : 112 200 F
Renseignements : M^{re} GUILBERTEAU, avocat 14/14 bis, rue Marie-Dolfin
à Clamart 92140 - Tél. : 45-44-52-95 (demandeur M^{re} GALBIN)
M^{re} BOUCHERY-OZANNE, avocat 12, bd du Sud-Est 92000 Nanterre.
Tél. : 47-24-49-95 - Au Greffe des Créances du TGI de Nanterre, Palais de Justice, 179-191, av. Joliot-Curie où le cahier des charges est déposé.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

Théâtre
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 8 juin
20 h 30
Maria-Joao PIRES
J.-S. BACH
SCHUBERT
J. ROZE prod.
Pierre

CONCERTS
DIMANCHE
MATIN
Théâtre
CHAMPS-ÉLYSÉES
Dimanche
13 juin
14 h
(à Valence)
Werner
(J. Thellier)
AMOYAL
Violon
Nobuko
IMAI
alto
Boris
PERGAMEN
SHCHIKOW
violin
violiniste
BEETHOVEN
SCHUBERT

OPERA
DE PARIS
BASTILLE
Amphithéâtre
Théâtre
Touff
88 F
Mardi
18 juin 20 h
Tél. :
44-73-13-00
(à Valence)

LES MUSICIENS de l'Opéra de Paris Bastille
BRITTEN
MILHAUD

Le Prix du Livre Inter 1993 à Frédéric Boyer

Le 19^e Prix du Livre Inter, décerné par un jury de 24 auditeurs et auditeuses de France-Inter et placé cette année sous la présidence de Michel de Castillon, a été attribué le 7 juin à Frédéric Boyer pour *Des choses intimes et douces*, paru chez POL (« le Monde des livres » n° 4 juin). Frédéric Boyer est né en 1961. *Des choses intimes et douces* est son troisième roman.

MUSIQUES DU MONDE
75^e

THEATRE
PARIS
JEU. 10 JUIN 20H30
ALEM GASIMOV
chant
Azerbaïdjan
Malik Mansurov tar
Elshan Mansurov kamantché

JEU. 17 ET 24 JUIN 20H30
MOHAMAD REZA SHADJARIANE
chant
MOHAMAD REZA LOTFI
tar et setar
Iran

2 PL. DU CHATELAIN 42 74 22 77

PLEYEL 45 61 06 30
MARDI 29 JUIN
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA
PIKERS
BOULEZ
JESSYE
NORMAN
Stavinsky - Weber
Debussy - Schoenberg

DU 9 AU 19 JUIN
La Leçon de Composition
Luc Ferrari
Henry Pousse
Un concert spectacle de la Musée en Circuit
THEATRE PARIS-VILLETTE

42.02.02.68

42.02.02.68

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

Histoire permanente du cinéma : Chasse à mort (1981, v.o. s.t.), de Peter Hunt, 19 h ; La Légende du Grand Judo (1943, v.o.), d'Akira Kurosawa, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

La Cinéma armenien : la Mûrier (1979, v.o. s.t.), de Gueorgi Melkonian, les Bonhommes (1972, v.o. s.t.), d'Edmond Keuekian, 14 h 30 ; Chronique des journées d'Erivan (1972, v.o. s.t.), de Frouzdz Dovlatian, 17 h 30 ; Soleil d'automne (1977, v.o. s.t.), de Bagrat Hovhannesian, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Les Septennaires : 2 partie : l'après-Mai 68 : la Dialectique peut-elle casser des briques (1973) de G. Cohen, 14 h 30 ; Coup de balai à l'ORTF (1971) de Jacques Davila, Numéros zéro (1977) de Raymond Depardon, 18 h 30 ; Carte blanche à Gérard Lefort : les Dalgas dans la tête (1974) de Jacques Dailly, 18 h 30 ; l'Assassin musicien (1974) de Benoît Jacquot, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) :

Agacik (Fr.-Can., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34)

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) :

Lucerna, 6 (45-44-57-34)

L'ARRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHEQUE (Fr.) : Les Trois

Luxembourg, 6 (46-33-97-77 ; 36-65-70-43)

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28 ; 36-65-70-43) ; Les

Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

George V, 8 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

LES FILMS NOUVEAUX

AMANTS. Film espagnol de Vicente

Aranda, v.o. : Espaces Saint-Michel, 5

(44-07-20-48) ; Elysées Lincoln, 5 (45-75-79-79) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18 (36-65-70-43)

BOY SCOUTS. Film américain de Claude

Louchet avec Mère-Sophie L., Vincent Lindon, Gérard Darmon, Francis Huster, Alexandra Martins, Fabrice Luchini, Evelyne Bouix, Charles

Gérard : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 36-65-70-43 ; Rex, 2 (42-36-83-83) ;

36-65-70-43 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-43) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-59 ; 36-65-70-43) ;

UGC Convention, 15 (36-68-75-55) ;

UGC Normandie, 8 (45-83-18-18) ;

UGC Paris, 14 (43-20-32-20) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50 ; 36-65-70-43)

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er} - **SRI-LANKA** : Le président Raeesinghe Premadasa trouve la mort à Colombo dans un attentat attribué aux séparatistes Tigres tamouls. Le 7, Dingiri Wijetunga est élu président de la République (4, 5, 18, 22).

2. - **PROCHE-ORIENT** : Pour la première fois, Israël admet la participation des habitants de Jérusalem-Est à des élections dans les territoires occupés. Le « bouclage » de Gaza, en vigueur depuis le 29 mars, est celui de la Cisjordanie (depuis le 31 mars) sont cependant prolongés (4 au 7, 9-10, 12).

5. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le gouvernement accepte un amendement du Labour sur les dispositions sociales du traité de Maastricht qui relèvent la ratification britannique (7, 8).

7. - **DJIBOUTI** : Hassan Gouled Aptidon est réélu avec 60,71 % des suffrages à l'issue du premier scrutin présidentiel pluraliste de l'ancien territoire français des Afars et des Issas (8, 9-10, 11).

9. - **PARAGUAY** : Pour la première fois depuis cinquante ans, des élections générales libres se déroulent. Le candidat conservateur Juan Carlos Wasmosy du parti « Colorado », eu pouvoir depuis quarante-six ans, l'emporte avec 40 % des suffrages (2-3, 9-10, 11).

9. - **JEAN-PAUL II** : Lors de son troisième voyage en Sicile, le pape mandamine la Mafia et exhorte le clergé à prendre ses distances avec Cosa Nostra (11, 12).

13. - **SME** : La dégradation de l'économie espagnole entraîne une dévaluation de 8 % de la peseta. Ce troisième ajustement, succédant à ceux du 17 septembre (5 %) et du 21 novembre derniers (6 %), est suivi par une dévaluation de l'escudo portugais de 6,5 % (15).

13. - **ÉTATS-UNIS** : Washington abandonne le programme IDS (initiative de défense stratégique), dit « guerre des étoiles », lancé en mars 1983 par Ronald Reagan (15).

13. - **ITALIE** : Le Sénat vote la levée de l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti, ancien prési-

dent du conseil, qui devra répondre devant la justice des accusations de collusion avec la Mafia. Le 18, le numéro deux de la Mafia, « Nitto » Santapaola, est arrêté en Sicile (15, 19, 20, 27).

14. - **FRANCE-GRÈCE** : La visite à Athènes du président François Mitterrand met en lumière les convergences franco-grecques sur les Balkans (16-17).

16. - **TURQUIE** : Suleyman Demirel est élu président de la République, succédant à Turgut Ozal décédé le 17 avril (18).

17. - **ÉTATS-UNIS** : US West (télécommunications) et Time Warner, premier groupe mondial de communication, concluent un accord qui scelle le premier mariage de l'électronique, du téléphone et de la télévision au monde (19, 22).

18. - **DANEMARK** : Un an après le « oui » du 2 juin 1992, les Danois approuvent par référendum la ratification du traité de Maastricht avec 56,8 % des voix contre 43,2 %. Ce résultat conforte le camp pro-européen en Grande-Bretagne, dernier pays devant approuver la ratification (15, 19, 28).

19. - **ANGOLA** : Alors que les États-Unis reconnaissent officiellement le gouvernement de José Eduardo Dos Santos (MPLA), Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, ancien parti unique au pouvoir depuis 1975, l'échec des pourparlers de paix entraîne une extension de la guerre à l'ensemble du pays (21, 23-24, 26, 1/VI, 11/VI).

20. - **GRANDE-BRETAGNE** : La Chambre des communes approuve le texte du traité de Maastricht en troisième lecture par 292 voix contre 112 (22).

21. - **VENEZUELA** : Le président Carlos Andrés Pérez, accusé de détournements de fonds, est suspendu de ses fonctions par le Sénat; Octavio Lepage est nommé président par intérim. Le 27, son procès s'ouvre devant la Cour suprême (16-17, 21, 25, 28, 11/VI).

22. - **AFRIQUE DU SUD** : Trente personnes trouvent la mort

Mai 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

lors des affrontements entre l'ANC et l'Inkatha de Mangosutho Buthelezi, à Thokozu, cité oïtre près de Johannesburg (25, 26).

23. - **AFGHANISTAN** : Le cessez-le-feu met fin à la « quatrième bataille de Kaboul », commencent le 6, qui opposait les forces gouvernementales soutenues par le général ouzbek Rashid Dostom aux intégristes de Gulbuddin Hekmatyar (15, 16-17, 18, 20, 25, 1/VI).

23-28. - **CAMBODGE** : Les élections organisées par l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies), pour désigner les membres d'une Assemblée constituante sont boycottées par les Khmers rouges, opposés aux accords de paix de Paris du 23 octobre 1991 (4 au 8, 11, 13, 16-17, 18, 21, 22, 23-24, 30-31).

24. - **TIBET** : Une manifestation contre le cherté de la vie à Lhassa dégénère en émeute antichinoise et marque le réveil des revendications indépendantistes de la « province autonome » (26, 27, 1/VI).

24. - **ÉRYTHÉE** : Le pays accède à l'indépendance après les résultats positifs du référendum du 27 avril (25, 28).

25. - **GUATEMALA** : Juvénal Guzmán, ancien président, le président Jorge Serrano par un « coup d'état civil » dissout le Parlement, la Cour suprême et suspend temporairement les garanties constitutionnelles (27, 29).

25. - **AFRIQUE DU SUD** : L'arrestation de 73 membres du Congrès panafricain (PAC) et de sa branche militaire, l'Armée de libération du peuple d'Azanie

(APLA), accusés d'être impliqués dans des attentats, compromettent les négociations multipartites mais elles reprennent, le 28, après la libération de trois membres (27, 28, 1/VI).

26. - **ALGÉRIE** : La cour spéciale d'Alger condamne à la peine capitale 38 des 55 accusés pour leur participation à l'attentat à la bombe du 26 août 1992 à l'aéroport d'Alger (28).

Bosnie : le recul des Occidentaux

Le 1^{er} et le 2, le sommet « de la dernière chance » réunit tous les protagonistes du conflit à Athènes. Sous la menace d'une intervention militaire occidentale, le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, signe le plan Vance-Owen. Mais le 8, le « Parlement » des Serbes de Bosnie (autoproclamé), réuni depuis la veille à Pale, refuse de ratifier le plan de paix et soumet la décision finale à un référendum prévu pour les 15 et 16 mai. Le 6, la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) décrète un embargo économique contre les Serbes de Bosnie pour les contraindre à se rallier au processus de paix tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 824 faisant de cinq nouvelles villes

26. - **ALLEMAGNE** : Après deux ans de polémique, le Bundestag adopte une réforme constitutionnelle restreignant le droit d'asile et visant à freiner l'arrivée massive d'immigrés en Allemagne (27, 28).

26. - **PAKISTAN** : La Cour suprême déclare anticonstitutionnelle la décision du président Ghulam Ishaq Khan du 18 avril de mettre fin aux fonctions du premier ministre Nawaz Sharif qui est réintégré dans ses fonctions de chef de gouvernement (28, 29, 1/VI, 11/VI).

27. - **POLOGNE** : Le président Lech Walesa refuse la démission du gouvernement minoritaire de Hanna Suchocka provoquée la veille par le dépôt d'une motion de censure par le groupe parlementaire du syndicat Solidarité pour protester contre les restrictions budgétaires. Le 31, il dissout

le Parlement (27, 29, 30-31, 1/VI, 11/VI).

27. - **ITALIE** : A Florence, un attentat à la voiture piégée, attribué à la Mafia, fait cinq morts et vingt-neuf blessés et endommage gravement le patrimoine culturel de la Renaissance florentine de la Galerie des Offices (29, 30-31).

27. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont, numéro deux du gouvernement, est remplacé par Kenneth Clarke, « corépéso » convaincu (27, 29, 1/VI).

29. - **ALLEMAGNE** : Un incendie criminel à Solingen provoque la mort de deux femmes et de trois fillettes turques : des manifestations antiracistes dans plusieurs villes condamnent le crime, et le président Richard von Weizsäcker dénonce « l'horreur et la honte » (1/VI, 11/VI).

de Bosnie-Herzégovine des « zones de sécurité » (Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihać).

Le 15 et le 16, les Serbes de Bosnie, lors d'un référendum, rejettent le plan Vance-Owen à 98 % et se prononcent pour l'indépendance de la « République serbe ».

Le 22, les Serbes de Bosnie, qui contrôlent 70 % des territoires bosniaques, proclament leur victoire militaire. Proclament acte de cette victoire le même jour, les États-Unis, les Européens et la Russie, réunis à Washington, établissent un « programme commun d'action » qui rejette l'option militaire et réaffirme le renforcement des Occidentaux. Ce plan prévoit la création de six zones de sécurité

(Bihać, Gorazde, Sarajevo, Srebrenica, Tuzla et Zepa) pour protéger les populations civiles musulmanes et le déploiement d'observateurs internationaux à la frontière entre la République de Serbie et la Bosnie pour contrôler le soutien de Belgrade aux Serbes bosniaques.

Dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, l'écrivain serbe Dobrica Cosic, président depuis le 15 juin 1992 de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), est destitué de ses fonctions par les partisans de Slobodan Milosevic alliés aux ultra-nationalistes serbes de Vojislav Seselj (2-3, 4 au 7, 8, 9-10, 11 au 13, 15, 16-17, 18 au 29, 30-31, 1/VI, 11/VI).

FRANCE

1^{er} - **Pierre Bérégovoy**, né en 1925, ancien premier ministre (avril 1992-mars 1993), ancien ministre de l'économie, des finances et du budget de 1984 à 1986 dans le gouvernement Fabius et de 1988 à 1992 dans le gouvernement Rocard et Cresson, met fin à ses jours à Nevers, ville dont il était maire depuis 1983. Cet acte soulève une « grande émotion » dans le pays. Le 2, une polémique se développe sur la responsabilité des médias et des juges au sujet de l'affaire de son prêt sans intérêt. Le 4, lors de ses obsèques, à Nevers, François Mitterrand dénonce « ceux qui ont pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme ». Le 16, Didier Bouteau est élu maire de Nevers (4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 14, 18).

3. - **Sang et sida** : Dans l'affaire de la contamination des hémodiphères par le virus du sida par voie transfusionnelle, le procès en appel des doc-

teurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain et des professeurs Jacques Roux et Robert Netter se tient devant la treizième chambre de la cour d'appel de Paris (4 au 7, 9-10, 12 au 14, 16-17, 19, 20, 26 au 28, 30-31).

3. - **Presse** : Alejo Carignou annonce la création d'un fonds de soutien de 200 millions de francs à la presse écrite (4, 5, 7).

5. - **Justice** : Pierre Méhaignerie, le garde des sceaux, annonce cinq réformes : la réforme du code de procédure pénale, qui supprimera les principales innovations introduites le 1^{er} mars 1993 par la loi du 4 janvier 1993 ; une modification des textes sur les contrôles d'identité ; une réforme constitutionnelle de la Haute Cour et du Conseil supérieur de la magistrature (7, 22).

6. - **Taux d'intérêt** : la Banque de France ramène le taux de son principal taux directeur de 8,25 % à 8 % et celui des prises en pension de 9,25 % à 9 %, puis, le 13, elle abaisse d'un quart de point ses deux taux directeurs. Le 24, elle ramène ses taux directeurs à 7,50 % (7, 15, 25, 26).

6. - **Enseignement supérieur** : François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, présentent leurs propositions sur le fonctionnement du système universitaire (8, 13, 16-17, 27).

6. - **Georgina Dufour** présente sa démission de déléguée générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT) (8, 11).

10. - **Banque de France** : Le premier ministre présente en conseil des ministres le projet de loi réformant le statut de l'Institut d'émission pour le mettre en conformité avec le traité de Maastricht. François Mitterrand

pal aux directeurs de 8,25 % à 8 % et celui des prises en pension de 9,25 % à 9 %, puis, le 13, elle abaisse d'un quart de point ses deux taux directeurs. Le 24, elle ramène ses taux directeurs à 7,50 % (7, 15, 25, 26).

6. - **Enseignement supérieur** : François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, présentent leurs propositions sur le fonctionnement du système universitaire (8, 13, 16-17, 27).

6. - **Georgina Dufour** présente sa démission de déléguée générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT) (8, 11).

10. - **Banque de France** : Le premier ministre présente en conseil des ministres le projet de loi réformant le statut de l'Institut d'émission pour le mettre en conformité avec le traité de Maastricht. François Mitterrand

met en avant les difficultés constitutionnelles posées par le projet de réforme (11 au 14, 28).

11-13. - **Nationalité française** : L'Assemblée nationale examine en première lecture la proposition de loi de 1989 réformant le code de la nationalité, déjà votée par le Sénat en 1990, qui tend à supprimer l'acquisition sans formalité de la nationalité française par les enfants nés en France de parents étrangers. Deux amendements adoptés, l'un remettant en cause l'acquisition de la nationalité française, à la naissance, par les enfants nés en France de parents nés en Algérie avant l'indépendance, l'autre portant à deux ans au lieu de six mois le délai d'acquisition de la nationalité française pour un étranger à la suite d'un mariage avec un ressortissant français, ouvrent des brèches dans les propositions de la commission Marceau Long (9-10, 11 au 14, 16-17, 18).

13. - **GATT** : Edouard Balladur rend public un mémorandum sur les positions de la France dans les négociations du GATT qui remet en cause certains points du préaccord agricole de novembre 1992 entre les États-Unis et la CEE (14, 15, 18).

13. - **Prise d'otages** : Réclamant 100 millions de francs, un chômeur, coauteur de dynamite, prend en otage, pendant quarante-six heures, des élèves de maternelle et leur institutrice à Neuilly-sur-Seine. Le 15, les policiers du RAID les libèrent et tuent le preneur d'otages (14, 15, 16-17, 18, 20).

14. - **Bistrotisme** : La destruction d'embryons conservés par congélation dans un laboratoire parisien relance le débat sur l'éthique dans la procréation médicalement assistée et souligne l'urgence d'une législation sur la bioéthique (13, 14, 15, 16-17, 20).

17. - **Emploi** : Deux procédures de licenciement expéditives : le 13 et le 14 à l'IVECO (Bourbon-Lancy) et le 17 à l'usine SKF près de Tours, relancent le débat sur le chômage. Michel Girard veut remplacer le « traitement social » du chômage par « des actions d'accès à l'emploi » et alloue 14 milliards de francs pour l'emploi. Le 25, Edouard Balladur, sur TF1, critique « les méthodes expéditives » de licenciement et annonce une aide de l'État aux salariés qui accepteraient des baisses de salaires (20, 22-23, 27).

18. - **Edouard Balladur** : Dans sa déclaration au Monde, le premier ministre expose la charte de ses rapports avec la majorité parlementaire et les grands axes de sa politique économique. Il reconnaît que le calendrier de Maastricht est « sérieusement écorné » et se prononce pour une « négociation globale » du GATT. Il définit le mode de scrutin

pour les élections européennes. Reconnaisant que les « perspectives à court terme pour l'emploi ne sont pas bonnes », il annonce le vote d'une loi d'ici à l'été. Il conclut : « J'ai fait le choix de la baisse des taux, je suis persuadé que l'avenir dira que c'est le bon » (18).

18-19. - **Le débat sur la politique européenne** : L'Assemblée nationale vote notamment sur la mise en œuvre du nouvel article 88, alinéa 4, de la Constitution issue de la révision constitutionnelle de juin 1992, préalable à la ratification du traité de Maastricht. Le 27, le Sénat adopte la première résolution sur un acte communautaire avant examen par le conseil des ministres européen (12, 19 au 21, 30-31).

19. - **RNP** : Michel Pébereau est nommé à la présidence de la Banque nationale de Paris en remplacement de René Thomas (19).

19. - **Contrôles d'identité** : Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, présente en conseil des ministres un projet de loi relatif aux contrôles d'identité qui élargit les pouvoirs en matière de contrôle de la police administrative au contrôle d'identité de toute personne dès qu'il s'agit de « prévenir une atteinte à l'ordre public ». Il suscite les réserves des Églises chrétiennes (20 au 22, 23-24, 26, 27).

20. - **Drogue** : A Lille, dans le quartier des Biscuites, des jeunes en majorité des beurs, font la chasse aux revendeurs de drogue et aux clandestins (25, 26).

24. - **TGV** : Inauguration du TGV Nord Lille est à une heure vingt de Paris et le sera à une heure en septembre (14, 19, 20, 23-24).

26. - **Immigration** : projet de loi Pasqua : Le Conseil d'État casse des réserves sur le projet de loi modifiant les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui régit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Il limite le regroupement familial. Il encadre le droit d'asile et facilite les expulsions (6, 8, 19, 27).

26. - **Sports** : Pour la première fois, un club français remporte une Coupe d'Europe en football : l'Olympique de Marseille bat le Milan AC 1 à 0 en finale de la Coupe d'Europe des clubs (28, 29).

27. - **Projet de révision de la Constitution** : Le Sénat approuve le projet de loi révisant dans la Constitution les articles sur la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature (25 au 29).

27. - **Armée** : François Léotard présente au Parlement son plan de restructuration de l'armée. Le RPR reproche au ministre de la défense de ne pas respecter l'arbitrage de Maignon (21, 29, 30-31, 1/VI).

CULTURE

7. - **Édition** : Jacques Attali est accusé de piratage pour avoir reproduit, dans son livre *Verbatim*, publié chez Fayard, sans leur autorisation, le texte d'entretiens entre François Mitterrand et Elie Wiesel (7, 20, 21, 29).

9. - **Mort du chorégraphe américain Alvin Nikolais** (« Nika ») (11).

13. - **Édition** : Julliard (Groupe de la Cite) absorbe les Éditions François Bourin.

14. - **Mort du peintre Edouard Pignon**, né en 1905 (18).

13-24. - **Le 46^e Festival de Cannes**, présidé par Louis Malle, s'ouvre avec *Ma saison préférée*, d'André Téchiné. Palmars : *Palme d'or ex aequo* : *La Léon de piano*, de Joël Zito-Zandaneau et *Joe Campion* (pour la première fois une femme), et *Adieu ma concubine*, du Chinois Chen Kaige (pour la première fois la Chine). Prix d'interprétation féminine : Holly Hunter dans *La Léon de piano*; Prix d'interprétation masculine : David Thewlis (Grande-Bretagne) pour *Naked*, de Mike Leigh, qui reçoit également le Prix de la mise en scène. Grand Prix du jury à *Si loin, si proche* de Wim Wenders (13, 15, 16-17, 18 au 22, 23-24, 25, 26).

14. - **Mort de l'écrivain polonais Andrzej Kusniewicz** (18, 19).

14. - **Théâtre lyrique** : Inauguration du nouvel Opéra de Lyon dessiné et construit par Jean Nouvel et dirigé par Louis Erlo. En ouverture, un opéra inédit de Debussy, *Rodrigue et Chimène*, orchestré par le compositeur russe Edison Denisov (6, 16-17).

22. - **Décès du pianiste ouïzien Mieczyslaw Horowitz** (25).

26. - **Jean-Sébastien Dupuit** est nommé directeur du livre en remplacement d'Éveline Pissier (7, 28).

28. - **L'annonce par Jacques Toubon de coupes budgétaires** (le collectif ampute de 5 % les crédits de la culture) provoque des inquiétudes au sein du monde artistique (29, 30-31).

Le plan Balladur et son correctif

Le 3, le ministre de l'économie confirme la récession de l'économie française en 1993 avec -0,4 % en termes de PIB (produit intérieur brut). Le même jour, Edouard Balladur gèle les traitements des fonctionnaires en 1993.

Le 6, le rapport Raynaud sur les déficits publics (État et comptes sociaux) est publié (déficit budgétaire évalué à 341 milliards de francs en 1993, soit 4,8 % du PIB).

Le 10, le programme de redressement économique présenté par le premier ministre avec le collectif budgétaire (loi de finances rectificative pour 1993) vise à limiter le déficit budgétaire (316,9 milliards de francs en 1993) et à apurer les déficits des régimes de protection sociale (100 milliards en cumulé pour la Sécurité sociale fin 1993). Il prévoit des économies budgétaires de 21,5 milliards de francs et se fixe pour objectif de ramener le déficit budgétaire à 2,5 % du PIB en 1997. Pour augmenter les recettes du budget, la CSG passe de 1,1 % à 2,4 % à partir du 1^{er} juillet ; la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est relevée et les droits de consommation sur les alcools sont majorés. Le second volet,

destiné à relancer l'emploi (12,8 milliards de francs alloués), prévoit des mesures en faveur des entreprises (12,6 milliards de francs), du logement (5,3 milliards), des travaux publics (2,85 milliards de francs) et de l'agriculture (1,8 milliard de francs). Pour réaliser 30 milliards d'économies d'ici à la fin de 1994 sur les dépenses d'assurance-maladie, M. Balladur annonce une réforme des retraites et le dépôt d'un projet de loi sur le financement du système de santé.

Le 18, dans sa déclaration au Monde, le premier ministre justifie les orientations d'assainissement.

Le 25, prenant acte des réactions de la majorité parlementaire, des syndicats et du patronat qui lui reprochent de privilégier l'assainissement des finances publiques au détriment de la relance, Edouard Balladur présente un correctif à son plan de soutien à l'emploi et aux équipements publics : au total, le plan Balladur (10 mai, complété par celui du 25 mai) porte sur une quarantaine de milliards de francs ; les nouvelles mesures sont financées par un emprunt national de 40 milliards de francs, convertibles en titres de sociétés privatisées.

Le 26, le projet de loi de privatisation est adopté en conseil des ministres. Le capital des 21 sociétés privatisables (Aérospatiale, Air France, Banque Hervet, BNP, Caisse centrale de réassurance, Bull, Compagnie générale maritime, Crédit lyonnais, Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, AGF, GAN, UAP, Saita, Société marseillaise de crédit, SNECMA, Elf-Aquitaine, Thomson, Usinor-Sacilor et Caisse nationale de prévoyance), sera largement ouvert aux actionnaires étrangers (la limite de 20 % est supprimée). François Mitterrand rappelle la nécessité du respect de l'indépendance nationale.

Le 27, M. Balladur précise dans la lettre de cadrage budgétaire pour 1993 son intention de réduire de 1,5 % les effectifs de la fonction publique en 1994. Le déficit budgétaire 1994 devant être ramené à 300 milliards de francs.

Le 28, l'Assemblée nationale adopte en première lecture, en l'ayant modifié, le collectif budgétaire (483 députés votant pour et 47 contre) ; un amendement permettra aux entreprises de récupérer 8 milliards de francs professionnels, grâce à l'accélération de son remboursement (2-3, 5, 7, 12, 8, 11, 14, 15, 18, 26 au 29, 30-31).

دور النشر

ÉCONOMIE

La récession en France et la mobilisation en faveur de l'emploi

M. Balladur insiste le CNPF persiste

Ce n'est pas dans les habitudes du premier ministre de brusquer ses interlocuteurs. Aussi, la mise au point à laquelle s'est livrée, lundi 7 juin, Edouard Balladur en recevant un ancrage de responsables professionnels, a-t-elle pris des allures fort courtoises. Courtoises, mais fermes. Il était, du reste, supérieur de hausser le ton. En convoquant — ce qui ne s'était jamais vu — le président du CNPF entouré de vingt-quatre dirigeants de fédérations de l'industrie et des services, le chef du gouvernement avait suffisamment marqué sa volonté de ne plus s'en remettre à ses seuls interlocuteurs habituels et obligés pour transmettre son message.

Sur le fond, cet échange de vues inédit a permis à M. Balladur de remémorer aux employeurs qu'eux aussi sont comptables de l'évolution du nombre de chômeurs. Et que, au vu des allègements de charges qui leur ont été consentis, il n'est pas acceptable de considérer simplement que l'emploi viendra par surcroît. Aussi, le premier ministre n'a-t-il pas hésité à rappeler à l'ordre ceux qui n'ont pu s'empêcher de profiter de l'occasion pour formuler des revendications ou plaider pour une « dévaluation compétitive ». De même, il leur a rappelé leur « responsabilité sociale » à l'égard de ceux qui ont perdu leur emploi. Une façon à peine voilée de leur planer la menace d'une hausse autoritaire de leur cotisation d'assurance-chômage ? Il est vrai que, ces temps-ci, on parle davantage du « patronat » que des « entreprises ».

Pour le gouvernement, le temps presse. Si le premier ministre réclame un doublement des contrats d'apprentissage, c'est que 800 000 jeunes (dont 100 000 sans diplôme) arriveront sur le marché du travail à l'automne. S'il confirme son objectif de freiner la progression du chômage en fin d'année, il sait aussi qu'en trois mois 100 000 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été recensés. Comme il s'y attendait, M. Balladur n'a donc pas véritablement infléchi l'attitude du CNPF. Celui-ci reste attaché aux objectifs précis, même si M. Perigot a admis ouvertement la nécessité de « différer » autant que possible les licenciements. Néanmoins, l'impression dominante de cette réunion de conciliation reste l'angoissant sentiment d'impuissance que semblaient partager les participants. Tant sur l'efficacité des moyens de contenir la montée du chômage que sur la possibilité de désamorcer les anticipations récessionnistes des acteurs économiques.

CULTURE

M. Delors veut renforcer l'initiative européenne de croissance. La relance de l'activité économique et la défense de l'emploi seront au centre des conversations des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze les 21 et 22 juin à Copenhague. Lors de leur réunion du lundi 7 juin à Luxembourg, les ministres des finances se sont contentés de constater les dégâts. Les prévisions conjoncturelles pour l'ensemble de la CEE devront être revues à la baisse. Bruxelles exclut une croissance moyenne de 0,8 %, comme annoncé en octobre, mais table maintenant sur une baisse du PIB de l'ordre de 0,2 à 0,3 %. Seul le Royaume-Uni, sorti de la récession, devrait connaître une croissance autour de 1,3 à 1,5 %. En 1994, la Communauté pourrait dans son ensemble renouer avec une croissance modeste entre 1 % et 2 %. Le chômage continuerait à augmenter en 1993 et même en 1994. La Commission n'a pas encore dévoilé comment les Douze pourraient tenter de corriger une évolution aussi défavorable. Jacques Delors, son président, devrait proposer au sommet de Copenhague de renforcer « l'initiative européenne de croissance » décidée à Edimbourg en décembre 1992. (Corresp.)

Le premier ministre demande le doublement des contrats d'apprentissage

Edouard Balladur a demandé, lundi 7 juin, aux entreprises d'accroître de 200 000 le nombre de postes offerts aux jeunes en apprentissage ou en formation. L'objectif étant de « doubler le nombre » des bénéficiaires de ces formules d'insertion. Le premier ministre, qui s'exprimait devant les journalistes, après avoir reçu pendant deux heures les représentants de vingt-quatre fédérations professionnelles accompagnées des dirigeants du CNPF, a indiqué avoir le sentiment que ses interlocuteurs ont « mieux compris » les efforts déployés par le gouvernement en faveur de l'emploi. Assurant que les responsables patronaux sont « très conscients des enjeux », il a souligné « un grand effort de solidarité et d'effort national » et a réaffirmé son ambition de « stopper la progression du chômage d'ici la fin de l'année ».

« Il est indiqué, doivent aider le gouvernement à rendre plus sensibles les chefs d'entreprise aux mesures adoptées (baisses de la cotisation d'allocations familiales, allègement de la taxe professionnelle, aide financière pour le chômage partiel, aides à l'embauche et à la formation des jeunes). Interrogé sur la compensation salariale partielle au profit des entreprises introduisant une baisse des rémunérations, M. Balladur a avoué un certain scepticisme à l'égard de cette mesure, précisant que le gouvernement s'attachait actuellement à « en définir le mécanisme » et qu'elle ne pourrait intervenir qu'« à titre provisoire et en cas d'urgence grave ».

De son côté, François Perigot, président du CNPF, a promis que son organisation « ferait le maximum » pour maintenir l'emploi. L'organisation patronale lancera, la semaine prochaine, une opération de « mobilisation totale pour optimiser toutes les mesures décidées dans le cadre de l'insertion des jeunes et de l'aide au chômage ».

« Nous avons vraiment décidé de nous attaquer tous ensemble aux problèmes du pays et de relancer la confiance », a affirmé M. Perigot, disposé à « différer les licenciements », sans « le devoir intervenir qu'en tout dernier recours ». Le président du CNPF, qui a précisé que cette réaction s'est déroulée « sans passion et sans reproche », n'est pas entré dans le détail de dispositions déjà annoncées par le gouvernement et n'a « demandé aucun engagements » au premier ministre. Il s'est toutefois refusé à évoquer le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage ou de formation en alternance qui pourraient être mis en place dans les prochains mois.

Un entretien avec Pierre Guillen

« Je ne sais pas si nous allons nous mobiliser mais nous allons faire plus » nous déclare le vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières

Participant à la rencontre entre le CNPF et le premier ministre, Edouard Balladur, Pierre Guillen, vice-président et délégué général de l'UIMM, l'une des plus importantes fédérations patronales, était un des dirigeants du patronat dont la réaction était la plus attendue.

« Nous avons assisté à un rituel républicain », observe Pierre Guillen pour qualifier la rencontre du lundi 7 juin entre la délégation patronale et le premier ministre. Selon lui, il n'y avait pas de réelle polémique entre le gouvernement et les employeurs et, si l'on a institué un procès, il s'agissait « d'une affaire démentie, grossie parce qu'il ne se passe rien sur le plan social ». D'ailleurs, ajoute-t-il, « je ne suis pas solidaire dans l'opprobre et l'isolement des compléments ». La réunion s'est tenue « sans acrimonie », de part et d'autre : « Nous ne sommes pas

arrivés en position d'accusés et nous ne sommes pas repartis la honte au front ». Le premier ministre s'est livré « à une mise au point utile » et, au cours de la discussion, « personne n'a joué à contre emploi ». D'ailleurs, les rôles avaient été répartis par M. Perigot qui, par exemple, accorda « une minute et demie » à M. Guillen pour qu'il expose l'engagement de l'UIMM en faveur de la formation professionnelle initiale et, notamment, de l'apprentissage. « Je ne sais pas si nous allons nous mobiliser, mais nous allons la volonté de faire plus », a donc déclaré le vice-président et délégué général de la puissante fédération de la métallurgie qui s'est attiré, sur ce point positif, les félicitations discrètes de M. Balladur. En effet, bornés les fédérations du bâtiment et des travaux publics, l'UIMM fait partie des trois « sœurs », de longue date, singées dans cette voie et à n'y avoir pas renoncé pour cause de crise conjoncturelle. Mais, ajoute M. Guillen, il faut toutefois

signaler que le président du CNPF a, lui aussi, promis « qu'il se mobiliserait » pour l'emploi.

Dans ses explications, le premier ministre a clairement indiqué « qu'il avait choisi une politique et qu'il n'en changerait point », répondant ainsi par avance « à ceux qui attendaient autre chose », sur la politique monétaire « ou que sais-je encore ». « Il n'y a pas de politique alternative, une politique est installée et c'est avec elle qu'il faut maintenant compter, note pour sa part M. Guillen qui affirme « qu'aucune pression d'aucune nature » n'a été exprimée pour des engagements contractuels ou chiffrés. « Le premier ministre n'est pas homme à presser qui que ce soit », ajoute-t-il, « et il nous a bien précisé que sa politique était ce qu'il pouvait faire de mieux ».

Le glossaire de la crise ET LA CROISSANCE C'ÉTAIT QUOI ?



■ Récession. — Un pays est en récession quand sa production nationale diminue pendant plusieurs mois, au minimum deux trimestres de suite. Les récessions se produisent assez régulièrement après les phases de croissance de la production qui durent en général cinq ou six ans. Les phases de récession peuvent durer environ un an. Elles sont provoquées par une chute de la demande des entreprises (investissements) ou des ménages (achats de logements par exemple), chute qui aboutit à une baisse de la production et des revenus distribués.

■ Dépression. — Un pays connaît une dépression quand sa production nationale diminue fortement et longtemps. Il y a, par rapport à la récession, une différence d'intensité et de durée. Mais la dépression se caractérise aussi par son côté exceptionnel, contrairement aux récessions qui se produisent assez régulièrement et pendant des périodes relativement courtes. La dépression la plus connue est celle des années 30 qui n'était toujours pas terminée quand survint la seconde guerre mondiale.

■ Déflation. — La déflation est une politique économique et financière visant par des baisses de prix, des revenus et des traite-

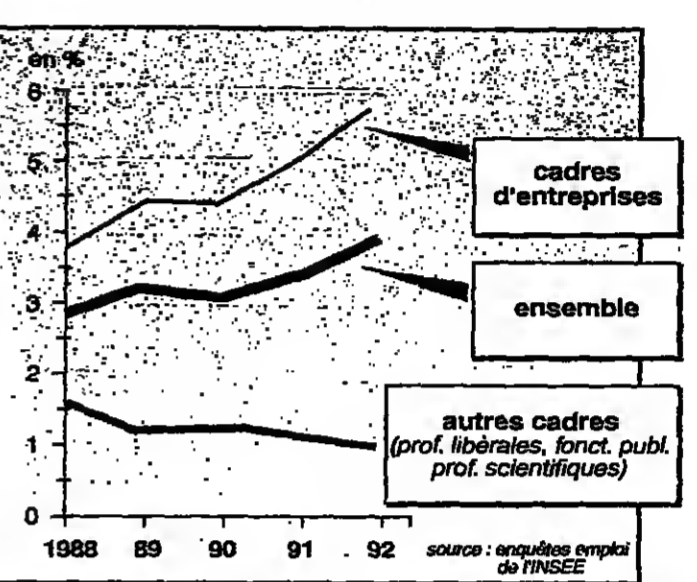
ments, par la contraction et le renchérissement du crédit, l'augmentation des impôts et la réduction des dépenses publiques, à lutter contre les effets de l'inflation (en particulier la perte de valeur de la monnaie du pays concerné). Ce genre de politique a été mené sans succès à partir de 1930 en Allemagne et de 1935 en France. Une situation de déflation peut se créer spontanément quand les prix baissent, notamment ceux des actifs (mobiliers et immobiliers), quand les revenus diminuent et que le stock des moyens de paiement se contracte.

■ Stagnation. — Une économie est en stagnation quand sa production nationale n'augmente pas du tout pendant une période de plusieurs mois. Cette situation se produit généralement à la fin de la phase de prospérité d'un cycle économique. Elle peut précéder une récession.

■ Stagflation. — Une économie est en stagflation quand sa production nationale ne progresse plus du tout en volume mais que les prix augmentent rapidement. La stagflation combine stagnation et inflation, combinaison assez paradoxale puisque de fortes hausses de prix caractérisent généralement les économies en surchauffe.

A. V.

Le chômage des cadres a triplé en quatre ans



Depuis que le chômage des cadres est apparu de façon massive en France, les études se multiplient. L'INSEE, qui date de 1988 le début du phénomène, détaille dans INSEE Première (n° 262, juin 1993) les mouvements auxquels on assiste. En quatre ans, le chômage des cadres a triplé, passant de 35 000 en mars 1988 à plus de 100 000 en mars 1992. Depuis, 6 % des cadres d'entreprise sont sans emploi. Mais, dans le même temps, et surtout depuis 1991, les entreprises ont créé beaucoup d'emplois de cadres, en net, tant 170 000 (+12 %) au cours des deux dernières années. Ce qui pourrait être considéré comme un paradoxe correspond en fait à un changement d'attitude. Désormais, les employeurs privilégient la promotion interne de salariés qui n'avaient pas le statut et misent davantage sur des renouvellements de personnels. Ainsi 240 000 salariés non cadres le sont devenus, entre mars 1991 et mars 1992, et ils représentent plus de 10 % de l'encadrement, contre 6,5 % en 1986.

A l'inverse, de 1991 à 1992, 210 000 cadres ont perdu leur emploi sans retrouver un poste comparable, 150 000 exerçant des fonctions de niveau inférieur et 60 000 étant au chômage. Le taux de renouvellement des cadres s'est sensiblement accru depuis 1988, en entrées comme en sorties, et 8 % d'entre eux perdent chaque année leur statut, contre 3,5 % en 1986.

Après la décision du ministère du travail de s'opposer à un projet de baisse des salaires

La direction de Morin Emballages « va réfléchir »

Dans un communiqué publié lundi 7 juin, après une discussion avec la direction départementale du travail et de l'emploi, la direction de Morin Emballages (Sarrelbourg, Moselle) a annoncé qu'elle renoncera à son projet de réduction unilatérale des salaires. Cette décision a été prise « en vue de faire cesser toutes les polémiques » à la suite de la divulgation d'un plan de redressement de l'entreprise (Le Monde daté 6-7 juin).

Mais Jean-Jacques Morin, le PDG, précise que, « au regard des difficultés économiques existantes, la direction va réfléchir, avec les instances représentatives du personnel, aux mesures qui pourraient être prises pour y faire face ». Une réunion extraordinaire du comité d'entreprise a déjà eu lieu.

Une lettre individuelle avait été envoyée la semaine dernière à chacun des 450 salariés de l'entreprise, leur proposant de renoncer à une revalorisation générale des salaires de 1,2 %, prévue ce mois-ci, et d'accepter une réduction de 5 % des salaires bruts, à compter de juin. Faute d'une réponse favorable pour le 7 juin, des licenciements seraient décidés. Michel Giraud, ministre du travail, avait dénoncé cette « décision inacceptable ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE GAN

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DU GAN

La Société Centrale du GAN invite ses actionnaires à se réunir en Assemblée Générale Ordinaire le :

Mercredi 23 juin 1993 à 10 h 30,
dans les locaux du
Centre Français du Commerce Extérieur
(salle Hubert Roussellier)
10, avenue d'Iéna - 75016 PARIS

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée, de s'y faire représenter par un actionnaire ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

La demande de carte d'admission ou, le cas échéant, le renvoi du vote par correspondance ou par procuration doit s'effectuer :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à la Société Centrale du GAN - Service Actionnaire - 2 rue Pillet-Will - 75009 PARIS,
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à l'intermédiaire qui assure la gestion de leurs titres.

Le Service Actionnaire se tient à leur disposition pour tout renseignement. Tél. (appel gratuit) : 05.08.16.08.

Le Service Actionnaire se tient à leur disposition pour tout renseignement. Tél. (appel gratuit) : 05.08.16.08.

ÉCONOMIE

La réunion de l'OPEP à Genève

Le Koweït s'oppose à l'Arabie saoudite et à l'Iran sur l'augmentation des quotas pétroliers

Les ministres du pétrole de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se retrouvent, mardi 8 juin, à Genève pour fixer le niveau de production du troisième trimestre. Le Koweït demandera un relèvement de son quota qui, s'il était accepté, risquerait d'affaiblir les cours du brut.

Adversaires de longue date au sein de l'OPEP, voici l'Iran et l'Arabie saoudite désormais alliés. Le rapprochement était perceptible dès la fin de 1992. Il est aujourd'hui patent. Les deux « poids lourds » de l'organisation font cause commune pour éviter une chute des prix du pétrole.

A volonté commune, stratégie identique : elle passe par un respect des quotas de production alloués en février. Le sacrifice est relatif pour Riyad qui, d'un quota de près de 8 millions de barils/jour (1), a le droit de produire davantage qu'à la veille de la guerre du Golfe. Le sacrifice est, en revanche, réel pour Tébérân. Depuis 1990, la production pétrolière de l'Iran - et, partant, sa principale source de devises - a peu augmenté alors que ses besoins sont immenses.

Le respect des quotas s'est révélé payant. De février à mai, le cours du brut, le pétrole de référence en Europe, s'est toujours maintenu au-dessus de 18,50 dollars le baril en dépit de la baisse saisonnière de la demande dans les pays de l'OCDE,

principaux consommateurs de brut OPEP.

Mais l'environnement est en train de changer. Le marché pétrolier, ces dernières semaines, a perdu de sa vigueur et quelques cents au passage. Les opérateurs hésitent. Indice inquiétant, à la mi-mai, le brut est repassé - brièvement - en dessous de 18 dollars.

Pour rassurer le marché, l'idéal serait que les ministres de l'OPEP réunis à Genève reconduisent purement et simplement le plafond de production de février dernier (23,6 millions de barils/jour), quitte, comme ils le font aujourd'hui, à le dépasser quelque peu (de 600 000 barils/jour). L'important est que la production effective des Douze n'excède pas la capacité d'absorption du marché.

C'est cet équilibre délicat que l'Iran et l'Arabie saoudite cherchent à sauvegarder à Genève. En fait, tout est lié à l'attitude du

Koweït. En février, l'émirat - en pleine reconstruction - n'avait accepté de modifier ses exigences (un quota de 1,6 million lui a été attribué) qu'en échange d'une promesse : obtenir un quota de 2 millions de barils/jour à compter du 1^{er} juillet. C'est cette promesse que l'émirat va demander à Genève aux autres pays de l'Organisation d'honneur. Sans grande chance de succès, car le marché pétrolier, aujourd'hui en équilibre fragile, ne supporterait pas un tel afflux de brut. Un compromis possible pourrait consister à accorder au Koweït, au titre du troisième trimestre, la moitié de ce qu'il réclame (200 000 barils/jour). Avec promesse d'une rallonge identique au dernier trimestre de 1993.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 30 millions de tonnes par an.

EN BREF

Uruguay Round : le directeur général de la FAO met en garde contre un échec. - « Il n'y aura pas de progrès tangibles en matière de commerce international sans un succès à l'Uruguay Round », a indiqué Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) dans une déclaration faite, lundi 7 juin, à l'ouverture des travaux du comité des produits de l'Organisation.

Selon M. Saouma, si les tendances actuelles devaient se poursuivre, les pays en développement deviendraient bientôt importateurs nets de ces principaux produits agricoles, et les pays développés exportateurs nets de ces mêmes produits. « Avec quel les pays en développement paieront-ils ces importations ? », s'est interrogé M. Saouma.

Le groupe de presse britannique Emap annonce un résultat en hausse de 56 %. - Le groupe de presse britannique Emap a annoncé 352 millions de francs de résultat net pour l'exercice clos en avril 1993, soit une hausse de 56 % par rapport à l'année précédente. Emap, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de

francs, est partenaire de Bayard Presse dans le Chasseur français, et de Hachette, notamment dans les filiales britanniques éditrices de Elle.

Tele-communications Inc. passe un accord avec Sumitomo. - Le numéro un mondial du câble, l'américain Tele-communications Inc., a pris 18 % de Cable Soft Network (CSN), une filiale de Sumitomo. Le prix de l'acquisition est évalué à 15 millions de francs. CSN, qui fournit en films les chaînes de télévision câblées au Japon, pourra puiser dans le catalogue de TCI. Le câble-opérateur américain contrôle directement et indirectement près de treize millions d'abonnés aux États-Unis et plus d'un million hors des États-Unis.

La réorganisation de la direction de la BERD

Jacques Attali est déterminé à conserver ses fonctions

LONDRES

de notre correspondant

En rappelant, lundi 7 juin, devant la chambre de commerce américaine, que « le président de la banque doit être un citoyen de l'un des pays de la Communauté », Jacques Attali n'a pas mis fin aux rumeurs concernant son éventuelle éviction de la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Mais cette mise au point intervient à l'issue de vives spéculations sur la volonté prêtée aux représentants du G7 (les principaux pays industrialisés, actionnaires de la banque) - à l'initiative des États-Unis - de remanier la direction de la BERD. M. Attali incarnant la gestion très critiquée de cette institution financière chargée de guider les pays de l'Est vers l'économie de marché et la démocratie. M. Attali est déterminé à ne pas abréger son mandat (il lui reste deux

ans), mais il est soucieux de désamorcer une partie des critiques. Il annonce dans quelques jours un plan de réorganisation de la direction de la BERD. À la suite d'une réunion du conseil d'administration. L'hypothèse la plus probable est que M. Attali soit déchargé de la gestion au jour le jour, tout en gardant sa présidence.

Parallèlement, les rumeurs vont bon train sur la nomination d'Ernest Stern, numéro deux de la Banque mondiale. M. Stern avait déjà été pressenti comme numéro deux de la BERD il y a deux ans mais avait alors refusé le poste. Cette tentative d'imposer un candidat choisi par les Américains sera probablement combattue par plusieurs pays européens. Elle risquerait de mettre en cause le compromis franco-britannique d'il y a deux ans : le siège à Londres, le président choisi par Paris.

L. Z.

Après l'annulation de la décision par le Conseil d'État

Le premier ministre confirme le transfert de l'ENA à Strasbourg

Le premier ministre a décidé, lundi 7 juin, de « maintenir dans le respect des procédures et des principes » rappelés le 4 juin par le Conseil d'État, le transfert de l'École nationale d'administration à Strasbourg (le Monde du 6-7 juin). Un projet de décret devrait donc être prochainement soumis à cette juridiction administrative, afin de permettre l'établissement du siège de l'ENA à Strasbourg avant le 1^{er} juin 1994, a précisé André Rossinot, ministre de la fonction publique, à l'issue d'un comité interministériel auquel participaient aussi Nicolas Sarkozy, ministre du budget, et Daniel Hoefel, ministre délégué à l'aménagement du territoire.

A l'annonce de cette décision, Catherine Trautmann, maire (PS) de

Strasbourg, s'est « félicitée » de ce que « cette confirmation du transfert marque un respect des engagements pris » et « permet de mettre un terme aux derniers arguments jacobins qui laissent abusivement la qualité de l'enseignement de l'ENA à sa proximité avec les ministères ».

A l'inverse, le délégué des élèves de la promotion Saint-Exupéry de l'école ainsi que Raphaël Alomar, président de l'Association des anciens élèves de l'ENA, se sont déclarés « très inquiets », redoutant une probable « disparition de l'ENA, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui ». De même le Collège des délégués des délégués a-t-il souligné que cette décision d'Edouard Balladur posait « le problème de l'autonomie des établissements ».

L'application du traité de Maastricht

Francfort espère accueillir le siège de la banque centrale européenne

FRANCFORT

de notre correspondant

La ville de Francfort estime désormais avoir de bonnes chances d'abriter le siège de l'institut monétaire européen (IME) qui doit être mis en place au début de 1994 dans le cadre du traité de Maastricht puis être transformé en banque centrale européenne (BCE). A l'issue de la réunion des ministres des finances des Douze, lundi 7 juin à Luxembourg, Theo Waigel, ministre allemand des finances, a déclaré que les discussions sur le sujet « avaient avancé dans notre direction », c'est-à-dire en faveur de Francfort.

Le choix du site de la banque centrale est considéré comme très important parce que l'environnement de travail devrait influencer le style et la philosophie de cette banque. C'est pourquoi les Allemands espèrent que la ville de Francfort, qui héberge déjà la banque centrale allemande - la Bundesbank - sera retenue. Ils y verraient une assurance de l'indépendance de cette banque vis-à-vis des pouvoirs politiques et de la solidité de la future monnaie unique.

Le site pourrait aussi avantager la place financière (les banques, les

bourses) qui s'y trouvent. C'est justement l'argument avancé par les Britanniques mais aussi par d'autres pour écarter Francfort, principale place financière d'Allemagne. Une demi-douzaine de villes sont candidates en dehors de Francfort, dont Londres, Amsterdam, Luxembourg, Lille et Lyon.

Fin 1992, au sommet européen de Lisbonne, la décision avait failli être prise en faveur de l'Allemagne, qui ne loge encore aucune institution européenne. Une sorte de don-tout-d'un-coup franco-allemand avait été conclu : la France obtenait la confirmation de Strasbourg comme siège du Parlement et l'Allemagne abriterait la future banque centrale. Pour calmer les critiques, le nom de Bonn avait habilement été mis en avant comme compensation de la perte de son rôle de capitale ex facto de Berlin. Les Britanniques avaient bloqué la fin de cet arrangement. Depuis, le paravent de Bonn est ôté. On se demandait si le nouveau gouvernement français tiendrait l'accord conclu par le précédent. Les déclarations de M. Waigel laissent penser que oui. La décision devrait être prise lors du sommet européen à Copenhague les 21 et 22 juin.

E. L. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Groupe Pernod Ricard

1992 : Des choix stratégiques confortés

Les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire réunies sous la présidence de Monsieur Patrick Ricard ont approuvé l'ensemble des résolutions présentées aux actionnaires.

La stratégie

La stratégie mise en œuvre depuis 1975 par Pernod Ricard, date de création du Groupe, repose sur deux idées simples : - Accroître la part des boissons et produits sans alcool dans le chiffre d'affaires du Groupe ; - Diversifier les marchés en implantant les marques du Groupe, existantes, acquises ou créées, hors de France partout où sont décelées des opportunités de développement.

A la fin de l'exercice 1992, la diversification dans le sans alcool ? La part du chiffre d'affaires réalisée avec les boissons et produits sans alcool atteint 45 %, contre 35 % l'année précédente. La diversification internationale ? Pour la première fois le poids des activités hors de France avec 54 % dépasse celui de notre pays d'origine.

Les résultats

A pérennité l'activité comparable et hors effet de variation des devises, le chiffre d'affaires progresse de 4,7 %. Le bénéfice net, part du Groupe, hors éléments inhabituels, progresse de 7,7 %.

Mise en paiement du dividende

Depuis le 17 mai, le dividende net versé au titre de l'exercice 1992 de F 8,50 (+ 6,3 %) est mis en paiement après déduction de l'acompte de F 4,00 versé le 14 janvier 1993.

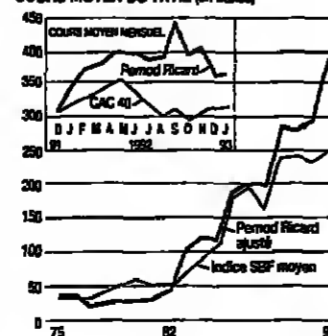
"Je suis convaincu, comme de nombreux observateurs extérieurs, que Pernod Ricard est bien placé pour profiter très vite de toute reprise économique, où qu'elle se produise dans le monde. La répartition géographique de notre activité, notre portefeuille de marques, nos moyens financiers, notre capacité à réagir vite et l'acceptation pour tous de se remettre en cause en permanence donnent à Pernod Ricard des atouts efficaces face aux difficultés annoncées et au renforcement de la concurrence qui en résulte."

Patrick Ricard

Chiffre d'affaires hors alcool en millions de francs
Résultat net : 2 150 millions de francs
Résultat net part du Groupe : 1 100 millions de francs
Capacité d'autofinancement consolidée : 1 447 millions de francs

	1991-1992	1992-1993
Vins et spiritueux	62%	55%
Sans alcool France	24%	16%
Vins et spiritueux Etranger	13%	27%
Sans alcool Etranger	1%	22%

COURS MOYEN DU TITRE (en francs)

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
MINISTÈRE DU TRANSPORT
CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTIONAÉROPORT INTERNATIONAL DE BEYROUTH
PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Le Gouvernement Libanais, représenté par le Ministère du Transport et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) invite les entreprises capables d'exécuter les projets de bâtiments et de travaux civils à soumissionner pour la préqualification pour l'exécution du projet de Réhabilitation, et d'Extension de l'Aéroport International de Beyrouth.

Le marché comportera la construction des éléments majeurs suivants :

- Une nouvelle piste-ouest (17/35) suivant les normes internationales, de l'ordre de 3400m de longueur, de 300m de largeur dont 210m nivelés, avec approximativement 1900m en mer, y compris les travaux maritimes de protection.
- Voies de circulation associées à la piste 17/35 d'une longueur de 16 km.
- Achèvement et extension de l'Aérogare existante pour une capacité de 6 millions de passagers par an avec une superficie construite approximative de 94000 m².
- Centre de transit avec une superficie approximative de 32000 m² comportant un espace hors taxe de 11000 m² et un hôtel de 90 chambres.
- Pavillon d'honneur avec une superficie construite approximative de 2000 m².
- Aérogare pour avions privés avec une superficie construite approximative de 3000 m².
- Tour de contrôle.
- Réhabilitation de cinq bâtiments existants avec une superficie construite approximative de 18750 m².
- Travaux de routes annexes, aires de stationnement de voitures et travaux d'infrastructure.
- Tous les instruments de navigation (NAVAIDS) nécessaires pour les opérations au sol et en altitude ; comprenant radar de surveillance, DVOR, ILS, éclairage de piste et de voies de circulation, etc ...

La durée des travaux est prévue pour une période de 48 mois.

Le délai prévu pour compléter le dossier d'appel d'offres sera du 31 Août au mercredi 29 Décembre 1993.

Les documents de préqualification doivent être conformes au format proposé par le Conseil du Développement et de la Reconstruction qui sera disponible aux bureaux du CDR moyennant la somme de \$ 3000 (Trois Mille Dollars Américains) à partir du 7 Juin 1993 à l'adresse suivante :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Talet El-Serail, Beyrouth - Liban

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer les documents de préqualification et à les remettre aux bureaux du CDR accompagnés de tous les documents à l'appui avant 12:00 heures (heure locale de Beyrouth) le Vendredi 30 Juillet 1993.

Le Monde
PUBLIÉ
FINANCIÈRE

دکتر النعمان

ÉCONOMIE

Le secrétariat du GATT change de directeur général

Ancien commissaire européen, l'Irlandais Peter Sutherland devait être nommé, mercredi 9 juin, directeur général du secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), en remplacement d'Arthur Dunkel, qui quittera ses fonctions le 30 juin. Face aux deux autres candidats officiels - un Colombien et un Uruguayen - M. Sutherland bénéficie de l'appui des pays de la CEE.

Arthur Dunkel : un adepte du compromis

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Arthur Dunkel, directeur général du GATT depuis 1980, termine son long mandat sans être parvenu à mener à son terme l'Uruguay Round. Pour ce diplomate, adepte du compromis, c'est là, assurément, un échec. Les obstacles à franchir dans cette négociation multiforme étaient nombreux, mais il a trébuché sur le plus difficile d'entre eux, l'agriculture et l'ambition des États-Unis d'imposer à la politique agricole commune (PAC) des sacrifices allant au-delà de ce que les Européens sont prêts à accepter.

M. Dunkel et le GATT tel qu'il l'a retenu au cours de ses treize années de magistrature n'ont pas eu une excellente presse en France, ni l'un considère que l'organisation genevoise a évalué contre les intérêts de la Communauté en général et ceux de la France en particulier. Mais ces critiques sont loin d'être partagées au-delà des frontières de l'Hexagone, y compris au sein des pays partenaires de la CEE. L'action du directeur général, et c'est cela qu'on n'apprécie guère en France, a abouti à réintroduire l'agriculture dans le dispositif du GATT. La CEE, malgré ses divisions, avait réussi à éviter. Mais nos partenaires, Américains en

tête, ne le supportaient plus depuis que, à coups de subventions, elle était parvenue à s'approprier 20 % du marché mondial des céréales. Le GATT avait jadis une appréciation politique du comportement des pays membres. Elle fermait parfois les yeux lorsque certaines infractions pouvaient paraître justifiées face à des intérêts supérieurs. M. Dunkel a favorisé le retour à une application plus stricte de l'Accord général. Ce retour à davantage de rigueur était indispensable pour sauver la crédibilité de l'organisation.

Cependant, il est plus difficile de comprendre et d'apprécier de justifier qu'Arthur Dunkel, soucieux de donner une nouvelle vigueur au GATT, n'ait rien fait pour imposer aux Américains l'idée qu'une telle évaluation, forcément difficile à supporter pour la Communauté qui en fait les frais, impliquait au moins qu'ils renoncent à se faire justice eux-mêmes et à prendre des mesures unilatérales de rétorsion sans se soucier le moins du monde de respecter les procédures du GATT et de s'y tenir.

PHILIPPE LEMAITRE

Peter Sutherland un européen convaincu

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Un homme de caractère, libéral mais sans excès, européen convaincu tout en étant capable de comprendre les Américains et de gagner leur confiance : à Bruxelles, où il fut commissaire de 1985 à 1989, chargé d'abord des affaires sociales et de l'éducation, puis responsable de la politique de concurrence, Peter Sutherland semble faire l'unanimité. Aussi est-ce avec une grande satisfaction que sa désignation à la tête du GATT y a été accueillie, comme si cet Irlandais qui a réussi à partir de toutes les qualités pour s'acquiescer avec efficacité et équité de cette mission difficile.

La silhouette un peu enveloppée, le visage bon enfant, presque poupin, de ce jeune homme de quarante-sept ans, ne doit pas faire illusion : c'est un dur, un homme travailleur et déterminé, peu habitué à renoncer, qui prend le pouvoir à Genève. Charmant (il aime les médias, qui le lui rendent bien), il est capable, lorsqu'il le croit nécessaire, de se montrer coriace, teigneux : ceux-là qui, au sein de la Commission, des autorités nationales ou des entreprises, ont eu à se heurter à lui, lorsqu'il avait la tâche de faire respecter la concurrence à l'intérieur du Marché commun, en gardant un souvenir parfois rude, mais, apparemment, exempt de rancœur.

Juriste, avocat, membre influent du Fine Gael, le parti centriste de Garrett Fitzgerald, l'ancien ministre des affaires étrangères, Peter Sutherland fut, très jeune, avant de venir à Bruxelles, attorney général d'Irlande, c'est-à-dire ministre de la justice. Libéral, il l'est « à la

manière irlandaise, comme quelqu'un qui sait ce qu'est la pauvreté », note un proche collaborateur de Jacques Delors. Le président de la Commission et Peter Sutherland, ce qui n'est pas indifférent pour l'avenir, ont entretenu des rapports confiants durant les quatre années où ils ont siégé ensemble à Bruxelles.

Meilleure compréhension

Il professe donc un libéralisme n'ayant pas grand-chose à voir avec celui, par exemple, de Margaret Thatcher. Même différence en ce qui concerne la Communauté et son avenir : pour le nouveau directeur général du GATT, favorable à une intégration poussée, la construction européenne ne se limite, certainement pas à une affaire de commerce, à la création d'une zone de libre-échange. La Communauté, souvent mal-aimée à Genève, parce qu'elle est une menace géante pour ses objectifs politiques y sont ignorés, devrait trouver avec Peter Sutherland la garantie d'une meilleure compréhension.

Le nouveau directeur général devra, bien sûr, s'employer à mener à terme l'Uruguay Round, ces négociations commerciales engagées en 1986, et, pour ce faire, se coltiner avec l'embarrassant dossier agricole. Voudra-t-il, pourra-t-il, convaincre les Américains de rouvrir l'accord de Blair House, conclu en novembre 1992 avec la Commission européenne, si jamais Paris maintient son opposition ? Le défi est de taille, car l'échec signifierait une double crise : entre les deux rives de l'Atlantique, mais, plus grave encore, à l'intérieur de la Communauté.

Mais sa tâche prioritaire va bien au-delà : le GATT, tel qu'il existe, tel qu'il fonctionne, n'est plus capable d'assurer de façon satisfaisante la régulation du commerce mondial. Dans la Communauté, même si c'est vrai davantage en France qu'ailleurs, ses arbitrages - les conclusions de ses fameux « panels » - sont contestés comme partiaux, voire, parfois, comme peu sérieux.

Les méthodes du GATT sont perçues comme anachroniques : à quoi sert d'éliminer les droits de douane, dès lors que l'absence d'un minimum de règles de concurrence ou bien encore des fluctuations monétaires qui ne sont pas toujours innocentes, altèrent profondément le jeu normal des échanges ? Les techniques du GATT, qui datent de l'après-guerre, ont besoin d'être revues : certains ajoutent que les mentalités de ceux qui les gèrent, trop sensibles au poids des États-Unis, ont également besoin d'un air nouveau.

Peter Sutherland possède le professionnalisme, la crédibilité et le tempérament nécessaires pour accomplir l'indispensable réforme, celle-là qui devrait conduire à la création d'une organisation mondiale du commerce adaptée aux données actuelles de l'échange.

Ph. L.

Une surenchère de l'allemand Gehe pour prendre le contrôle du répartiteur français

L'Office commercial pharmaceutique est âprement convoité

La bataille boursière autour du premier répartiteur français de médicaments, l'OCP (Office commercial pharmaceutique), qui oppose l'allemand Gehe à l'alliance franco-américaine entre la Coopération pharmaceutique française (Cooper) et Berge-Brunswick, est entrée dans une phase décisive, lundi 7 juin. Gehe a déposé une offre publique d'achat au prix unitaire de 985 francs, supérieure de 16,8 % à celle de son adversaire. Cette proposition valorise l'OCP, à 2,6 milliards de francs.

Aller vite et frapper fort. La proposition allemande s'apparente à un coup de masse, destiné à esbroufer les adversaires pour achever rapidement le duel engagé depuis quatre mois. Le 18 février, Jean-Pierre Duché, président du premier répartiteur français de médicaments, annonce le lancement d'une OPA amicale au prix unitaire de 800 francs, initiée par Gehe, une société du groupe de distribution de la famille Haniel, qui détient 20 % du marché de la répartition dans son pays. Les deux firmes se connaissent bien, car elles collaborent depuis quatre ans dans une société de marketing. Le projet est d'amener la division répartition pharmaceutique

allemande (4,5 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires) à l'OCP (33 milliards de francs de chiffre d'affaires). Le nouvel ensemble deviendrait ainsi le numéro un européen de son secteur.

Mais très rapidement le projet se heurte à la contestation de Pierre Bourdieu. Le principal actionnaire de l'OCP, avec 15 % du capital, affirme ne pas avoir été prévenu de cette offre. Il fédère alors autour de lui la grange des laboratoires français. Ces derniers redoutent que Gehe, fabriquant lui-même des médicaments « génériques » à bas prix, ne profite de ce réseau pour les vendre. Un double front est ainsi ouvert pour rassembler, de l'intérieur, le conseil d'administration et pour constituer, avec le soutien des pouvoirs publics, un ensemble à dominante nationale capable de surenchérir.

Vendredi 26 mars, au terme d'une assemblée générale houleuse, Jean-Pierre Duché, mis en minorité, est contraint de démissionner pour laisser son siège à Paul Bourdieu. Stupéfait, alors une bataille juridique complexe sur les statuts de la société. Au même moment, un répartiteur fabricant de médicaments, la Coopération pharmaceutique (Cooper), installé à Melun décide de prendre la tête de la contre-offensive externe. Il se met à chercher des alliés, et cette quête lui prend plus d'un mois.

Lundi 26 avril, la Cooper, associée à la firme américaine Berge-Brunswick,

dépose une contre-proposition au prix de 865 francs par titre, soit 8 % de plus que celle de Gehe. Y participent également plusieurs laboratoires comme Rhône-Poulenc, Sanofi, Roussel-Uclaf, et Synthelabo. Le lendemain, suite aux contestations de minoritaires, l'offre allemande est jugée irrecevable par le tribunal. Elle est donc retirée. Reste seule en piste la proposition franco-américaine déposée le 1^{er} juin après avoir reçu l'accord du Trésor. Une semaine après, Gehe a donc surenchéri, après avoir consulté les actionnaires institutionnels de l'OCP, les laboratoires, et fait le tour des ministères concernés (économie, industrie et santé).

« Entre-temps, l'administration a changé, nous la sentons complètement neutre », affirme Remmert Laan, associé gérant de Lazard, conseiller du groupe allemand sur ce dossier. Reste à connaître la réaction de l'alliance franco-américaine. « Ils ont pris notre proposition au sérieux et décidé de réagir très fort » était leur seul commentaire. Une surenchère est-elle possible sans bouleverser l'équilibre entre Cooper et Berge-Brunswick ? Certains actionnaires ne seront-ils pas tentés de profiter du prix pour se retirer en empoignant au passage une belle plus-value ? « Quelle belle journée ! », pouvait s'exclamer lundi Dieter Schadt, président du directoire de Gehe.

DOMINIQUE GALLOIS



-Vous savez ce qui me rase personnellement tous les matins, moi ?

Le nucléaire est là.

Là, sous la lumière qu'on tamise.

Là, entre chaque note de musique.

Dans le mouvement familier de la machine à laver.

Derrière la TV.

Là, dans chacun de nos gestes quotidiens.

Car, aujourd'hui, c'est le nucléaire qui couvre plus des 3/4 de nos besoins en électricité.

C'est le nucléaire qui nous offre cette abondance, cette propreté, cette indépendance, cette sécurité,

dont on ne saurait plus se passer.

Et ce bien-être, cette autonomie, cette sérénité-là,

ou encore ces coûts les moins élevés d'Europe,

c'est à EDF qu'on les doit.

EDF qui est là pour informer, là pour expliquer, là pour dialoguer et qui vous invite à vous faire une idée

par vous-même sur le nucléaire. Oui.

Aujourd'hui, 100% des utilisateurs sont en droit d'en savoir plus.

Parce que,

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.

3614 EDF

EDF
Électricité
de France

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

VIE DES ENTREPRISES

Confrontée à une perte de 2,5 milliards de francs

IBM France révisé ses projets de filialisation

IBM France met un bâton à ses projets d'élargissement. Le plan de réorganisation annoncé lundi 7 juin par la direction hexagonale du géant américain prévoit bien la création d'une vingtaine d'unités autonomes. Mais la « filialisation » des activités se fera de façon « très sélective », ne concernant que « de petites activités ».

Claude Andreuzza, président du directoire d'IBM France, a justifié ce qui apparaît comme un net infléchissement par rapport aux propos tenus en début d'année, en s'appuyant sur les conclusions d'une étude interne de faisabilité. « Nous ne sommes pas des idéologues de la filialisation, a-t-il précisé. On peut déléguer la prise de décision, la gestion par compte d'exploitation sans pour autant devoir créer de nouvelles formes juridiques. » Pour M. Andreuzza, la filialisation généralisée se serait heurtée à des difficultés importantes de mise en place, notamment en ce qui concerne la répartition et l'évaluation des actifs.

Il y a quelques semaines, Louis Gestner, nommé en mars à la tête de la compagnie, avait laissé entendre que la filialisation systématique, cheval de bataille de son prédécesseur, Jeah Akers, n'était pas forcément la panacée. Le message a visiblement été reçu de l'autre côté de l'Atlantique, à la grande satisfaction des syndicats d'IBM France pour qui le bâton mis aux projets d'élargissement relève du « simple bon sens ». Des inquiétudes demeurent cependant sur l'activité composante de Montpellier, qui sera, elle, filialisée, et aura un an pour prouver qu'elle est capable d'arracher des marchés extérieurs.

« De vrais PDG »

Les 18 000 salariés d'IBM France vont donc, à compter du 1^{er} janvier 1994, opérer au sein d'unités nouvelles, dont les dirigeants seront « de vrais PDG ». Qu'elles soient fonctionnelles, opérationnelles ou prestataires de services, ces entités seront dotées d'une complète liberté de gestion de leur personnel, en matière de salaires comme d'évolutions d'effectifs. Elles pourront définir leur stratégie, auront leur propre comptabilité analytique et seront responsables de leurs résultats. Ces unités, auxquelles s'ajoutent un certain nombre de filiales déjà contrôlées majoritairement au total par IBM (les sociétés de services informatiques CGI et Axane, par exemple) et qui emploient 6 000 autres salariés, formeront « le nouveau groupe IBM France ».

IBM France a accusé les plus mauvais résultats financiers de son histoire en 1992, avec une perte nette de 2,5 milliards de francs. Le chiffre d'affaires s'est établi à 36,7 milliards, en recul de 7 %. La perte inclut 5,6 milliards de francs de provisions pour risques et restructurations.

C. M.

Introduction au second marché le 16 juin

Naf-Naf en Bourse

Vingt ans après sa création par la famille Pariente, le groupe de confection et de distribution Naf-Naf fait son entrée en Bourse. Le 16 juin, 13,04 % du capital (791 667 actions) seront mis sur le second marché de Paris, avec un prix d'offre de 250 francs par action environ. Après cette introduction, la famille Pariente conservera 66,4 % du capital, le Crédit lyonnais 5,52 %, la BNP 5,95 %, la société Saint-Dominique de participations 1,83 %, Caim (UAP) 1,37 % et Unit-Régions 1,65 %. Cette entrée sur le second marché devait être suivie d'un passage rapide au règlement mensuel, si possible « dès le printemps prochain », selon Patrick Pariente, directeur général de la société.

Cette introduction sur le second marché sanctionne une croissance et une rentabilité exceptionnelles d'une marque « abordable et populaire » et générant 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, grâce à des licences

par pays (après le Japon, des négociations sont en cours en Corée et à Hongkong) et par produits (parfums, maroquinerie, lunettes, etc.). Pour 1993, le groupe table sur un chiffre d'affaires direct de 1,2 milliard de francs (en hausse de 16,5 % sur 1992) et un résultat net de 115 millions (en augmentation de 26 %).

Cette croissance et cette rentabilité sont fondées sur un marketing agressif mais aussi sur des importations à bon marché (60 % des produits textiles vendus sont fabriqués dans le Sud-Est asiatique) et un contrôle de plus en plus marqué de la distribution (le groupe devrait posséder en propre 148 boutiques fin 1993). Une recette « efficace » — née dans les années 70, mais dont l'un des ingrédients — les importations — est de plus en plus contestée, à l'heure où les salariés de l'habillement manifestent dans la rue et où les pouvoirs publics s'insistent de la délocalisation.

P.-A. G.

Champagne lancé par Yves Saint Laurent

Parfum de polémique

Guerre du parfum, guerre du champagne... Destinée aux « femmes qui pétillent », la nouvelle marque de parfums Yves Saint Laurent commercialisera dans toute l'Europe à partir du 27 septembre, puis aux États-Unis en 1994, pour le 4^{er} porter l'appellation des célèbres vins ? Oui, répond Pierre Bergé, PDG de la célèbre maison de couture, en rappelant que les parfums Caron — dont Yves Saint Laurent est propriétaire — « ont diffusés depuis 1943 un parfum Champagne » sans controverse, et que « la non-Yves Saint Laurent apporte un plus à la notoriété de l'appellation ».

Non, rétorquent le Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC) et l'Institut national des appellations d'origine (INAO), dédiés à assigner conjointement en justice, mardi 8 juin, la société Yves Saint Laurent. Les deux organisations se disent absolument déterminées à n'autoriser l'abandon pur et simple de cet étiquetage. D'après les lois de 1920 et de 1992, souligne André Enders, directeur du CIVC, « l'appellation d'origine ne peut être exploitée par d'autres produits afin de ne pas porter préjudice à la notoriété dont elle dispose ».

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Transdev conforte ses positions en 1992. — Holding des sociétés de transports de voyageurs de la Caisse des dépôts, Transdev a géré, en 1992, un volume d'affaires de 3,2 milliards de francs, en hausse de 10 % sur l'année dernière. Le résultat net a accusé une légère baisse à 23 millions contre 25 millions en 1991. A l'origine de la renaissance du tramway en France, Transdev tisse sa toile dans les agglomérations de 100 000 à 300 000 habitants. Après les succès

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Dans sa séance du 22 avril 1993, le Conseil d'Administration de NORD-FRANCE a arrêté les comptes de l'exercice 1992, qui font ressortir une perte de 144 millions de francs. Ce résultat s'explique par un abandon de crédits à caractère financier consenti par PHILIPP HOLZMANN AG de 200 millions de francs et des subventions et abandons de créances également à caractère financier, consentis par NORD-FRANCE en faveur de ses filiales pour un montant total de 167,5 millions de francs.

L'examen des comptes consolidés fait apparaître une perte de 156 millions après déduction des amortissements et provisions d'une somme de 380 millions de francs. Ces résultats tiennent compte des mesures très importantes de restructuration et de réorganisation qui ont été effectuées en 1992.

Afin de permettre au Groupe NORD-FRANCE d'assurer la continuité de son exploitation et de faire face à ses engagements, comme il l'a toujours fait dans le passé, PHILIPP HOLZMANN AG, actionnaire à 67,9 % de NORD-FRANCE, a mis à la disposition de sa filiale un concours financier de 400 millions de francs utilisable au fur et à mesure de ses besoins.

A terme, cette somme, mobilisée à ce jour à hauteur de 250 millions de francs, sera convertie en fonds propres pour remettre à niveau la situation du Groupe.

Une partie importante de ces fonds sera utilisée pour recapitaliser les filiales du Groupe.

Ces différentes mesures permettent au groupe NORD-FRANCE de repartir sur des bases financières saines et d'envisager un retour à l'équilibre à compter de 1994.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
2 P. Rue Occidentale, 2. 41.
Imm. p. de 1. ch. dbe expo.
1 120 000 F. 43-20-77-47

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris
Prévoir RIVE GAUCHE
PARC COMPTANT chez nous
48-73-35-43, même le soir

bureaux

Location
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-56-17-50

17^e arrdt

2 P. sur cour, rue Bassebois.
5 p. de 1. ch. dbe expo.
1 520 000 F. 43-20-77-47

GUY-MINQUET

Immobilier réclame expanding
studio, balcon, 500 000 F.
Imm. Marcadet, 43-51-51-61

94 Val-de-Marne

NOGENT, RER
NEUF, studio 34 m² sur jardin.
839 000 F. parking.

J.N. 40-89-00-00

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements

Tél. : 46-62-75-13

REPRODUCTION INTERDITE

locations non meublées offres

Région parisienne
BOULEVARD GARNIER
PFAFFER LOUE DIRECT

HOTEL PART.

Excellentes prestations
USAGE MIXTE. 320 m²
habitable - rez-de-chaussée
Jardin, Cave, Garages.
Louv. 1-8-83. 43-51-58-03

châteaux

30 km NORD TOULOUSE
(31) près A1, petit château
1781, sur 3 ha, 150 m de
murs d'enceinte, bois, vergers,
potager. 25 P. bien équipé.
Grande dépend. Bur.
Bon premier plan.
S/écluse. 4 200 000 F. part.
69-20-90-61, mer ou ap. 20 h.

BOURSE

o Hermès : 42,13 % des demandes servies à 331 francs. — La demande en titres Hermès international est restée forte, lundi 7 juin, sur le second marché de la Bourse de Paris, 42,13 % des demandes ayant pu être servies au prix de 331 francs l'action. Le 8 juin, un lot de 3 % est autorisé, soit 348 francs. Jeudi 3 juin, jour de l'introduction du titre de la société de luxe à 300 francs, la demande avait été plus de 30 fois supérieure à l'offre.

CESSION

o Kodak vend une partie de sa division imprimantes à une société israélienne. — Kodak a annoncé, lundi 7 juin, la vente d'une de ses divisions imprimantes, Daytan Operations, à la société israélienne Scitex Corp. pour 70 millions de dollars (environ 378 millions de francs). Daytan emploie 360 personnes pour un chiffre d'affaires de 43 millions de dollars (260 millions de francs) en 1992.

CONVENTION

o La Redoute dans l'humanitaire avec Médecins sans frontières. — La Redoute vient de signer avec Médecins sans frontières (MSF) une convention qui prévoit de reverser 50 francs à l'association sur la vente de chaque ourson en peluche dénommé « Baptiste ». Baptiste a un pelage marron et mesure une trentaine de centimètres. Il sera proposé en juin prochain, à l'occasion de la vente de cette action pour venir en aide aux enfants les plus démunis de Madagascar. La Redoute s'est engagée à verser 500 000 francs au minimum.

CONTENTIEUX

o Air France retire sa plainte contre Air Liberté. — Air France a décidé de retirer son assignation contre Air Liberté, estimant que la compagnie privée avait désormais pris l'engagement de respecter le cahier des charges en matière de réduction tarifaire pour les vols à destination des Antilles. La compagnie nationale avait accusé Air Liberté de « concurrence déloyale » et l'avait assignée en justice car elle n'appliquait pas la réduction de 50 % en faveur des enfants de moins de douze ans prévue par le cahier des charges. Depuis, la compagnie, présidée par Lofti Belbasine, a annoncé le lancement sur ses lignes d'une « classe junior », exclusivement réservée aux moins de douze ans.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 8 juin ↑ Hausse modérée

La Bourse de Paris, en hausse sensible lundi (+ 1,5 %), confirmait cette reprise mardi en début de journée dans un marché modérément actif. En hausse de 0,57 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une heure plus tard un gain de 0,26 % à 1 892,26 points. Le montant des échanges atteignait près de 800 millions de francs sur le marché à règlement mensuel.

Malgré une conjoncture qui reste mauvaise, les investisseurs semblent changer d'humeur depuis quelques jours, constatent les gestionnaires. Les prévisions à la baisse sur les taux d'intérêt continuent de faire monter le marché, affirment les boursiers. Mais selon eux, l'incertitude d'orientation continuera bien évidemment la possibilité de continuer à baisser ses taux directeurs en raison de la situation économique. Aux États-Unis, on juge également nécessaire une baisse importante des taux en Europe.

NEW-YORK, 7 juin ↓ Repli

Wall Street a reculé, lundi 7 juin, sous la pression d'articles de journaux américains spéculant sur l'éventualité d'un relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones des valeurs vendues a terminé à 3 532,13 points, en baisse de 13,01 points (- 0,37 %). Quelques 238 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont été nettement moins nombreuses que celles en baisse — 767 contre 1 121 — alors que 639 actions sont restées inchangées.

Des articles de presse selon lesquels la Fed pourrait resserrer sa politique monétaire pour garder l'inflation sous contrôle ont pesé sur la grande Bourse new-yorkaise. Le titre d'Alfred Goldman, analyste chez Edwards and Sons.

Les taux d'intérêt sur le marché obligataire ont, toutefois, enregistré des variations modestes. Le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, s'est établi à 6,88 % contre 6,90 % vendredi soir.

Les titres du secteur informatique ont été les vedettes de la journée : Intel a gagné 1 3/4 à 58 1/8 et Advanced

Micro Devices (AMD) a perdu 1/4 à 23 3/4. Une cour d'appel californienne a rendu à celle-ci les droits d'exploitation de la puce informatique 386 pour utilisation légale, Intel pourrait réclamer 1 milliard de dollars à son concurrent.

LONDRES, 7 juin ↑ Progression

Les valeurs ont progressé, lundi 7 juin, au Stock Exchange, encouragées par une hausse plus forte que prévu des crédits à la consommation en avril, après une hausse de 198 millions en mars. Les analystes attendaient une augmentation d'environ 150 millions de livres.

Les pétroliers ont été fermes dans l'attente du début de la réunion de l'OPEP, mardi 8 juin, à Genève. Les boursiers, qui ont décidé de réduire le degré

d'écoulement de leurs bourses pour compenser une modification des taxes sur cette boisson, ont progressé, ainsi que les groupes de distribution et le bâtiment. Sans aigreur 15 pence à 482 et Allied Lyons, 15 pence à 533.

TOKYO, 8 juin ↓ Nouvelle baisse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé en baisse, mardi 8 juin. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a cédé 288,86 points à 20 576,24 points, soit un recul de 1,29 %. Environ 360 millions de titres ont changé de mains, un volume comparable à celui observé la veille.

L'indice Nikkei a terminé mardi à son plus bas depuis le 1^{er} mai, dans un marché affecté par la vigueur du yen et par des ventes sur les contrats à terme et d'option. Les dénouements de position continuent de peser sur le compte. « Le marché est fondamentalement faible et vulnérable à tout facteur négatif », a déclaré un boursier. « Quelques rachats de découvertes se sont manifestés sans parvenir toutefois à stimuler le marché », a-t-il ajouté.

CHANGES

Dollar : 5,4635 F ↓

Le yen a repris mardi 8 juin en début de matinée son mouvement de hausse, interrompu depuis une dizaine de jours, s'envolant à 1,304 F (pour 100 yens), contre un niveau de 1,29 F le 7 juin. Le franc, le dollar fait l'objet de prises de bénéfices à 5,4635 F contre 5,4780 F au cours de la Banque de France de lundi.

BOURSES

SBIF, base 100 : 31-12-81
Indice CAC 40 : 512,59 509,18
SBIF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 1 859,69 1 887,86

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles : 3 545,14 3 552,13
Londres (Indices Financial Times)

100 valeurs : 2 829,90 2 844,80
30 valeurs : 2 213,20 2 224,20
Mines d'or : 152,20 153,10
Fonds d'investissement : 95,18 94,59

FRANCFORT

7 juin 8 juin
Dollar (en DM) : 1,628 1,626
TOKYO

7 juin 8 juin
Dollar (en yen) : 167,47 166,34

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (8 juin) : 7 176,7 1516 F
New-York (7 juin) : 3 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT

COURS TERME TROIS MOIS

\$ E-U : 5,4659 5,5115 5,5235
Yen (100) : 5,1333 5,1878 5,1947
Ecu : 6,5769 6,5728 6,5722
Deutschmark : 3,3675 3,3611 3,3609
Franc suisse : 3,7322 3,7286 3,7282
Lira italienne (1000) : 3,6508 3,6411 3,6417
Pound (100) : 4,9422 4,9349 4,9354
Franc (100) : 4,9313 4,9239 4,9244

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS TROIS MOIS SIX MOIS
Demandé Offert Demandé Offert Demandé Offert

\$ E-U : 3 1/8 3 1/4 3 1/8 3 1/4 3 1/8 3 1/4
Yen (100) : 7 13/16 7 15/16 7 7/16 7 9/16 7 1/4 7 3/8
Ecu : 7 11/16 7 13/16 7 1/2 7 5/8 7 1/4 7 3/8
Deutschmark : 5 10 5 11 5 12 5 13 5 14 5 15
Lira italienne (1000) : 10 3/8 10 5/8 10 3/8 10 5/8 10 1/4 10 1/2
Livre sterling : 5 15/16 6 1/16 5 7/8 6 1/8 5 7/8 6
Pound (100) : 11 1/2 12 1/2 10 3/4 11 1/8 11 1/8 11 3/8
FRANC FRANÇAIS : 7 3/8 7 3/4 7 3/8 7 3/4 7 3/8 7 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Comptant

Second

BOURSE DE PARIS DU 8 JUIN

Cours relevés à 13 h 30

Comptation	VALEURS	Openings	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Openings	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Openings	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Openings	Prémier cours	Dernier cours	%							
5570	C.A.E. S.A.	5680	5500	5500	+ 0.28	1010	Orcl. Forcier	334	1027	1025	- 0.07	195	Lugany	203	202	203	- 0.20	520	Simco	519	519	521	+ 0.39	14	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28	
910	B.N.P. T.P.	1070	1028	1072	+ 0.18		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529	- 0.37	30	Exxon Corp.	359	360	360	+ 0.28
1050	Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12		Orcl. Ind. Les Paces	399	400	398	+ 0.12	255	Lubrizol	352					520	S.I.T.A.	531	531	529</							

Comptant

(sélection)

SICAV

(sélection)

7/6

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Émission	Rechart	VALEURS	Émission	Rechart	VALEURS	Émission	Rechart
Obligations						Étrangères						Hors-cote								
Emp.Glat.9.8% Tr.	100 10	9.88	E.I.P.P.	100	.....	A.E.G.	480	.....	Indesat NV	182 80	183 40	Action	231 20	225 60	Falco Capitalisations	1733 96	1689 81			
TURK 7.5% 94	.....	.....	EAAC	2267	.....	Alcan NV	436	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
Emp.Glat.13.4% 83	.....	8.10	Falco	600	.....	Alcan Alumin.	101 80	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
10.35% Nov.86	100 06	10.36	Falco	600	600 10	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
10.35% Nov.86	100 06	10.36	Falco	600	600 10	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
DAT 10% 5/2000	116 05	0.32	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
DAT 9.5% 12/1997	112 68	0.30	Gazpar	330	312 50	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
DAT 10% 1/1996	106 07	0.36	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
YIT 11.2% 86	110 10	5.48	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHF 10.25% Nov.80	.....	2.38	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
10% 10/1/1979	.....	2.38	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 10000	100 20	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82	128 82			
CHB Super 50000	100 10	3.76	Gazpar	541	.....	Alumin. Br.	171	.....	Autosuisse C.B.D.	31425 81	31425 81	Falco	31425 81	31425 81	Falco Oblig. Convert.	128 82				

[illegible]

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE	Marché à terme international de France		MATIF
COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 8/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/6		Cotation du 7 juin 1993		
			achat	vente							
Etats Unis (1 USD)	5 478	.....	5 2	6 7	Or fin (à la vente).....	85250	85300			
Euro	8 580	.....	326	346	Or fin (en lingots).....	85400	85200			
Allemagne (100 DM)	338 800	.....	18 9	16 9	Napoléon (20 fr).....	371	371			
Belgique (100 FL)	300 200	.....	289	309	Pièces Fr (10 fr).....	530	530			
France (100 F)	3 899	.....	3 4	3 9	Pièces Suisse (20 fr).....	379	378			
Italie (1000 lire)	87 690	.....	94	92	Pièces Suisse (20 fr).....	371	375			
Danemark (100 kr)	8 208	.....	7 9	8 6	Souverain.....	473	472			
Grèce (100 drachmes)	375 270	.....	7 9	8 7	Pièces 20 dollars.....	2380	2400			
Grèce (100 drachmes)	375 270	.....	2 5	3 1	Pièces 10 dollars.....	1100	1100			
Irlande (100 Ir)	78 073	.....	362	362	Pièces 5 dollars.....	600	600			
Italie (100 lire)	78 550	.....	70	78	Pièces 50 pesos.....	2450	2385			
Norvège (100 kr)	47 850	.....	75	84	Pièces 10 florins.....	381	380			
Autriche (100 sch)	3 545	.....	46 4	47 4						
Espagne (100 pes)	169 000	.....	41	47						
Portugal (100 esc)	200 000	.....	3 1	3 9						
Canada (1 \$ can)	5 478	.....	4 1	4 6						

NOTIONNEL 10 %		CAC 40 A TERME					
Nombre de contrats estimés : 191 532		Volume : 17 068					
COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Juin 93	Juillet 93	Août 93
Dernier —	117,30	117,08	116,54	Dernier —	1 882 50	1 879	1 844
Précédent	116,72	116,50	116,08	Précédent	1 847	1 844	-

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
48-82-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - s : marché continu

COMMUNICATION

Tout en voulant augmenter sa diffusion à l'étranger

La FFT envisage de réduire en France les retransmissions télévisées du tournoi de Roland-Garros

Au lendemain des Internationaux de France de tennis qui se sont achevés le 6 juin, la fédération française de tennis et France-Télévision envisageraient de réduire la retransmission du tournoi en France, en nom de la qualité et du spectacle, et d'étendre sa diffusion dans le monde.

Christian Bimes, président de la fédération française de tennis (FFT) n'a pas caché sa satisfaction, lundi 7 juin, en présentant le bilan des Internationaux de France de Roland-Garros. Bilan « globalement positif », pimenté par une petite querelle entre TF1 et France-Télévision qui a tourné en faveur du service public.

Le 28 mai, la direction du tournoi apprenait que la demi-finale de la Coupe de France, Saint-Etienne-Laval, est programmée dimanche 6 juin, à 16 h, soit une heure après le début de la finale du simple messieurs des Internationaux de France. Ulcérés, les organisateurs demandaient aussitôt à la Fédération française de football de revoir ses horaires pour éviter un tel décalage. Mais les choses ont été réglées à ces deux rendez-vous. Mais les choses ont été réglées à ces deux rendez-vous. Mais les choses ont été réglées à ces deux rendez-vous.

En retransmettant les Internationaux de France, le service public a donc une couverture « à la fois la plus » d'amateurs. Malgré les piètres performances des joueurs français, l'audience a réalisé un score sensiblement équivalent à 1992 : près de 3,5 points ou moyenne (près de deux millions d'amateurs). Contrairement aux Internationaux de France 3 n'a pas dégringolé en catastrophe les derniers matches de la journée pour satisfaire un public mécontent. « Il était bien stipulé dans le contrat que France 3 cessait de retransmettre le tennis à 17 heures », explique Alain Riou, directeur du département presse-télévision du tournoi. Ce mouvement avait déjà été entamé en 1992, où les émissions générales avaient repris à 18 h au lieu de 19 h en 1991. De plus, le résumé de la journée, qui a été diffusé dans la deuxième partie de soirée - après 22 heures - en 1992 était cette année présenté dans la troisième partie : après minuit.

Cette légère dérive de la retransmission télévisée serait-elle le signe avant-coureur d'un réaménagement complet de la couverture des Internationaux ? La FFT, présidée depuis peu par Christian Bimes, souhaiterait mettre fin à la « double exposition » inaugurée en 1988

sur les deux chaînes du service public, afin d'éviter une situation. « Aujourd'hui, rien n'est décidé », explique Jean Réveillon, directeur des sports de France-Télévision. « Nous allons analyser les audiences et l'impact du tournoi sur le public et les amateurs. Il faut être objectif. Nous allons étudier d'autres possibilités de couverture. On peut imaginer une plus grande élasticité. Nous pourrions même ouvrir les deux chaînes au tennis si deux grands matches se disputent en simultané. Mais il ne faut pas être systématique. »

Cent cinquante heures de direct

Dès 1994, France 2 et France 3 retransmettraient donc les matches à tour de rôle et en continu, de 11 h à 19 h, choisissant eux-mêmes les rencontres en fonction de leur intérêt. Ils zappreraient donc entre le central, le central bis qui sera inauguré en mai 1994 (le Monde date 23-24 mai) et le court numéro un. Le spectacle en serait revigoré et le service public retrouverait la mission de chaîne généraliste qu'il perd pendant quinze jours et laisserait une chaîne spécialisée comme Eurosport, accessible par le câble, retransmettre Roland-Garros quasiment jour et nuit, comme elle l'a fait cette année.

En 1988, à l'expiration du contrat de la FFT avec TF1, Philippe Chatrier, alors président de la fédération, négocia avec Antenne 2 et FR 3 une double retransmission de matches. La première posant ses caméras sur le central, la deuxième s'intéressant aux rencontres du court un. Trois ans après la victoire de Yannick Noah, le tennis coule alors des jours heureux. Le nombre des licenciés effleure, comme celui de téléspectateurs et de têtes publiquées. Pour Philippe Chatrier, qui souhaite faire du tennis un sport universel et renforcer l'image de marque de son tournoi, le marché est formidable. Depuis six ans, France-Télévision diffuse près de cent-cinquante heures de tennis de direct pendant Roland-Garros et le nombre de pays diffusant est passé de six à dix-huit en 1992.

Aujourd'hui, les organisateurs semblent vouloir éviter de galvauder, en France, le rendez-vous de la porte d'Auteuil. Partant du principe que les Français ne feront pas des miracles tous les ans, en parvenant en demi-finale, comme Henri Leconte, en 1992, la FFT semble vouloir resserrer la diffusion en France, tout en la mondialisant. En 1993, environ cinq milliards de téléspectateurs dans cent trente-six pays des cinq continents ont admiré les évolutions des joueurs de tennis sur la terre battue parisienne. Samedi 5 juin, par exemple, plus de sept millions d'Allemands ont regardé, en direct, la victoire de leur compatriote Steffi Graf sur l'Américaine Mary-Joe Fernandez.

BÉNÉDICTE MATHIEU

En s'alliant avec l'américain IRI

Le groupe Sofres-Secodip part à l'assaut du géant Nielsen en Europe

Un an après le rachat de Secodip, société spécialisée dans les études quantitatives, le groupe Sofres vient de nouer une alliance stratégique en Europe avec l'américain Information Research Inc. (IRI), (1,5 milliard de francs de

chiffre d'affaires). Une société commune associant Secodip (45 %), IRI (45 %) et l'allemand GfK (10 %) sera formée pour partir à l'assaut du marché des panels distributeurs en France et du leadership de l'américain Nielsen en Europe.

Jusqu'à présent, les informations sur les ventes de produits distribués en hyper et supermarchés étaient collectées quasi manuellement. Depuis quelques années, la société IRI a mis au point un scanner qui permet un recueil automatique d'au moins 250 000 informations par lecture électronique de codes barres. Cette innovation technique a permis à IRI de conquérir 55 % du marché des panels distributeurs aux Etats-Unis. Désireux de s'internationaliser, IRI souhaite désormais développer des partenariats dans la plupart des pays d'Europe. L'accord passé avec la Sofres-Secodip lui ouvre la porte du marché français mais aussi des pays d'Europe du Sud. Des investissements de plusieurs dizaines de millions de francs sont à prévoir. Nul doute également que Nielsen, qui a réagi avec retard aux Etats-Unis, ripostera plus rapidement en France.

YVES MAMOU

CARNET DU Monde

Naissances

Florence et J.-François DECONINCK vous annoncent la naissance de Anne-Sophie, le 30 mai 1993. 34, avenue de l'Europe, 92700 Colombes.

Décès

M. Naima Sebi, son épouse, M. Elhadi Belkhatay, son père, Solaheddine, Fanou, Mariem, Zineb, ses enfants, Ses frères, sœurs, beaux-parents, parents, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Mohamed BELKHAYAT, ancien élève de l'Ecole polytechnique (X1961), diplômé de l'INSEE et de Sciences-Po, ancien membre du gouvernement du Royaume du Maroc, ancien ambassadeur, survenu le 28 mai 1993, à Rabat. 41, rue Bani-Touzin, Rabat-Souissi.

Edith, son épouse, David et Emmanuel, ses fils, Et les familles Berman, Segal et Sapin, ont la douleur d'annoncer le décès de docteur Henri BERMAN, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique, assistant à la faculté, gastro-entérologue, survenu le 28 mai 1993, à Paris. Les obsèques auront lieu le 9 juin, à 16 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

Rendez-vous à l'entrée principale. Cet avis tient lieu de faire-part. 123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris. Claude Bourdet, son mari, Catherine, Nicolas et Louis, ses enfants, Camille Sarret, sa petite-fille, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer la mort de Ida BOURDET, née Adamoff, survenue le 5 juin 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 juin, à 16 heures, à l'église Saint-Pierre de Chaillet et l'inhumation au cimetière de Passy, place du Trocadéro. Cette annonce tient lieu de faire-part. Lyon, Paris, Flavie. M. et M^{me} Alain Boyer et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Boyer et leurs enfants, M^{me} Edith Reibel et ses enfants, M^{me} Jeanne Vessiller, ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de M^{me} Albert BOYER, née Odette Reibel.

M^{me} Marie-Alix, Thierry Defrance, leurs enfants et petits-enfants, Jean-Paul, Chantal du Merle et leurs enfants, Bruno du Merle, François, Evelyne du Merle, et leur fils, Dominique, Anne-Marie du Merle, et leurs enfants, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Le vicomte Jean du Merle, ses enfants et son petit-fils, Le comte et la comtesse Odon de Masses, leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, sœurs et beaux-frères, ont la douleur de faire part du décès de Guy, comte du MERLE, ingénieur général de l'air, survenu le dimanche 6 juin 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, entouré de ses enfants.

Les cérémonies religieuses auront lieu le jeudi 10 juin à 10 h 45, en l'église Saint-Germain l'Auxerrois à Châteaux, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Orléans en Angers.

62, rue des Près-Hauts, 92290 Châtigny-Malabry.

— Jean-Jacques et Gilbert Dupont ont la douleur de faire part du décès de leur mère

M^{me} Paule DUPONT. Les obsèques ont eu lieu le 4 juin 1993 à Miremont (31).

148, rue de l'Université, Paris-7. 27, rue des Mouettes, Paris-12.

— Les familles Erle, Fischbacher, Arnaud, Noël, Baudry, Faure, Thibault, Et alibis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Harold EARLE FISCHBACHER, PDG des éditions Fischbacher, survenu le 4 juin 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un service d'actions de grâce sera célébré le mercredi 9 juin, à 9 h 30, en l'église réformée du Foyer de l'âme, 7 bis, rue du Pasteur-Wagner, Paris-11. L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Va, fais tout ce que tu es dans le cœur, car l'Éternel est avec toi. 11 Samuel 7, v. 3.

33, rue de Seine, 75006 Paris.

— Saint-Père (58). On nous prie de faire part du rappel à Dieu du docteur GUY GARNAUT, survenu le 6 juin 1993, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 10 juin, à 10 heures, en la chapelle de la Commanderie de Villemoison, Saint-Père, où le deuil se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de Pongny dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes ni plaques, des dons pour la recherche médicale.

— L'équipe médicale et soignante et tout le personnel de la polyclinique psychiatrique de l'Association de santé mentale du troisième arrondissement ont la tristesse d'annoncer le décès de leur collègue et amie

le docteur Claude GRUNSPAN-SENS, survenu le 5 juin 1993. Polyclinique, 10, rue Wurtz, 75013 Paris. ASM 13, 11, rue Albert-Bayet, 75013 Paris.

Jean-François, Christophe Denis Jouvét et leur famille font part du décès de leur mère

France JOUVET, née Tourange, survenue le 1^{er} juin 1993, dans sa soixante-septième année.

21, rue Armand-Millet, 92230 Bourg-la-Reine.

— Elmine Lamarque, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de André LAMARQUE, survenu le 31 mai 1993.

Elmine Lamarque, 17, rue Bel-Air, 34680 St-Georges-d'Orques.

— Isabelle et Jean-Marie Le Guen et leurs enfants, M. et M^{me} Roland Serrau, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-deuxième année, le 31 mai 1993, de

M. André LE GUEN, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, croix de guerre 1939-1940, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, médaille d'or de la jeunesse et des sports.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale. 7, rue Chevert, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Jacques NANTET, chevalier de la Légion d'honneur, président de la Fraternité d'Abraham, vice-président de l'Association des écrivains catholiques, décédé le 5 juin 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de M^{me} Jacques Nantet, née Claudel, son épouse, M. et M^{me} Erhard von Friedberg et leurs enfants Mathias, Andreas et Henning, M. Domestien Nantet, ses enfants et petits-enfants.

L'inhumation a eu lieu à Flagny-la-Chapelle, dans l'intimité.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 juin, à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5.

Cet avis tient lieu de faire-part. Dans ses maux, Seigneur. 12, rue Montalivet, 75008 Paris. (Le Monde du 8 juin.)

Anniversaires

— Le 8 juin 1969 disparaissait

EBE GOLDENBERG.

Nous l'aimons toujours. Nous nous souvenons.

— Il y a un an disparaissait le

docteur Jean-Florian METTETAL.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

M^{me} Jean-Claude Mettetal Et ses enfants.

Pierre Bergé, président, Le professeur Christine Rouzioux, Frédéric Edelmann, Christophe Girard, vice-présidents, Pierre-Michel Raison, Toute l'équipe et tous les membres d'ARCAT-SIDA (Association de recherche, de communication et d'action pour le traitement du sida), Richard Noël, tiennent à vous rappeler la disparition du

docteur Jean-Florian METTETAL, leur vice-président et directeur médical, mort du sida le 8 juin 1992.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

ARCAT-SIDA, 57, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris.

Frédéric Edelmann, président, Et tous les membres du CIVIS (Centre interprofessionnel pour l'information sur le sida et l'infection à VIH), vous rappellent la disparition du

docteur Jean-Florian METTETAL, leur vice-président et ami, mort du sida le 8 juin 1992.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

CIVIS, 57, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris.

— Le 1^{er} juin 1989 nous quittait Jean RABAUT, historien et journaliste.

Le 9 juin, il était inhumé à Versailles. Ses enfants et sa sœur se souviennent et tiennent à se souvenir de lui.

— Il y a huit ans, le 9 juin 1985, Paul STRANSKY a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui, ainsi que pour sa sœur, Annie STRANSKY, décédée à Londres, le 22 avril 1993.

Communications diverses

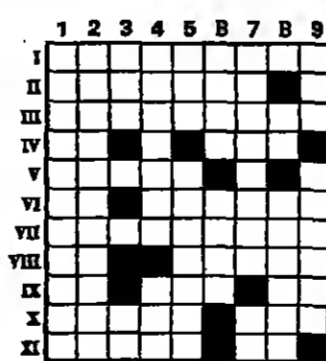
— « Le catastrophe et la mémoire », avec J.-C. Attias et L. Ponnanski, mercredi 9 juin, à 20 h 30, à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Soutenances de thèses

— Soutenance, par Katia Gorias, de sa thèse de doctorat en pharmacie : « Etude de l'observance médicamenteuse dans un service de pédiatrie de long et moyen séjour », vendredi 11 juin 1993, 15 heures, université Paris-V-René-Descartes, 4, avenue de l'Observatoire, Paris-6, salle Houd.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6057



VERTICALEMENT

- Protège donc du froid.
- Dans son métier, on en voit des vertes et des noires.
- Faute de service. Câblé.
- Avec elle, il y a toujours du tigre. Blonde pétillante.
- Poisson. Bonne pour le service.
- Rencontre de poids lourds. Attention !
- Champ de glace. Eau.
- Franc lourd. Nouvelles.
- Quelque un. Visage familier.

Solution du problème n° 6056

Horizontalement

- Geindre. — II. Admirable.
- Rés. Ablon. — IV. Gap. Ego.
- V. Obl. St. Au. — VI. Nona. Dfne. — VII. Nièces.
- VIII. Intruse. — IX. Rai. — X. Rio. Eau. — XI. Eon. Rame.

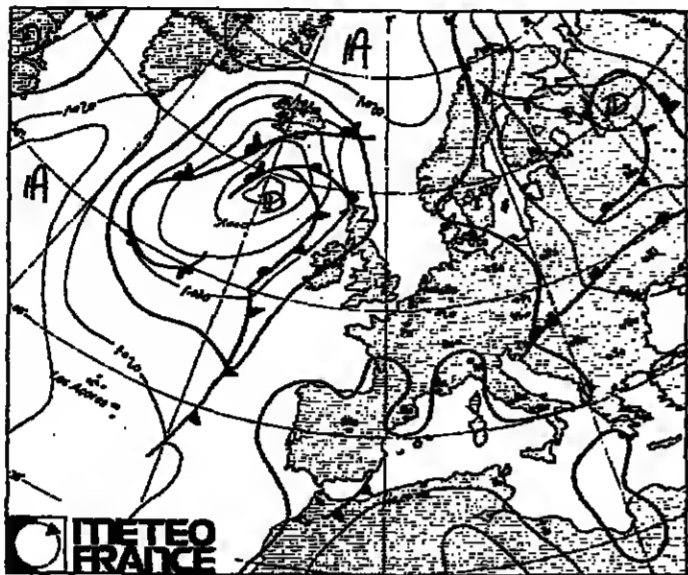
Verticalement

- Géronnière. — 2. Ede. Bain. lo. — 3. Imagination.
- Ni. Air. — 5. Draps. Suer.
- Rab. Idee. Me. — 7. Eblé. Iseran. — 8. Stogan. Sain. — 9. Enouer. Ile.

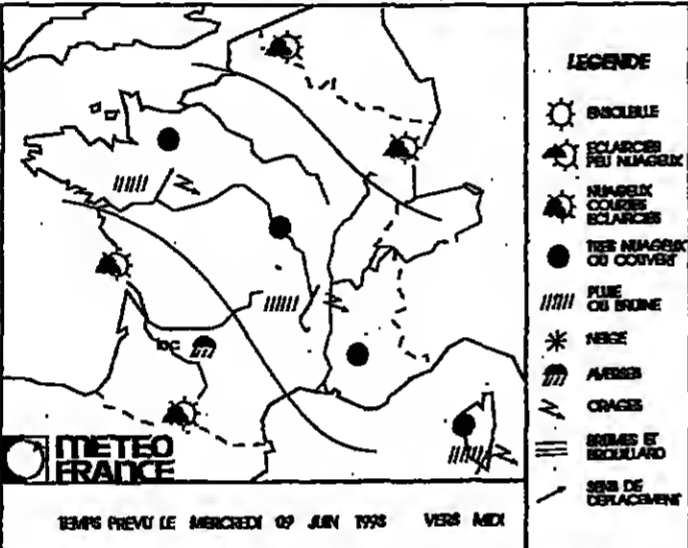
GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 9 JUIN 1993

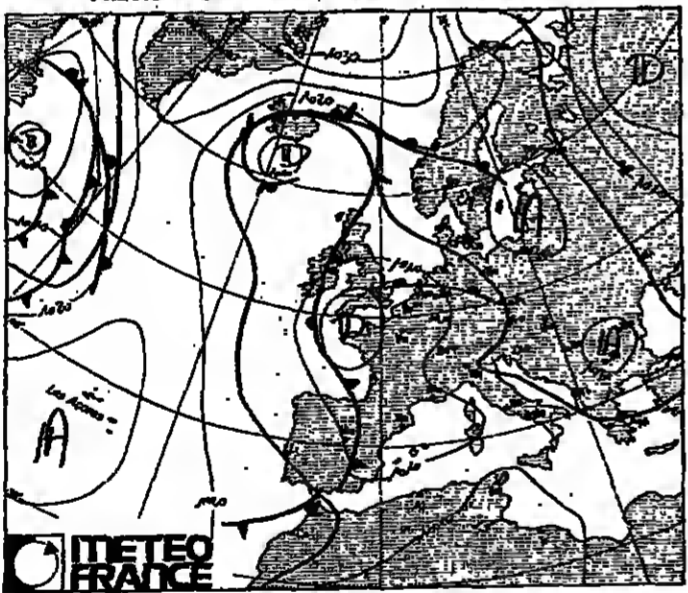


Mercredi : souvent pluvio-nuageux. - Nuges et arages concernent la quasi-totalité de la France. Sur les régions proches de la frontière belge, la météo sera encore assez bien ensoleillée, et les arages ne se déclencheront qu'en fin d'après-midi. Partout ailleurs, les nuages seront abondants, et les pluies orageuses pourront, au déclin, à l'importance quel moment de la journée. En montagne, les orages pourront être forts.

Les températures seront un peu moins élevées que la veille : les maxima seront voisines de 14 degrés près de la Manche, de 18 degrés près de la Méditerranée, de 18 degrés ailleurs ; les minima ne dépasseront guère 20 degrés sur le littoral de la Manche, alors qu'ailleurs, elles seront comprises entre 24 degrés et 28 degrés.

Le vent sera partout faible ou modéré, de sud ou sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs relevées											
le 07-8-1993 à 18 heures TUC et le 08-9-1993 à 8 heures TUC											
FRANCE				ÉTANGER							
ALGER	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	MARSEILLE	21	16	C
BARCELONE	21	16	N	TOULOUSE	20	15	D	MONTPELLIER	21	16	C
BONNE	20	15	D	LYON	20	15	D	NANTES	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	RENNES	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	PARIS	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	STRASBOURG	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	TOULOUSE	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D	LYON	20	15	D	SAINT-ETIENNE	20	15	D
BREITENBURG	20	15	D								

L'assassinat de l'ancien secrétaire général de la police de Vichy

Un homme âgé de quarante-neuf ans s'accuse de l'assassinat de René Bousquet

Christian Didier, un homme âgé de quarante-neuf ans, a été interpellé, mardi en fin de matinée, par la police judiciaire quelques instants après avoir tenu une conférence de presse improvisée dans un hôtel des Lilas (Seine-Saint-Denis), où il a affirmé, détails à l'appui, être le meurtrier de René Bousquet. Les enquêteurs restaient circonspects, n'excluant pas d'être en présence d'un effabulateur en raison de la biographie mouvementée du personnage.

L'homme a appelé à la rédaction du Monde à 10 h 30, quelques minutes après que la première dépêche d'agence a signalé le meurtre de René Bousquet. « C'est moi qui ai tué cet homme, j'ai un message à vous délivrer », a-t-il déclaré. L'homme donne l'adresse et l'étage où habitait l'ancien secrétaire général de la police de Vichy, le nombre de balles qu'il a tirées. Il parle calmement. Est-ce bien lui, ce un effabulateur? Toujours est-il qu'il veut que les journalistes le rejoignent pour qu'il fasse connaître son « message ». Il donne rendez-vous à la sortie du métro Mainie-des-Lilas, « face au McDonald ».

Il est midi et l'homme porte des lunettes noires, un jean élimé et un polo. Il conduit la poignée de journalistes présents au rendez-vous, sur une plectre des Lilas (Seine-Saint-Denis), vers un lieu plus calme. Dans la chambre de l'hôtel Paul-de-Koch, un établissement vieillissant, où il s'est installé, l'homme parle. Christian Didier, puisqu'il s'appelle ainsi, dit avoir quitté la veille son domicile de Saint-Denis (Vosges). Il dit d'abord « l'horreur que peut inspirer un type comme Bousquet, qui a été chargé de l'épuration ethnique des Juifs, qui a envoyé 20 000 adultes et 3 000

enfants dans les camps ». Ajoutant avoir « mis six mois » avant de se décider, il déclare qu'« éliminer un monstre est honorable, c'est la victoire du bien sur le mal ». Il n'en démordra pas, refusant d'être considéré comme un « justicier ». Puis il raconte la scène de l'assassinat avec une précision troublante.

Le récit de Christian Didier

« Je suis arrivé vers 9 h 30 avenue Raphaël. J'ai sonné à l'interphone. J'ai dit à Bousquet que j'étais un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et que je devais lui remettre une citation à comparaître pour un procès. Bousquet a finalement accepté. « Il m'a ouvert la porte. J'ai reconnu son visage, j'avais vu sur des photos et à la télé. Je l'ai appelé par son nom pour être sûr que c'était bien lui. Je lui ai expliqué que je devais lui remettre la citation devant le procureur de la République. » Jouant le geste à la parole, Christian Didier explique qu'il a alors porté la main dans sa sacoche, comme pour en extraire les papiers en question. « Moins d'un mètre, j'ai sorti un revolver de calibre 38 », ajoute-t-il, montrant à l'appui de ses dires une arme de poing à barillet et vérifiant qu'il reste deux balles.

« Il y avait un gros berger allemand et j'ai eu peur qu'il me saute dessus. Mais il s'est enfui quand j'ai tiré la première balle. J'ai encore tiré deux fois, touchant Bousquet qui a continué à foncer sur moi. C'est seulement à la quatrième balle, que j'ai tiré à hauteur de la tête, qu'il est tombé. J'ai laissé la fausse citation à comparaître sur place pour signifier mon geste. Je ne veux pas me sauver, je ne veux pas échapper à la justice. La justice n'a pas fait son travail. En 1987 déjà, j'ai essayé de tuer Barbie en tentant

de pénétrer dans la prison de Lyon où il était enfermé. Je m'étais fait passer pour un faux urologue, mais le portique de sécurité s'est déclenché et l'on a vu que j'avais une arme sur moi. Pour ça, j'ai déjà fait quatre mois de prison. »

Lisant son « message », un texte qu'il dit avoir envoyé fin mars à toutes les rédactions et à de nombreuses personnalités, Christian Didier parle de son « message », du « souffle de Dieu » et de sa propre « mission sur Terre ». Son propos s'égare, mélangeant Kerouac, Malraux et Rimbaud. « Je me suis servi du tremplin de cette action pour redonner la spiritualité à l'humanité », dit-il encore, évoquant ses problèmes psychiques. Il intitule son « message » confus « SOS Spiritualité Monde » et confirme qu'il a l'intention de se rendre à la police.

L'extrême prudence des enquêteurs

Quelques instants après le départ des journalistes présents, Christian Didier ne faisait pas obstacle à une interpellation par des policiers de la PJ parisienne. Vers 13 heures, il était conduit aux fins d'interrogatoire au 36, quai des Orfèvres. Toutefois, les enquêteurs refusent toute indication sur la véracité de son récit et de son autodéclaration. L'extrême prudence des policiers de la brigade criminelle s'explique par la biographie déjà mouvementée de Christian Didier, où la recherche de publicité médiatique semble une constante.

Déjà, en 1980, il avait attiré l'attention sur lui en s'imposant 480 kilomètres de marche, entre Strasbourg et Paris, dans le vain espoir, qu'un éditeur accepte d'écrire un livre de souvenirs de voyage en Australie (le Monde du 29 avril 1980). Puis, le 1^{er} mars 1986, pour présenter un autre

livre, édité à compte d'auteur, la Ballade d'Early Bird, il avait fait irruption sur le plateau d'Antenne 2, au cours de la cérémonie de remise des Oscars. A la même époque, il avait réussi à brandir une banderole autoproclamatoire (« Achevons mon livre ») dans les lieux les plus divers : un meeting de Jean-Marie Le Pen, un match de tennis à Roland-Garros, l'arrivée du Tour de France, la cour de l'Elysée, diverses émissions de télévision (« Droit de réponse », « Champs-Élysées », « Le Jeu de la vérité »).

Les enquêteurs, qui avaient commencé à l'interroger en milieu de journée, mardi, n'excluent donc pas d'être en présence d'un affabulateur. Reste cependant que les enquêteurs ont retrouvé dans l'appartement de René Bousquet la « citation à comparaître » évoquée par Christian Didier. D'autre part, Christian Didier, né en 1944 à Saint-Dié (Vosges), qui s'auto-acquiesce aujourd'hui de l'assassinat de René Bousquet, s'en tient, le 19 mai 1987, de pénétrer dans la prison Saint-Joseph de Lyon où était incarcéré Klaus Barbie. Se faisant passer pour un urologue, il avait demandé à rencontrer le prisonnier pour une visite post-opératoire, mais le revolver de colporteur armé de six balles qu'il dissimulait dans un cartable devait lui faire lors de son passage par le portique de sécurité.

Jugé pour port d'arme prohibée en septembre 1987 par la sixième chambre correctionnelle du tribunal d'instance de Lyon (le Monde du 24 septembre 1987), il avait alors déclaré : « Je voulais le tuer. » Il avait été condamné à deux mois de prison, dont huit avec sursis, peine accompagnée de trois ans de contrainte judiciaire et d'une obligation de soins.

ERICH INCIVIAN
et EDWY PLENEL

M. Méhaignerie : « La justice devait être rendue. Je ne peux que condamner un tel acte »

Le ministre de la justice, Pierre Méhaignerie, a déclaré que René Bousquet devait être prochainement jugé pour ses actes en tant que secrétaire général de la police de Vichy. « La justice devait être rendue. René Bousquet devait être condamné à la prison à vie », a-t-il déclaré. Il a ajouté que ce meurtre était un acte de barbarie et qu'il ne pouvait être considéré comme un acte de justice.

■ M. Serge Klarsfeld : « Des conséquences négatives ». — « Cela fait des années que nous luttons pour que ce meurtre soit jugé. Les conséquences sont négatives, a déclaré M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de juifs déportés de France. Nos efforts de justice contre celui qui incarnait toute l'occupation antijuive de l'appareil d'Etat de Vichy sont contrecarrés par une volonté de vengeance qui s'assimile à un règlement de comptes. »

■ M. Alain Levy, avocat des parties civiles : « Il devait être soumis aux règles de droit ». — « Je ne peux que déplorer l'assassinat de René Bousquet », a déclaré M. Levy, avocat des parties civiles. Quels que soient les crimes qui lui sont reprochés, il devait être soumis aux règles de droit et l'instruction menée à son terme.

■ M. Charles Lhmann : « Je suis en désaccord avec ce genre de procès monstrueux ». — M. Lhmann, qui représente l'Association des fils et filles de juifs déportés, partie civile dans le procès Bousquet, a déclaré : « Je suis complètement choqué. René Bousquet aurait comparu dans un délai relativement court. Ce que nous souhaitons, c'est que la vérité de ce temps de l'Occupation sorte un peu plus avec les responsabilités qu'on pouvait déplorer. Il fallait qu'une page d'histoire s'écrive par un procès. »

■ Henri Amouroux : « Il aurait pu faire des révélations ». — « Celui qui a tué René Bousquet a fermé la bouche de quelqu'un qui aurait pu, s'il y avait eu un procès — ce dont je doute fort — faire des révélations sur l'époque », a déclaré M. Henri Amouroux, historien. La police sait beaucoup de choses. Bousquet avait des dossiers et des amis. Mais, avec cet assassinat, la justice est définitivement étouffée.

répondre devant la cour d'assises de Paris de complicité de crimes contre l'humanité, a précisé M. Méhaignerie. L'instruction était terminée et le parquet allait déposer son réquisitoire définitif devant la chambre d'accusation. Je ne peux que condamner un tel acte », a ajouté le ministre.

■ Patrick Quentin (LICRA) : « Trois hypothèses ». — M. Patrick Quentin, secrétaire général de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a affirmé : « C'est la consternation, non parce que Bousquet est mort, mais parce que ce meurtre a empêché que le procès ait lieu. Il y a trois types d'hypothèses sur le meurtre : un crime crapuleux, par un ennemi d'affaires, le coup de ras-le-bol d'un enfant de déporté, mais c'est peu probable, et enfin un crime d'un onni politique puisque le procès se profilait. »

■ Henry Roussot, historien : « Effet pervers ». — « Depuis le début, cette affaire n'a connu que des effets pervers, contradictoires. Après cet acte condamnable, l'effet pervers est encore plus grand, explique Henry Roussot, historien de Vichy. On fait de Bousquet une victime, alors que le procès aurait pu permettre de faire l'Histoire. »

■ Bernard Pons (RPR) : « Des gens ne souhaitent pas que le procès de Vichy soit fait ». — Président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Bernard Pons s'est estimé après le meurtre de René Bousquet qu'il y avait « des gens qui ne souhaitent pas que le procès de Vichy soit fait ». M. Pons a ajouté qu'il considérait « comme difficilement possible que ce soient des victimes (du régime de Vichy) qui soient à l'origine de l'assassinat. »

■ Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « Bousquet a donc cessé de vivre. Quel que l'on pense de cet acte, pas une arme pour ce bourreau ! Ceux qui s'offusquent aujourd'hui auraient dû manifester la même indignation lorsque tous les gouvernements de la IV^e République bloquaient les procédures judiciaires intentées à cet infortuné symbole de la collaboration. Au seul profit des nostalgiques d'extrême droite

ÉGYPTÉ

Un mort dans un attentat à l'explosif au Caire

Une personne a été tuée et quatre autres blessées dans un attentat à l'explosif, commis mardi 8 juin sur l'avenue des Pyramides au Caire. La victime est un Égyptien et cinq des blessés sont des touristes britanniques, a indiqué l'agence de presse MENA. Une source policière

a précisé qu'un inconnu — vraisemblablement un intégriste — a lancé, du haut d'un pont, un engin explosif qui visait un autobus de tourisme mais qui, manquant sa cible, est tombé sur une voiture particulière, faisant un mort et trois blessés graves dans le véhicule. — (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS	CHRONOLOGIE
Avortement : « Cours constitutionnelles et Etat de droit », par Alfred Grosser. Ex-Yugoslavie : « Reconstruire une Bosnie ? », par Maurice Duverger..... 2	Mai 1993 dans le monde..... 18
ÉTRANGER	ÉCONOMIE
La situation dans l'ex-Yugoslavie. 3	La rencontre à l'Hôtel Matignon avec le CNRP : le premier ministre demande le doublement des cotisations d'apprentissage..... 19
Libéria : M. Boutros-Ghali ordonne une enquête après la massacre attribué aux hommes de Charles Taylor..... 6	Le secrétaire du GATT change de directeur général..... 21
POLITIQUE	COMMUNICATION
A l'Assemblée nationale, la majorité cherche à dépeçonner le débat sur la réforme de la Banque de France..... 7	La FFT envisage de réduire en France les retransmissions télévisées du tournoi de Roland-Garros..... 24
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Avantages en nature »..... 8	INITIATIVES
SOCIÉTÉ	■ Dossier : les lots de prospérité
La 9 ^e conférence internationale sur le sida..... 10	■ Management : copie conforme
Le Vatican veut relancer le rapprochement entre les Eglises chrétiennes..... 10	■ Les stages..... 27 à 42
SCIENCES • MÉDECINE	Services
■ Les errances de la médecine française. Le record du monde du pont de Normandie • Détritus en sous-sol..... 11 à 13	Abonnements..... 2
CULTURE	Annonces classées..... 22
Woody Allen privé de la garde de ses enfants..... 15	Carnet..... 24
Francis Perrin met en scène le Barbier de Séville à Marseille..... 15	Marchés financiers..... 22-23
	Météorologie..... 25
	Mots croisés..... 24
	Radio-Télévision..... 25
	Spectacles..... 17
	La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
	Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »
	folioté 27 à 42
	Le numéro du « Monde » daté 8 juin 1993
	a été tiré à 500 352 exemplaires.

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

La logique industrielle

étonne de ne pas voir dans le box. « Il manque beaucoup de monde dans ce prétoire. Où est le docteur Claude Weissberg (conseiller du secrétaire d'Etat à la santé), où est le docteur François Gros (conseiller du premier ministre) ? » Ils voudraient aussi voir juger « le docteur Edouard Hottel », le professeur Soulier, M. Baudry et certains médecins prescripteurs. Ces derniers sont en aval. Et l'avocat estime que ce procès réduit à quatre personnes est « un procès épuisé, un procès alibi, un procès bonne conscience et peut-être même une parodie de justice ».

Après négociations

M. Michel Zaoui n'est pas de cet avis. Méthodiquement, il démonte l'argumentation de la défense, qui invoque les incertitudes de l'époque, pour souligner que le seul soupçon de la dangerosité des produits dérivés du sang aurait dû conduire les prévenus à tout faire pour que la distribution soit immédiatement interrompue. Un argument que M. Caroline Bettati reprend en montrant le box : « Les incertitudes ? Ce sont eux qui les ont créées. »

Pour ces deux avocats, il y a eu « tromperie » et M. Georges Hottel soutient cette même thèse en ayant sa plaidoirie sur « la logique industrielle du CNTS ». Son propos est clair et logique : c'est pendant la construction de l'usine de fractionnement des Uits que survient l'épidémie de sida. Or cette usine, d'un coût de 89 millions de francs, a nécessité un financement public à hauteur de 33 millions de francs, qu'il a fallu négocier et discuter longuement.

En 1983, explique M. Hottel, nous sommes en plein chantier, les crédits sont déga-

gés. Parler du chauffage des produits, c'est dire que l'on doit importer, remettre en cause le projet industriel. C'est dire adieu à l'autosuffisance, adieu à la crédibilité du docteur Roux, adieu à la carrière du docteur Garreta qui dirige la succession du docteur Soulier. Et, pour l'avocat, c'est cette logique qui a conduit les prévenus à ignorer les dangers des produits non chauffés, et, plus tard, leur distribution parallèle aux produits chauffés sera surtout justifiée par les difficultés de trésorerie du CNTS.

Cette double distribution a été dénoncée par M. Evelyn Lasner, mais elle a la place sous la lumière de « l'homicide involontaire » ; un délit dont l'avocat retrouve les éléments constitutifs dans l'attitude du docteur Garreta : « Il y a eu négligence, et l'imprudence c'est d'attendre la réalisation du risque au lieu de le prévenir. » M. Lasner évoque aussi les autres responsabilités pour y renoncer d'un geste. « Il y en a, c'est vrai. Mais celle du principal responsable, nous l'avons. » M. Zaoui a été plus loin en plaçant parmi « les faux problèmes » la mise en cause de l'administration et des ministères. Mais c'est une réaction qu'il veut bien comprendre : « On cherche toujours des hauts responsables, car plus le drame est immense, douloureux, plus le responsable doit être à la hauteur de ce drame. »

Un effet loupe

Une phrase forte, qui a été entendue, et sera prononcée dans d'autres encaintes judiciaires, dans d'autres procès. Si forte qu'elle pourra être exploitée par la défense. Si forte qu'elle révèle le trouble de certains avocats face à un dossier manifestement incomplet. Ce trouble, M. François Cantier, du barreau

de Toulouse, ne s'en cache pas : « Je me suis posé des questions sur la culpabilité des prévenus. Il y a une question fascinante, obsédante : certes, le docteur Garreta a pris des décisions qui ont abouti à la tragédie. Mais alors, pourquoi personne ne s'est-il élevé contre ces décisions ? Cette question, même à la place où je suis en tant qu'avocat, je ne peux pas l'éviter. »

Son trouble le fait fustiger ses confrères qui, au début de la semaine, ont développé de manière parfois violente la thèse de l'empoisonnement et qu'il désigne comme « ceux qui poursuivent les victimes dans leur douleur au-delà du raisonnable ». Et, courageusement, il fait part de ses propres incertitudes : « Ce procès pénal, avec son effet loupe, m'affaiblit. Juger en 1993 des faits qui datent de sept années auparavant, nous n'en avons pas l'habitude. Il serait terrible qu'un drame se conclue par une injustice. »

M. Cantier est cependant certain de la culpabilité des prévenus lorsqu'il leur reproche : « Vous êtes tous restés comme en état d'apesanteur et vous n'avez pas pris les décisions qui s'imposaient. » Il dénonce « le mythe barbare de l'autosuffisance », et les considérations financières lui inspirent ce cri : « Il ne faut pas faire entrer les marchés dans le temple d'Hippocrate, sinon cette tragédie ne sera que la première d'une longue série. »

Mais l'avocat résume aussi l'impression que lui a fait l'ensemble de l'affaire en soupirant : « J'ai vu une société moderne où émergeaient de nouveaux pouvoirs, le pouvoir médical et le pouvoir médical. Notre société ne les a pas encore pris en compte. Ils évoluent plus vite que nous. »

MAURICE PEYROT

N I T

Les i

ETAP

le partenaire de vos recrutements

vous propose

de retrouver ses offres d'emploi

en page 35

etap

Le Monde

INITIATIVES

Les îlots de prospérité

Des sociétés encore prospères tentent de vivre en bonne entente avec un environnement moins chanceux

A tort ou à raison, et quand ils subsistent encore malgré la crise, les « îlots de prospérité » sont regardés avec envie par ceux qui n'appartiennent pas au cercle des privilégiés. Tous, à un moment ou à un autre, ont dû apprendre à vivre leur différence, réelle ou supposée, sous les yeux des autres. Le plus souvent, ils ont entrepris d'approprier un environnement qui, parfois, aurait pu leur être hostile.

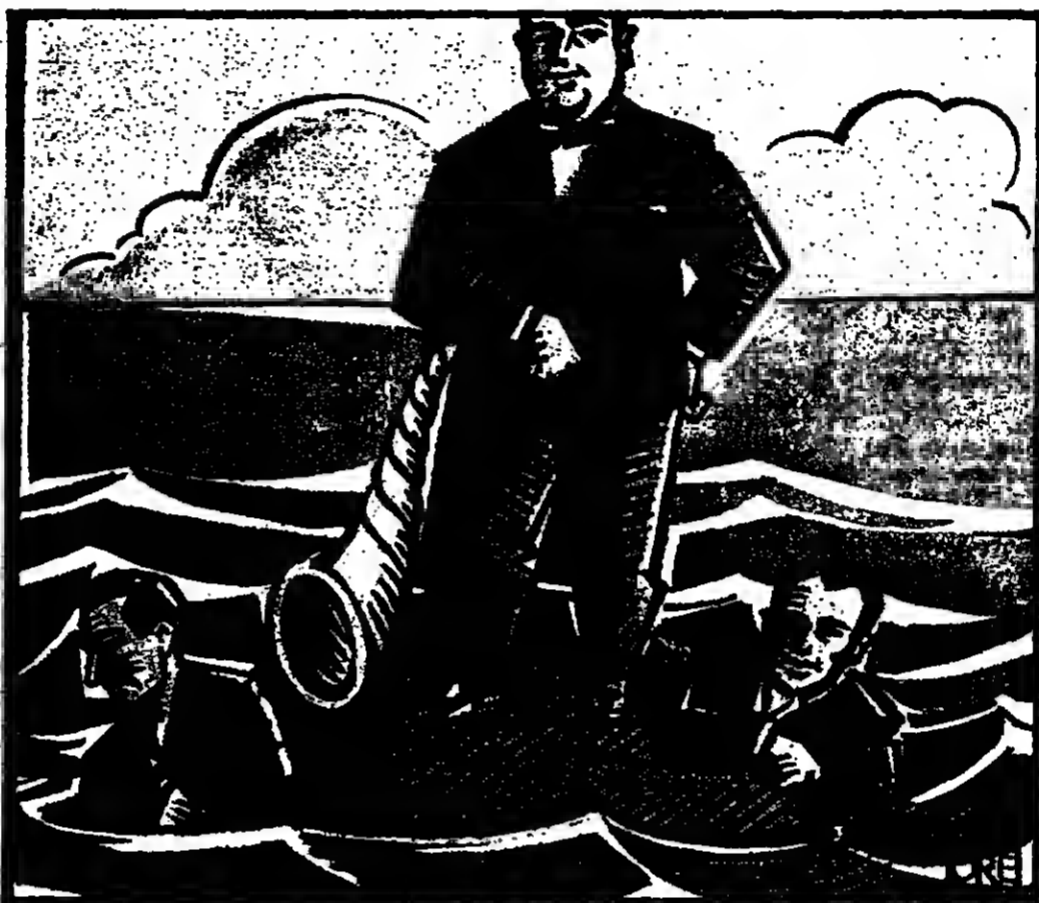
Cette situation, la Cité des sciences de la Villette l'a connue et s'est vite décidée à en faire un avantage, en la contraindre. A l'origine, l'implantation de ce haut lieu voué aux nouvelles technologies, dans ce quartier populaire du dix-neuvième arrondissement contenait certains risques. Quand le chômage se développe, que des familles vivent dans des difficultés permanentes et, que les bandes de jeunes ressassent leur inactivité, l'apparition d'une « vitrine » aussi alléchante peut se transformer en une provocation ou éveiller des convoitises. Des tensions peuvent naître du décalage.

Il fallait pacifier préventivement, ou, plutôt, séduire, avant d'espérer s'intégrer. Une mission, conduite par le docteur Brulé, fut chargée de ce travail psychologique d'approche, puis, dans la suite logique, s'efforça de trouver des réponses, par l'emploi, avec l'une des premières opérations « nouvelles qualifications ». Même peu formés, les enfants du quartier pouvaient tenir des postes dans la maintenance des appareils ou devenir des monteurs pour les expositions, par exemple.

Grâce à cette démarche, la population voisine, et les jeunes principalement, se sont appropriés la Cité des sciences. Certains y ont trouvé du travail, d'autres y ont appris un métier nouveau. Résultat : les vols et les dégradations sont peu nombreux, en tout cas moins importants qu'on ne le redoutait.

Avec des variantes, et des caractéristiques différentes, d'autres sociétés ont eu à tenir compte de leur situation particulière dans leurs rapports avec le milieu d'alentour, ne serait-ce que pour éviter de perturber des équilibres délicats. Installée au cœur d'un quartier défavorisé de Roubaix, l'entreprise de vente par correspondance La Redoute, en excellente forme économique, a choisi de se fonder discrètement dans le décor, plutôt que de « s'entourer de miradors ». Elle a joué la carte de l'insertion, de la formation, et soutient, en lien avec le secteur associatif, les actions conduites pour venir en aide à des publics en difficulté. A Evry, la société de la source d'eau minérale, filiale du groupe BSN, a bien pris la mesure des effets négatifs, pour les PME du bassin d'emploi, de sa politique sociale généreuse. En payant le double des autres employeurs, et en attirant les plus qualifiés, elle provoque des distorsions et assèche le marché du travail. Très tôt, elle s'est donc engagée, maintenant au travers de l'association « L'éman développement », dans des opérations en faveur du renforcement du tissu économique local. Ce faisant, elle s'affirme comme une « entreprise citoyenne », soucieuse de ses partenaires.

EVIDEMMENT, l'opulence de ces entreprises n'est en réalité que relative et leur arrogance, que les esprits chagrins leur reprochent parfois, n'est jamais que la manifestation de comportements qui peuvent être d'abord maladroits. Décentralisés dans les années 70, les gros services annexes des banques, par exemple, ne se considèrent pas, malgré les apparences, comme des nantis installés au fin fond de la province. Et ce, malgré les parcs verdoyants qui entourent les locaux, dotés de crèches pour les enfants et de centres de loisirs pour les mercredis ou les vacances, et en dépit de la position sociale plus



assurée qu'affichent les employés. Pour eux, si l'îlot de prospérité a jamais existé, les récentes réductions d'effectifs ou les restructurations l'ont définitivement relégué au rayon des images du passé. Quoique continue d'en penser l'opinion publique locale.

Ces dernières années, justement, ceux qui semblaient invulnérables ou en tout cas préservés, ne sont plus aussi confiants. Le doute rôde, et avec lui, la crainte de renouer avec une réalité plus commune sous le regard, affligé ou moqueur, des « autres ». Niort est en train de vivre ce lent processus qui conduit à la prise de conscience. Dans cette ville dominée par les mutuelles d'assurances, le taux de divorce des femmes, le plus élevé de France parce qu'elles disposaient de l'indépendance financière, était de notoriété publique. Les discrètes suppressions d'emploi qui s'y produisent amènent à plus de prudence et les comportements changent. Enclave « américaine » près de Montpellier, IBM a certes conservé ses attributs glorieux et expose son niveau

de vie « luxueux ». Mais les difficultés de Big Blue obligent à une prise de conscience. Et si le temps de la splendeur était fini ? Au fil des années, heureusement, la ville bourgeoise et compassée, devenue « Mootpellier, la surdouée », s'est reconciliée avec ces salariés d'exception et, au contraire, a su faire une locomotive de cette implantation, à l'origine, déconcertante.

Un retour à la normale, en douceur, n'est pas toujours possible, tant les habitudes historiques sont fortes. A quelques kilomètres l'une de l'autre, en Lorraine, l'usine sidérurgique de la Sotac et celle de production de fonte de Pont-à-Mousson montrent que les chassés-croisés laissent des traces. Après avoir été au sommet, l'acier connaît le désespoir et peut envier la fonte. A l'inverse, Pont-à-Mousson reste sur son petit nuage et souffrira s'il lui faut en descendre. Parce que l'euphorie économique ne dure jamais.

Alain Lebaube

■ **Ephémère richesse...**
Les risques du monopole
par **Marie-Claude Botboder**

■ **L'entreprise citoyenne**
Ne pas appauvrir les autres
par **Catherine Leroy**

■ **La Lorraine entre acier et fonte**
Maintenir son passé
par **Marie-Béatrice Baudet**

page 28

■ **La fin de l'âge d'or**
Rester sur son site d'accueil
par **Jean Monanteau**

■ **L'esprit quartier**
Quand une entreprise joue l'agent social
par **Francine Atzicovici**

■ **Maintenir les mannes d'antan**
Les titres bancaires sauveurs d'emplois
par **Liliane Delwasse**

page 29

MANAGEMENT
□ Copie conforme

LIBRAIRIE

page 30

TRIBUNE

□ Simplifions la gestion de l'emploi
par **Michel Masounave**

page 31

ETAP

Le partenaire de vos recrutements,

vous propose

de retrouver ses offres d'emploi

en page 35

etap

FORMATION ET RÉUSSITE

Deux formations diplômantes agréées au titre du Congé Individuel de Formation et des A.F.R.

D.P.E.C.F.

Diplôme Préparatoire aux Études Comptables et Financières - 5 U.V.

7 mois à temps plein : 8/11/93 au 30/06/94 + séquence de révision intensive : 29/08 au 9/09/94. Session destinée aux titulaires BAC ou diplôme admis en dispense.

♦ Droit de l'entreprise, économie, comptabilité, communication, etc.

D.E.C.F.

Diplôme d'Études Comptables et Financières - 7 U.V.

10 mois à temps plein : 18/10/93 au 16/09/94. Session destinée aux titulaires du D.P.E.C.F. ou équivalent.

♦ Droit sociétés, fiscal, pénal, du travail, social ; organisation/gestion de l'entreprise ; révision comptable, contrôle de gestion, etc.

UNIVERSITÉ PARIS-SUD

FACULTÉ JEAN MONNET

Renseignements et Inscriptions : Formation Permanente
54, Bd Desgranges - 92331 SCEAUX Cedex
Tél. (1) 40.91.18.20

Ephémère richesse...

Niort, capitale des mutuelles, balance entre torpéur et mobilisation

L'AFFAIRE avait fait beaucoup de bruit dans la presse nationale aussi bien que régionale en mars 1992. La direction de la Mutuelle assurance des artisans de France (MAAF) envisageait de supprimer plus de huit cents emplois. Niort, capitale des mutuelles, cessait-elle d'être cette oasis de prospérité tranquille où prospérait rimaient avec progrès sociaux ? Sur place, la nouvelle avait fait l'effet d'une bombe : « A voir les bâtiments imposants des mutuelles, note Christian Lavergne, responsable du service emploi-recrutement de la MAAF, on avait fini par croire ces dernières aussi solides que ces colosses en béton : brusquement, il n'a fallu se faire à l'idée que la forteresse n'était pas imprenable ».

Les licenciements envisagés ont pu être évités du moins jusqu'ici, au prix de baisses de salaires et d'importants efforts de reconversion pour une partie du personnel. Mais la crise de mars 1992 a fait apparaître ce que cachait la prospérité du bassin niortais : la double fragilité du monde des mutuelles et de l'ensemble de l'économie locale. Certes, ces dernières continuent à témoigner d'un réel dynamisme. Néanmoins les instituteurs, avec la création de la MAIF, dans les années 30, le secteur n'a cessé de s'étendre (1). Mais l'essentiel de ce développement a été porté par la fulgurante croissance de l'automobile : « Entre 1950 et 1980, rappelle Yves Ozanne, directeur des ressources humaines (DRH) de la MAAF, le marché de cette dernière a été multiplié par trente. De ce fait, toutes les mutuelles sont contraintes sur des modèles de croissance. Or, il est impossible qu'un tel développement recommence... » D'autre part, l'assurance est un domaine désormais très encombré, « soumis à son tour, comme le souligne Jean-Pierre Lhotte, directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Niort, à la concurrence internationale ». Enfin, le développement de l'informatique et de la bureautique ont rendu inutile les dactylos et les agents administratifs que les mutuelles ont longtemps embauchés en grand nombre : sur ses 1400 salariés niortais, la MAAF doit ainsi en reconvenir 500.

Les autres mutuelles connaissent des problèmes analogues ; mais ayant évité les erreurs financières qui ont épuisé la MAAF, elles gardent une puissance suffisante pour les régler en douceur et... dans la discrétion qu'elles affectionnent : « Ce sont de grosses soupinières, commente avec humour Christian Rigoudaud, directeur des relations extérieures à la mairie de Niort : il y faut vraiment beaucoup de gros bouillons pour que la couvercle se soulève ! Mais tout un chacun peut constater qu'elles ne créent plus guère d'emplois et qu'elles s'efforcent d'alléger leurs effectifs. Voyant monter son taux de

chômage, Niort découvre qu'elle se laisse porter depuis longtemps par les facilités d'emploi et la richesse dont l'a comblée son secteur tertiaire. La ville n'est nullement « allergique à l'industrie », comme on le dit parfois. La confection, y a longtemps prospéré, de même que la mécanique et le travail du bois. Mais toutes ces activités ont disparu ou sérieusement régressé ces dernières années. A l'heure actuelle, Niort n'arrive pas à susciter d'emplois industriels à sa périphérie ; notamment parce que les salaires qui s'y pratiquent ont un effet dissuasif sur les entreprises.

Mais la ville a peine à se mobiliser contre un mal encore peu perceptible. « La facilité de l'emploi a anesthésié l'esprit d'entreprise, s'inquiète Jean-Pierre Lhotte. Il nous manque des hommes pour répondre au défi auquel nous allons être confrontés ! ». Bernard Bellet, le maire de Niort, ne se montre pas moins préoccupé. Ce Lorrain d'origine, fils et frère de sidérurgistes, rappelle que rien n'est jamais définitivement acquis en matière économique. « Dans les années 50 et 60, personne dans l'Est n'imaginait que la région puisse avoir un jour des problèmes d'emploi. N'avions-nous pas le fer, le charbon, et le besoin d'acier n'était-il pas énorme ? »

La leçon qu'il tire de ce drame est qu'il faut anticiper sur les problèmes, investir dans la diversification avant que la récession n'arrive car, alors, « on doit faire face simultanément à une montée des dépenses et à un effondrement des recettes ». Mais, s'indigne-t-il, « notre législation est telle qu'on ne peut espérer d'aide des pouvoirs publics que quand le sinistre est arrivé. Il faudrait qu'un dispositif légal pousse les acteurs économiques à agir au temps de la prospérité, leur donne des obligations à l'égard de l'avenir de leurs salariés et de leur environnement ».

Niort est peut-être en train de s'y mettre : une cellule de réflexion économique, réunissant les responsables des principales entreprises du sud des Deux-Sèvres, mutuelles comprises, s'est mise en place dans le cadre de la CCI pour poser les jalons de nouvelles activités. Le conseil général lui-même longtemps assez indifférent au devoir de Niort commence à s'en préoccuper. L'avenir dira si l'effort est mené avec la vigueur nécessaire.

Marie-Claude Betheder

(1) Création de la CAMIF (Coopérative d'achat des adhérents de la MAIF) en 1947, puis avec la MAAF (1951), la MACIF (1960, pour les commerçants), la SMAILC (1972, pour les collectivités locales), IMA (1981, en matière d'assistance touristique), Filia-MAIF (filiale de la MAIF, ouverte à des non-enseignants), Sérénité-MAIF (autre filiale centrée sur le service et l'assistance à domicile).

ESSEC
Executive MBA
Faire la différence.
Totale compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel.
Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière.
Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.
Prochaine session : juillet 1994 à octobre 1995. 80 jours échelonnés (vendredi/samedi).
Programmes dirigeants
Executive programs

46 92 21 00

VIVIANE HENRIOT
OU CATHERINE BOURGEOIS

« Les entreprises deviennent citoyennes et les collectivités locales deviennent entrepreneurs », commente, amusé, Bernard Comont, maire de Publier-par-Evian, une petite commune de Haute-Savoie, embarquée à côté de la SA Evian (du groupe BSN). Thomson, Botoré Technologie, et d'autres acteurs comme le Groupement industriel du Chablais, la chambre de commerce ou les communes de Thonon et Evian, dans l'association Chablais Léman développement.

Dans ce bassin d'emploi, la vie économique est dominée par trois grandes entreprises, qui fournissent à elles seules 38,7 % des emplois salariés industriels, dont 24 % rien que pour la SA Evian. Pendant des années, la main-d'œuvre qualifiée, tiraillée entre ces entreprises qui offraient des rémunérations élevées par rapport

à la région, et la Suisse, tout aussi performante dans ce domaine, a dédaigné les PME locales qui, du coup, « venaient s'exprimer leurs doléances », se souvient Antoine Martin, DRH central de BSN, en poste dans la région dans les années 70. La réponse des grandes entreprises consista, dans un premier temps, à s'impliquer plus fortement dans la vie culturelle et touristique locale.

Et puis, le concept d'entreprise citoyenne est apparu, développé par Antoine Riboud, le PDC de BSN. En bonne élève, la SA des Eaux minérales d'Evian a mis en application les idées du grand patron sur le rôle des entreprises dans la reconstitution du tissu local : à un moment, d'ailleurs, où la conjoncture commençait à s'inverser : les grands groupes ne sont plus créateurs d'emplois et la Suisse a été touchée à son tour par le chômage. « La société

d'Evian se trouve vis-à-vis du territoire dans une double situation de responsabilité et d'intérêts réciproques », explique Boubacar Macalou, chargé à la SA Evian, du développement de l'implantation territoriale d'économie locale (ITEL).

Regrouper ses efforts

Pour mieux maîtriser la situation, la société a souhaité passer « d'une implication de fait à une implication gérée et orientée vers l'avenir ». Concrètement, il s'agit d'éviter que l'entreprise ne substitue aux pouvoirs publics, d'améliorer l'implantation locale par rapport aux besoins de l'entreprise (environnement, qualification...), de renforcer le tissu local pour le

rendre moins dépendant de la société.

Diverses actions ont été lancées en ce sens par Evian. La première, visant avant tout à assurer sa pérennité, a été de sensibiliser les communes environnantes à l'importance de la protection de l'eau et de monter avec elles une association pour la protection de l'imphuvium. Dans le domaine de la formation, elle a créé, en collaboration avec d'autres entreprises locales, un centre de formation d'apprentis (CFA). Une section maintenance et une section plastrerie verront le jour respectivement à la rentrée 1993 et en 1994. Enfin, pour dynamiser le tissu local, la Société des eaux minérales d'Evian a poussé tous les acteurs économiques locaux et les élus à se réunir au sein de l'association Chablais Léman développement, créée en septembre 1992.

Son objectif : maintenir les emplois existants, développer la compétitivité des entreprises locales, faciliter l'implantation de nouvelles activités. La participation d'Evian à cette instance lui permettra également de veiller à ce que les entreprises susceptibles de s'installer dans la région ne soient pas polluantes, et donc menaçantes pour elle.

Le budget de l'association (375 000 F) est financé à 60 % par les collectivités territoriales, et à 40 % par les entreprises. Pour bénéficier d'une aide financière plus substantielle, l'association a élaboré un contrat de développement économique de bassin qui permet d'obtenir du conseil régional Rhône-Alpes un financement à hauteur de 30 % des actions de développement économique à réaliser sur trois ans.

« Le développement local, ce n'est pas du simple assainissement de l'entreprise, conclut Boubacar Macalou, c'est l'effort de tous. » Là-bas, dans le Chablais, il semble que le message soit passé.

Catherine Leroy



La Lorraine entre acier et fonte

Sollac et Pont-à-Mousson : savoir se battre, aujourd'hui, sur des environnements différents

A peine soixante kilomètres de distance, Sollac, dans son berceau historique de Florange, cône Metz, Pont-à-Mousson, frôle Nancy. Le cœur de la Lorraine donc. Presque la même Lorraine d'ailleurs, la Lorraine sidérurgique. Encore que... Sollac c'est l'acier, Pont-à-Mousson c'est la fonte. Sollac, c'est la vallée de la Fensch, avec ses hauts fourneaux et ses laminoirs. Les cheminées de Pont-à-Mousson ne grimpent pas aussi haut.

Certains parlent pour rire de la grande et de la petite sidérurgie. Une plaisanterie qui fixe presque le seul lien entre les deux mondes. En effet, les contacts sont rares, voire incertains. Pourtant, Sollac-Florange et Pont-à-Mousson ont beaucoup de choses en commun. D'abord, une lourde responsabilité, celle de deux entreprises où il fallait être embauché. Sollac et Pont-à-Mousson, c'étaient et ce sont toujours de meilleurs salaires que dans le reste de la région. Des écarts de 20 % ne sont pas exceptionnels. Des aubaines à ne pas rater.

A première vue, la comparaison s'arrête là : aujourd'hui, les deux entreprises vivent des environnements vraiment différents. Mais justement... Et si l'histoire venait à se répéter. Sollac, depuis 1986, année où Edmond Pachura arrive à la présidence du groupe, mène une véritable lutte contre le temps. « Avant 1986, se souvient Pierre Amet, responsable de la communication chez Sollac-Florange, les salariés touchaient une prime si les objectifs de production étaient réalisés, que l'acier soit de bonne ou de mauvaise qualité ». Le groupe perdait des milliards. Edmond Pachura le ramène à l'équilibre dès 1987.

L'équation de suivi est simple : les prix de l'acier ne finissent pas de diminuer, encore plus depuis la chute du mur de Berlin avec l'arrivée sur le marché des producteurs des pays de l'Est. Il faut se battre pour produire au moindre coût. Automatiser et innover, Sollac n'a pas d'autre choix.

L'addition est lourde : aujourd'hui les salariés du groupe ne sont plus que 20 000, 16 000 de moins qu'en 1986. Florange verse son écot. Il y a dix ans, le site embauchait plus de 10 000 personnes. Ils ne seront plus que 4 645 à la fin 1993. Deux cent quarante cinq suppressions d'emplois servent encore à réaliser en 1994. Pourtant, la culture d'entreprise change. « Le message est clair, insiste Pierre Amet. Nous ne voulons laisser aucun des salariés qui nous quittent sur le bord de la route. Jusqu'à maintenant, nous avons réussi à les reclasser à 80 % sur le bassin d'emploi. Ceux qui restent connaissent les efforts à fournir. Nous devons être chaque jour plus performants. » Démarche qualité, plan d'action compétitivité... L'arsenal des moyens mis en œuvre est bien rodé, sans que l'angoisse ne diminue véritablement. L'incertitude pèse encore, les salariés le savent.

Changement de décor

Changement de décor à Pont-à-Mousson. La branche canalisation de Saint-Gobain, qui se définit comme « l'équipementier au service du cycle de l'eau », vient de vivre une année exceptionnelle : le résultat net après

impôts pour Pont-à-Mousson SA a atteint 12 % du chiffre d'affaires. C'est l'un des meilleurs résultats depuis trente ans. Le marché est porteur, cela ne fait aucun doute. L'usine de Pont-à-Mousson, l'un des fleurons de la branche, ne ressent pas encore les effets de la crise.

Un décalage classique dans un métier où les commandes émanent de marchés publics. Les travaux sont provisionnés en période faste et donc réalisés même si la conjoncture se renverse. « 1993 devrait encore être une bonne année, estime Jean Laronze, directeur général adjoint de Pont-à-Mousson SA. En revanche, 1994 sera certainement plus difficile car nous ne bénéficierons pas encore de la reprise ».

Alors conjoncture ? Peut-être ne peut-être pas. Car d'autres signes commencent à poindre à l'horizon. L'entreprise ne se bat pas uniquement sur le marché de la fonte qu'elle maîtrise bien, notamment grâce à une présence commerciale importante qui rend le ticket d'entrée difficile pour ses concurrents. « Nous sommes aussi sur le marché de l'eau, insiste Jean Laronze. Nous nous retrouvons alors face aux fabricants de béton et de plastique ». Petit à petit, la concurrence s'organise. La Russie, l'Egypte proposent des cotations qui cassent le marché, ces prix restant évidemment ancrés dans la tête des clients.

Ce risque majeur, notamment sur la fonderie, Jean Laronze a tenu à en faire part à ses interlocuteurs syndicaux le 20 avril dernier lors du comité central d'entreprise. « Se faire serait criminel. Je crois que le message est passé auprès d'eux, mais je ne suis pas

sûr que les salariés en aient pris conscience. » Les oreilles auraient eu effet plutôt tendues à se fermer. « Comment voulez-vous expliquer à un salarié qui travaille de manière constante, explique Claude Moloyet, responsable CFDT, secrétaire du CCE, que 1993 n'est qu'un intressement et de participation, qui pour certains diminue parfois le salaire, risque de baisser cette année ou l'année prochaine. Nous sommes dans un univers stabilisé difficilement atteignable. »

Le dernier plan social remonte à 1987. Aujourd'hui, les effectifs ne bougent quasiment pas : 4 138 salariés en 1992 à Pont-à-Mousson SA contre 4164 en 1991. Sans parler des suppressions de postes, la direction sait qu'une autre organisation du travail permettrait de dégager des gains de productivité. L'usine de Pont-à-Mousson détient un record au sein de Saint-Gobain : celui d'avoir le plus grand nombre d'échelons hiérarchiques. « C'est vrai que nos ingénieurs et nos techniciens améliorent le rendement technique régulièrement, mais nous n'osons parler un peu plus management », précise Jean Laronze.

Le risque est là. Une gestion provisionnelle de l'emploi a été mise en place afin d'élargir les compétences de métiers qui, quoi qu'il arrive, se maintiendront. Solution qui vise donc à réparer la casse si elle devait un jour se produire. Quant à la prévention, les mentalités ne sont pas encore prêtes à Pont-à-Mousson. Pourquoi changer quand on vient de vivre une année exceptionnelle ? Pourquoi ? La réponse, Sollac la connaît déjà.

Marie-Béatrice Baudet

La fin de l'a

Maintenir les man

UNIVERSITE
MANAGEMENT
EXPORTATION

INITIATIVES

DOSSIER • Les îlots de prospérité

La fin de l'âge d'or

A Montpellier, après des années d'euphorie, l'orgueil des managers d'IBM est mis à mal

« Ils se sont installés en pleine campagne à l'est de Montpellier. Ils donnaient l'impression d'une enclave américaine. » Urbaniste, adjoint au maire, Raymond Dugrand est un conteur. A soixante-dix ans, philosophe à ses heures, il est un peu considéré comme le mémoire de la ville.

« Ils », ce sont les ingénieurs d'IBM. Arrivés en Languedoc voici vingt-huit ans, ayant eboisé le site de Montpellier comme le vent la légende à la suite d'un référendum interne, où dans l'ordre, le soleil, l'université et l'aéroport furent privilégiés, les managers de Big Blue viennent de vivre près de trois heures-décennies. Une usine parmi les plus modernes du monde, construisant les gros ordinateurs de la gamme ES-9000, une qualité de vie pouvait faire bien des envieux, la mer et les Cévennes proches, Paris à une heure dix de vol, des salaires en moyenne de deux fois supérieurs à ceux de la région, les managers de la compagnie se sont longtemps cru invulnérables. D'autant plus que la garantie du plein emploi chez IBM était jusqu'ici érigée en dogme. Un âge d'or, des certitudes, un splendide isolement que les déboires récents de Big Blue dans le monde sont venus briser.

Aujourd'hui, l'incertitude plane dans les esprits quant au maintien du site de Montpellier - 119 000 mètres carrés de surface couverte sur 53 hectares de terrain - qui comptait jusqu'à 2 700 personnes (1 800 aujourd'hui). Le rappel des années 60 semble donc bien loin. Et pourtant : « Lorsque les managers d'IBM sont arrivés, en 65, ils ont cherché le contact avec les habitants », se souvient Raymond Dugrand. A contrario, Montpellier était une

petite ville somnolente et petite bourgeoise. L'aristocratie montpelliéraine - les profs de la faculté de médecine - n'avait alors que mépris pour ces gens « faisant » dans l'électronique.

Des gens bien à part

Deux mondes. On évoque encore ici les images sans doute réductrices, mais réelles par ce qu'elles signifient. L'arrivée d'IBM reliant Paris à Montpellier, les voyages fréquents des épouses de la hiérarchie dans la capitale - « Nous n'avions que les tournées Karsenty à leur offrir » - la munificence dans les comportements d'achats : « les constructions de villas et de piscines individuelles dans les villages alentours ont marqué les esprits », fait remarquer Jean-François Grasset, président de la chambre régionale des agents immobiliers. Certaines communes ont été annexées. « Phénomènes comportementaux certes, mais qui faisaient, peu ou prou, de ces étrangers une race de gens à part. » Nous devons comprendre plus tard qu'IBM représentait un fleuron pour Montpellier », commente Raymond Dugrand.

En effet, la compagnie participe à l'essor régional. Elle le fait en créant des emplois - plus de la moitié des employés - et en embauchant sur place - et en faisant son réseau de sous-traitance régionale. Il y a peu-encore, quelque 90 entreprises représentaient 2 500 emplois servant les grands ordinateurs de l'usine. La fin des années 70, marquée par l'élection de Georges Frêche, s'est marquée le rapprochement de la ville vers la multinationale. « Nous avons com-



pris qu'IBM serait notre stratège de développement et notre campagne de prospection à l'extérieur, valorisant notre image, rassurant lorsqu'on évoquait Montpellier ou Japon ou aux Etats-Unis dit Patrick Jeneite, chargé de développement et président de la technopole. Ce qu'il nous faut jouer maintenant, c'est le partenariat. De fait, Montpellier « la surdoute », se servit de la multinationale comme d'un levier. Mais aujourd'hui, à l'heure des doutes, c'est IBM qui se rapproche des Languedociens. « Nous avons des projets communs avec la technopole et les

collectivités locales », dit dans son bureau de l'usine Gilles Clareson, directeur de « Montpellier Solutions ». Comme son nom l'indique, née à la fin de l'année 1990, à l'heure de la déroute des effectifs, Montpellier Solutions est une tentative de diversification - on n'ose pas dire de reconversion - de cinq cents cadres de production, tous volontaires d'IBM. But : trouver des clients, y compris parmi les PME et PMI, extérieures à la compagnie. Du jamais vu chez « Big Blue ».

Jean Menanteau

L'esprit quartier

La Redoute développe avec succès un dialogue permanent avec les habitants

QUAND les enfants de l'Alma dessinent leur quartier, ils représentent une cour d'école et l'enseigne de La Redoute. L'Alma, c'est un quartier défavorisé de Roubaix, où le taux de chômage grimpe à 38 %. Implantée en son cœur depuis 1922, La Redoute est la première entreprise française de vente par correspondance et la troisième européenne, avec un chiffre d'affaires du groupe de 21,5 milliards de francs en 1992.

Entre La Redoute et l'Alma, « soit on bâtit des murs avec des mitrailleurs, soit on s'intègre à la vie du quartier », indique Guy Latourrette, vice-président directeur général de La Redoute Catalogne. La seconde option a été choisie. « On plus soigne », dit-il, avant d'avouer sans détour : « Notre intérêt « brut » est que l'entreprise ne soit pas regardée avec des yeux de haine parce qu'elle est riche et que dehors les gens sont pauvres. Que l'on puisse sortir dans la rue sans problèmes. »

De son côté, l'Alma, bastion associatif, entretenait déjà toute une culture de développement socio-économique - la première régie de quartier et des entreprises d'insertion sont nées ici. Si bien que, en 1988, lorsque le dialogue s'établit officiellement entre les habitants et La Redoute, il n'était question ni de sponsoring ni d'assistance. Au contraire, c'est le centre social qui définit des axes prioritaires de développement du quartier dans lesquels La Redoute décide de s'inscrire ou pas », souligne Nicole Delforge, directrice du centre social de l'Alma.

Montrer l'exemple

Parmi ces axes, la réussite scolaire, dans laquelle s'implique bénévolement une vingtaine de salariés dans le cadre de l'aide aux devoirs des enfants de l'Alma, ou encore la réalisation, par les écoliers avec leurs instituteurs, de deux livres publiés lors de la Fête du livre le 26 juin à Roubaix, pour lesquels La Redoute apporte ses compétences et ses moyens techniques. Deux membres de la direction consacrent ainsi une part importante de leur temps de travail à ces actions auxquelles s'ajoutent

des fêtes dans les locaux de l'entreprise.

Ce programme, conçu pour l'année, fait l'objet de rencontres régulières entre le quartier et La Redoute pour repérer les objectifs et la place de chacun », précise Nicole Delforge, afin d'éviter tout dérapage. La Redoute soutient, via son association Tobie et la participation bénévole d'une dizaine de salariés, le programme d'accompagnement à la vie d'une vingtaine de familles déshéritées mené par le Centre pour l'amélioration de l'habitat (CAL-FACT).

Autre axe prioritaire pour le quartier : l'insertion professionnelle des adultes, par le biais, notamment, de contrats de retour à l'emploi au bénéfice d'une douzaine de chômeurs de longue durée du quartier - qui n'ont toutefois débouché que sur des CDD, - ou l'ouverture de cycles de formation aux habitants. Enfin, l'entreprise participe à la commission locale d'insertion et soutient certaines actions de la mission locale. Bref, il s'agit de « micro-actions » qui, certes, ne résolvent pas le problème du chômage, mais permettent à La Redoute de jouer un « rôle social » dans la ville et dans cette zone de Roubaix-Tourcoing où le chômage atteint 23 % et de « montrer l'exemple » aux autres entreprises.

An total, La Redoute consacre environ 700 000 francs par an au bénéfice du développement du quartier. Un geste fait avec « discrétion », souligne la CFDT - majoritaire - critique l'opération de marketing interne » que mène, selon elle, la direction via sa presse d'entreprise, le canal vidéo, etc. « Se faire de la pub auprès des salariés sur un sujet aussi grave que l'emploi crée un malaise. »

Le syndicat reconnaît néanmoins que l'ouverture de La Redoute sur le quartier se passe pas sur la politique sociale interne. L'augmentation générale des salaires a été de 3 % en 1992, le budget formation s'élève à 3,2 % de la masse salariale. La direction s'est aussi engagée à ne pas procéder, d'ici à 1995, à des licenciements économiques en raison de la modernisation, qui entraînera cependant la suppression de 350 à 400 postes.

Francine Alizicovic

Maintenir les mannes d'antan

Préserver les bienfaits de la délocalisation des services bancaires survenue il y a vingt ans

Il y a une vingtaine d'années, on a assisté dans pratiquement toutes les banques à un mouvement général : la délocalisation des gros services de conservation des titres. Ceux-ci se présentaient, à l'époque, encore sous forme de coupons de papier qu'il fallait couper, trier et classer. Au prix du mètre carré parisien, le sonci d'une bonne gestion de l'espace incitait les chefs-majors à envoyer en province ces stocks de millions d'actions.

Effectuée au début des années

70, cette décentralisation a été fort bien accueillie par une population locale qui y voyait avec raison une manne inespérée d'emplois. Ainsi, l'installation à Nantes du service de conservation des titres de la Société générale a pansé quelques-unes des plaies causées par la crise des chantiers navals de Saint-Nazaire. Les hommes se sont retrouvés au chômage mais leurs femmes, elles, ont été embauchées dans la banque, devenue alors le premier employeur privé de la région. De

même, l'implantation à Dinan, dans les Côtes-d'Armor, du service équivalent de la BNP, a provoqué un appel d'air dans ce département qui vit de la pêche et de l'élevage.

Mais les choses ont évolué. Deux mutations technologiques sont intervenues en dix ans dans l'univers de la finance. En 1984, la dématérialisation des titres a supprimé tout le travail manuel, qui consistait depuis toujours à couper des coupons et à les stocker dans d'immenses chambres fortes. Leur traitement est désormais entièrement informatisé. La deuxième révolution a été le RELIT, règlement-livraison-titres. De la procédure de livraison manuelle par des courriers on est passé avec le RELIT à un réseau interbancaire connecté.

Le rêve d'une embauche

Les conséquences de ces bouleversements n'ont pas été négligeables. Ils ont provoqué une transformation des métiers sur les sites bancaires et la diminution des emplois par la suppression des tâches sans qualification. Ainsi, le centre de la BNP de Dinan a vu passer ses effectifs de 1 000 à 560 salariés. La Société générale, à Nantes, n'a pas vécu une telle réduction d'effectif mais le maintien des emplois s'est fait au prix de l'implantation de nouvelles activités extérieures de Paris. La conservation au plan national, sur microfilms, de tous les chèques émis par la banque, le service Bourse, la gestion de toute l'épargne salariale ont peu à peu remplacé la première activité. Le dernier transfert en date, vieux d'il y a à peine trois semaines, est l'approvisionnement en devises et en or de tous les guichets du réseau.

Liliane Delmas

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation supérieure à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil régional d'Ile-de-France.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle, anglais et espagnol ou allemand.
- Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation.
- Demandeurs d'emploi : rémunération du Conseil régional d'Ile-de-France possible.

Période de la formation : 11 octobre 1993 - 10 juin 1994

Inscription immédiate aux tests de sélection

Téléphone : 44-05-44-76

D.E.P. - place du Marché-de-Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 16

UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE

Les MASTERS de l'Ecole Supérieure de Gestion

Sept formations de 3ème Cycle en alternance pour les Ingénieurs, Médecins, titulaires de diplômes Bac + 4

MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEEN
MARKETING ET PUBLICITE
FINANCE ET MARCHÉ DES CAPITAUX
GESTION INTERNATIONALE DU PERSONNEL
MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRE
GESTION DES ENTREPRISES
EXPERTISE ET AUDIT COMPTABLES



Ces formations peuvent être financées et rémunérées par les entreprises dans le cadre de contrats de qualification ou en congé individuel de formation.

MBA : Formation accélérée en 1 an dont 3 mois à Paris à l'ESG et 8 mois dans une Université américaine accréditée AACSB.

25, RUE SAINT-AMBROISE, 75011 PARIS TEL: 43 55 44 44

MANAGEMENT

Copie conforme

Les profils atypiques dérangent
Mais sans eux l'entreprise s'asphyxie



TOUTE entreprise qui se respecte a des valeurs auxquelles elle croit et qu'elle souhaite faire partager à ses salariés. Mais cette attente bien légitime a donné lieu à de fâcheuses dérives en matière de recrutement. Vouloir s'assurer que l'intégration dans le moule maison est sans bavures, bon nombre d'entre elles ont privilégié l'embauche des débutants taillés à leur cote par leurs soins, sortant tous des mêmes écoles, voire du même milieu social. Parallèlement, elles ont sèzqué les personnes de quarante ans suspectées d'avoir trempé dans des cultures trop différentes pour être capables de s'intégrer dans leurs structures. « Et développé une allergie systématique aux déviants, c'est-à-dire aux personnes pas strictement conformes aux habitudes maison », met en avant le consultant Hervé Sériex. Y compris en matière de promotion interne. Car, généralement, seules les personnes dans la norme accèdent au sommet de la pyramide, comme souvent en politique.

Le « clonage » est devenu le mode de reproduction privilégié. Certains employeurs ont même exigé que leurs salariés portent l'uniforme maison – sans s'en tenir au conventionnel costume cravate – et proscrirent tout comportement suspect symbolisé par le port du jean et des baskets. Evi-

demment, cette culture « clonique » trouve aujourd'hui ses limites. Le corps social de maintes entreprises est menacé de vieillissement biologique et même de dégénérescence consanguine. Car selon un processus biologique bien connu, un tissu a besoin de sang neuf pour éviter la sclérose. « La seule façon de progresser est de déranger », reconnaît Daniel Wepler, directeur des ressources humaines de Saint-Gobain Vitrage international.

Poil à gratter

Les entreprises sont en particulier très mal préparées à affronter les changements affectant leur environnement (technologie, marchés, mondialisation, etc.) et les multiples remises en cause qui en découlent. « Comment comprendre la diversité du dehors, si on est monotone chez soi ? Comment espérer que surgisse l'innovation, si on ne recrute ou ne récompense que les conformes et les bémou-ou ? », s'interroge Hervé Sériex (1).

Le poids de la conformité étant tel, surtout dans les grosses structures, quels sont les moyens d'amorcer le virage ? « Il serait difficile d'envisager de recruter uni-

quement des profils atypiques, car ils seraient rejetés par le corps social, surtout si la culture d'entreprise est forte », explique Daniel Wepler. Mais, au fait, qu'est-ce qu'un profil atypique ? Un personnage créatif, qui s'échappe des contraintes immédiates, parfois un visionnaire. Un véritable poil à gratter pour l'organisation qui s'interroge, là où les autres se contentent d'exécuter. Mais, il n'a pas que des qualités. Souvent individualiste, il éprouve des difficultés à travailler en équipe et peut donc, paradoxalement, rendre l'organisation improductive. « Tout l'art des relations humaines est de mettre ces personnes en situation de donner libre cours à leurs qualités », explique Daniel Wepler.

On retrouve ainsi ces « déviances » dans certains postes-clés entourant les directions générales à la recherche d'idées neuves. Il y a quelques années, Saint-Gobain Vitrage, par exemple, n'a pas hésité à inventer un poste de directeur scientifique, directement rattaché à la direction générale, pour permettre à un personnage hors normes d'exprimer son talent. Travaillant au comp comp avec l'organisation, le choc frontal n'a jamais eu lieu avec le corps social.

Reste le cas des vrais déviants

Pourtant, les profils atypiques pourraient-ils devenir la norme ? Evidemment, cela signifierait que la culture d'entreprise cherche davantage à aider les gens à se remettre en cause qu'à cimenter les comportements individuels par toutes sortes de normes écrites ou implicites. En somme, qu'elle accepte un zeste de désordre et d'imperfection (2). Pour Hervé Sériex, le brassage osmotique des cultures et des tempéraments serait également possible, sans créer de « clash », si les diplômés et les filières d'origine (marketing, fabrication, etc.) étaient diversifiées quant au recrutement. Avec, finalement, un seul souci en tête : l'adéquation entre la personne et la mission qu'on veut lui confier. Reste alors le cas des vrais déviants. Là, les docteurs en management préconisent d'en administrer une dose : homéopathe.

Catherine Lévi

(1) Le Big Bang des organisations, d'Hervé Sériex, Calmann-Lévy, 343 pages, janvier 1993.
(2) La Gestion du désordre en entreprise, de Nubert Alter, Logiques sociales, L'Harmattan, 207 pages, mars 1991.

C. L.

IBM fait peau neuve

CONFRONTÉ à une crise économique et culturelle grave, IBM va chercher du sang neuf à l'extérieur pour revigorer son tissu interne. Mesure pour le moins symbolique : la nomination à la tête du groupe de Louis Vincent Gerstner, premier patron romain avec une longue tradition de promotion interne au mérite.

L'homme qui a remis à flot le géant éternel RJR Nabisco n'est pas à proprement parler un spécialiste du levier. Autre culture, autre façon de voir les choses.

En France, la révolution culturelle est aussi en marche. Et les recrutements diversifiés se multiplient, même si la crise les a ralentis. « Aujourd'hui, nous embauchons au moins 20 à 30 % de gens qui ont une histoire personnelle, alors que jusqu'à présent nous choisissions surtout des déviances que nous formons nous-mêmes », souligne Pierre de Maisonneuve, responsable du recrutement et

de l'orientation. Par exemple, pour développer son activité de service, la filiale française n'a pas hésité à embaucher un « expert » de quarante et un ans qui a travaillé pendant plus de dix ans, seul, à son compte.

« Nous ne recherchons pas le profil atypique pour le profil atypique, mais plutôt des gens qui ont des compétences correspondant à nos besoins », précise l'homme des embauches. Car l'objectif prioritaire est de faire avancer l'entreprise. Le regard extérieur porté par les nouveaux venus sur l'entreprise doit susciter de salutaires confrontations avec les salariés de Big Blue.

Néanmoins, le choc culturel n'est sans doute ni éisé à vivre pour les vieux « IBMers » imprégnés de principes ni pour les entrants, qui doivent accepter les contraintes de la structure.

LIBRAIRIE

Ethique et performance de l'entreprise

Cet ouvrage est la publication la plus fidèle des actes d'un colloque organisé à Collioure en octobre 1991 par la société GSI (Général de service informatique) sur le thème « Ethique et performance de l'entreprise. Morale et réussite ». Réunissent de nombreux participants, professeurs et économistes, les débats du colloque tournent autour de quelques questions centrales. L'entreprise n'est-elle qu'une forme d'organisation économique ou peut-elle devenir une véritable communauté ? Si les individus qui la composent ont une morale, peut-on envisager un modèle d'éthique de l'entreprise ? Enfin, il y a-t-il un rapport entre le respect des règles de la morale et l'efficacité de l'entreprise ? Autant d'interrogations dont l'enjeu pourrait se résumer ainsi : « Soumise à des contraintes internes et externes, réussit-elle (l'entreprise), malgré l'impératif de la performance, à respecter l'individu ? »

Brûlant d'actualité, à l'heure où le nouveau gouvernement tente de « moraliser » le comportement des entreprises – en matière de licenciement, notamment – le livre est préfacé par... Edouard Balladur, nommé président de GSI en 1977, qui espère que l'ouvrage « contribuera à renforcer la convergence qui existe entre la morale, le service du client et l'économie de marché ».

► « Ethique et performance de l'entreprise. Morale et réussite » [colloque de Collioure organisé par GSI en octobre 1991]. Le Cherche-Midi Editeur, 23, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. 228 pages, 85 francs.

Réfléchir avant d'agir

« Ne vouloir faire société qu'avec ceux qu'on approuve en tout, c'est chimérique, et c'est le fanatisme même » : la phrase du philosophe Alain est citée dans le chapitre « Innovation, remise en cause, changement » de l'ouvrage de Luc Boyer et Romain Bureau. Il est vrai que les deux auteurs se sont déjà essayés à l'exercice, qui a valu un champ plus large de réflexion : 600 citations placées sous le signe de « réfléchir avant d'agir ». Le livre comporte huit chapitres – éthique, communication, travail, etc. – riches en points d'humour. Chacun y trouvera de quoi renforcer, voire justifier sa chapelle, tant le registre est large. Mais, au fond, J.W. von Goethe ne disait-il pas, voilà plus de deux siècles : « La clarté, c'est juste une répartition d'ombres et de lumières. »

► 600 citations pour réfléchir avant d'agir, de Socrate à Camus, de Luc Boyer et

Romain Bureau. Les Éditions d'organisation, 28, avenue Emile-Zola, 75015 Paris. 174 pages, 110 francs.

4500 associations au service des chômeurs

Le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC) vient de publier la 4^e édition du répertoire 4500 associations au service des chômeurs. Outil efficace, il s'adresse non seulement aux associations et aux chômeurs eux-mêmes mais également à toute personne qui se préoccupe de la lutte contre le chômage. Pour chacune des cinq catégories d'associations – associations et maisons de chômeurs, accueil et aide aux demandeurs d'emploi, emplois temporaires et travaux occasionnels, aide à la création d'entreprises et artisanat, centres de recherche et de coordination – cet ouvrage distingue les réseaux nationaux, les délégations régionales des réseaux nationaux et les réseaux régionaux, les réseaux départementaux de réseaux nationaux et les réseaux départementaux, ainsi que les associations et antennes locales.

► 4500 associations au service des chômeurs. Répertoire disponible dans les grandes librairies de Paris et de province au prix de 80 F ou par correspondance au CCSC, 29, rue de Belleville, 75019 Paris (tél. : 42-02-62-02), joindre un chèque de 95 F (80 F + 15 F de frais d'envoi).

Histoire de l'informatique

DOCTEUR d'Etat en sciences économiques appliquées et fort d'une riche expérience de mise en place de systèmes d'information dans différents organismes, Jean-Yvon Birrien présente dans le collection « Que sais-je ? » son Histoire de l'informatique. Partant de la définition officielle de l'informatique donnée en 1962 en France par l'Académie française – « science du traitement de l'information considérée comme le support des connaissances dans les domaines scientifique, économique et social » –, l'ouvrage est divisé en sept grandes périodes.

Des boules et jetons cunéiformes des Sumériens (– 10 000 à – 3 400 avant J.-C.) jusqu'aux sismographe chinois (– 132 av. J.-C.) en passant par les abéques et

autres bouliers, l'auteur suit scrupuleusement les premières étapes des « fondations » : saie, codeage, calcul, écrit, objectivité, logique, zéro...

Les premières étapes des « fondations »

Par la suite, le livre retrace – de l'an 1454 à 1991 – l'histoire des grandes innovations qui ont peu à peu conduit au micro-ordinateur et à l'automatisation-robotisation des années 80. Chaque période est analysée avec une chronologie des principaux événements et suivie d'une présentation des découvertes en matière de « connaissances », « systèmes de traitement » et « systèmes de communication ».

On suit donc avec plaisir la

lente évolution qui mène des premières imprimées – et machines à calcul aux microprocesseurs (après 1958), éprouve les théories du binaire, les circuits électroniques, la miniaturisation et l'intelligence artificielle (fin des années 50). Sans oublier les dimensions économique et industrielle de la diffusion des nouvelles technologies, de la « guerre, facteur de développement » à la « domination des États-Unis », en passant par la « puissance applicative du Japon » et « l'incapacité de l'Europe »...

► Histoire de l'informatique, de Jean-Yvon Birrien, Collection « Que sais-je ? » (n° 2510), Presses universitaires de France (PUF), 108, bd Saint-Germain, 75006 Paris. 127 pages, 40 francs.

Mastères et 3^e Cycles Spécialisés

- MS Techniques Quantitatives appliquées aux Métiers du Marketing
 - option Biens de Grande Consommation
 - option Marketing Pharmaceutique
- MS Logistique et Transports Internationaux
- 3^e Cycle Management des Opérations Internationales
- 3^e Cycle Management Stratégique des Industries Agricoles et Alimentaires
 - en collaboration avec l'école de Spécialisation de la Coopération Agricole

La différence appréciée par les entreprises

Des enseignements de haut niveau d'une année, accessibles aux étudiants titulaires d'un diplôme Bac + 4/5. Sélection sur dossier, tests et entretien de motivation. Dossier de candidature et renseignements :

École Supérieure de Commerce de Rouen

Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX - Tél. : (33) 32 82 74 14 - Fax : (33) 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Simplifions la gestion de l'emploi

par Michel Masounave

«G

ESTION prévisionnelle, Gestion des emplois, des carrières, des compétences...» Ministère, syndicats, presse, entreprises : plus un seul discours qui ne célèbre aujourd'hui ce nouveau culte. On peut craindre quand même qu'il n'inspire plus de croyants que de pratiquants. On a le consensus rare qu'il suscite de l'aspect vague ou ambigu de son contenu. Il s'agit pourtant d'une démarche réellement féconde, ainsi que le démontrent des avancées très réelles dans plusieurs sociétés ; des sociétés qui ont en commun, toutefois, souvent, leur grande taille, des moyens importants, aux mains de bataillons de spécialistes, appuyés par des cabinets de renom. Or, chacun le sait, la France aujourd'hui, c'est un pays peuplé de plus de 400, 600 ou 1 000 personnes, avec tous les soucis qu'on lui connaît, par ces temps à ne pas mettre un DRH dehors... Pauvre élite de DRH en effet... Mieux que tout le monde il connaît le prix payé par les entreprises comme par les salariés, pour l'empirisme de la gestion traditionnelle de la ressource humaine, la gestion « à vue », au coup par coup, au jour le jour. Cela peut faire très mal pour finir... Alors, bien sûr, vite, la « gestion prévisionnelle » ! Et c'est là que les choses se gâtent pour le malheureux ; il va maintenant l'angoisse à mesure de son adhésion. Car, s'il est indubitablement pertinent, l'objectif de la gestion prévisionnelle s'annonce souvent à travers toute une théologie qui laisse désarmé face à la seule question qui vaille : comment on fait ? Dure, la révélation des « facultés cognitives » quand on se dit qu'il va falloir la transmettre au contremaître de la fonderie...

DRH, mes frères, je vis comme vous cette urticante situation. Faire régulièrement les victoires des Beaux-Quartiers-du-Management-dernière-mode, en se demandant comment on pourra s'offrir un jour toutes ces belles choses qui s'offrent à nos convoitises... DRH d'une entreprise de 1 500 personnes, je n'ai pas encore poussé la porte de ces hauts lieux de réflexion. Mais, par l'expérience, j'ai acquis quelques convictions, qui ne valent que par leur côté béatement simplificateur. Car si elles mettent en jeu des techniques et des talents incontestables, les opérations que doit fournir, finalement, un dispositif de gestion des ressources humaines, quel qu'il soit, demeurent, dans leurs principes, simples à définir, comme :

- Mettre le salarié qu'il faut à la place où il faut ;

- Adapter ce salarié le mieux possible à ses fonctions et à l'évolution de ces fonctions, surtout quand la mobilité externe est faible ;
- Améliorer la satisfaction des salariés en termes de communication, de sécurité et de développement de carrière ;
- Repérer le plus tôt possible des insuffisances ou des surplus d'effectifs à venir ;
- Répondre à ces questions par les moyens habituels de la gestion, qui restent principalement la formation, le recrutement, la gestion des carrières et de la mobilité.

A ces questions simples il faut des réponses simples. Pourquoi compliquer les choses et se priver, en fait, par là, de progrès qui sont à notre portée ? Faut-il parler de « gestion prévisionnelle » ? Ces termes sont complexes, techniques ; et la notion même de prévision peut faire ricaner aujourd'hui, revoquant pour l'essentiel, outre la météo, au spectacle donné par la « prévision » économique ! (« La reprise est imminente... nous voyons le bout du tunnel, l'embellie, le frémissement... les cigognes passent au vert », etc.)

Faut-il vendre nos produits nouveaux sous cet emballage défraîchi ? Le pire serait d'ailleurs qu'on nous croie capables, à l'inverse, d'une prévision puissamment efficace, impossible s'agissant de ce couple en devenir complexe que forment l'entreprise et son environnement. Une vraie gestion cherche à prévoir, sûrement (et par là l'expression « gestion prévisionnelle » frise la tautologie) ; mais peut-être faut-il dire plus clairement les limites de cet effort de prévision, pour ne pas susciter des espoirs ou des craintes également injustifiés. Ne vaut-il pas mieux se fixer (et annoncer) une ambition plus modeste ? Schéma possible, à vendre dans les mêmes termes, aux États-majors comme aux salariés de la base :

- « Et si on essayait de connaître un peu mieux notre entreprise, ses métiers, les compétences qu'ils mettent en œuvre et l'évolution de quelques-uns de ces métiers ? »

Succès garanti ! A tous les niveaux de qualification. Qui oserait parler de son métier ? Un vrai bonheur pour un DRH, s'il prend soin de bien présenter son affaire. Pourquoi certains cabinets s'acharnent-ils à employer, en lieu et place du beau mot de « métier », l'expression piégée et abstraite d'« emploi-type » ? Vous avez envie de parler de votre emploi-type, vous ? ou vous sentez plutôt quand l'employeur ce mot, à l'ombre menaçante de l'Agence nationale... pour l'emploi ?

- Et si on essayait de connaître un peu

mieux nos collaborateurs, leur histoire, leurs acquis, leurs performances, leurs aspirations ? Succès également garanti !

- « Cela devrait être bon à la fois pour l'entreprise et pour son personnel » (et c'est sur ces créneaux à forte convergence qu'il est le plus utile de progresser). Des coûts sociaux optimisés, un meilleur climat social, plus de compétitivité pour l'entreprise. Du dialogue, de la sécurité, de la formation, du développement pour son personnel. Voilà le type de bénéfices qu'on peut espérer, sans prérevoir pour autant « passer des ténébres à la lumière »...

« Mais ça serait bien le diable si on ne parvenait pas à faire quelques progrès à travers tout cela, puisque aujourd'hui on ne fait pratiquement rien ! » (On joue gagnant, parce que plus on est mauvais aujourd'hui, à la limite, et plus on est sûr de progresser). Mieux-faisant, mais pas trop promettant (se soviéto-oo de l'épopée des cercles de qualité, version AFCEQ ?).

A cette ambition, même modeste, il faut des outils, bien sûr, pour passer aux actes, et le plus vite possible, avant que la motivation ne s'effiloche. Mais de grâce, des outils simples ! Du rustique, camarades, du rustique fera l'affaire ! Oubliez les belles vitrines. Croyons en outre bon sens et à la vertu des choses simples, puisque, encore une fois, il s'agit de répondre à des questions simples à travers des opérations dans leurs principes simples. L'objectif c'est de faire. Et le seul moyen de faire, c'est de faire simple ; convaincus que nous ne manquerons pas de successeurs subtils pour compliquer les choses. Notre mérite restera d'avoir foody. Ces outils simples, en plus, tout le monde les connaît aujourd'hui. Il s'agit de cartes de métiers, d'itinéraires de compétences, d'études de métiers, d'entretiens de progrès... Et il existe, quand même, quelques bons cabinets pour aider s'il le faut à les mettre en œuvre.

Un équipement minimum suffit, tout à fait accessible, mes frères, à des entreprises de taille moyenne comme les nôtres. Un seul conseil et je vous laisse : écrivez, mais ces outils dans la même langue (et simple !) Cette langue unique (celle de la compétence, dans notre cas) vous imprégnera de sa logique, vous incitera à circuler d'un segment à l'autre de vos pratiques (formation, recrutement, mobilité...), jusqu'à voir se dessiner d'ébauche d'un système de gestion, première heure du tunnel de l'empirisme. Et tant pis si vous partez à la retraite idiot, faite d'une claire définition des facultés cognitives...

► Michel Masounave est DRH du CLAL.

ECHOS

«Classes-industrie»

► Pendant une semaine, les jeunes d'une classe de quatrième pourront découvrir le monde industriel dans le cadre de l'opération « Jeunes-industrie » lancée par l'Union des industries métallurgiques et minières. Les chambres patronales du Loir-et-Cher et de Midi-Pyrénées sont elles plus loin et organisent de véritables échanges au cours de ces « classes-industrie ». Pendant une semaine, en mai, les élèves du collège Jean-Edmond, à Vendôme, se rendront à Toulouse. A l'inverse, ceux du collège Bellevue iront visiter les usines et les lieux touristiques du Loir-et-Cher. Le tout a été précédé d'un travail pédagogique préparatoire et donnera lieu à des rapports de synthèse, réalisés par les jeunes.

► Chambre syndicale patronale des industries métallurgiques et connexes du Loir-et-Cher, 10 bis, avenue de Verdun, 41000 Blois. Tél. : 54-78-03-89.

Cohésion sociale et emploi

► Le CNRS et l'Institut des études politiques, en collaboration avec la revue *Esprit*, organisent un colloque qui s'intitule « Cohésion sociale et emploi : les perspectives de l'économie solidaire ». Il aura lieu le 17 juin à Sciences-Po, rue Saint-Guilhem. Y participeront Guy Roustang, Xavier Gauthier, Bernard Erme et Jean-Louis Laville, qui examineront la crise des rapports entre l'économie et le social et émettront l'hypothèse d'une économie solidaire. Bernard Perret, Laurent Thévenot et Renaud Sainsaulieu prolongeront la réflexion avant que ne soient présentés des éléments de comparaison internationale. Puis des responsables des politiques publiques, dont Dominique Balthazart, délégué à l'emploi et Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan, interviendront en clôture.

► CRIDA-LSCI, 76, rue Pouchet, 75017 Paris. Tél. : 42-29-93-89.

(Publicité)
L'Université de Marnes-la-Vallée et l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées proposent pour la rentrée universitaire 1993
DEA Organisation et pilotage des systèmes de production
- une approche pluridisciplinaire (sociale, technique, économique)
- une formation par la recherche en situation réelle d'entreprise
Enseignants de l'université, des écoles des Ponts, des Mines, de l'Ecole polytechnique, de Sciences-Po, du CNAM...
Date limite : 21 juin 1993
ENPC - 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
UMLV - 2, allée Jean-Renoir, 93160 Noisy-le-Grand

ATELIERS SUR LES METIERS DE LA FORMATION

- Formateurs pour bas niveaux de qualification
- Rendre pro les Formations de Formateurs
- Assistant(e) de Formation
- Les Formateurs et le bilan
- La Convention Collective
- Devenir Formateur-Consultant

Partenaire : MADIF
Inscriptions :
6, rue Yves Toudic - 75010
Tél. 42.06.12.80 - Fax 42.08.15.27
Offres et Demandes d'Emploi :
3617 FORMAJOB

STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stages et plus de 5 000 autres (bac à bac + 6), tapez directement 3615 LE MONDE.
Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le service des stages de la MNEF au : 01 45-46-16-20.
Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois minimum. Formation : bac + 3, études de documentation, anglais indispensable, avec convention de stage. Mission : recherche d'information sur l'usage des logiciels de la société, mise en place d'un système de classement des informations. Offre réf. : 04588.
□ Secteur : culture. Lieu : Brignais (69). Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : non rémunéré. Formation : bac + 2, communication, sociologie, avec convention de stage. Mission : réaliser une enquête sociologique pour un équipement à caractère social. Offre réf. : 05079.

Formation : bac + 2, gestion de production, gestion commerciale, connaissances de Windows, d'Excel, et de Word, avec convention de stage. Mission : créer un ensemble de documents servant à la présentation technique et commerciale des produits. Offre réf. : 05067.
□ Secteur : marketing. Lieu : Ruell-Malmaison (92). Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2/3, marketing, expérience du télémarketing, avec convention de stage. Mission : faire de la prospection téléphonique sur fichier existant pour une clientèle d'entreprises, participer à différentes études de marché. Offre réf. : 05088.
□ Secteur : marketing. Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2/4, marketing, avec convention de stage. Mission : réaliser une étude sur le secteur de l'automobile. Offre réf. : 05053.
□ Secteur : conseil. Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 5, Sup. de Co., Université, avec convention de stage. Mission : mettre au point l'organisation et le lancement d'une étude de vente professionnelle. Offre réf. : 05049.
□ Secteur : conseil. Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 5, Sup. de Co., Université, avec convention de stage. Mission : mettre au point un dossier-type de présentation de sociétés mises en vente, comportant les aspects marketing, financier et de production. Offre réf. : 05049.
□ Secteur : tourisme. Lieu : Orléans (45). Date : juillet. Durée : 4 mois. Ind. : 5 000 F. Formation : bac + 4/5, sciences éco., + 3 cycles tourisme, gestion hôtelière, connaissance d'un tableau souhaité, avec convention de stage. Mission : analyser des données chiffrées provenant d'une enquête de comportement, réalisée auprès de la clientèle hôtelière de la région Centre Val de Loire ainsi que d'une enquête portant sur les caractéristiques du parc hôtelier régional. Offre réf. : 05074.

COMMUNICATION

□ Secteur : logement. Lieu : Nantes (44). Date : Immédiat. Durée : 4 à 5 semaines minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, communication, licence-maîtrise ou 2^e année de communication, avec convention de stage. Mission : aider à la mise en œuvre de 4 journées d'animation célébrant le 80^e anniversaire de Nantes Habitat et développer les actions de communication (plan média, signalétique, relations presse). Offre réf. : 05069.
□ Secteur : formation/enseignement. Lieu : Saint-Mandé (94). Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, connaissances informatiques, capacités rédactionnelles, avec convention de stage. Mission : assister la direction dans sa mission de communication, mettre en place des outils d'évaluation et de contact à destination des anciens élèves, et créer un outil de travail pour les employeurs. Offre réf. : 05065.
□ Secteur : conseil. Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4/5, CELSA, avec convention de stage. Mission : mettre au point des programmes de formation d'une école de vente professionnelle. Offre réf. : 05067.
□ Secteur : industrie du luxe. Lieu : La Défense. Date : Immédiat.

INFORMATIQUE

□ Secteur : informatique industrielle. Lieu : Poitiers (86). Date : Immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, informatique, avec convention de stage. Mission : développer et gérer des bases de données sous le socle ou Windows, et développement de produits propres en milieu industriel. Offre réf. : 05084.
□ Secteur : informatique industrielle. Lieu : Poitiers (86). Date : Immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, informatique industrielle, avec convention de stage. Mission : mettre en place des procédures informatiques sur des outils bureautiques (PAO technique, PAO commercial, courrier...). Offre réf. : 05083.

MARKETING

□ Secteur : banque. Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 500 F/mois. Formation : bac + 4/5, maîtrise d'économie, DESS Banque/Finance, utilisation du TTX Word 5 et du tableau Lotus. Mission : élaborer, à partir de données statistiques et financières, des fiches-métiers sur les marchés des artisans et des professions libérales. Offre réf. : 05060.
□ Secteur : industrie. Lieu : Le Mans-sur-Mer (83). Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F.

ELECTRONIQUE

□ Secteur : maintenance. Lieu : Asnières (92). Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, électronique, connaissances MicroPZ80, avec convention de stage. Mission : concevoir une carte électronique et programmation. Offre réf. : 05043.

EMP EUROPEAN MANAGEMENT PROGRAMME

MBA européen trinational
Espagne - France - Grande-Bretagne
Recrutement : diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion, de maîtrises universitaires, titulaires de diplômes étrangers équivalents, cadres d'entreprise.

ISMA INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT

3^e cycle généraliste
Titre homologué niveau 1
Recrutement : diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs, maîtrises universitaires, autres BAC + 4 français ou étrangers, cadres d'entreprise.

MASTERS SPECIALISES (M.S.)
accrédités par la Conférence des Grandes Ecoles

- M.S. MANAGEMENT RECHERCHE INNOVATION
- M.S. MANAGEMENT ORGANISATIONS DE SPORT
- M.S. MANAGEMENT HOTELIERIE TOURISME INTERNATIONAL
- M.S. MANAGEMENT CONSEIL INGENIERIE

GROUPE ESC NANTES ATLANTIQUE
8, rue de la Jonellière - BP 72 - 44003 Nantes cedex 01
Tél. : 40 37 34 34 - Fax : 40 37 34 07 - Minitel : 3615 ESCNANTES

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Dynamiser, animer, développer Directeur d'Agence

Patron d'un Centre de Profit — Bourges

Une entreprise leader : Au sein d'un des premiers groupes européens de distribution de matériels électriques (1500 personnes - 3 milliards de CA), un centre de profit de 32 MF de CA et 14 collaborateurs.

Un challenge ambitieux : En véritable patron opérationnel, dynamiser, rentabiliser et développer votre agence.

Un large champ d'action : • la vente et le marketing • les ressources humaines, la logistique et le budget.

Les atouts de la réussite : • 30 ans environ • une formation Bac + 4 • Une expérience d'au moins 3 ans de la gestion commerciale d'un centre de profit intégré au sein d'une entreprise de produits industriels, de préférence électriques • Animateur et homme de terrain, vous savez mener une stratégie commerciale et assurer une gestion rigoureuse. Pour ce poste à larges perspectives d'évolution au sein de l'entreprise et du groupe, la plus grande discrétion est assurée.

Adressez lettre et CV sous réf. 3215 à : ALTEREGO Olivier CRUCHOT - 3 rue du Cirque - 75008 Paris. Seules les candidatures bien ciblées recevront une réponse.

ALTEREGO
CONSEIL EN RECRUTEMENT

NSM

Banque de Neufstize, Schlumberger, Mallet

GRUPE NSM - AMMO

ATTACHÉS CLIENTÈLE ENTREPRISES

MEMBRE DU GROUPE
ABNAMRO, L'UN DES
TOUT PREMIERS
GROUPES BANCAIRES
EUROPEENS, NSM EST
UNE BANQUE
COMMERCIALE PRIVÉE
À FORTE VOCATION
FINANCIÈRE.

Commercial, négociateur de tempérament et interlocuteur de haut niveau, vous développez notre activité et la vente de nos produits auprès de notre clientèle existante. Vous cherchez à nouer des contacts avec des prospects, entreprises françaises et étrangères, liées à des secteurs industriels prédéterminés.

En coordination avec nos spécialistes produits, en France et à l'étranger, vous assurez avec professionnalisme et conseil, la gestion de vos relations clients.

A 28 - 32 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou équivalent. Doté de réelles capacités pour l'analyse de crédit, vous avez acquis, au sein d'une banque française ou étrangère, une expérience d'au moins 5 ans de l'animation des relations clientèle et de la vente des produits bancaires. Vous possédez une véritable culture internationale et vous maîtrisez l'anglais. Françoise Théron vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), sous référence MAB693, à NSM, 75410 Paris Cedex 08. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

LE POUVOIR DU TEMPS



LOCAPLUS

Société leader dans la location financière de biens d'équipement, filiale d'un important groupe d'assurances

RECHERCHE

UN CADRE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

spécialiste de la location financière

En relation étroite avec des fournisseurs de matériels d'équipement, il sera chargé, sous l'autorité du Directeur commercial, de développer une politique locative avec ces fournisseurs.

Diplômé de l'enseignement supérieur (formation ingénieur ou grande école commerciale), âgé de 30 à 35 ans, il bénéficiera d'une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine de la location financière ou du crédit-bail.

Lieu de travail : région parisienne.

Fréquents déplacements en province.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Adressez candidature manuscrite et prétentions avec CV à :

M. LANCE, LOCAPLUS

86/90, rue de Dôme - 92513 Boulogne-Billancourt Cedex

Ingénieurs Commerciaux confirmés en informatique de gestion

Ingénieurs Commerciaux débutants

Sybel, premier groupe de logiciels en Europe, 250 personnes, 10 agences en province, 3 filiales à l'étranger, 120 MF de CA. Pour accompagner sa croissance, 25 % en 1992, 30 % depuis le début de l'année, Sybel recherche des

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous souhaitez réussir votre carrière sous le signe de l'ambition, du dynamisme, de l'engagement.

Responsable d'un secteur, vous aurez pour mission d'animer, de promouvoir et de soutenir un réseau de distributeurs : définition des objectifs, mise en œuvre des actions marketing, suivi commercial.

Les postes à pourvoir concernent les villes de Paris, Lille, Metz, Strasbourg, Nantes - Tours, Bordeaux - Toulouse, Marseille - Nice et Lyon.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la région de votre choix à SYBEL - Caroline PARSY 31, rue Anatole France 92594 Levallois-Perret Cedex.

SYBEL

Les logiciels de la gestion supérieure
Votre gestion mérite l'excellence



Un métier plein de vie !

Responsable d'un point de vente de 2 000 m² environ, vous en assurez la gestion pour atteindre vos objectifs de chiffre d'affaires. Vous mettez en valeur votre unité sur un produit qui bouge, avec des collections reconnues et solides. De formation École de Commerce ou niveau équivalent, vous bénéficiez d'une solide expérience de la distribution textile acquise en grande surface, magasin spécialisé ou grand magasin. Le niveau de rémunération tient compte de votre savoir-faire et de vos résultats. Avec 26 magasins tant en province qu'en région parisienne, la mobilité est plus qu'un atout : une nécessité. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM, à Maxime Kwapiak, DRH, BP 154, 59053 Roubaix Cedex 1.

DIRECTEURS DE MAGASIN

MAGASIN
la Redoute

Moi, j'écoute la Redoute !

MONDIAL ASSISTANCE
PARTOUT, TOUT DE SUITE

Groupe de dimension internationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans les multiples domaines de l'assistance, opérationnel 24 heures sur 24 dans le monde entier - 21 sociétés - 1 MdF de CA - 500 000 interventions annuelles. Nous recherchons pour notre Direction Commerciale,

2 INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES ENTREPRISES ET COLLECTIVITES LOCALES

A 30 ans environ (h/f), de formation BAC + 4, votre expérience d'au moins 5 années de la vente de services "Business to Business" auprès d'une clientèle de haut niveau - entreprises, administrations et collectivités locales vous a permis d'affirmer votre tempérament commercial et d'affiner votre sens du conseil.

En collaboration étroite avec votre Chef de Ventes, vous assurez la gestion "sur mesure" et le développement d'un portefeuille grands comptes. Vous savez détecter les affaires, écouter les besoins de vos clients afin de leur proposer une solution originale, complète et adaptée.

Votre charisme, votre talent à conduire de grands projets "d'ingénierie de services" et votre exigence sur la qualité du service rendu, sont vos meilleurs atouts de réussite dans cette mission stratégique.

Pour ce poste à responsabilité nationale situé à Paris, nous vous offrons une formation à notre savoir-faire, notre culture et nos clients, et une rémunération très attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et rémunération actuelle sous réf IA/LM à : MONDIAL ASSISTANCE Direction des Ressources Humaines - 2, rue Fragonard - 75017 Paris.

négociateur immobilier senior

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

SAGGEL VENDÔME, filiale du Groupe UAP, spécialisée dans la gestion et la transaction immobilière, recherche pour poursuivre le développement de son Secteur Immobilier d'Entreprise, un négociateur immobilier senior de formation universitaire ou diplômé d'une École de commerce, âgé de 35 ans environ, rompu à la négociation de haut niveau.

Sans être nécessaire, une expérience dans le domaine de l'immobilier est souhaitée.

La mission de ce cadre consistera à commercialiser [location-vente] des bureaux et autres locaux d'immobilier d'entreprise appartenant au groupe UAP ainsi qu'à d'autres investisseurs institutionnels.

Basé à Paris, l'essentiel de son activité concernera l'Ile-de-France. Fixe + Commissions.

Écrire à Madame BRETON,
SAGGEL-VENDÔME - 39, boulevard Malesherbes - 75008 Paris.

دكتور النفل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 9 juin 1993 33

ERCEAUX

ASW

TELE ENTREPRISES

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

Manager un Centre de Profit

Nous sommes l'un des principaux acteurs français du domaine des télécommunications. Notre vocation : imaginer, fabriquer, lancer et commercialiser des produits de communication aussi simples à utiliser que sophistiqués dans leur conception. Nos atouts : un effort constant de recherche, la maîtrise des technologies les plus pointues, et une dynamique commerciale de haut niveau.

Pour l'une de nos filiales situées dans le Sud-Ouest, nous recherchons un

DIRECTEUR REGIONAL

Directement rattaché au Directeur Général de la filiale, vous contribuerez à l'atteinte des objectifs fixés annuellement.

Dans ce cadre vous assurez vos propres résultats (Prise de commandes, Facturation, Compte d'Exploitation), vous contribuez à promouvoir l'image interne et externe de la Direction Régionale, vous fidélisez et développez la clientèle.

Pour toutes ces missions, vous avez un rôle essentiel d'encadrement d'équipe.

A 40/45 ans, vous êtes de formation supérieure commerciale ou ingénieur. Vous possédez impérativement une expérience de management et, si possible, des télécommunications.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2434 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 Paris qui transmettra.

PME, EQUIPEMENTS ET TECHNOLOGIES MEDICALES

Depuis près de 40 ans, notre société développe des technologies qui lui ont permis d'acquies un réel savoir-faire et d'être reconnue sur le marché français. Souhaitant poursuivre notre développement international avec un souci prioritaire, la qualité, nous recherchons notre futur :

DIRECTEUR GENERAL

Vous aurez la responsabilité du développement commercial de la société en France et à l'étranger, la maîtrise de la fonction technique dans son ensemble, la gestion et l'animation du personnel, la gestion financière et comptable ainsi que les relations avec les différents partenaires.

La quarantaine, de formation supérieure commerciale, ESC par exemple, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans une entreprise de taille moyenne, exercé des responsabilités de patron de centre de profit ou de filiale autonome, sur des produits à base technique.

Ce poste intéresse un homme de challenge, rigoureux et passionné qui doit pouvoir s'accomplir dans la société avec l'appui d'une équipe ayant une forte culture d'entreprise. La pratique de l'anglais courant est nécessaire. Le poste est basé dans le 94.

Merci d'adresser lettre, cv, sous référence 4032 M à BERNARD JULHIET

79/83, rue Baudin
92309 Levallois-Perret Cedex.

Membre du Syndicat

BERNARD JULHIET

CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Professionnels reconnus, nous évoluons dans le domaine spécifique de l'Armement Meritime. Nos métiers dans un environnement de vive concurrence internationale, s'articulent autour de la production et de l'ensemble des services logistiques que sous-tendent nos activités, en France et à l'étranger.

Pour assumer la direction générale de nos différentes structures opérationnelles, nous confierons à notre

Directeur Général

la responsabilité globale d'une entreprise polyvalente.

Manager confirmé, maîtrisant l'ensemble des tâches de gestion et finance, d'administration, de relations humaines et extérieures..., son action s'inscrit dans une dynamique de développement, dans le respect des équilibres financiers et des exigences liées à la réalisation d'objectifs stratégiques.

Challenger engagé, diplômé d'une école de gestion HEC, ESSEC..., à 45 ans et plus, vous justifiez d'une expérience significative dans la gestion et l'animation d'équipes, à travers une vision internationale et un sens aigu de la prospective.

ANGLAIS courant. ESPAGNOL souhaité.

Poste basé BRETAGNE SUD COTIERE.

Adresser lettre + photo + curriculum vitae à
J.M. CLOAREC à A.C.P. sous référence 722/LM
1, rue St Marc - 29000 QUIMPER
A.C.P. Téléphone 98.53.50.51

DIRECTEUR SERVICES CLIENTÈLE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Basé à PARIS

Notre client est un fournisseur de tout premier plan de services de réseaux internationaux, d'équipement de communication, de services de maintenance et support.

Une excellente opportunité se présente pour un directeur opérationnel ayant une bonne maîtrise de la technique, du commercial et des affaires et s'impliquant personnellement pour diriger l'activité des services clientèle en France.

Il est essentiel que :

- vous ayez dirigé avec succès un département de service et support dans le domaine des télécommunications ou de l'informatique ;
- vous soyez un leader et un élément de motivation de premier ordre ;
- vous soyez capable d'opérer des changements ;
- vous ayez la compréhension accomplie et la conviction de la qualité et l'efficacité ;
- vous soyez un stratège ;
- vous soyez expérimenté dans la direction d'un centre autonome de profit ;
- vous ayez une bonne connaissance de la langue anglaise.

En retour, vous recevrez une rémunération globale attractive et aurez l'opportunité d'un véritable développement personnel et d'une progression de carrière.

Pour discuter de ce poste en toute confiance, appelez
JODI TIMMS au 1944 273 480088
jusqu'à 20 h 30 cette semaine,
en indiquant la référence 30402

ERC House 32/33 North Street Lewes East Sussex BN7 2PQ United Kingdom
Telephone (0273) 480088 Fax (0273) 480088 Int. Code (+44 273)

HIGH TECHNOLOGY RECRUITMENT FOR EUROPE

ERC
G R O U P

IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE 120 MILLIONS US \$

spécialisée dans la conception et la diffusion des systèmes d'informations documentaires, croissance 30 % l'an, recherche pour sa filiale française à Paris en très forte progression

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 550 KF et +

Rattaché au Président Directeur Général, vos responsabilités s'exerceront sur les filiales françaises, Benelux et l'Espagne. Avec une équipe de 6 collaborateurs que vous animeriez, vous prendrez en charge la comptabilité générale et analytique, la trésorerie, le recouvrement des créances, la gestion du personnel, la consolidation financière des filiales, le contrôle de gestion et tout particulièrement le reporting. Agé de 35/45 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, ...) avec spécialisation juridique et fiscale, vous justifiez de 10 ans d'expérience à un poste de contrôle de gestion au sein d'entreprises de dimensions internationales. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et de la comptabilité anglo-saxonne. Homme de dialogue, ouvert, rigoureux, disponible et organisé, vous êtes reconnu pour vos compétences et savez appréhender les objectifs commerciaux de l'entreprise en aidant ceux qui portent cette responsabilité à les atteindre.

Merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV, à notre conseil Roland ROUX à LYON

59, avenue Victor Hugo
75016 PARIS

RICHIEU CONSULTANTS

15, place Bellecour - BP 2403
69219 LYON CEDEX 02

EUROPEAN EXECUTIVE SEARCH

et leurs collaborateurs, ont la satisfaction de faire part de la nouvelle implantation de LINCOLN ASSOCIÉS au sein du groupe LINCOLN

Conseil en Ressources Humaines
Recherche de Cadres et de Dirigeants
Management de carrières

38, rue Vauvrière - 92101 Boulogne
Tél. 46.99.36.06 - Fax 46.99.07.37

Paris / Londres / New York / Bruxelles / Madrid / Barcelone

Lincoln
Associés

OC CONSEIL

a le plaisir de vous communiquer ses nouvelles coordonnées.

1/3 rue E/A Peugeot
92500 Rueil-Malmaison

Tél. 47.08.68.78
Fax 47.08.68.61

OC
CONSEIL
Ressources Humaines

هكذا من الامم

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Office des Nations Unies à Genève ECONOMISTE HORS CLASSE, (P-5) Genève, Suisse

La Section des pays à économies en transition a une vacance de poste pour un économiste hors classe, qui relève du Directeur de la Division. Chargé du développement et de la planification des recherches théoriques, le titulaire en supervise l'application pratique par l'équipe de chercheurs dans les domaines suivants: transformation et croissance des économies en transition des pays d'Europe de l'Est, changement des structures du commerce et de la production, transfert des ressources financières et interaction entre les économies en transition et l'économie mondiale; il établit des documents, des recommandations de politique générale et des directives; prête son concours aux autres services du système des Nations Unies et organisations internationales pour les questions relatives aux économies en transition; coordonne les activités administratives de la Division; participe aux réunions de groupes intergouvernementaux ou de groupes d'experts au nom de la Commission économique pour l'Europe; se tient en contact avec les gouvernements des Etats membres et autres organisations.

Qualifications: Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise en économie, statistiques, économie du développement et paiements internationaux. Bonne connaissance du développement et de la planification des économies planifiées. Expérience professionnelle d'au moins 16 ans dans le domaine de la recherche empirique ou dans un domaine connexe. Très bonne connaissance de l'anglais ou du français, bonne connaissance du russe ou d'une autre langue d'Europe de l'Est souhaitée.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Rémunération: Rémunération annuelle nette (nette d'impôts) de 85 877 dollars des Etats-Unis pour les candidats sans personne à charge et 92 674 dollars des Etats-Unis pour les candidats avec personne(s) à charge, selon les qualifications et l'expérience professionnelle, plus indemnités correspondantes. Date limite de présentation des candidatures: 28 juin 1993. Prière d'envoyer les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae complet, indiquant les rémunérations antérieures, la date de naissance et la nationalité à:

M. Valerie Estigneev, Bureau S-2335, Division du recrutement et des affectations, Nations Unies, New York, NY 10017, Etats-Unis. Fax: (212) 963-3134.

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

Jouez l'ouverture européenne à Francfort



bip

Paris, Chicago, Tokyo, Francfort... sur les plus grandes places financières BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels de l'arbitrage et des produits dérivés. Dans le cadre de son activité d'arbitrage sur le marché allemand, BIP, filiale de la Dresdner Bank, crée deux postes à Francfort.

Opérateur marchés de taux d'intérêt

Intégré à une équipe motivée et performante, nous vous formerons afin que vous puissiez contribuer directement au développement de cette activité. Issu d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez 1 à 2 ans d'expérience. Réf. OPFRA.

Informaticien

Vous serez chargé d'aider nos opérateurs sur les marchés à créer leurs logiciels d'aide à la décision. Débutant, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous programmez en langage C et connaissez la micro-informatique. Intéressé par les marchés financiers, vous avez, si possible, déjà fait un stage dans ce domaine. Poste évolutif. Réf. INFRA.

Pour ces deux postes faisant l'objet de contrats d'expatriation, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence choisie, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

OWENS CORNING GLASS PROCESS ENGINEER

Owens Corning is a world leader in the manufacture of glass fibre. It has plants in several European countries. Plans for the future are aggressive with large investments, and development programs.

We are seeking a Glass Process Engineer to fill a vacancy in the European Technical Service Organization located near Liège in Belgium.

The job consists in providing technical service to the plant on the glass raw materials, the glass melting process, and the furnaces with associated equipment. The job holder also takes part in or leads development projects, and will work on glass raw materials on a European level together with our European Glass Process Manager.

The job holder will be part of an international environment with strong functional links and relationships within Europe and with our Science and Technology Center in USA.

The successful candidate is expected to have the following profile:

- ☐ Grande Ecole or University graduate in ceramics/high temperature chemistry;
- ☐ 3 to 5 years experience from glass process industry including glass raw materials;
- ☐ English and French fluently, German would be an added advantage;
- ☐ 30 - 35 years of age.

Interested applicants should in the first instance send their c.v. to Mr. A.J. Huntington, Human Resources Director, European Owens-Corning Fiberglas, chaussée de La Hulpe 178, boîte 7, B-1170 Bruxelles.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

S.A. d'H.L.M. de la Région Centre recrute

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

35 ans minimum

Vous avez une formation comptable et financière, et une expérience confirmée dans un poste similaire. Relevant du Directeur Général, vous animerez et superviserez une équipe en place et vous serez chargé de diriger l'ensemble du service comptable et financier et d'actualiser les procédures d'organisation par la mise en place de tableaux de bord. Vous serez responsable de la comptabilité générale jusqu'au bilan analytique, de l'élaboration du budget annuel, de la gestion prévisionnelle, du tableau de bord de la trésorerie et vous participerez activement au montage et au suivi du financement des opérations.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre C.V., d'une photo et de vos prétentions à Havas Domiciliations n° 5376 B.P. 169 - 41005 BLOIS Cedex, qui transmettra.

Sur le Grand Ouest, Vents portants Forcé 2

ORC CONTESSE ATLANTIQUE a le vent en poupe.

A la barre : Yannick LUCAS, équipière Sophie BOUTIN.

Au plus près ou au grand large, quelles que soient vos attentes :

Offres d'Emplois Presse, Communication Interne, Edition,...

nous sommes sur le pont pour le meilleur du Marketing des Ressources Humaines.

Nouveau port d'attache : Immeuble le Moulin Neuf

1501 avenue Jacques Cartier - 44811 SAINT HERBLAIN Cedex

Tél. 40.92.11.12 - Fax : 40.92.14.28. Nous vous espérons bientôt à bord.

ORC

CONTESSE
ATLANTIQUE

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

Accompagner le Changement

CONSULTANT CONFIDENTIEL

etap

Important Bureau d'études en
général et d'urbanisme, vos services p...

INGENIEUR ENVIRONNEMENTAL
ET AMENAGEMENT

etap

Groupe International

JURISTE GENERALISTE
Haut Niveau

etap

مكتبة النهر

REPRODUCTION INTERDITE

Accompagner le Changement

Notre cabinet spécialisé dans l'ingénierie de formation et du management réalise actuellement des chantiers importants pour des groupes ou des filiales françaises de groupes internationaux : conception et développement de nouveaux styles de management, définition et mise en place de nouvelles organisations ou stratégies industrielles...

Pour faire face à notre rapide développement, nous recherchons un

CONSULTANT CONFIRME

De formation initiale ou complémentaire en Sciences Humaines, il aura acquis un professionnalisme en formation et en conseil dans le domaine du management pour pouvoir être associé au pilotage de projets complexes depuis l'analyse du besoin jusqu'à leur finalisation.

La petite taille, l'esprit de coopération et l'enthousiasme de notre équipe demandent et favorisent une forte implication dans la vie du cabinet.

Poste basé de préférence à Paris mais une domiciliation régionale est envisageable.

Ecrire sous réf.
23A 2556 3M
Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

DIRECTEUR INDUSTRIEL

X, MINES, ECP, AM ...

Nous recherchons le directeur industriel d'une société, filiale d'un groupe français performant et de tout premier plan.

Rattaché au directeur général et membre du comité de direction, il dirigera une usine à feu continu de 700 personnes, engagée dans un important processus de modernisation, qui implique la conduite de profonds changements, tant sur le plan de l'organisation industrielle que sur celui de la 'culture' de l'entreprise.

Pour mener à bien ce projet ambitieux, nous cherchons un cadre supérieur, ayant au minimum 15 ans d'expérience industrielle. Il aura développé de solides compétences de management d'équipes étoffées et il aura eu l'occasion de gérer de significatives actions de progrès. Sans être indispensable, la connaissance des industries de process serait un atout.

Poste ville Nord France

Ecrire sous réf.
23A 2556 3M
Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Important bureau d'études en
Aménagement et Urbanisme, recherche pour Paris

INGENIEUR ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT

Diplômé d'une Grande Ecole (Centrales, Mines, Agro ...) ou équivalent, avec spécialisation en aménagement.

Sous l'autorité du Directeur du Département Pollutions et Milieux, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé des études relatives au bruit, à la pollution atmosphérique, à l'eau ... en rapport avec l'aménagement régional (inventaires, projets, conseils).

Sérieuses références exigées en bureaux d'études, services techniques ... Poste impliquant le sens du concret et des contacts à haut niveau. Aisance d'expression (orale et écrite). Aptitudes à s'impliquer dans le développement d'un système informatisé d'informations géographiques et socio-économiques.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétention

Ecrire sous réf.
23A 2557 3M
Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

CHEF DE DOMAINE INFORMATIQUE

Applications Comptables et Financières

Un groupe industriel français de premier plan, CA 50 milliards, recherche pour l'intégrer à sa direction informatique, un chef de domaine.

Sa mission :

- Il prendra la responsabilité de la refonte complète des systèmes d'information dans son domaine.
- Il animera une équipe, gèrera un budget, définira et coordonnera l'intervention de prestataires extérieurs, jouera un rôle de conseil auprès des filiales en France et à l'étranger.

Son profil :

- ce poste Important ne peut convenir qu'à un candidat :
- de formation BAC + 5,
- disposant d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans
- ayant déjà dirigé des projets importants dans le domaine comptable et financier et dans un environnement industriel,
- témoignant d'un sens aigu de la rentabilité des investissements et du service aux "clients" et des qualités de gestionnaire et de dialogue permettant d'y répondre.
- parlant l'anglais.

La réussite dans ce poste lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution.

Poste basé à Paris

Ecrire sous réf.
23A 2561 3M
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Important bureau d'études en
Aménagement et Urbanisme, recherche pour Paris

ECONOMISTE Spécialisé en Finances Locales

De formation supérieure (DESS en administration publique ou équivalent).

L'intéressé aura pour mission :

- d'élaborer des études financières pour les collectivités locales (diagnostics et analyses prospectives, études des implications financières d'opérations d'aménagement)
- d'établir des dossiers de synthèse en matière de fiscalité locale.
- de promouvoir auprès des collectivités territoriales des activités de l'organisme.

Une formation complémentaire en urbanisme opérationnel dans sa dimension financière serait appréciée.

Des connaissances de base en informatique (traitement de texte et tableur) et une expérience d'environ 4 ans (de préférence dans une collectivité locale ou bureau d'études spécialisés) sont demandées.

Pour ce poste, le sens des contacts à haut niveau est indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétention

Ecrire sous réf.
23A 2558 3M
Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

JURISTE GENERALISTE Haut Niveau

Un Groupe français performant, disposant d'une forte implantation internationale (50% du CA) dont la croissance interne s'accompagne d'une politique déterminée d'acquisitions renforce ses compétences dans le domaine du droit des affaires et de la fiscalité.

Le juriste que nous recherchons, de formation DJCE ou DESS Droit des affaires, aura développé une solide expérience en droit des sociétés et fiscalité (acquisitions - fusions - créations de filiale - joint venture ...) ainsi qu'en droit des contrats et des accords.

Son expérience internationale lui aura donné une bonne maîtrise de l'Anglais. Son envergure personnelle lui permettra d'être reconnu comme un expert avisé et efficace tant auprès de la Direction du Groupe qu'auprès des interlocuteurs extérieurs.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.
23A 2564 3M
Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

NSM
Banque de Neufitze, Schlumberger, Mallet
GROUPE NSM-AMMO

INSPECTEUR "CHEF DE MISSION"

MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL NSM EST UNE BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE À FORTE VOCATION FINANCIÈRE.

La multiplication des opérations, leur diversification et les modifications successives apportées aux plans technique et réglementaire conduisent notre Service Inspection à renforcer son équipe. En étroite collaboration avec l'ensemble de nos services, vous conduisez des missions liées à l'audit interne, à la gestion des risques et au conseil en matière d'organisation et de procédures. Vous contribuez également à l'amélioration et au respect des règles de sécurité. Curieux, rigoureux, persévérant, ouvert au dialogue et doté d'une autorité naturelle, vous conjuguez capacité à analyser les risques et esprit de synthèse qui vous permettent d'apprécier les situations et de préconiser les solutions à mettre en œuvre. A 28 ans environ, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 ans dans la fonction d'inspecteur en milieu bancaire. Votre potentiel et votre réussite à ce poste vous permettront d'évoluer au sein de notre banque et dans le groupe. Une parfaite maîtrise de l'anglais y contribuera. Fraçoise Théron vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), sous référence MI 8693, à NSM, 75410 Paris Cedex 08. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

LE POUVOIR DU TEMPS

Groupe de services de très forte renommée (CA : 8 milliards de francs) très tourné vers l'international recherche un

Juriste d'Affaires

Paris

Rattaché au Directeur Juridique, au sein d'une équipe de juristes, vous intervenez en droit des affaires et notamment dans le suivi de l'ensemble de l'activité contractuelle du Groupe :

- vous négociez et rédigez en particulier les contrats commerciaux, de distribution, les conditions générales de vente et traitez les dossiers en droit de la concurrence et de la consommation.
- vous gérez le contentieux commercial en rapport étroit avec les avocats du Groupe.

Votre mission comporte également le suivi du portefeuille des marques du Groupe.

Agé de 30/34 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc...) vous avez une expérience d'au

moins 5/7 ans acquise en cabinet ou en entreprise de dimension internationale en droit des affaires et en particulier en droit des contrats et droit des marques.

Vous exercez vos activités avec un sens aigu du conseil et vos aptitudes tant techniques que relationnelles vous permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et idéalement l'espagnol ou l'allemand.

Contactez Antoine Rusconi au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. AR9216MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Participez à l'avenir du Monde

Editeur d'un quotidien national diffusé dans 146 pays, de publications mensuelles de grande audience (Le Monde Diplomatique, Le Monde de L'Éducation...) et de plusieurs publications thématiques (Les Dossiers et Documents, le Monde des Débats...), notre groupe de presse réalise un CA de plus de 1 milliard de francs avec 1 000 personnes qui se mobilisent pour le futur, dans un contexte de modernisation rapide des techniques et des métiers. Afin de compléter l'équipe administrative et financière de notre filiale S.A. Le Monde Imprimerie (250 personnes, Ivry-sur-Seine), nous recrutons un :

Chef comptable

Rattaché au Directeur Financier, vous animez une équipe de 3 personnes et prenez en charge :

- la comptabilité générale : production du bilan, des déclarations fiscales, des comptes de résultats mensuels, gestion des immobilisations, administration des achats,
- le suivi de trésorerie,
- le développement des systèmes informatiques comptables.

Vous proposez et mettez en œuvre de nouvelles procédures dans ces différents domaines et participez activement à adapter notre gestion au développement de l'activité de l'imprimerie.

Environ 30 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (DESS Gestion, ESC, DESCF...), vous disposez d'une solide expérience en milieu industriel. La maîtrise de l'outil informatique (micro et gros système), une bonne connaissance de la gestion fiscale, de fortes capacités d'initiative et d'animation sont nécessaires pour tenir ce poste.

Adressez votre dossier de candidature sous la référence LM/1 à Isabelle Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Service Emploi/Formation, 1 place Hubert Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance-vie, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels. Pour maîtriser et gérer les risques du marché, pour en saisir toutes les opportunités, nous renforçons notre middle-office.

Responsable suivi des risques

Rattaché au responsable du middle-office et en étroite relation avec le front-office, vous suivez au quotidien les risques de taux, de spreads et de change des différentes stratégies. Vous assurez également le reporting de l'activité de marché, en termes de risques et de résultats, auprès de la Direction et du contrôle de gestion. Enfin, vous assistez le front-office dans le développement d'outils de reporting statistique et de gestion et mettez en place des procédures relatives à la gestion administrative de la base de données middle-office. De formation scientifique ou de gestion (grande école, bac + 5), votre expérience de 2 à 3 ans du suivi des risques de taux dans un établissement financier vous donne une bonne pratique financière et administrative des instruments financiers (futures, options, swaps). La maîtrise de l'informatique (tableurs, SGBD, langage système d'exploitation) est indispensable à votre mission.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. RSRMO, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.



bip

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

Responsable de la comptabilité générale

MISSION :

Vous dirigez et coordonnez les activités des équipes comptables de Direction du Trafic Ile-de-France et assurez une production comptable utilisable par des commissaires aux comptes.

En relation directe avec la Direction Générale et le responsable du Plan Budget Comptabilité, vous encadrez vingt-trois agents cadres et non cadres. Fiabilisation et validation des résultats mensuels et annuels, contrôle de production, management et formation des équipes, conseil et assistance des utilisateurs, vous diffusez et présentez les résultats comptables aux cadres dirigeants de la Direction du Trafic Ile-de-France.

PROFIL :

A 28-32 ans, titulaire d'un diplôme MSTCF, DESCF..., votre expérience de trois ans minimum acquise dans un cabinet d'expertise comptable ou dans le département comptabilité d'une grande entreprise vous permet de réussir dans cette mission.

PARIS 15^e :

Ce poste basé à Paris 15^e, qui pourrait convenir à un expert comptable stagiaire, s'inscrit dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée - statut de droit privé - au sein de France Telecom.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) à LEADER CONSEIL, Mme Myriam Soffer, 135 Bd Haussmann 75008 Paris



France Telecom

ADMINIST

Contrôle des mé

CONTROLE



Contrôle Audit

Mutuel

Opérationnel

PRISES

te d'Affaires

TP

and Page Tax & Legal

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 9 juin 1993 37

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CRÉDIT AGRICOLE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCÈS.
BILAN : 1 648 MILLIARDS DE FRANCS
RÉSULTATS : 5,2 MILLIARDS DE FRANCS
78 CAISSES RÉGIONALES LEADERS DANS LEUR RÉGION
8400 POINTS DE VENTE
74 000 SALARIÉS
20 IMPLANTATIONS DANS LE MONDE
TOUS LES MÉTIERS DE LA BANQUE ET DE L'ASSURANCE POUR VALORISER VOS COMPÉTENCES DANS VOTRE RÉGION, EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER.



Le Crédit agricole du Centre-Ouest s'affirme comme la 1^{re} banque dans sa région avec 75 agences et 1.100 salariés.

CONTROLEUR DES RISQUES CREDIT

LIMOGES

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur comptable et financier (E.S.C., H.E.C...) vous travaillez depuis 4 ou 5 ans au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou de commissariat aux comptes. Cette expérience fait de vous un spécialiste de l'analyse du risque sur les entreprises.

Vous maîtrisez parfaitement le droit bancaire et commercial. Dynamique et rigoureux, vous avez su développer, au-delà de vos compétences effectives, de fortes qualités relationnelles, un bon sens de la diplomatie et de la persuasion.

Directement rattaché au Directeur Général, vous avez pour mission principale d'analyser les gros risques à priori et de suivre les dossiers les plus importants.

Vous collaborez activement avec la Direction des Entreprises et contrôlez la délégation accordée aux Agences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous la référence AR/LM à M. Gilles Besnard - Directeur des Ressources Humaines - Caisse Régionale du Centre Ouest - 29, boulevard de Vantoux 87044 Limoges Cedex.

Une entreprise sur quatre fait confiance au Crédit agricole de Haute-Normandie qui s'affirme comme la 1^{re} banque dans sa région avec un encours de 3 MdF sur ce marché.

EXPLOITANTS ENTREPRISES

CONFIRMÉ ET DÉBUTANT

ROUEN - LE HAVRE

Au sein de la Direction du Marché des Entreprises, vous participez avec votre équipe à la réalisation des objectifs définis par la Direction à travers la gestion et le développement d'un portefeuille de clients. A ce titre, vous assurez l'ensemble des relations bancaires avec la clientèle : financements, placements, services bancaires... Cette activité exige une parfaite maîtrise du risque bancaire.

De formation supérieure (Maîtrise de gestion, ITB...), vous savez vous faire apprécier par votre aisance relationnelle, vos qualités d'écoute et de conseil. Votre autonomie et votre sens de l'initiative complètent une réelle aptitude à convaincre et à développer une clientèle.

Le poste d'exploitant confirmé (10 ans d'expérience) nécessite une connaissance précise des produits et services adaptés au marché des entreprises, y compris dans le secteur des opérations internationales. Réf. EE/LMD1.

Une première expérience réussie dans une fonction similaire serait appréciée pour le poste d'exploitant débutant. Réf. EE/LMD2.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'une photo sous la référence choisie à Maryse Vépierre - Caisse Régionale du Crédit agricole - Cité de l'Agriculture - La Brétèque - 76230 Bois-Guillaume.

Pour en savoir plus : 3-3 44

Directeur Audit Crédit Mutuel

la banque à qui parler

Au sein du Crédit Mutuel, cinquième groupe bancaire français, notre fédération régionale Maine-Anjou, Basse-Normandie, 19 milliards de bilan, 1450 personnes, constitue l'une des composantes majeures du groupe. Soucieux d'améliorer encore notre efficacité, nous recherchons un collaborateur qui, rattaché à la Direction Générale, assurera la maîtrise du risque. Membre du Comité de Direction, il participera à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie du groupe. Homme ou femme de 35/40 ans, de formation supérieure (ESC, Sciences-Po, Gestion Finances), vous avez acquis une solide expérience dans des fonctions d'audit appliquée à l'activité bancaire au sein d'une banque à réseau ou d'un cabinet externe. Ce poste implique une forte capacité d'analyse, d'innovation et de persuasion.

Si vous êtes intéressé par ce poste basé à Laval, merci d'envoyer votre candidature sous la référence A1452.93 M (à préciser sur l'enveloppe), à notre conseil Chantal Baudron s.a. - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

*Rejoignez
la direction
financière
d'un groupe
de premier
plan*

La direction financière d'un important groupe du secteur tertiaire recherche :

Un contrôleur de gestion

Sa mission sera :

- d'élaborer des tableaux de bord, des outils d'aide à la décision et de gestion prévisionnelle,
- de réaliser des études comparatives de performance en matière de placements financiers,
- d'assurer le suivi des filiales dépendant de cette direction.

De formation bac + 5 universitaire ou grande école, vous avez 2 à 3 ans d'expérience d'audit ou de contrôle de gestion dans un environnement financier. Votre niveau de compréhension des mécanismes financiers, la fiabilité et la rigueur de vos analyses, vos qualités relationnelles seront autant d'atouts pour réussir dans ce poste et vous permettre d'évoluer dans le groupe. Réf. CG.

Un gestionnaire obligataire

Au sein du Département obligations et trésorerie, vous contribuez à la gestion des portefeuilles obligataires du groupe et vous participez aux décisions d'achat et de vente de titres.

De formation Bac + 5 (école d'ingénieurs, actuaire...), vous justifiez d'une expérience similaire de 3 à 5 ans acquise dans une banque ou dans une compagnie d'assurance. La maîtrise de l'anglais sera un atout pour ce poste basé à Paris. Réf. GO.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Responsable de la
comptabilité générale



FWCEE
FOSTER WHEELER CONCEPTION
ETUDES ENTRETIEN

Société d'ingénierie (certifiée AFNOR ISO 9001), filiale d'un groupe américain, spécialisée en pétrole, pétrochimie, chimie fine/pharmacie, recherche pour son siège à Paris

Juriste Opérationnel

Votre profil :

- Pour ce poste de haut niveau, vous avez une solide formation juridique en droit des affaires, complétée par une expérience réussie en entreprise.
- Vous avez acquis de bonnes connaissances en matière de fiscalité et financements internationaux pour appréhender les projets export dans leur ensemble.
- Vous êtes parfaitement bilingue anglais.
- Rigueur, créativité et dynamisme sont des atouts indispensables.

Le futur cadre de votre mission :

- Vous intervenez en tant que conseil auprès des différents départements dans tous les projets et contrats qui engagent la société.
- Vous participez à la préparation, la rédaction et la négociation des contrats avec les donneurs d'ordre, des accords de coopération inter-entreprise.
- Vous êtes impliqué dans toutes les interventions de la société dont vous êtes le garant sur le plan juridique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. MC/1083 à FOSTER WHEELER CEE DRH - 31/33, rue des Bourdonnais 75024 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE BANQUE DE DÉPÔTS A PARIS
RECHERCHE DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ACTIVITÉS DE SA SALLE DES MARCHÉS

UN SALES MULTI-PRODUITS afin d'étouffer son équipe commerciale

Votre mission aura pour charge de promouvoir et de commercialiser :

- les Titres de Créances Négociables (CDN, EURO CP, Billets de trésorerie, auprès d'une clientèle d'investisseurs et de grandes entreprises ;
- les produits de taux développés par la salle des marchés.

De plus, vous devrez participer à la prospection de nouveaux clients entreprises, OPCVM et institutionnels.

Votre profil :

Vous êtes âgé de 27-30 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience éprouvée dans une fonction similaire, au sein d'un établissement bancaire. Pour réussir, vous disposez d'une bonne connaissance technique des produits de marchés, d'un sens commercial aigu, de ténacité, d'une aptitude certaine au travail en équipe ainsi que d'un esprit vif et rigoureux. Une pratique courante de l'anglais serait un plus.

Écrire sous réf. 8858

LE MONDE PUBLICITÉ

15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS Cedex 15

Important organisme financier recherche son

RESPONSABLE JURIDIQUE ET FISCAL

Spécialiste des questions immobilières, du droit des sociétés et du crédit, vous jouez un rôle de conseil auprès de la Direction Générale et des différents départements du groupe.

Agé de 34/42 ans, vous êtes titulaire d'un DESS de droit privé avec si possible une option fiscalité. Votre expérience d'au moins 8 ans vous a permis d'acquérir une spécialisation en droit immobilier et en droit des sociétés.

Vous avez une pratique de la réglementation fiscale et une bonne connaissance du fonctionnement d'un établissement de crédit.

Rémunération envisagée : 400 à 450.000 francs.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence VAD/2125-2.

FAIRWAY Horizon Juridique
GROUPE STEPHEN RABY SINGER
27, rue Marbeuf 75008 PARIS

FAIRWAY
H O R I Z O N

France Telecom

53 من الامم

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Société anglo-saxonne en fort développement intervenant dans le "soft" recherche pour Paris un

Juriste d'Affaires

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous intervenez en assistance des commerciaux en matière contractuelle (négociations, contrats types, droit de la distribution, formation), droit des sociétés et de façon générale en droit des affaires, propriété intellectuelle, licences... Vous assurez le reporting juridique auprès du siège européen et travaillez en étroite liaison avec les avocats du Groupe.

Agé de 27/29 ans, titulaire d'un DEA, DESS, DICE, etc., vous justifiez impérativement de 4 ans d'expérience acquise au sein d'une entreprise performante en matière de contrats notamment de distribution et licence. Très dynamique, parlant et écrivant parfaitement anglais, vous aimez les contacts à tous niveaux et appréciez un rôle de conseil vis à vis des opérationnels.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. AG9118MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION (Usine et Logistique)

ROC
S.A.

Filiale du groupe LVMH
MOËT - HENNESSY
LOUIS VUITTON,
ROC SA recherche un
Assistant contrôleur de
gestion (Usine et
Logistique).

VOTRE MISSION :

- vous assurer de la fiabilité des informations relatives aux stocks de produits fabriqués, de composants et d'articles publicitaires en étant responsable des inventaires, des analyses de stocks, du respect des procédures, du suivi des obsolescences...
- participer à l'élaboration du tableau de bord des activités industrielles, réaliser des études ponctuelles,
- participer à l'amélioration du système informatique de gestion de production,
- assister le responsable contrôle de gestion usine et logistique dans la préparation des plans et budgets.

VOTRE PROFIL :

De formation Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion, vous possédez un à deux ans d'expérience dans le contrôle de gestion et la connaissance du milieu industriel est un plus.

Ce poste implique la maîtrise de l'anglais afin d'évoluer à terme dans le fonction.

Vous serez basé à OSNY (95), près de Cergy-Portoisse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée) sous référence SF/01 à ROC S.A. - 50, rue de Seine 92703 COLOMBES CEDEX

Responsable Division Gestion, Tableau de bord

France Telecom

France Telecom recherche un Responsable Division Gestion, Tableau de bord pour son service de gestion des ressources humaines. Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 personnes et de coordonner les activités de gestion des ressources humaines. Il devra également être capable de travailler en étroite collaboration avec les services de gestion des ressources humaines et de gestion des ressources humaines. Le candidat devra être capable de travailler en étroite collaboration avec les services de gestion des ressources humaines et de gestion des ressources humaines. Le candidat devra être capable de travailler en étroite collaboration avec les services de gestion des ressources humaines et de gestion des ressources humaines.

France Telecom

France Telecom

Importante Société de Vente par Correspondance en forte croissance crée le poste de futur DIRECTEUR/CONTRÔLEUR DE GESTION (H/F)

Rattaché au Directeur Financier, il assure :
■ une première mission de contrôle de gestion opérationnel ;
■ prend ensuite la Direction du Contrôle de Gestion.

Cette fonction, très terrain, conviendrait à un candidat de caractère, jeune et ambitieux, de formation supérieure de gestion (ESC, Maîtrise...), possédant une expérience de 4 à 5 ans dans une entreprise industrielle ayant une forte culture dans le domaine du contrôle de gestion.

Rémunération motivante.

Si ce profil vous correspond, envoyez votre CV + lettre + photo et prétentions sous réf. 8657
LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Col-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

Société d'Ingénierie Financière en pleine évolution (150 MF d'opérations) basée à Paris-Ouest recherche un

Directeur Administratif et Comptable

Vous assurerez, avec une équipe de 5 collaborateurs, la supervision comptable administrative et financière, la gestion de trésorerie et l'optimisation des procédures du groupe et serez l'interlocuteur privilégié de la clientèle (150 EURL et SNC).

Vous participerez également à l'élaboration de schémas juridiques et fiscaux d'investissements réalisés dans les domaines aussi variés que l'Industrie, la Pêche, l'Aéronautique, l'Hôtellerie...

Diplômé Expert Comptable, vous justifiez également d'une expérience acquise en Entreprise. Rémunération offerte : 300/350 KF.



Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV sous référence 5367 à notre conseil :
Cabinet SAGEM - 60, Avenue de la Bourdonnais - 75007 PARIS

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

« ÉCOUTE AMITIE »

Fédération Nationale d'Associations ayant une activité d'écoute téléphonique et d'accueil de personnes âgées recherche pour PARIS :

SON DIRECTEUR

PRINCIPALES MISSIONS :

- Mettre en œuvre les projets et la politique de la Fédération.
- Animer et coordonner l'action d'une équipe de 6 salariés en lien avec des Associations de bénévoles.
- Assurer la gestion administrative et financière de la Fédération.
- Développer la représentation nationale de l'Association.

PROFIL REQUIS :

- Maturité et bon niveau de formation.
- Une expérience professionnelle confirmée dans la vie associative et/ou le domaine sanitaire et social.
- Un tempérament de leader avec un sens du travail en équipe.
- Le goût de s'investir dans un projet associatif.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à : C.I.P.E.S. (service 37), 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS. NE PAS TÉLÉPHONER.

ASSOCIATION HUMANITAIRE recherche un

CHARGÉ DE COMMUNICATION

Sous l'autorité du responsable du Service communication, il aura la charge :
- des relations avec la Presse et les Régies ;
- du suivi du fichier des donateurs ;
- du secrétariat de rédaction du bulletin.

Vous avez : 28-32 ans et une formation supérieure (ESC, Sciences Po) ; au moins deux ans d'expérience réussie en Agence ou poste similaire ; une forte motivation humanitaire ; une bonne capacité rédactionnelle et de l'autonomie ; un grand sens du contact.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo (sous réf. CCM) à :
EUROPACT : 44, rue de la Paroisse - 78000 VERSAILLES

VILLE DE BRON (41 000 habitants) recherche

le DIRECTEUR DU SERVICE DES AFFAIRES CULTURELLES ET DE LA JEUNESSE
ATTACHÉ PRINCIPAL OU ATTACHÉ

MISSIONS :

- Mise en œuvre et animation de la politique municipale.
- Coordination de l'animation socio-culturelle et des actions destinées à la jeunesse.
- Suivi et développement des relations avec le secteur associatif, aide à la décision en matière de financement.
- Organisation et gestion d'événements culturels locaux.

QUALITÉS REQUISES :

- Capacité de propositions et d'initiatives.
- Expérience dans le domaine socio-culturel, associatif, connaissance des collectivités locales.
- Aptitudes à l'analyse de bilans comptables et d'activités.
- Disponibilité et sens des relations.

Adresser candidature et C.V. AVANT LE 20 JUIN 1993 à :
Monsieur le Maire, square de Weingarten, 69671 BRON. Tél. : 73-36-13-45



CONSEIL GÉNÉRAL
DU VAL D'OISE

Le Département du Val d'Oise crée,
au sein de sa Direction Générale, le poste de

Responsable du Contrôle de Gestion

Mission : Mettre en œuvre les instruments de gestion (gestion des ressources, gestion des procédures de travail, gestion des opérations, gestion des coûts, d'améliorer dans un cadre de gestion budgétaire renforcée, l'efficacité des services, la gestion importante (2000 personnes).

Profil : Le candidat devra être âgé de 30 ans, être idéalement une expérience professionnelle et une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Sciences de Gestion, Administrateur Territorial, ou cadre supérieur). Il aura rang de Directeur.

Rattachement hiérarchique : Direction Générale. Lieu de travail : Cergy, Cergy-Pontoise. À fort potentiel recherche, capable de justifier ses motivations.

Rémunération : 250 000 F selon expérience.
Merci d'adresser votre lettre de motivation à QUIOT S.A. 7, rue de la République - 75008 PARIS, qui est chargée du recrutement. Elle transmettra votre dossier en toute confidentialité. Pour toute information appeler Céline DEMARIA ou Françoise BRIAND
Tél. : 42 65 03 60 - Fax : 42 65 25 55.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

LE MONDE DES CADRES

Numéro 2 ...

pour analyser,
organiser,
animer

Notre Directeur Général souhaite confier à un collaborateur direct la mission de réorganisation de notre société afin d'assurer notre progression. Vous aurez à réfléchir sur notre organisation actuelle afin d'optimiser la mise en place d'un nouveau système informatique. Vous serez amené à préparer la mise en œuvre d'outils de pilotage et de gestion de nos activités. En étroite liaison avec notre DG, vous devrez ensuite veiller à la mise en œuvre de vos propositions pour améliorer la performance de notre organisation (150 personnes).

Ce poste très opérationnel et évolutif requiert une expérience d'au moins 10 ans dans un poste de direction et dans une entreprise de services (banque, assurance, institution financière, organisme privé-public...). Une formation supérieure et d'excellentes qualités relationnelles sont bien sûr indispensables. Poste basé à Paris intra muros.

Merci d'envoyer confidentiellement votre dossier de candidature sous référence G392 à notre Conseil 15 rue Cardinet 75017 PARIS

nervet pont conseil

Paris - Berny - Bristol - Hambourg - Madrid - Valence

ANIMATION, CLIENT, RESULTAT.
AU CIO, NOS DIRECTEURS D'AGENCE SONT DE VRAIS MANAGERSLA BANQUE DES REGIONS DU GRAND OUEST - 2 400 COLLABORATEURS - 172 AGENCES SUR 18 DEPARTEMENTS
UN PNB DE + 5 % ET UN RBE DE + 34 % AU 31 12 92

complète ses équipes d'encadrement sur l'ensemble de son territoire d'exploitation et vous propose de participer à la réalisation de ses ambitions dans des postes de :

DIRECTEURS D'AGENCE

Dans un de ces postes, vous serez sur le terrain un acteur essentiel de la réalisation de notre PLAN D'ACTION DEVELOPPEMENT et serez largement associé à la définition des objectifs de votre centre de profits. Vous disposerez également de moyens d'action importants pour accroître, dans un contexte d'autonomie, le volume, la qualité et la rentabilité de l'ensemble de nos prestations tout en veillant constamment à la qualité des risques.

■ A environ 35 ans, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de l'animation d'équipe en tant que Directeur d'une Agence bancaire et vous souhaitez aujourd'hui renforcer votre dimension de généraliste de l'exploitation et de Manager. Nous vous proposons de prendre la Direction d'une Agence de 15 à 20 personnes (Réf. : 2752).

■ A environ 30 ans, vous êtes devenu un vrai professionnel de la relation clientèle et souhaitez maintenant démontrer vos qualités de Manager. Nous vous proposons de prendre la Direction d'une Agence d'environ 10 personnes (Réf. : 2753).

Dans les deux cas, vous possédez une formation supérieure Bac +4/5 et/ou ITB et souhaitez rejoindre une structure dynamique et à taille humaine qui saura vous offrir à moyen terme des perspectives d'évolution réelles et diversifiées à la mesure de vos aptitudes et de vos aspirations.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions) en précisant la référence à Michel BERNET-ROLANDE - BR CONSEIL - 20, rue Marie-Anne du Boccage - 44000 NANTES.

CIC
Banque
CIO

Filiale de la Caisse des Dépôts et du Réseau Ecureuil,
vous associez au développement de sa
Division Organisation

Nous sommes une jeune Société
spécialisée dans la gestion et la conservation de plus
de 800.000 portefeuilles titres.
Nous souhaitons accueillir un :

ORGANISATEUR BACK-OFFICE

Diplômé IESTO ou BAC + 5, vous avez au moins cinq ans d'expérience en organisation acquise au sein d'une banque, d'une société de bourse ou d'un cabinet de conseil. Vous avez une bonne connaissance des valeurs mobilières, des systèmes informatiques et plus particulièrement du back-office titres.
Au sein d'une équipe d'organiseurs, vous aurez pour mission d'effectuer des études d'organisation, de définir des procédures administratives et de gérer les modifications issues des réformes de Place et de la création de nouveaux produits.

Nous vous proposons de vous associer à notre challenge :
devenir leader en Back-Office Titres de la communauté bancaire et financière.
Poste situé à ARCUEIL (RER B, Laplace).

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous référence R32 à notre Conseil
FBO CONSULTANTS, Bernard NICOLAS, 15 rue de la Banque, 75002 Paris.

FBO
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

CONSEIL EN MANAGEMENT

L'EUREQUIP renforce ses équipes et souhaite accueillir de nouveaux

CONSULTANTS SENIORS

Les candidats recherchés sont d'authentiques Consultants en Management, diplômés d'une Grande École d'Ingénieurs, de Commerce ou de Gestion et ayant acquis au minimum 5 ans d'expérience du Conseil dans un grand cabinet français ou anglo-saxon.

Ils connaissent les secteurs de l'Industrie ou des Services. Les missions qu'ils ont conduites leur ont permis de faire la preuve de leurs compétences techniques, de leurs qualités relationnelles, de leurs aptitudes à convaincre et à mobiliser.

Les Consultants retenus seront très rapidement opérationnels dans le cadre d'interventions de nos équipes pour de grandes entreprises à Paris et en province. Les missions et les évolutions de carrière qui leur seront proposées exigent un réel potentiel de développeur et de manager.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (une absolue confidentialité est assurée), sous la référence MD/5436, à Véronique WELLE

EUREQUIP
5, Esplanade Charles de Gaulle
92733 Nanterre CedexCHARGE DE MISSION
EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Votre capacité à anticiper nous intéresse !

A votre actif, vous justifiez d'une formation supérieure (ingénieur, ESC ou universitaire) allée à une expérience de 2 ou 3 ans en organisation dans le tertiaire et une bonne culture informatique. Vos plus, ce sont vos qualités d'analyse et de synthèse et votre sens de la communication.

Si tel est votre profil, nous devrions nous entendre. Dans le cadre du schéma directeur de la Direction IARD des particuliers, vous participerez aux études de besoins et d'organisation.

Votre mission s'articulera autour de 3 axes :

- définition des besoins des utilisateurs,
- conception d'outils et de procédures,
- mise en œuvre sur le terrain.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle), sous référence M41P, à Isabelle DONNADIEU AGF - Département Ressources Humaines 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 35 milliards en France et dans plus de 30 pays. Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF
avec vous

Une certaine idée du Conseil...

dans la transparence des méthodes d'identification, de recherche et d'analyse en matière de recrutement, mais aussi...

dans le suivi et l'analyse des étapes d'intégration, l'évaluation, les bilans de compétence et l'aide à la séparation des cadres.

Denis RICHARD Dorick de BROSES Véronique ALART

LYON :
15, place Jules Ferry
69006 Lyon
Tél. : 72.74.44.30
Fax : 78.52.36.98

PARIS :
39, rue de Châteaudun
75009 Paris

Nemrod
RESSOURCES HUMAINES

DENIS RICHARD ASSOCIÉS

5521 من لاجل

SECTEURS DE POINTE

● Installés dans le Sud-Ouest de la France, nous sommes une entreprise industrielle de taille moyenne. Notre métier : concevoir, fabriquer et commercialiser des équipements et des systèmes électriques.

DIRECTEUR QUALITÉ

et électroniques, dédiés aux groupes industriels. Notre Direction Générale recherche son Directeur Qualité ●

Intégré au Comité de Direction, vous managez une équipe de 10 personnes environ. Votre mission consiste à réaménager la fonction Qualité existante : structure, organisation et développement. A ce titre, vous définissez la politique et la stratégie, mettez en place le programme Qualité et homogénéisez les procédures, audits et certifications.

Agé de 35 ans au moins, vous êtes ingénieur électricien ou électronicien de formation. Pour bien maîtriser l'ampleur de ce poste, vous devez associer une expérience significative, en tant que responsable de la qualité dans une industrie de production (constructeurs informatiques, électronique professionnelle ou militaire), à de réelles qualités personnelles : maturité, rigueur, communication, sens des priorités et capacité d'innovation.

L'anglais professionnel courant est indispensable. Merci d'adresser votre candidature sous réf. D.Q./LM à notre Conseil Sophie de Communes, 10 rue de la Paix, 75002 PARIS.

Ingénieur Thermodynamicien Frigoriste



Avec 3500 personnes, nous sommes leader mondial et à la pointe de la technologie dans le chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Nous recherchons pour notre département R&D, situé à LA VERRIERE (78), un Ingénieur Thermodynamicien Frigoriste.

Agé de 27/30 ans, Ingénieur Arts et Métiers + Institut Français du Froid Industriel ou spécialisé en thermodynamique, vous possédez une expérience de 3 ans dans la conception et la mise en œuvre d'installations frigorifiques pour des équipements de climatisation et/ou congélation dans l'automobile, sur des navires ou dans le bâtiment.

Votre mission consiste à développer un système de conditionnement d'air multifonction. Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Adressez-nous une lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. B27, à SELEGOM 228, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



Situé à Oyonnax(01) au cœur de la Plastics Vallée, le Pôle assume 5 missions principales :
• Recherche et Développement • Formation initiale (ingénieurs)
• Formation continue • Essais
• Centre de calcul et de documentation.

L'ECOLE SUPERIEURE DE PLASTURGIE qui assure la formation initiale et délivre le titre d'ingénieur, recherche son

Directeur

VOTRE MISSION :
Vous serez responsable, et ceci avec une large autonomie, de :
• l'organisation de l'Ecole et des enseignements,
• l'enseignement de certaines matières,
• l'animation et le suivi de certains contrats de R&D en liaison avec le Responsable R&D.

VOTRE PROFIL :
Docteur-ingénieur de formation, vous possédez une bonne expérience, soit comme cadre d'entreprise, soit comme enseignant-chercheur dans le secteur public ou privé. L'environnement dans lequel vous évoluerez implique une parfaite connaissance des Polymères.

Veillez adresser votre candidature à M. le Directeur Général du Pôle Européen de Plasturgie, BP 1204, 01112 Oyonnax Cedex.

BANQUE DE FRANCE

La Direction de l'Informatique et des Télécommunications gère un réseau d'entreprise desservant environ 12 000 utilisateurs et faisant appel aux techniques les plus avancées en matière de réseaux et de télécommunications (réseau voix et données, réseaux à valeur ajoutée...).

Le Service d'études des Systèmes de Télécommunication recherche pour son bureau d'études, un :

ARCHITECTE RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs avec une spécialité Télécom (SUPELEC, ENST, MASTERE...) ou un DESS de Télé-informatique.

Vous avez entre 28 et 32 ans, et possédez une première expérience en matière de réseaux hétérogènes d'entreprise (Télé-informatique, téléphonie numérique, réseaux à valeur ajoutée, réseaux haut débit, réseaux locaux, architectures constructeurs...).

Vous avez acquis une bonne connaissance des réseaux publics de transport de données (X25, RNIS) et des normes ISO et CCITT (notamment OSI, X400, Interfaces S, FTAM...) et des standards du marché (TCP/IP, FDDI, ATM).

Vous participerez, au sein du Bureau d'Etudes Réseaux, à la conception et à la spécification des moyens de communication de la Banque en relation avec les services internes et les intervenants extérieurs. Vous conduirez des études et des réalisations dans cet environnement novateur et stratégique.

Vos capacités de jugement et de réflexion, et votre aptitude à dialoguer dans des environnements divers sont primordiales pour réussir. Ce poste évolutif de haut niveau, dans un environnement technique exceptionnel vous permettra d'acquérir sur le plan humain et technique, une formation et un savoir-faire de tout premier plan.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence MAR31 à Isabelle de FORCADE, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



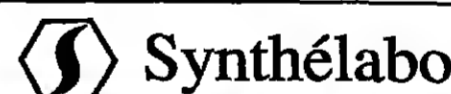
sur le marché... en 1993 un chiffre... et investira dans sa...

Elle Médical est le... français de stimu... et de systèmes Holter... une progression annuelle de... son CA.

Responsable Etudes sondes

Etudes et... personnes... la branche... électroniques... de stimulation car... d'actuellement de 2... d'Etudes... dans la conduite de pro... serez capable de traiter effi... les différents aspects d'une étude de sonde : réalisation microélectronique, choix des matériaux, choix des élastomères, plastiques et matériaux biocompatibles, tests de corrosion et analyse des champs électriques. Par ailleurs, vous serez com...

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/éf. RES/1 à l'attention de : Madame DORLET - ELA MEDICAL Direction des Ressources Humaines Centre d'Affaires - La Bourdière - 92357 LE PLESSIS ROBINSON Cedex.



LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

CONSULTANTS HEUREUX ET FIER DE LEUR MÉTIER : GROUPE PRAXIA, une équipe de 35 personnes, sur 4 sites, organisée en 2 structures : PSYNERGIE (Conseil en GRH) et HUMBLLOT-GRANT ALEXANDER (Recherche de dirigeants et Organisation) Intègre, pour poursuivre son développement :

4 CONSULTANTS FORMATION

PARIS RÉF. P - MARSEILLE RÉF. M - MONTPELLIER RÉF. MT - LYON RÉF. L

1 CONSULTANT ORGANISATION PARIS RÉF. H

Susceptible d'être "associé" selon votre autonomie, vous vous appuyez sur les méthodologies du Groupe, assumez le développement de votre activité. Nous pratiquons l'échange des compétences et travaillons dans une ambiance chaleureuse et vraie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à PSYNERGIE, Anne-Marie PASQUET-PAOLI, 2 rue St Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.



Pour assurer le transfert de sa branche "Analytique" vers sa filiale lyonnaise, spécialisée en Instrumentation Electrochimique, Radiometer recherche

Ingénieur de Production

Vous avez pour mission d'organiser le transfert de la production danoise vers la France en acquérant la maîtrise des méthodes de fabrication (sous-traitance, circuits imprimés, montage/câblage, contrôle) et en les transcrivant afin de les mettre en œuvre sur le site lyonnais.

Jeune Ingénieur de 28 ans ou Technicien confirmé, avec 2 ans d'expérience de production en électronique, vous êtes un homme de terrain, autonome, organisé et disponible pour de fréquents déplacements au Danemark. Anglais courant indispensable. La connaissance d'une langue scandinave est un réel atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 200/A à notre Conseil : PSYNERGIE, Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient, 69431 LYON Cedex 3.



7 juin
1993
9h00

nouvelles coordonnées
Austin Knight

129, rue de Turenne 75003 Paris
Tél. (1) 48 04 78 78 - Fax (1) 48 04 53 78

SECTEURS DE POINTE

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE est le premier organisme européen de recherche. Il emploie 27.000 personnes de toutes professions, dont 19.000 chercheurs et ingénieurs, répartis sur 1.300 unités de recherche engagées sur tous les champs de la connaissance : physique et mathématiques, physique nucléaire et cosmologie, sciences pour l'ingénieur, sciences de l'univers, sciences chimiques, sciences de la vie, sciences de l'homme et de la société. Le CNRS souhaite vous compter au nombre de ses collaborateurs engagés, passionnés, rigoureux.

recrute
par concours

53 Ingénieurs de Recherche
(doctorat, diplôme d'ingénieur, université, grandes écoles)

66 Ingénieurs d'Etudes
(diplôme d'ingénieur, licence, maîtrise)

2 Attachés d'Administration de la Recherche
(diplôme d'ingénieur, licence, maîtrise)

78 Assistants Ingénieurs
(BTS, DUT)

Pour tout renseignement concernant les métiers, lieux de travail et formalités d'inscription, composez 36 14 CNRS. Date limite de retrait des dossiers : 8 juillet. Date limite de dépôt : 9 juillet.

CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
RECHERCHE POUR SA DIVISION ORGANISATION

3 Consultants seniors en organisation et système d'information

Votre mission :

- conduire ou encadrer des missions d'amélioration des performances des entités du Siège et des grands processus transversaux de la Banque.
- contribuer, en appui des Directions utilisatrices, à la définition et à la mise en œuvre de grands projets informatiques,
- assurer un appui méthodologique aux utilisateurs visant à optimiser la conduite de projets.

De formation ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une solide expérience en cabinet de conseil (5 à 7 ans) qui vous a permis de vous familiariser avec le milieu bancaire.

La taille de notre groupe vous ouvrira des perspectives d'évolution au sein de nos différentes Directions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions), sous référence 50492, à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

UN MONDE NOUVEAU SE CREE TOUS LES JOURS



GROUPE SAGEM

Notre département Signalisation Routière, leader en France sur son marché et en plein développement recherche

Un Chef de Projet à fort potentiel

A partir du cahier des charges, il assure la conception, les études et la réalisation de nouveaux produits destinés à la régulation du trafic.

Ingénieur électronicien (ESE ou équivalent), il a une expérience d'étude et de développement de systèmes à microprocesseurs - famille Intel - (électronique numérique et analogique, informatique et techniques de communication). Il maîtrise également les contraintes liées à la compatibilité électromagnétique.

Rigoureux dans sa méthodologie, il doit savoir aussi animer une équipe de techniciens et dialoguer avec les équipes commerciales et la production.

Sa réussite dans le poste lui permettra d'évoluer rapidement au sein du département.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Groupe industriel français (1500 personnes)
1,3 milliard de CA, leader sur ses marchés (convecteurs électriques et chauffe-eau) recherche, pour son unité de La Roche sur Yon, un

Ingénieur R&D Mécanicien

1ère expérience ou débutant

Rattaché au responsable R & D et au sein d'une équipe de 16 ingénieurs et techniciens, vous serez chargé de :

- développer les outils d'aide à la conception liés à notre activité : modélisation, calculs (mécaniques, thermiques), simulation,
- évaluer et valider les nouvelles fonctions ou sous-ensembles dans le cadre du plan produit et de la liste des sujets d'investigation,
- assurer le marketing achat des nouveaux composants/produits.

Vous êtes ingénieur en Mécanique, AM ou équivalent. Vous disposez d'une première expérience R & D en conception de produits industriels grande série, vous avez des connaissances spécifiques en calcul de structure et transfert thermique.

Ce poste implique également rigueur, créativité, imagination, organisation, sens du travail en équipe.

Les candidatures d'ingénieurs débutants ayant effectué des stages significatifs seront également examinées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :

ATLANTIC Industrie - Service du Personnel
6P 65 - 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX.



ça marche, tout simplement.



ENSIA,
ENSBANA,
ENITIAA...

APAVE, N°1 du conseil et de l'assistance technique, un nom synonyme d'un savoir-faire et d'une notoriété dans le service auprès de l'Industrie.

Après une première expérience d'au moins 5 ans dans l'Agro-Alimentaire, et une bonne connaissance des normes d'Assurance Qualité, vous deviendrez

CONSULTANT QUALITE

dans notre réseau SEQUAL Agro-Alimentaire.

Vous mettez en œuvre votre expérience (audit, certification...) afin de gérer vos affaires dans les contacts commerciaux. Motivé par le travail en équipe, possédant l'Anglais, vous serez basé dans un premier temps à LYON, puis votre responsabilité évoluera sur la BOURGOGNE (DIJON).

Valorisez votre savoir-faire en intégrant un groupe dans lequel la notion de Service prime.

APAVE LYONNAISE, Direction des Relations Humaines, 177, route de Saint Bel, B.P. 3, 69811 Tassin Cedex.



LYON - ANNECY - CLERMONT -
OLYON - GRENOBLE -
SAINT-ETIENNE - VALENCE

Ingénieurs d'affaires

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) recherche des ingénieurs d'affaires pour ses unités de recherche.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, et posséder de bonnes connaissances en anglais et en allemand.

Les candidats doivent également posséder de bonnes connaissances en physique et en chimie, et être motivés par le travail en équipe.

Les candidats doivent adresser leur candidature (lettre de motivation, CV, photo) sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1493.93/M à notre

Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Directeur du service brevets et marques
d'un laboratoire pharmaceutique français

recherche

ADJOINT

pour, le cas échéant, le remplacer à moyen terme.

Expérience de plusieurs années indispensable

Qualifications requises :

- Diplôme d'ingénieur chimiste ou connaissances universitaires équivalentes.
- Connaissances dans le domaine thérapeutique ou pharmaceutique.
- Très bonnes connaissances linguistiques en anglais et en allemand.

Lieu de travail : PARIS

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Monde Publicité, sous n° 8656, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15



L'INSA DE LYON RECRUTE

INGENIEURS, CHEFS D'ENTREPRISE :

CONTRIBUEZ AU RAPPROCHEMENT

DES GRANDES ECOLES

ET DES ENTREPRISES.

Ingénieurs en activité, l'INSA de Lyon vous propose 12 postes

d'Enseignants-Chercheurs à mi-temps, à partager impérativement avec votre activité actuelle en entreprise.

L'objectif, outre la prise en charge d'une mission pédagogique et de recherche, est de bâtir une synergie entre une grande école d'ingénieurs, l'INSA de LYON, et son environnement industriel. C'est aussi créer des emplois, permettre à des chefs d'entreprise de partager le temps de travail de leurs salariés, donner à des cadres l'opportunité d'élargir leur expérience. Enfin, c'est transmettre un savoir concret, basé sur l'expérience et le réel.

Domaines concernés : Génie Physique Matériaux, Informatique, Génie Energétique, Humanités, Qualité, Animation interne, Conduite de projets...

Dominique Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui écrire, sous référence 2098 en précisant le domaine choisi ou de téléphoner à l'INSA de Lyon, au 72 43 81 14, pour plus de renseignements.



19 place Tolozan, 69001 LYON

SECTEURS DE POINTE

SYSTEMES ELECTRONIQUES

Au sein d'une filiale d'un grand groupe industriel français, notre département est spécialisé dans les systèmes électroniques/informatiques complexes utilisés dans le secteur du transport. Notre développement nous amène à rechercher :

1 Chef de Projet Système Hard/Soft (réf.262D)

Il sera responsable de la partie technique d'une affaire, jusqu'à la recette client et encadrera une équipe de développement.
Electronique numérique, UNIX, OS/2, TCP/IP, C, Assembleur.

1 Ingénieur Développement Logiciel (Cartographie) (réf. 262E)

Il deviendra l'expert des manipulations logicielles cartographiques du département.
C, UNIX, ORACLE, X 25, TCP/IP, bases de données et outils cartographiques.

1 Ingénieur Développement Logiciel (réf. 262F)

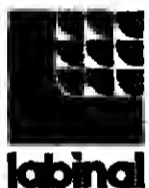
Il interviendra sur le développement de systèmes informatiques embarqués et l'étude de systèmes de navigation terrestre.
Electronique numérique, traitement signal, filtrage numérique, C, Assembleur, UNIX.

De formation supérieure (ingénieur ou équivalent), spécialisée en électronique/informatique technique, si votre première expérience professionnelle (2/6 ans minimum) vous a familiarisé avec l'un des environnements techniques précités, alors rencontrons nous !

Ces postes sont basés dans la banlieue Nord-Ouest.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence choisie à notre Conseil : Béatrice BOCQUET, PSYNERGIE, 2 rue St Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PARIS - LYON
MAISONNEUILLE
MONTPELLIER



16 500 personnes,
9 divisions,
42 filiales étrangères,
exerce ses activités
dans les secteurs
Automobile et
Aéronautique.
Sa DIVISION
SYSTEMES
AERONAUTIQUES
recherche pour son
SIÈGE à ST-QUENTIN-
EN-YVELINES un

Responsable département achats Equipements aéronautiques

Vous rendez compte au Directeur Général de la Division.

Vos missions : • définir la politique d'Achats vis-à-vis des opérationnels, des prescripteurs et des fournisseurs • organiser, animer et gérer votre service en relation avec les autres Directions de la Division et du Groupe • Participer à la négociation des achats stratégiques.

Vos objectifs : faire gagner à notre Division de nouveaux points en termes de marge, optimiser le nombre et la fiabilité des fournisseurs, accroître la part des achats en %.

Agé d'environ 40 ans, Ingénieur Mécanicien de formation, vous êtes devenu un "pro" de la fonction Achats en milieu Aéronautique (de préférence). Votre autorité naturelle, votre crédibilité et votre pratique courante de l'anglais vous incitent à nous rejoindre et à évoluer à terme au sein du Groupe.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9319 au 7, rue de Monceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Au-delà de l'innovation et de la dimension internationale

Ingénieur d'Affaires

Intégré à la structure TRW FRANCE à La Défense, vous êtes rattaché au siège de l'organisation européenne, située en Allemagne. Véritable interface entre les Etats-Unis et la France, vous êtes le responsable de ce programme. A ce titre, vous êtes chargé de conduire et de mener à bien l'ensemble des relations techniques entre notre client français et l'équipe de conception américaine.

Ingénieur électronicien de formation, vous avez acquis une expérience opérationnelle (5 ans minimum) dans un bureau d'études, de préférence dans le secteur automobile; vous connaissez ainsi le traitement de l'information à partir de capteurs.

Parlant parfaitement l'anglais (et si possible l'allemand), vous saurez apporter à cette mission d'envergure internationale de réelles qualités personnelles. Autonome, curieux d'esprit, relationnel et communicatif, la vision globale d'un marché vous passionne. Vous partagerez avec nous la volonté de réussir.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. I.A./LM à notre Conseil Sophie de Commynes, 10 rue de la Paix, 75002 PARIS.

... la réussite des hommes

Nous sommes un important groupe international évoluant dans un domaine de technologies de pointe. Dans le cadre de nouveaux investissements visant à augmenter la capacité d'un de nos sites industriels, nous recherchons un

RESPONSABLE DE PROJETS INDUSTRIELS Poste basé dans le Grand Ouest

Missions

Rattaché au Responsable Industriel, vous animez et coordonnez l'activité d'experts techniques pluridisciplinaires (internes ou externes). Vous intervenez au niveau de la définition, de l'installation, de la mise en route et de la qualification de projets d'extension importants.

Profil

Ingénieur généraliste de formation (génie industriel, productique,...), vous bénéficiez, à 30 ans environ, d'une solide expérience en matière de conduite de projets ou de mise en place d'ateliers. Pour ce poste, un bon niveau d'anglais est indispensable et des connaissances en physico-chimie seraient très appréciées. Bien entendu, vous aimez travailler en équipe, et votre sens de la communication vous permet de fédérer les énergies et de dynamiser les compétences.

Offre

Nous vous proposons d'intégrer un cadre de travail très agréable au sein d'un environnement technique de pointe. Nous mettrons à votre disposition tous les moyens nécessaires à la bonne marche de votre mission. Par ailleurs, vous pourrez bénéficier de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Les entretiens avec la société auront lieu le mardi 29 juin.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 2050 à : PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne
Télécopieur : 41.41.00.15.



EXPANSIA recherche pour son UNITE DE CHIMIE FINE :

Responsable Hygiène, Sécurité, Environnement

Rattaché à notre Direction d'Usine, vous assurez l'entière responsabilité de la Sécurité et de l'Environnement. Vous intervenez dans la mise en place de tout nouveau procédé chimique et prenez en charge la préparation, le suivi des dossiers administratifs ainsi que la législation concernée. Véritable Manager, vous coordonnez l'activité d'un groupe de 150 personnes que vous devrez former et motiver. A 35 ans environ, de formation Ingénieur Chimiste Organicien, homme de terrain, vous possédez une solide expérience en Chimie Fine Industrielle (5 ans) au cours de laquelle vous avez pu exercer vos qualités d'animateur. Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée.

Ingénieur Développement

Ingénieur Chimiste, vous avez acquis une première expérience dans la mise au point de procédés et dans leur extrapolation en atelier pilote production. Vous possédez une bonne connaissance des problèmes de sécurité pouvant exister en laboratoire et en application pilote. Assisté d'une équipe de techniciens supérieurs, vous prenez en charge l'industrialisation d'un procédé. Votre dynamisme, votre sens de l'écoute et du contact vous permettent de vous intégrer rapidement au sein d'une structure souple et motivée, avec le souci constant de la collaboration et de l'efficacité. Vous maîtrisez l'Anglais.

Postes évolutifs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Société EXPANSIA - Service du Personnel - BP. 6 - 30390 ARAMON



C'est pour tous les secteurs d'activité, c'est surtout pour les hautes technologies, c'est le Monde Initiatives du 15 juin*.



*date 15

Le Monde

INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir